

# L'ASSURANCE - VOL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 15 Décembre 1934, à 14 heures*

PAR

**Guillaume HAMONIC**

---

## JURY DE LA THÈSE

*Président* : M. Maurice PICARD, *professeur*

*Suffragants*    { M. Georges RIPERT, *professeur*  
                          { M. René MOREL, *professeur*

---

**PARIS**

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE**

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>ie</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies*

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5<sup>e</sup> ARR<sup>t</sup>)

---

1934





Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41550414\\_0023](https://archive.org/details/IA41550414_0023)

**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**



# L'ASSURANCE - VOL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 15 Décembre 1934, à 14 heures*

PAR

**Guillaume HAMONIC**

---

## JURY DE LA THÈSE

*Président* : M. Maurice PICARD, *professeur*  
*Suffragants*    { M. Georges RIPERT, *professeur*  
                      { M. René MOREL, *professeur*

---

**PARIS**

**LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE**

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>ie</sup> et ancienne Librairie F. Pichon réunies*

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

*Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée*

20, RUE SOUFFLOT (5<sup>e</sup> ARR<sup>t</sup>)

---

1934



## INTRODUCTION

1. *Développement actuel de l'assurance.* — Au cours de ces dernières années, l'assurance a pris une importance considérable dans la vie économique des nations. On peut constater qu'il ne subsiste plus rien de la prévention d'immoralité qui, à l'origine, s'attachait à elle, pour la raison qu'elle s'apparentait au jeu<sup>(1)</sup>. A l'heure actuelle, cette branche de l'activité humaine, dégagée de tout caractère équivoque, réglementée dans tous les pays, donne lieu à la conclusion de contrats bien définis dont le jeu répond à une nécessité économique et sociale. Il n'est plus un bon esprit qui ne reconnaisse l'utilité de l'assurance : n'est-il pas évident qu'un grand nombre de personnes exposées à un même risque, de réalisation fréquente, donnant lieu à des sinistres qui se produisent avec une certaine constance dans la régularité, ont intérêt à s'entendre pour répartir entre elles la perte totale résultant des sinistres annuels ? Moyennant un sacrifice pécuniaire dont la pratique est parvenue à fixer exactement le prix, chacune de ces personnes pourra se mettre à l'abri d'un événement capable de la ruiner.

Telle est bien, économiquement, la nature de l'assurance. S'il est vrai qu'au point de vue juridique, la convention apparaisse sous la forme d'un contrat passé entre deux personnes, il s'agit bien, dans le fond des choses,

(1) Cf. Ordonnance de Barcelone en 1425 interdisant les assurances fictives ou par simple gageure, C. ANCEY, *l'Assurance*, Libr. Gén. de Droit et de Jurisprud., 1933.



d'une répartition entre un grand nombre d'individus de la charge des sinistres, sous la forme d'une cotisation ou prime, versée à un intermédiaire, qui est l'assureur.

On conçoit que la protection résultant pour les individus d'une telle convention présente un caractère d'utilité incontestable. Le développement pris par l'assurance dans tous les pays est la preuve de l'intérêt qu'elle offre.

Il faut dire que ce développement s'est trouvé favorisé par l'accroissement et la diversité des risques auxquels sont exposés dans l'économie moderne, les individus et leurs biens. C'est ainsi, en particulier, que l'augmentation des richesses et spécialement de la fortune mobilière est venue accroître la fréquence des risques de vol dont la garantie est l'objet de cette étude.

2. *Silence du législateur.* — A l'heure actuelle, les événements les plus divers font l'objet du contrat d'assurance, et l'étude d'un point quelconque de cette matière si touffue est rendue d'autant plus intéressante que, si la loi du 13 juillet 1930, venant combler heureusement une lacune de notre Code civil et de notre Code de commerce, a tranché nombre de difficultés, elle a laissé bien des problèmes sans solution.

C'est ainsi qu'elle n'a pas spécialement réglementé l'assurance-vol, sauf en édictant, dans ses articles 28 à 39, un certain nombre de principes généraux applicables à toutes les assurances-dommages. Signalons pourtant que deux dispositions particulières la visent, celles des articles 15 et 43 que nous examinerons plus loin.

3. *Nature juridique.* — Bien qu'elle présente des particularités que nous aurons à étudier, l'assurance contre le vol est un véritable contrat d'assurance. Elle en réunit tous les éléments constitutifs :

- le risque, en l'espèce l'appropriation injustifiée de la chose d'autrui,
- l'indemnité, ou la somme qui sera payée par l'assureur,
- l'association, qui, à l'aide des cotisations individuelles, permettra de constituer le fonds destiné à réparer les sinistres.

On peut en donner cette définition: c'est un contrat par lequel, moyennant le versement d'une prime, l'assureur s'engage, en cas de vol dans les conditions prévues, à verser à l'assuré une indemnité représentative de la valeur de l'objet volé et dont le montant ne pourra excéder la valeur de la chose au jour du sinistre. Juridiquement, c'est un contrat synallagmatique, aléatoire <sup>(1)</sup>, soumis aux règles qui régissent ces conventions.

4. *Intérêts de cette étude.* — En dehors du fait que l'assurance contre le vol donne lieu à la formation d'un contrat dont il est fort intéressant d'examiner la nature et l'application, son étude sollicite la curiosité à cause de la place très particulière qu'elle occupe dans l'évolution de l'assurance en général : son apparition est, en effet, tardive et son développement apparaît beaucoup moins étendu que celui de toutes les autres catégories d'assurances.

Il est donc intéressant de rechercher pourquoi une idée aussi ancienne qu'est celle de l'assurance n'est appliquée que depuis peu d'années à un événement dont la production est aussi vieille que la propriété. Comment se fait-il, d'autre part, que le législateur de 1930, si soucieux par ailleurs de doter la France d'un système législatif complet

(1) Aléatoire, en ce sens seulement que chaque assuré est débiteur certain de la prime et créancier éventuel d'une indemnité, et non au sens qui s'attache à l'idée de loterie (Cf. Ch. WEENS, *L'assurance des choses, contrat d'indemnité*, Paris 1927).



de l'assurance, ait laissé l'assurance-vol en dehors de ses prévisions ?

Il est impossible d'entreprendre avec fruit l'étude de l'assurance contre le vol sans avoir préalablement dégagé ces divers aspects du problème, précisant en premier lieu son intérêt pratique, puis son intérêt théorique que nous ferons suivre d'un bref aperçu historique.

*5. Importance du problème. Généralité du risque. —* L'assurance-vol couvre un risque à la production duquel nul n'échappe, dès lors qu'il a « quelque chose à lui ». La possibilité d'être dépouillé de son bien est, pourrait-on dire, un « attribut » de la propriété et même de la possession.

Certains risques sont, par leur nature même, exceptionnels et ne frappent qu'une minorité d'individus. Tel est le risque des accidents d'aviation, par exemple, dont on se désintéresse aussi longtemps que l'on ne recourt pas au transport aérien, ce qui est naturel. Mais il est d'autres risques dont on ne se préoccupe guère plus, bien qu'ils nous menacent tous : il en est ainsi du risque-mort, du risque-maladie, du risque-responsabilité civile. Notre risque-vol n'échappe pas à cette indifférence : bien qu'il soit de tous les instants, il faut avouer qu'on le néglige de façon singulière. Le nombre des assurés est infime, malgré la fréquence des sinistres.

Et cependant, ceux des risques — contre lesquels on a pris l'habitude de s'assurer — se réalisent beaucoup plus rarement que le vol. C'est ainsi que la moyenne annuelle des incendies, par exemple, est sensiblement inférieure à celle des vols.



6. *Statistiques.* — Pour avoir une idée du nombre considérable des vols, il suffit de consulter les statistiques : elles nous révèlent, pour ces dernières années, un accroissement notable des crimes et délits contre la propriété <sup>(1)</sup>, le nombre total d'affaires de vol jugées par les tribunaux correctionnels de France a été de 39.262 en 1930 et de 41.078 en 1931, le nombre des prévenus pour ces affaires ayant été de 50.112 en 1930 et 52.099 en 1931 <sup>(1 bis)</sup>. Ces chiffres, impressionnants par eux-mêmes, le sont plus encore si l'on remarque que le vol est le délit qui, à beaucoup près, fournit, pourrait-on dire, la plus abondante clientèle aux tribunaux correctionnels, laissant bien loin les coups et blessures volontaires, au nombre de 30.014 en 1930, de 29.657 en 1931, les coups et blessures involontaires, au nombre de 16.953 et 19.135, tous les autres délits se chiffrant, pour les plus nombreux, par moins de 10.000.

On reste également confondu par l'importance numérique très grande du vol devant la Cour d'assises, où il vient, en troisième lieu, pour le nombre des affaires, après le viol et l'attentat à la pudeur sur des enfants de moins de 15 ans, au nombre de 323 en 1930 et 223 en 1931, le meurtre, au nombre de 230 et 187, 149 affaires de vol qualifié ayant été jugées en 1930 (125 passibles de la peine des travaux forcés et 24 passibles de la réclusion) et 185 en 1931 (165 passibles des travaux forcés et 20 de la réclusion) <sup>(2)</sup>.

(1) Compte général de l'Administration de la Justice criminelle pendant l'année 1931.

(1 bis) *Ibid.* et *op. cit.*, 1930, 44.

(2) *Op. cit.*, 1930, 7, et 1931, 6. En 1919, il était commis 150 cambriolages par jour dans le seul département de la Seine, d'après les renseignements fournis par la Préfecture de police, cités par Lefort, *L'assurance contre le vol*, 14. Ces vols causaient plus de 10 millions de francs de dommages. Il faut ajouter à cette somme, pour se rendre compte du préjudice causé par le vol, le montant des vols non révélés à la justice.

7. *Très grand nombre des vols.* — Ces chiffres, bien que suffisamment éloquents, ne donnent cependant pas une idée exacte de l'importance du nombre des vols. Les statistiques sont en effet établies uniquement d'après les affaires *jugées* par les tribunaux criminels. C'est dire que n'y apparaissent ni les sans-suite, ni les vols pour lesquels on ne porte pas plainte. Dans ce dernier cas, c'est par suite de l'inaction de la victime que le délit n'apparaît pas dans les statistiques, inaction tenant, soit à la valeur minime de l'objet disparu, soit à l'impossibilité de prouver le vol, soit au temps que l'on met à découvrir la disparition de l'objet volé, soit enfin à la peur du scandale et, parfois, à la crainte du préjudice qu'une poursuite judiciaire causerait à l'auteur. C'est ce qui se produit notamment pour un grand nombre de vols domestiques: le patron, dès lors que la valeur des objets volés n'est pas considérable, que le domestique n'a pas usé de moyens témoignant d'une très grande immoralité, se contente de renvoyer le coupable, retenant parfois sur ses gages la valeur de l'objet dérobé. Il compte que la leçon servira, ou, plus simplement, préfère ne pas s'attirer la rancune du voleur.

8. *Raisons de cette fréquence.* — Quoi qu'il en soit, l'augmentation constante du nombre des vols ressortant de l'examen des statistiques s'explique par l'évolution économique et morale actuelle <sup>(3)</sup>.

En premier lieu, la circulation des richesses est de plus en plus active, et l'importance de la fortune mobilière aug-

(3) Le vol a de tout temps fourni abondamment les statistiques criminelles : 1846, on comptait 26.673 affaires de vol jugées. De 1906 à 1910, pour 31.877 affaires jugées, 112.569 ont été abandonnées, *Paris-Assureur*, 1931, 968. En 1912, 70.530 vols simples ont été accomplis par des auteurs restés inconnus, *Annuaire des sociétés d'assurances*, 1913, 562.

mente considérablement, à la fois en valeur absolue, et comparativement à celle de la fortune immobilière.

La quantité de valeurs susceptibles d'être volées s'est accrue énormément ces dernières années. Cela est dû en grande partie aux déplacements continuels dont elles sont l'objet, en raison de la facilité des transports des gens et des choses. L'instabilité des fortunes n'est pas non plus étrangère à ces déplacements.

L'importance de ce facteur subsiste, bien que l'organisation moderne du crédit et des opérations de banque diminue considérablement les déplacements de numéraire et permette de se procurer toutes choses, de faire du commerce, sans qu'il soit besoin de manipuler des monnaies. Il faut bien, en effet, utiliser des espèces pour payer les ouvriers et les employés, pour réaliser des transactions courantes. Au reste, l'argent n'est pas le seul bien que convoitent les voleurs. Les titres, les bijoux, les fourrures, les objets précieux en général, dont la diffusion est universelle, constituent un appât générateur du vol.

A côté de ce facteur économique du développement actuel du vol, un élément moral agit d'une façon indéniable: on constate en ce moment un affaissement général de la moralité. Et c'est ce qui explique que, dans certains pays, le brigandage soit une véritable institution: aux Etats-Unis, par exemple, où les chefs d'entreprise sont dans l'obligation d'envoyer l'argent destiné à la paye de leur personnel sous bonne escorte (4).

D'autre part, il n'est pas moins certain que l'on trouve dans toutes les classes de la société un désir de luxe et de

(4) Le banditisme et le cambriolage atteignent aux Etats-Unis une telle fréquence qu'ils ont suscité de nouvelles formes de police contre le vol. Edwin W. Patterson, *Le droit des assurances aux Etats-Unis en 1930-31*, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1931, 977.



jouissances matérielles tel que, s'il n'est pas contrebalancé par un sens moral élevé, il arrivera plus d'une fois qu'un faible volera pour le satisfaire.

L'augmentation du nombre des vols apparaît donc comme accompagnant presque inévitablement à la fois l'accroissement des richesses économiques et l'affaiblissement de la moralité. Elle semble, d'autre part, favorisée par les progrès scientifiques. Les malfaiteurs ont, à l'heure actuelle, à leur disposition des moyens de perpétrer leurs vols extrêmement perfectionnés : toutes les découvertes de la science moderne ont été exploitées par eux pour exécuter leur délit. Le chalumeau oxyhydrique, par exemple, leur facilitera singulièrement l'ouverture d'un coffrefort, à moins qu'ils ne préfèrent user d'un procédé plus nouveau consistant à disjoindre les panneaux ; l'usage des stupéfiants est de pratique courante pour les « rats d'hôtel » tels ». C'est encore grâce au progrès scientifique que les voleurs feront disparaître les traces de leur passage, soit qu'ils se servent des moyens de transport les plus perfectionnés, les plus rapides pour disparaître eux-mêmes ou faire disparaître leur butin, soit que des gants de caoutchouc leur aient permis de ne laisser aucune empreinte.

Il n'est peut-être pas téméraire d'affirmer que, d'une manière générale, le progrès scientifique vient à la connaissance d'un certain public — auquel appartient la majorité des voleurs — beaucoup moins par ses études que par la lecture de romans ou de journaux décrivant avec minutie les procédés employés par des malfaiteurs dans de retentissantes affaires ou dans le domaine de la fiction.

9. *Variété des vols selon les pays.* — Enfin, une dernière remarque vient à l'appui des considérations que nous

avons exposées. Que des raisons d'ordre économique, moral, scientifique contribuent à augmenter le nombre des vols dans la vie moderne, nous en trouvons la preuve dans ce fait que, toute générale qu'elle soit, cette augmentation ne porte pas dans tous les pays sur les mêmes catégories de vols.

Notons, à titre d'exemple, que les vols de bijoux, de fourrures, d'objets d'art, de dentelles, sont, en France, les plus fréquents, alors qu'en Allemagne, c'est aux comestibles exposés dans les boutiques des charcutiers que s'en prennent, le plus souvent, les voleurs. En Italie, le risque des marchands de chaussures, celui des marchands d'articles de fumeurs sont, pour l'assureur, des risques indésirables.

Cela s'explique à la fois par une raison d'ordre psychologique : la différence de goûts des divers peuples, et par une raison économique : l'inégale répartition des fortunes moyennes dans chacun des pays considérés.

*10. Avantages de l'assurance-vol.* — L'augmentation d'un risque rend évidemment plus grand l'intérêt des particuliers à se garantir par tous les moyens possibles, et notamment par l'assurance. La fréquence actuelle des vols, le fait qu'ils peuvent porter sur une très grande part de la fortune d'un individu font que celui-ci a tout intérêt à s'assurer: ne vaut-il pas mieux payer une prime, même élevée, sous la seule réserve toutefois qu'elle ne devienne pas prohibitive, que de risquer la ruine à la suite d'un vol d'objets présentant une très grande valeur sous un petit volume, ou par les agissements d'un préposé infidèle ? C'est pourquoi, de toutes les assurances-vol, celles qui se développent le plus sont les assurances de bijoux, et les assurances-détournements.

L'assurance-vol présente l'avantage d'être à la fois réparatrice de dommages et contributrice de crédit : en assurant contre le vol les objets qui leur sont confiés, les dépositaires inspirent à leur clientèle une plus grande confiance. Et même, l'on peut dire que le développement de l'assurance-vol est souhaitable du point de vue de l'intérêt général : il est certain que les compagnies d'assurances contribuent à la répression par l'activité et l'ingéniosité qu'elles déploient à la recherche des voleurs dont, en définitive, c'est elles qui demeurent les victimes.

Enfin, en dehors de l'intérêt particulier que présente l'assurance-vol, elle offre, comme toutes les autres formes de l'assurance, un intérêt moral évident : la prévoyance n'est-elle pas une vertu doublement utile puisqu'elle protège les biens et, par suite, la famille de l'assuré, et qu'elle fait naître la confiance en donnant la sécurité ?

*11. Intérêt théorique du problème.* — L'intérêt pratique d'une étude de l'assurance-vol ne saurait être mis en doute ; il ne fera qu'augmenter. Une telle étude présente en outre un intérêt théorique certain.

Comme tout contrat d'assurance, l'assurance-vol donne lieu à un certain nombre de difficultés, tenant à la nature du contrat, à sa conclusion, au paiement de la prime, mais elle tire de plus un intérêt particulier de la nature même du risque.

*12. Fait matériel et fait juridique.* — D'une façon générale, un assuré demande à son assureur de le garantir contre les conséquences d'un *fait matériel* : l'incendie de sa maison, la perte d'un navire, la maladie, la mort d'un proche... Pour établir la réalisation du risque, et, par suite son droit au paiement à l'indemnité convenue, il lui suf-



fira de prouver la réalisation du fait matériel. En cas de contestation sur le point de savoir si l'assureur est ou non responsable, celui-ci devra prouver que la faute de l'assuré est intentionnelle, qu'elle constitue un dol... et les questions qui se poseront seront toujours des questions de fait.

Au contraire, s'il s'agit d'assurance-vol, l'on se garantit contre les conséquences d'un *fait juridique*, d'une infraction, qui comporte évidemment un élément matériel, mais qui ne suffit cependant pas à réaliser le risque. Les considérations qu'il faut faire intervenir à côté de l'élément matériel de l'infraction sont des considérations de *droit*.

Ceci nous explique que les difficultés de preuve, toujours très grandes en matière d'assurance, sont considérablement accrues en notre matière. Dans l'espoir de les diminuer, les assureurs ont pris l'habitude de ne pas se contenter de la définition du vol donnée par les textes de droit pénal, mais d'exiger toujours la preuve d'un fait matériel. .

*13. Notion du vol assurable.* — En matière d'assurance-vol, des questions de droit, fort délicates, se posent dès lors qu'il s'agit de préciser la notion du risque, sans préjudice des questions touchant la conclusion et l'exécution du contrat lui-même. Les difficultés sont donc de deux sortes, tenant, les unes, au fait qu'il s'agit d'un contrat d'assurance et les autres à la nature particulière du risque couvert.

La notion du vol assurable est nécessairement plus matérielle que celle du Code pénal, en ce sens que l'assureur ne se préoccupe pas du tout de l'intention de l'auteur : la notion de culpabilité reste totalement étrangère à l'assurance, du moins en principe, et si la police exige — non plus une condamnation du voleur, car il y a trop de sans-

suite — mais tout au moins le dépôt immédiat d'une plainte, ou le droit pour l'assureur de l'exiger, c'est uniquement en vue de faciliter la preuve de la réalisation du risque.

*14. Importance de l'attitude de la victime.* — Il est, à l'inverse, un élément à peu près étranger au Code pénal, qui revêt en notre matière une importance capitale, c'est l'attitude de la victime. L'influence de cette attitude, déjà très marquée toutes les fois qu'il s'agit de responsabilité civile, revêt une importance majeure en matière d'assurance : c'est qu'en effet, l'assuré ayant stipulé à son profit, est appelé à bénéficier de l'indemnité par le seul fait de la déclaration d'un sinistre.

L'assurance-vol nous apparaît donc comme une variété particulièrement nuancée de l'assurance, susceptible d'obliger l'interprète du contrat à user d'une réelle finesse d'analyse pour trancher des difficultés particulièrement ardues, et qui donnent naissance à des problèmes intéressants et variés.

*15. Historique.* — Avant d'entrer dans le vif du sujet et d'étudier en détail ces difficultés, il est bon de jeter un regard sur le passé : peut-être l'histoire nous fournira-t-elle l'explication de certaines particularités de l'assurance-vol.

*16. Ancienneté de l'assurance.* — L'assurance est un contrat fort ancien. S'il est vrai que l'Antiquité n'ait pas connu la technique de l'assurance, l'on en trouve néanmoins dans le passé l'élément juridique et le résultat économique. Nous y rencontrons, en effet, des personnes qui essaient de se garantir contre un risque en obtenant une certaine sécurité par l'intermédiaire d'autres person-

nes<sup>(5)</sup>. C'est ainsi qu'à Rome des *collegia funeraticia* s'étaient formés entre artisans afin d'assurer à leurs adhérents une sépulture et des funérailles décentes, et l'assistance d'un certain nombre de membres aux obsèques<sup>(6)</sup>. Certaines associations de militaires garantissaient à leurs membres, moyennant le versement d'un droit d'entrée assez élevé, une indemnité pour frais de voyage en cas de changement de garnison et un capital à l'adhérent en cas de retraite ou à ses héritiers en cas de mort. De même encore, les assurances maritimes étaient connues dans le droit romain, ou du moins une institution très voisine, celle du *nauticum foenus* ou prêt à la grosse aventure imité de la pratique grecque<sup>(7)</sup>. Le Moyen-Age vit de nombreuses associations qui aboutissaient à diminuer le risque en unissant des personnes, sans qu'un rapport fût établi entre le risque et les prestations promises : telles sont les nombreuses « gildes » destinées à garantir leurs membres contre certains risques<sup>(8)</sup>. En tout cas, dès le xiv<sup>e</sup> siècle, l'on trouve l'assurance maritime organisée, et complètement détachée du contrat d'affrètement<sup>(9)</sup>.

17. *Ancienneté du vol.* — Plus ancien encore est le vol, qui est, lui, aussi vieux que le monde : on sait la place considérable que sa répression tient dans les législations antiques et notamment le *furtum* dans le droit romain.

18. *Caractère récent de l'assurance-vol.* — Et cependant, le risque « vol » est le dernier venu dans le monde de l'assurance.

(5) Hémard, *Théorie et Pratique des Assurances terrestres*, I, 145 et s.

(6) Statuts du collège funéraire de Lanuvium, Girard, *Textes de droit romain*, 5<sup>e</sup> éd., 888.

(7) Ripert, *Droit Maritime*, 3<sup>e</sup> éd., III, n° 2.347.

(8) Hémard, I, 148.

(9) Hémard et Ripert, *loc. cit.*; Bensa, *Histoire du contrat d'assurance au Moyen-Age*, traduction Valéry, p. 18.



Quel est la raison de ce singulier phénomène ? Sans doute tient-il au fait que, jusqu'à l'apparition des grandes fortunes mobilières, les biens, pour la plupart, se trouvaient par leur nature soustraits au risque de vol. L'on peut ajouter que l'idée de couvrir par l'assurance la réalisation d'un fait juridique suppose un degré avancé de civilisation : en effet, l'assurance apparaît d'abord comme une forme de l'assistance <sup>(10)</sup>, dont le résultat économique est de protéger les hommes contre les coups matériels du sort, tempête, incendie, accidents...

Quoi qu'il en soit, la première compagnie d'assurances française ayant couvert le risque-vol, la Réunion Française, ne remonte qu'à 1899.

A l'étranger, l'assurance-vol est également tard venue, bien que l'Angleterre nous ait quelque peu précédés.

Observons pourtant que les « gildes », ces associations qui contenaient en germe, nous l'avons vu, l'idée d'assurance, protégeaient leurs adhérents contre toutes sortes de risques, l'incendie, l'inondation, la mortalité du bétail, et même aussi le vol. C'est ainsi qu'en 1155 une « gilde » obligatoire fut établie par le pape Alexandre III pour protéger les biens mobiliers des abbés, archidiacres, soldats, marchands et bourgeois du diocèse de Rodez contre la rapine et le vol <sup>(11)</sup>.

De même, l'assureur maritime répondait du « pillage », — risque très fréquent autrefois —, comme de toute fortune de mer <sup>(12)</sup>. Emerigon <sup>(13)</sup> faisait à cet égard une distinction, suivant que le vol était « par cas fortuit »

(10) Hémard, I, 146.

(11) Hémard, I, 149.

(12) Art. 26 Livre II Titre VI, *des Assurances Maritimes*, de l'ordonnance de 1681 sur la Marine; Valin, *Commentaires sur l'Ordonnance*.

(13) Emerigon, *Traité des Assurances*, I, sect. XXIX.

dans le navire, auquel cas on peut le prévenir par vigilance et l'assureur n'en est pas responsable, ou qu'il s'agissait d'une rapine à main armée, qu'elle eût pour auteurs des pirates ou des voleurs de terre, auquel cas l'assureur devait sa garantie.

19. *Les précédents dans la fiction.* — Il est assez piquant, à cet égard, de rappeler l'opinion d'après laquelle l'idée première du contrat d'assurance-vol aurait été émise par Walter Scott, dans *Rob Roy* <sup>(14)</sup>. C'est le bon bailli Nicol Jarvie qui en expose le plan : « ...Rob n'eut pas de peine  
« à rassembler une troupe déterminée ; et comme le cœur  
« lui saignait, disait-il, de voir les déprédations et les ravages qui se commettaient au sud des montagnes, il  
« proposa d'en garantir tout propriétaire ou tout fermier  
« qui lui paierait 4 % de sa rente ou de son fermage...  
« Rob s'engageait à les mettre à l'abri de tout dommage ;  
« ne leur eût-on enlevé qu'un seul mouton, il le leur faisait rendre ou en payait la valeur ; et il a toujours tenu  
« sa parole... Le *black-mail* est en opposition directe avec  
« nos lois, il faut en convenir ; c'est une chose tout à fait  
« illégale... et cependant si les lois ne peuvent protéger  
« mes grains et mes troupeaux, pourquoi ne m'arrange-rais-je pas avec un gentilhomme montagnard qui peut  
« le faire ? » <sup>(15)</sup>.

L'auteur de *Rob Roy* semble s'être fait une idée assez nette de ce qu'est un contrat d'assurance-vol. Il cite à cet égard des précédents, fait allusion dans l'introduction de son roman <sup>(16)</sup> à un document aux termes duquel le neveu

(14) Fred. W. Rutherford, *Burglary Insurance*, dans *The Financier and Bullionist*, 1904, *passim*, tirage à part édité par *The Post Magazine*, p. 2 ; adde le projet de Daniel Defoe, l'auteur de *Robinson Crusoe*, cité par Jacob, *Daniel Defoe*, Leipzig, 1929.

(15) T. IV des œuvres de Walter Scott, traduction de Montémont et Barré, p. 182.

(16) *Op. cit.*, p. 15.

du Rouge Mac Gregor (Rob Roy) avait convenu, vers 1741, avec des propriétaires, de leur ramener le bétail qu'on leur volait, ou de leur en rembourser la valeur sous six mois à dater du jour du vol, si on lui en donnait avis avec promptitude, moyennant un versement de 5 livres sterling pour 100 livres de revenu, « ce qui n'était pas, à coup sûr, un « très lourd droit d'assurance ». Le contrat n'était pas applicable pour les petits vols, « mais le vol d'un cheval, « d'une bête à cornes, ou de plus de six moutons, rentrait « dans le marché ».

À la vérité, l'assurance contre le vol semble avoir été à plusieurs reprises présentée au public comme l'œuvre de parfaits bandits. C'est ainsi que M. « Gogo » fait sa première apparition en qualité d'assuré contre le vol, dans un drame, *Robert Macaire*, joué le 16 avril 1834. M. Gogo, l'assuré contre le vol, y réclame âprement, à la Compagnie d'assurance contre les voleurs fondée par Robert Macaire et Bertrand, le paiement des dividendes auxquels il prétend avoir droit en sa qualité d'actionnaire (16 bis).

Cette conception de l'assurance-vol se rapproche évidemment, par son mécanisme, davantage de notre contrat moderne que celle des « gildes », fondées uniquement sur une idée morale d'assistance. Mais il n'en faut pas exagérer l'importance et nous sommes obligé de constater que les causes qui avaient amené le développement du contrat d'assurance, l'impulsion donnée par l'esprit de spéculation, si vif à la fin du Moyen-Age, si elles entraînaient l'extension de l'institution à un grand nombre de transactions commerciales renfermant l'idée d'un risque susceptible de lui servir d'aliment (17), ne donnèrent pas nais-

(16 bis) *Nouvelles Littéraires*, juin 1934.

(17) Bensa, *op. cit.*, p. 103.



sance à l'assurance-vol, autrement que comprise dans le risque maritime.

20. *Les premières Compagnies d'assurance-vol en Angleterre.* — C'est en effet en 1814<sup>(18)</sup> seulement qu'apparaît la première tentative d'organisation d'une compagnie d'assurance contre le vol. Et alors que l'on considère généralement l'Italie, ou tout au moins le bassin de la Méditerranée, comme le berceau de l'assurance<sup>(19)</sup> c'est en Angleterre que cette idée vit le jour.

L'auteur de l'article du *Pamphleteer*<sup>(20)</sup> exposant ce premier essai d'organisation, après avoir démontré que le système répressif du temps contribuait peut-être à punir le voleur, mais n'était pas susceptible de prévenir les vols, dont le nombre ne diminuait pas, malgré la multiplication des gardes et veilles dans les villes, propose l'organisation d'un office national de l'assurance contre le vol, qui serait créé par un Act du Parlement, aurait son siège au centre de Londres, avec des bureaux dans les divers quartiers et dans tout le pays. Une société par actions fournirait les fonds, étant entendu que les directeurs devraient être possesseurs d'un certain nombre d'actions. Les veilleurs seraient, d'autre part, supprimés, et les fonds précédemment affectés à ce service le seraient dorénavant à l'Office de l'assurance contre le vol. Enfin, les assurés paieraient une légère prime, un peu plus élevée que celle payée en matière d'assurance-incendie, mais dispensée des droits de timbre. Les assurés devraient, pour pouvoir prétendre au versement de la somme assurée, avoir fait le nécessaire pour retrouver le criminel. Les conditions de la police, le

(18) Certains font remonter cette tentative à 1787, de Wareghien, *L'assurance contre le vol*, 240.

(19) Bensa, *op. cit.*, p. 18.

(20) Cité par Rutherford, *op. et loc. cit.*

taux de la prime n'étaient pas prévus dans ce projet, qui présente un caractère utopique très marqué. Il est net que son auteur a voulu établir une grande solidarité entre les directeurs de compagnies, les veilleurs et les assurés, afin de faire front aux malfaiteurs.

Toutes ces idées que l'on trouve exprimées dans la littérature du temps, romanesque ou autre, n'ont donné lieu à aucune réalisation immédiate, et il faut arriver jusqu'en 1870 environ pour trouver la première compagnie d'assurance contre le vol établie à Londres <sup>(21)</sup>. Cette entreprise n'eut aucun succès: elle ne semble connue que par son inscription dans les actes de l'Enregistrement, et son promoteur doit d'avoir passé à la postérité, non pour l'avoir imaginée, mais pour avoir ensuite comparu en justice dans une affaire de divorce, comme co-défendeur.

Auparavant, s'était développée une sorte d'assurance voisine : la garantie des cautionnements. Dès 1840, le Parlement britannique avait accordé à une mutuelle, The Guaranty Society of London, des faveurs toutes spéciales: la production d'une police de cette société équivalait à la fourniture d'un cautionnement <sup>(22)</sup>.

Vers la même époque, en 1846, puis en 1850, des tentatives d'assurances contre le vol sont faites, sans succès, par diverses compagnies anglaises, The Property Protection Insurance Company, The General Indemnity Insurance Company, qui, pratiquant l'assurance des cautionnements, y joignent l'assurance contre les détournements. Ces deux formes de garanties, souvent combinées avec l'assurance sur la vie, se développent, à partir de 1849,

(21) Rutherford, *op. cit.*, 6.

(22) De Warenguien, *op. cit.*, 244.

mais l'assurance contre le vol ne parvient pas à s'établir.

En 1853, l'on songea à organiser l'assurance contre le vol à main armée. Cette nouvelle tentative ne fut pas plus heureuse que les précédentes. Elle rencontra l'hostilité très nette de la doctrine : le brigandage, dit-on, n'est plus à craindre dans une société civilisée. Seule, l'assurance contre les vols occultes serait utile mais, la preuve n'en pouvant être rapportée, ce risque n'est pas assurable.

La première mention d'une application pratique de l'assurance-vol se trouve dans le rapport annuel des directeurs d'une compagnie d'assurances, de la Mercantile Accident and Guarantee Insurance Company, Ltd, pour l'année 1889, dans lequel il est dit : « Les directeurs ont  
« imaginé, en juin dernier, l'introduction d'un système  
« d'assurance contre le vol, qui est la première applica-  
« tion pratique de cette forme d'assurance pour la Grande-  
« Bretagne. Bien que l'expérience soit de trop courte du-  
« rée pour être décisive, il apparaît aux directeurs que  
« les résultats seront satisfaisants » (23).

C'est « un jour d'automne de 1888 » (24) que l'idée avait pris naissance. Un ancien sergent de ville, nommé Allan, avait proposé à plusieurs compagnies d'assurances un plan d'assurances contre le vol, sans aucun succès. S'étant adressé à The Mercantile Accident and Guarantee Insurance Company, il convainquit le collaborateur du directeur, M. Rutherford et, le 31 mai 1889, une police-type était établie, après nombre de projets et de consultations de sollicitors. Le 1<sup>er</sup> juin 1889, la première police fut signée, et suivie de 1044 autres polices jusqu'au 31 décem-

(23) Cité par Rutherford, *op. cit.*, 10.

(24) *Ibid.*, 7.

bre de la même année, auxquelles correspondirent £. 1090 de primes, contre £. 213 de réclamations.

Ces débuts excellents entraînèrent d'autres compagnies d'assurances à garantir également le risque-vol.

Mais la confiance ne régnait pas encore dans le public quant à la solidité des opérations entraînées par cette nouvelle sorte d'assurance : le 26 décembre 1890, une maison de bijouterie du nord de l'Angleterre assurée fut soi-disant dévalisée et la réclamation de £. 5.000 qui fut intentée fit perdre toute confiance aux actionnaires. L'affaire dut passer à une autre société, la Scottish Alliance Co, qui n'eut qu'une existence éphémère. Ce fut enfin, en 1891, la National Burglary Insurance Corporation Ltd, qui reprit les affaires d'assurance-vol engagées par la Mercantile Accident.

*21. Les débuts de l'assurance-vol dans divers pays. —* Aux Etats-Unis, vers la même époque, diverses tentatives d'organisation de compagnies d'assurance-vol avaient été faites, notamment aux environs de 1876, avec un égal insuccès, dû, a-t-on prétendu, non pas tant au manque de capitaux ou de direction, qu'au fait que cette assurance n'était pas populaire et qu'il aurait fallu, pour qu'elle le devînt, « employer des méthodes malhonnêtes, c'est-à-dire encourager la propagation du vol dans les quartiers « non assurés »<sup>(25)</sup>. Un projet fut déposé dans l'Etat de Connecticut, qui n'aboutit pas.

En même temps que l'assurance-vol naissait et se développait en Angleterre, puis aux Etats-Unis, elle évoluait de même en Hollande, puis en Belgique, en Allemagne, en Autriche.

(25) Rutherford, *op. cit.*, 6.



22. *En France.* — Pour la France, cette évolution s'est produite avec un certain retard. Rappelons cependant qu'en 1854 une compagnie d'assurances, « la Paroisse », fut fondée, ayant pour but d'assurer les cloches, les bois sacrés, les ornements d'église contre les bris et fêlures et contre le vol <sup>(26)</sup>. Il ne semble pas que la fortune de cette compagnie ait été très heureuse. Elle avait, d'autre part, essayé d'organiser l'assurance contre le vol à main armée. La Compagnie The London Guarantee and Accidents avait, de son côté, tenté, sans y parvenir, d'introduire en France l'assurance contre l'infidélité des employés du commerce et de l'industrie. Un premier échec, en 1869, ne l'avait pas découragée, et elle avait renouvelé sa tentative en 1883, sans plus de succès <sup>(27)</sup>.

C'est vers 1895 seulement que le Lloyd Néerlandais, d'Amsterdam, a créé une branche-vol à Paris. L'idée n'intéresse pas encore les esprits : la Commission extra-parlementaire instituée en 1902 pour étudier un projet de législation sur les assurances ne s'en préoccupe pas, non plus que la Commission de la Société d'Etudes Législatives. En 1905, en 1907, l'association dite des Assurances sociales <sup>(28)</sup> observe la même indifférence.

Cependant, l'initiative du Lloyd Néerlandais avait immédiatement suscité des imitateurs. Certaines compagnies déjà existantes adjoignent le risque-vol au risque-incendie et au risque-accidents ; d'autres se créent pour exploiter principalement l'assurance contre le vol.

23. *La Réunion Française.* — Parmi ces dernières il faut citer en premier lieu la Réunion Française, fondée le 22

(26) *Journal des assurances*, 1854, 113.

(27) Rutherford, *op. cit.*

(28) Lefort, *L'Assurance contre le vol*, p. 18, n. 1.

juin 1899. Ses polices actuelles portent l'indication: « la  
« première compagnie française d'assurances contre le  
« vol et les détournements ». Mais il ne faudrait pas se  
leurrer sur la portée de cette indication et en conclure  
que la Réunion Française est uniquement spécialisée dans  
l'assurance contre le vol : à la vérité elle est la première  
compagnie d'assurances française qui ait envisagé, lors de  
sa fondation, la couverture du risque-vol au même titre  
que celle d'un autre risque. De l'article 1<sup>er</sup> de ses statuts  
il résulte en effet que l'objet de ladite société est d'assurer  
et de réassurer « notamment tous dommages ou pertes  
« pouvant atteindre les personnes, les animaux ou les  
« choses par suite d'événements quelconques et de toutes  
« les responsabilités en découlant », à l'exclusion des  
assurances sur la vie humaine.

Les affaires de la Réunion Française ont été en aug-  
mentant sans cesse<sup>(29)</sup>. Il est certain que le développe-  
ment de la branche vol et détournements n'est pas étran-  
ger à l'extension de ses opérations. Toutefois il faut se gar-  
der de tirer des chiffres que nous produisons une conclu-  
sion exclusivement favorable à l'assurance-vol. Il serait  
inexact de les donner, comme on l'a fait parfois, comme  
étant les résultats de la seule branche-vol. Cette Compa-  
gnie exploite d'autres branches, telles que les réassuran-  
ces, l'assurance-transports, et les chiffres de ses bilans  
s'appliquent à l'ensemble de ses activités. Nous croyons

(29) Son capital est de 5 millions de francs; voici quelques chiffres  
susceptibles de donner une idée du développement de ses affaires :

|                  | primes totales | réserves pour<br>sinistres et ris-<br>ques en cours : | fonds de réserve | bénéfice net |
|------------------|----------------|-------------------------------------------------------|------------------|--------------|
| Pour 1900 .. Fr. | 266.000.—      | 28.814.—                                              | 6.861.—          | 34.306.—     |
| Pour 1910 ....   | 2.817.006.—    | 842.000.—                                             | 325.000.—        | 138.386.—    |
| Pour 1920 ....   | 22.526.212,80  | 6.330.493,43                                          | 1.785.000.—      | 560.465,80   |
| Pour 1930 ....   | 67.238.835,89  | 29.356.996,84                                         | 5.400.000.—      | 2.604.405,70 |

même savoir que les primes de la branche-vol n'entrent que pour une faible part dans le montant total des primes qu'elle perçoit.

24. *Les assureurs français contre le vol.* — L'examen des statistiques des autres compagnies françaises qui, dans les premières années du <sup>xx</sup>e siècle, ont créé une branche-vol et lui ont donné une certaine importance (l'Union, la Minerve, l'Urbaine-Seine...) nous amènerait exactement aux mêmes conclusions.

Si, par ailleurs, nous examinons le nombre des compagnies couvrant le risque-vol, nous remarquons qu'en 1910 il était de 13, en 1913, de 25, et en 1930, de 101, le plus grand nombre d'entre elles ne couvrant ce risque qu'accessoirement et celles qui l'assurent principalement demeurant la très grande exception.

La place, assez minime encore, que tient la branche-vol dans l'exploitation des compagnies d'assurances françaises s'explique tout d'abord parce que cette branche est la dernière venue et n'a pas atteint tout le développement auquel elle pourra parvenir. Et puis, il faut bien constater qu'elle s'est heurtée si longtemps à l'hostilité des économistes et même des plus éminents<sup>(30)</sup>, qu'il ne faut pas s'étonner des hésitations de la pratique, de la doctrine et de la jurisprudence en cette matière.

Ajoutons que l'irrégularité du risque oblige l'assureur de vol à l'emploi d'une technique toute particulière. Presque entièrement à la merci de la bonne foi de l'assuré, il se trouvera souvent en présence de manœuvres qu'il lui sera très difficile de déjouer. Comment pourra-t-il, par exemple, se garantir contre l'individu qui, ayant pris un

(30) Gide, *Economie sociale*, 1905, 329.

collier de perles à condition chez un bijoutier, le fait estimer et assurer, le rend, puis déclare quelque temps après qu'il lui a été volé ? La seule défense de l'assureur est, ici, de refuser le risque si le proposant ne lui semble pas offrir toutes les garanties désirables de moralité. L'on comprend ainsi que l'assurance-vol ne puisse utiliser aussi largement que les autres branches la loi des grands nombres qui est, pourtant, la pierre angulaire de toute assurance. D'autre part, du fait de cette irrégularité même, la réassurance est parfois très difficile, s'agissant surtout de risques industriels et commerciaux.

Enfin, et cela tient à ce que l'assurance contre le vol a fait son apparition à un moment où l'assurance est devenue un rouage important de l'économie des affaires, où de nombreuses et puissantes compagnies couvrent presque tous les risques auxquels les hommes et leurs biens sont exposés, dans bien des cas, le vol est couvert accessoirement à d'autres risques. C'est ainsi par exemple que, souvent, l'assurance contre le vol est un accessoire de l'assurance transport, ou bien un aspect de l'assurance tous risques.

25. *Le particularisme.* — De toutes ces influences presque contradictoires il résulte que la pratique de l'assurance contre le vol est soumise à des règles spéciales. Il en est de même de sa technique: c'est ce qui nous explique que la loi de 1930 soit à peu près muette à son égard. Le législateur français, partageant sur ce point la manière de voir de l'étranger où il ne semble pas que l'assurance contre le vol ait été réglementée <sup>(31)</sup>, a sans doute jugé imprudent de légiférer à propos d'un risque nouveau et encore

(31) L'Angleterre, le pays où l'assurance contre le vol est le plus développé, n'a pas de texte relatif à cette branche.



assez mal connu. Il importait en effet de laisser à l'expérience le temps d'accomplir son œuvre, de créer les règles, les usages que la loi consacrera vraisemblablement plus tard. Il faut bien reconnaître que l'invention récente de l'assurance-vol laisse régner encore une grande incertitude quant à l'application de règles insuffisamment dégagées par la pratique. Craignant d'édicter à la légère des dispositions que l'usage pourrait révéler inopportunes, le législateur de 1930 a préféré s'abstenir et laisser à l'expérience le soin de déterminer le statut le mieux adapté à ce genre spécial d'assurances.

Au surplus, abstraction faite de sa nouveauté, l'on peut se demander si jamais l'assurance-vol pourra être assimilée de façon complète aux autres catégories d'assurances. A cet égard, il semble intéressant de la comparer à l'assurance maritime : cette dernière a été exclue de la loi de 1930 par l'article 1<sup>er</sup> parce qu'elle fait partie d'un système juridique régi par des règles très spéciales : le « particularisme »<sup>(32)</sup> du droit maritime n'est pas seulement un mot, il répond à une réalité. Il en est de même de l'assurance-vol : elle est dominée par les règles du droit pénal, d'interprétation stricte, et dépend d'un risque de nature très différente de celle des risques qui font généralement l'objet d'une assurance, à raison de l'importance des considérations d'ordre psychologique qui interviennent en la matière. L'on peut donc, avec quelque raison, étendre à notre assurance la notion de « particularisme » qui a eu une grande fortune en droit maritime.

Bien qu'en principe, pour l'assurance-vol, l'on ne se préoccupe nullement de la question de culpabilité, l'on ne saurait faire abstraction de la répression, tant pour dégager la notion du risque que pour en administrer la preuve. Et le facteur psychologique joue, nous l'avons in-

(32) Bonnecase, *Le particularisme en droit maritime*.

diqué, en notre matière un rôle capital : comme on l'a observé, le dicton de Pope : *the proper study of mankind is man* est d'application constante pour l'assurance-vol : s'en occuper revient à faire des études de psychologie.

L'élément psychologique intervient dans les rapports entre assureur et assuré ; il agit aussi sur le développement de l'assurance elle-même : il est reconnu que si l'assurance-vol a mis tant de temps à se développer en France et si elle y est, à l'heure actuelle, relativement peu répandue, c'est que l'éducation du public n'a jamais été faite et que la propagande sur ce point laisse fort à désirer.

26. *Division du sujet.* — Ce caractère « particulariste » de l'assurance-vol fait que son étude ne saurait être exactement calquée sur l'étude d'une branche quelconque d'assurance. A côté des règles applicables au contrat lui-même, abstraction faite de la nature du risque et qui sont une adaptation des règles générales en matière de contrat d'assurance-vol, il en est d'autres qui sont commandées par la nature même du risque couvert.

Pour mettre en lumière l'intérêt de notre étude et les difficultés qu'elle soulève, nous examinerons tout d'abord en une partie, dans une certaine mesure descriptive, les différentes sortes d'assurance-vol.

Ensuite, nous étudierons, dans une seconde partie où nous n'aurons, en règle générale, pas à nous préoccuper du risque lui-même, le mécanisme du contrat en dehors de la production du sinistre.

Dans une troisième partie, il nous faudra voir le mécanisme du contrat une fois le sinistre produit, c'est-à-dire étudier la garantie de l'assureur, ce qui nous amènera à dégager préalablement la notion même du risque couvert en matière d'assurance-vol.

Enfin, avant de conclure, nous jetterons un coup d'œil sur l'assurance contre le vol dans certains pays étrangers.

## PREMIÈRE PARTIE

### LES PRINCIPAUX TYPES DE CONTRAT

27. *Plan.* — L'étude des différentes modalités de l'assurance-vol est loin d'être purement descriptive : les divers types de contrat auxquels elle donne lieu se rangent logiquement dans un certain nombre de groupes, qui se différencient, d'une façon générale, par la nature du risque couvert.

L'assurance du vol se présente, en effet, sous trois aspects, suivant qu'il s'agit ou non de couvrir le vol lui-même, selon que l'assuré s'est prémuni contre le vol de façon soit principale, soit accessoire.

Dès lors que l'objet assuré a été « volé », la garantie de l'assureur entre en jeu, dans l'*assurance directe* : c'est la survenance dans le patrimoine de l'assuré d'un dommage consécutif à la soustraction frauduleuse d'un bien lui appartenant qui constitue le sinistre.

En second lieu, le vol peut faire jouer la responsabilité de l'assureur sans avoir causé de dommage direct au patrimoine de l'assuré, le préjudice souffert par ce dernier étant la conséquence des dommages-intérêts par lui dus à la victime du vol, parce qu'il se trouve responsable des faits de l'auteur. C'est le cas du patron actionné pour détournements commis par un de ses employés. Dans l'*assurance de responsabilité*, l'assuré n'est plus victime du vol, mais il en est, dans une certaine mesure, responsable.

Pendant assez longtemps, on a hésité à étudier cette sorte de contrat avec l'assurance-vol<sup>(1)</sup>, mais la loi de 1930 ayant consacré l'existence et la validité des assurances de responsabilité, déclarant dans ses articles 50 à 53 « l'assureur est tenu si, à la suite du fait dommageable prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé », il n'est plus possible d'écarter cette sorte d'assurance, lorsque le « fait dommageable » est le vol.

Enfin, l'assurance-vol peut jouer en même temps que l'assurance d'autres risques : par exemple, l'assureur contre l'incendie, exonéré des conséquences des vols commis au cours d'un incendie par l'article 43 de la loi de 1930, peut avoir couvert ces vols par une police séparée ou par une police dite combinée. La question est la même pour l'assurance-transport. L'assuré peut aussi faire assurer « tous les risques » susceptibles de frapper la chose assurée. Il nous faudra donc étudier comment et dans quelle mesure le vol est couvert dans l'assurance « tous risques ». Nous aurons ainsi à envisager en dernier lieu *l'assurance du vol associé à d'autres risques*.

#### A. — ASSURANCE DIRECTE.

28. *Contenu*. — Dans l'assurance directe, l'assuré a droit à la garantie dès lors que la chose assurée lui a été volée. Les objets les plus divers (tous les objets corporels) peuvent être couverts par une assurance directe et la nature de chacun d'eux commande les modalités différentes des

(1) De Warenguien, *L'assurance contre le vol en France et à l'étranger*, 2.



polices. Nous verrons tout d'abord les formes variées que prend l'assurance suivant l'espèce de meuble assuré et même suivant le lieu où il se trouve. La condition de lieu joue en effet un rôle capital en matière d'assurance, particulièrement en matière d'assurance-vol, nous aurons l'occasion de le voir. Notons tout de suite que toutes les polices portent une clause d'après laquelle « l'assurance « s'étend à tous les objets désignés aux conditions particulières de la présente police, *mais en tant seulement qu'ils se trouvent au moment du sinistre dans les locaux « assurés »* » <sup>(2)</sup>.

C'est la nature très spéciale de la chose volée ou plus exactement l'usage très particulier auquel elle est soumise qui nous amènera à distinguer le vol des voitures automobiles.

Enfin, le lieu du vol justifie la distinction d'une catégorie particulière de notre assurance, celle du vol « sur la « personne ».

29. *Mobiliers.* — La forme de contrat en quelque sorte la plus élémentaire est celle qui consiste, pour un individu, à se protéger par une assurance contre le vol des objets mobiliers dont il a la propriété, ou la possession. Des choses très différentes répondent à cette définition et toutes ne sont pas garanties de la même manière par l'assurance-vol.

Il s'agit là d'un risque fréquent. Et c'est aussi un fait d'expérience que, le plus souvent, les voleurs ne se contentent pas de soustraire certains objets, mais qu'ils en abiment d'autres qu'ils ne peuvent ou ne veulent emporter. Fréquemment d'ailleurs, les objets ainsi détériorés au

(2) Art. 3 de la police de la Réunion Française, imprimés A, B, C, D.

cours du vol sont précisément les meubles qui contenaient les objets dérobés et que les cambrioleurs ont fracturés ou forcés. Enfin, il est rare que les voleurs ne laissent une dernière trace de leur passage par les dégâts occasionnés à l'immeuble même où se trouvait le mobilier volé, lors de leur introduction sur les lieux ou de leur fuite.

*30. Caractères d'une garantie efficace.* — Donc, pour que la garantie fournie par l'assureur soit complète lorsqu'il s'agit de meubles, il faut qu'elle porte sur :

le vol proprement dit de la chose assurée,  
la détérioration de meubles occasionnée par le vol,  
la détérioration, produite lors du vol, de l'immeuble où se trouvait l'objet dérobé.

C'est pourquoi les polices relatives à ce genre de vol portent toutes, d'une part, la garantie de la « disparition, « la destruction et la détérioration résultant d'un vol », et prévoient, d'autre part, la possibilité de la garantie des « dégâts aux locaux provenant du fait des voleurs » <sup>(3)</sup>.

Cette assurance des objets mobiliers donne lieu à des observations particulières, suivant qu'il s'agit de l'assurance de « mobiliers » au sens courant, des objets se trouvant dans les musées, dans les expositions, dans les églises ou dans les coffres-forts.

α. — **Assurance contre le vol des mobiliers.** —

31. — Pour le particulier, le cambriolage de la maison qu'il occupe habituellement est le cas-type du vol. De même, l'assurance des meubles d'une maison est la première forme de contrat à laquelle on songe lorsque l'on pense à l'assurance-vol. C'est aussi la plus simple, celle

(3) Art. 1 de la police de la Réunion Française, imprimés A, B, C, D, E.

qui offre le moins de difficultés, de sorte que ce risque est qualifié de « risque simple » ou « assurance des particuliers ».

La combinaison classique consiste à assurer son mobilier contre les risques les plus susceptibles de se réaliser — encore prétend-on que le risque-vol est le plus fréquent à l'heure actuelle, — savoir, l'incendie — risque seul couvert le plus souvent — et le vol. Nous verrons que, pour certaines catégories tout au moins, l'association n'est pas simplement d'idées, les deux assurances étant dans une certaine dépendance.

Mais en cette matière, il faut en outre prendre en considération la personnalité de l'assuré. En effet, tous les individus ne sont pas également exposés au risque-vol : — un particulier l'est moins qu'un marchand et surtout qu'un boutiquier. — On distinguera donc l'assurance du mobilier des particuliers de l'assurance des marchandises. Parmi cette dernière catégorie d'assurance, une réglementation spéciale a dû être faite pour les marchandises représentant pour les voleurs un appât tout particulier à raison de la valeur considérable qu'elles représentent sous un petit volume : la fréquence des vols dans les bijouteries a amené les assureurs à faire de ce risque un risque spécial.

I. — ASSURANCE DES MOBILIERS PARTICULIERS. — 32. — Elle couvre le vol de tous objets se trouvant dans les « appartements, villas, châteaux, maisons de campagne, « hôtels particuliers » et c'est un risque considérable !

33. *Mobilier garanti.* — La détermination des objets susceptibles d'être couverts par une telle assurance appelle une remarque. Les appartements, villas... contiennent tout d'abord des meubles meublants qui sont, naturellement,

garantis. Mais ils contiennent en outre d'autres objets mobiliers susceptibles de tenter la convoitise des voleurs, autant et même davantage. Tels sont les espèces monnayées, les bijoux, les fourrures, les objets d'art, qui présentent également une grande valeur sous un volume restreint et qui sont faciles à dissimuler.

*34. Valeur du mobilier et montant de la prime.* — Pour établir le montant de la valeur du mobilier assuré, on prend généralement pour base la police-incendie, mais il y a lieu de faire une ventilation : pour les meubles meublants, le taux d'assurance est, en effet, un peu inférieur à celui des bijoux, métaux précieux (y compris l'argenterie), et valeurs et espèces hors coffre-fort. Pour ces dernières, dont la consistance et le montant sont essentiellement variables, nous verrons que l'assureur limite généralement sa responsabilité à une somme déterminée.

On répartit habituellement les différentes parties du mobilier de la façon suivante :

1° un article vise le mobilier en général, y compris les objets d'art, dentelles, fourrures :

taux du risque dans un immeuble urbain, habité  
0,40 à 1 0/00 <sup>(4)</sup>

2° un article sur les objets en argent, or et bijoux,

taux . . . . . 0,80 à 2 frs 0/00

3° un article sur espèces monnayées dans des meubles fermant à clef (maximum, en général : de 2.000 à 3.000 frs),

taux . . . . . 3 à 6 frs 0/00

(4) Tous les taux donnés ci-dessus ne le sont qu'à titre purement indicatif. Ils peuvent varier en raison des conditions particulières à chaque risque et selon l'accord des parties à ce sujet.



4° titres, valeurs en meubles fermant à clef (maximum: 15.000 à 20.000 frs) avec état détaillé tenu à jour, avec séries et numéros,

taux ..... 2,50 à 3 frs 0/00

5° détériorations immobilières (les détériorations mobilières résultant du vol sont comprises dans la garantie générale),

taux ..... 3 0/00

Si l'assurance est faite au premier risque, c'est-à-dire pour un montant fixé indépendamment du nombre et de la valeur totale des objets soumis au risque, certains assureurs admettent le groupement du mobilier, des bijoux et de l'argenterie. Le taux applicable peut être alors de 1 fr. 25 à 1 fr. 50 0/00.

Dans cette formule, en cas de sinistre, l'assureur couvre le dommage jusqu'à concurrence de la somme assurée sur chaque article, sans égard à la valeur totale des objets, qui peut être supérieure à la somme assurée. Il n'y a pas d'application de la règle proportionnelle. Toutefois, en cas de pluralité d'assurances (qui doit être déclarée), chaque assureur ne paie que sa quote-part, l'assuré ne pouvant réaliser un bénéfice.

35. *Vol commis par les domestiques.* — Le vol commis par les domestiques peut être couvert moyennant une surprime. La formule est alors généralement la suivante : Est couvert le vol commis par « des personnes aux gages de « l'assuré ou demeurant habituellement chez lui (à l'exception de ses ascendants, descendants ou alliés) ».

36. *Mobilier n'appartenant pas à l'assuré.* — Ce n'est d'ailleurs pas uniquement une question de taux de prime qui amène à séparer les différentes choses contenues dans

la catégorie « mobilier » : en effet, cette assurance couvre normalement les objets appartenant, soit à l'assuré, soit aux personnes de sa famille résidant habituellement chez lui, soit encore à ses domestiques. Mais, exclusion est faite quant à ces derniers de leurs « bijoux, espèces, titres, coupons, livrets d'épargne ». Cela s'explique par le fait que les domestiques occupent, tout au moins dans les grandes villes, un local moins bien surveillé et moins bien clos que l'habitation des maîtres et qu'ils enferment leurs valeurs dans des malles, armoires ou valises dont les serrures sont souvent insuffisantes.

37. *Bijoux.* — D'autre part, lorsque la valeur des bijoux est considérable, ils sont fréquemment couverts par une police spéciale, la police « bijoux personnels », qui garantit le vol des « bijoux, joaillerie d'or ou d'argent ou d'autres métaux précieux, diamants, perles ou pierres fines de toute nature à usage personnel »... — ce qui exclut l'argenterie de cette police — et ces objets ainsi détaillés sont couverts « pendant qu'ils sont portés ou déposés dans tous locaux et en tous lieux ou encore transportés ou expédiés par terre ou par eau, dans tous pays »... L'assurance manquerait, en effet, en partie son but si les bijoux n'étaient couverts que pendant leur séjour dans les appartements ou en coffre-fort : c'est peut-être à ce moment que le risque de vol est le moins considérable. Notons enfin que l'on rencontre assez souvent une assurance de bijoux personnels indépendante de toute assurance du mobilier contre le vol.

38. *Déplacements de l'assuré : voyage et inhabitation.* — D'une façon générale, la garantie donnée par l'assurance-vol des mobiliers particuliers n'est complète que si elle

se combine avec une assurance-voyage, par laquelle les objets assurés le restent lorsque l'assuré se déplaçant les emporte avec lui.

Le déplacement de l'assuré pose une dernière question : lorsque son absence de l'appartement assuré entraîne l'abandon de celui-ci — aucun gardien ne restant sur place — le vol est plus facile à perpétrer : aussi l'« inhabitation » est-elle considérée par les assureurs comme une aggravation de risque, devant faire l'objet d'une déclaration de l'assuré, dès qu'elle dépasse un certain délai, généralement deux mois par an <sup>(5)</sup>, à moins que la police ne réserve aux parties le soin de fixer ce délai. Il y a généralement lieu à la perception d'un supplément de prime en cas d'inhabitation supérieure à celle qui est prévue au contrat.

39. *Risques incendie et vol associés.* — Il peut enfin y avoir intérêt à associer le risque-incendie au risque-vol, comme accessoire de la police-vol, car, dans ce cas, on ne paiera les plus forts impôts que sur l'assurance-vol, considérée comme l'assurance principale. Or, les droits d'enregistrement sont moins élevés sur la police-vol. On emploie alors la formule suivante : Par dérogation et par extension des conditions générales de la police, il demeure convenu que la garantie de l'assurance résultant de ladite police est étendue aux dommages résultant d'incendie, d'explosion du gaz, de l'électricité, de la foudre, et ce moyennant une surprime de.....

En ce cas, on le voit, la surprime-incendie, inférieure à la prime-vol, n'est que l'accessoire de l'assurance-vol, et

(5) Police de la Réunion Française, imprimé A.

les impôts-incendie ne seront perçus que sur la surprime (°).

II. — ASSURANCE DES MARCHANDISES. — 40. — Le risque commercial est très considérable : les magasins sont le plus souvent abandonnés pendant la nuit et les jours de fermeture, fériés ou autres, ou soumis à une surveillance simplement périodique. Ils renferment des choses neuves, d'un écoulement plus facile que la plupart des meubles des particuliers. Les malfaiteurs sont donc tentés par cette proie relativement facile à saisir, surtout dans les grandes villes où le centre des affaires se trouve dans un quartier spécialisé, désert ou à peu près, en dehors des heures d'activité commerciale. Aussi est-ce là un des risques le plus fréquemment assuré à l'heure actuelle.

41. *Marchandises couvertes et valeur d'assurance.* — Sont couverts par l'assurance des marchandises, non seulement les « objets de commerce » de l'assuré, mais aussi ceux de même nature appartenant à des tiers lorsque l'assuré est tenu pour responsable des objets volés.

Le taux de l'assurance varie suivant la nature des marchandises à assurer. Il est évident que le risque n'est pas le même pour des objets encombrants entreposés dans de vastes hangars presque ouverts à tous les vents, que pour les marchandises d'un commerçant de détail. Une question délicate se pose, pour l'établissement de la valeur d'assurance. L'on n'a pas voulu s'en tenir à la déclaration de l'assuré : la fraude est trop facile et la tentation trop grande ; un commerçant en difficulté de paiement pourrait être tenté de simuler un vol et affirmer que des mar-

(6) Observons toutefois que, dans la pratique, les garanties sont, le plus souvent, nettement distinctes, même dans les polices dites « combinées ».



chandises lui ont été soustraites. Pour que l'assureur soit protégé contre l'évaluation exagérée des marchandises assurées et la simulation de leur vol, l'assuré est tenu de justifier par sa comptabilité la consistance des choses assurées. Toutes les polices relatives au risque commercial imposent à l'assuré la tenue de la comptabilité régulière prévue par les articles 8 et suivants du Code de commerce.

Notons que l'assureur garantit les espèces et les fonds de petite caisse à concurrence d'une limite généralement peu élevée, réserve faite des espèces et valeurs en coffre-fort.

*42. Vol par les employés de l'assuré.* — Le risque commercial est spécial à un dernier point de vue : les employés du commerçant peuvent être tentés de profiter de la connaissance qu'ils ont de la disposition des locaux de leur patron pour le voler. Aussi le risque commercial comporte-t-il le plus souvent, sans surprime, la garantie du « vol commis exclusivement avec effraction par des employés de l'assuré (autres que ses descendants ou alliés), « mais seulement lorsque ces vols sont commis en dehors des heures de travail ». Durant les heures de travail, un tel risque entre dans le risque-infidélité. De même entrerait dans le risque infidélité le vol commis par l'employé auquel des clefs auraient été confiées.

Enfin, l'inhabitation est une aggravation du risque dès qu'elle dépasse un certain délai.

III. — ASSURANCE DES BIJOUTIERS. — *43.* — Il est un risque commercial dont l'assurance-vol mérite une place à part, c'est celui des bijoutiers et joailliers. En effet, ils détiennent des marchandises représentant sous un volume minime une très grande valeur, d'un écoulement rela-

tivement facile. Nul doute que les cambrioleurs ne « tra-  
« vaillent » spécialement cette branche de leur industrie.  
La défense de ces commerçants est mieux organisée, il  
est vrai, mais, à côté des moyens préventifs de défense,  
l'assurance est ici tout à fait indiquée pour limiter le dom-  
mage. Aussi les bijoutiers et joailliers sont-ils parmi les  
premiers commerçants ayant recouru à l'assurance-vol.

Le risque est tel qu'il a donné lieu à l'établissement  
d'une police spéciale à tous points de vue.

L'assurance tous risques des bijoutiers et joailliers ga-  
rantit contre tous les risques de vols, pertes, incendie,  
que les objets assurés se trouvent sous la propre respon-  
sabilité de l'assuré ou celle de ses employés, voyageurs,  
commis, fournisseurs et clients.

*44. Etendue de la garantie.* — La garantie s'étend aux  
marchandises se trouvant en un endroit quelconque ou en  
cours de transports terrestres, maritimes ou fluviaux, dans  
les limites territoriales déterminées (généralement celles  
de l'Europe). Il est, en principe, stipulé que la garantie  
s'étend seulement aux pertes constatées et déclarées au  
cours de l'année d'assurance ; toutefois, les pertes cons-  
tatées lors d'un inventaire, qui n'auraient pas fait l'objet  
d'une déclaration préalable à la Compagnie, ne sont pas  
couvertes.

Notons que les risques de guerre, d'émeutes, les risques  
provenant d'un cataclysme quelconque, du vice propre de  
la chose, les risques de casse des objets fragiles<sup>(1)</sup>, les per-  
tes et dommages survenant au cours de foires, d'exposi-  
tions publiques, ne sont couverts que par clause spéciale et  
moyennant surprime.

(1) Ces risques donnent lieu à une surprime variant de 3 fr. 50, taux  
le plus bas, à 50 francs pour mille francs. Certaines matières, l'albâtre,  
le verre filé sont inassurables.

Donnent également lieu à surprime, les risques résultant de l'exposition des marchandises en vitrines placées dans des hôtels, restaurants et théâtres.

Quant aux marchandises transportées en automobiles autres que des voitures de place ou d'hôtel, il est, en général, convenu que, lorsque l'automobile sera abandonnée, la garantie ne jouera qu'en cas de vol des marchandises avec la voiture ou par suite d'effraction du coffre ou de la voiture.

Certaines polices définissent les risques couverts d'une manière large. En voici un exemple : « le présent contrat a pour but de couvrir l'assuré contre tous risques de pertes, de vol, même sur les tables et comptoirs et contre tous dommages matériels de quelque nature qu'ils soient, pouvant atteindre les objets ci-après désignés, qu'ils se trouvent sous sa propre responsabilité ou sous celle de ses employés, voyageurs, courtiers et préposés, et ce jusqu'à concurrence de la somme de..... ». Or, il est d'usage pour l'assurance-vol des marchandises, d'en exclure nettement les marchandises en vitrine et sur comptoir. Mais le vol en vitrine, suivant le bris de la devanture, et le vol de bijoux sur comptoir que le voleur se fait montrer, après s'être présenté comme un acheteur éventuel, sont les cas-types de vol de bijoux chez les bijoutiers. C'est pourquoi l'on n'exige pas ici la circonstance d'effraction, d'escalade, de fausses clefs, d'introduction clandestine, car il est très fréquent que le voleur se soit présenté comme un acheteur ou n'ait même pas pénétré dans la boutique.

Ce qui est à retenir dans ce contrat très spécial, c'est que la perte inexpliquée, généralement exclue de l'assurance-vol, se trouve couverte dès lors que l'assuré rapporte la preuve de la perte, soit au moyen d'une comptabilité régulière, soit par tout autre moyen.

Ajoutons enfin que l'assureur couvre le risque, même pour des bijoux... qui n'appartiennent pas à l'assuré, mais qui lui ont été confiés « à un titre quelconque ». Sont donc couverts les objets à réparer remis par un client à l'assuré, ou bien les bijoux faisant partie d'un « choix » envoyé à l'assuré. Sont également couvertes les sommes provenant de la réalisation des marchandises.

Le risque garanti n'est d'ailleurs pas toujours identique et varie suivant la situation du commerçant: l'on a coutume de distinguer suivant que celui-ci travaille « en boutique » ou « en appartement », le risque du fabricant étant soumis à une prime inférieure à celle du risque du comptoir.

Enfin, l'assureur limite généralement sa responsabilité à une certaine somme pour la partie des marchandises qui se trouve « hors coffre » pendant la nuit et la durée de la fermeture des magasins, ne garantissant intégralement que les marchandises rangées dans le coffre-fort.

#### IV. — ASSURANCE DES MUSÉES ET COLLECTIONS D'ART. —

45. — Ici encore, nous trouvons des objets de valeur considérable, mais parfois difficile à déterminer. La consistance des objets à assurer est facile à établir : il suffit de se reporter au catalogue détaillé. Pour l'estimation proprement dite, l'assureur ne s'en tient pas à la déclaration de l'assuré, il se base sur l'estimation préalablement faite par des experts dont la compétence est admise par l'assureur. Cette estimation est annexée à la police et, en cas de sinistre, il n'est pas nécessaire de la renouveler.

Les collections d'art des particuliers sont assurées d'après les mêmes principes que les objets des musées.

Ce genre d'assurance n'est pas appelé à un développement aussi grand qu'on pourrait le croire : en effet, la



plupart des musées appartiennent à l'Etat, qui est son propre assureur. D'autre part, il arrive très fréquemment que le montant de la prime dépasse le prix d'un gardiennage efficace <sup>(6)</sup>. La question ne se pose en pratique que pour les musées appartenant aux départements ou aux communes, et pour des collections particulières d'une importance réduite.

Mais les questions soulevées en théorie par cette sorte d'assurance ne laissent pas de présenter un très grand intérêt.

46. *Notion d'introduction furtive.* — La condition d'introduction furtive, généralement exigée à défaut d'effraction, d'escalade, de fausses clefs, pour que le vol soit assurable, peut être délicate à dégager, lorsque le voleur, après avoir pénétré dans le musée ou dans le lieu où est exposée la collection, comme visiteur, s'y laisse enfermer pour perpétrer son forfait. L'on devrait ici, semble-t-il, comme dans l'assurance des bijoutiers, ne pas exiger l'introduction furtive.

47. *Moulage des objets dérobés.* — D'autre part, l'on peut se demander si l'assurance couvre le préjudice certain résultant de ce que des objets d'art, uniques, ont été dérobés pour que des moulages en soient pris, puis remis en place sans avoir été matériellement détériorés? C'est une difficulté que nous examinerons en détail lorsque, dégageant la notion du vol assurable, nous étudierons la question du vol d'usage <sup>(6 bis)</sup>.

V. — ASSURANCE DES EXPOSITIONS. — 48. — Ce genre d'assurance se rapproche singulièrement de l'assurance

(6) Conf. *infra*. n<sup>os</sup> 192 et s. On peut, au reste, se demander s'il existe des gardiennages vraiment efficaces.

(6 bis) N<sup>os</sup> 174 et s.

des musées et collections particulières, mais elle est d'application beaucoup plus étendue. Tout d'abord, étant donné qu'il s'agit d'objets qui se trouvent enlevés de leur place normale et transportés à l'exposition pour un temps limité, l'assurance-vol des objets exposés se combine le plus souvent avec une assurance-transports, qui garantit l'ensemble des risques courus par l'objet au cours du transport aller et retour, y compris l'assurance-incendie. Nous retrouverons cette catégorie d'assurances en étudiant le risque-vol associé à d'autres risques.

Le nombre des expositions de toutes sortes va sans cesse croissant et, pour les expositions d'art, les musées de province et les particuliers ne prêtent généralement leurs collections et leurs œuvres d'art que si le comité d'organisation de l'exposition fait les frais d'une assurance couvrant tous les risques auxquels l'objet prêté se trouve exposé, y compris le risque de vol.

*49. Détermination de la valeur assurée.* — La valeur assurée est déterminée, soit par la valeur indiquée au catalogue ou à l'inventaire détaillé joint à la police, soit par les déclarations de l'assuré. En effet, il peut se faire, s'agissant d'expositions industrielles ou scientifiques, que l'objet assuré ait une valeur marchande nulle mais que son importance documentaire soit pour l'assuré d'un prix considérable, eu égard aux possibilités d'exploitation qu'il présente.

VI. — ASSURANCE DES ÉDIFICES RELIGIEUX. — 50. —  
— Pour ce qui concerne les objets d'art contenus dans les édifices du culte, les difficultés sont les mêmes que pour l'assurance-vol des objets se trouvant dans les musées. Mais cette forme d'assurance demande des explications complémentaires, pour une double raison : d'une part, les

édifices consacrés au culte ne contiennent pas uniquement des objets d'art, mais des tronc renfermant de l'argent et, qui, l'expérience le démontre, tentent les voleurs aussi souvent et même plus que les œuvres d'art elles-mêmes. En second lieu, des difficultés peuvent se présenter par suite de la situation juridique particulière de ces organismes, depuis la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

51. *Vol du contenu des tronc.* — Pour le vol du contenu des tronc, il semble *a priori* n'être pas assurable, car il est impossible, sauf la réunion de circonstances exceptionnelles : arrestation du coupable et aveu du montant du larcin, d'en déterminer l'importance. C'est pourquoi un certain nombre d'assureurs se refusent absolument à couvrir un tel risque.

Les compagnies assurant le vol du contenu des tronc dans les églises procèdent de la façon suivante : les tronc sont relevés périodiquement, et l'on établit une moyenne de leur contenu. Si le vol est commis le lendemain ou le surlendemain du jour où le tronc devrait être vidé, l'assuré n'aura droit qu'à une part proportionnelle de la somme assurée, après ventilation.

Ce risque est à la vérité des plus minimes : les vols dans les églises sont, à l'heure actuelle tout au moins, peu nombreux, et les sommes se trouvant dans les tronc d'un montant relativement peu important, sauf dans certaines églises particulièrement fréquentées ou à l'époque des pèlerinages.

52. *Influence de la loi de séparation.* — La situation spéciale des associations cultuelles depuis la loi de 1905 fait naître des difficultés particulières à notre matière. Cette situation a même pour résultat que les assurances de cette nature sont assez rares : ce sont les desservants du culte

qui devraient la contracter et en assumer toutes les charges, alors qu'il s'agit d'objets ne leur appartenant pas, dont ils ont simplement la jouissance!

A supposer que le ministre du culte ou l'association cultuelle ait contracté l'assurance, la difficulté est de savoir à qui devra être payée l'indemnité d'assurance au cas de réalisation du sinistre. A cet égard, il semble que la difficulté ait été tranchée de la manière suivante, tout au moins pour les objets servant au culte : il est stipulé dans la police que la somme assurée sera payée, soit au propriétaire légal, soit au contractant, mais toujours au fur et à mesure des achats de remplacement justifiés par la production des mémoires ou factures.

Remarquons enfin que cette police couvre généralement, non seulement les objets servant au culte, mais aussi les objets appartenant aux ministres du culte et se trouvant dans l'édifice cultuel, ceci évidemment pour éviter des contestations : en fait, il est assez fréquent que le ministre se serve de certains accessoires lui appartenant personnellement pour officier.

VII. — ASSURANCE DU CONTENU DES COFFRES-FORTS. —  
53. — Le vol du contenu des coffres-forts est, on le conçoit aisément, un risque considérable. Comme ce contenu est essentiellement variable et que la vérification en est impossible, il n'est le plus souvent assuré qu'au premier risque. Il en est ainsi tout au moins pour les titres, valeurs et espèces, tous autres objets pouvant être assurés pour leur valeur totale, avec application de la règle proportionnelle. L'assurance au premier risque, comme nous l'avons déjà indiqué, est faite à concurrence d'une somme forfaitaire sans jamais donner lieu à l'application de la règle proportionnelle.



54. *Garanties.* — L'assureur cherche à se prémunir contre les fraudes en exigeant de l'assuré la tenue d'une comptabilité régulière, et en stipulant que la garantie ne jouera qu'en cas d'effraction ou d'enlèvement des coffres. De plus, la considération de la personne pèsera d'un grand poids sur la décision de l'assureur : il n'acceptera le risque que si, à sa connaissance, la moralité et la solvabilité de l'assuré ne donnent lieu à la moindre suspicion.

Un état détaillé des titres et valeurs, avec indication des séries et numéros devra être tenu à jour par l'assuré et enfermé dans un meuble séparé : cette obligation prescrite en vue de la preuve est rigoureuse — particulièrement lorsqu'il s'agit de titres — la police imposant l'obligation, en cas de vol, de faire opposition sur les valeurs volées auprès de toutes les Bourses ou établissements où ces valeurs sont négociables.

L'assurance-vol du contenu des coffres-forts donne encore lieu à quelques remarques : les coffres loués à des tiers ne sont garantis que selon convention expresse. Nous retrouverons les difficultés relatives à ce genre d'assurance en étudiant l'assurance de responsabilité. Est également exclu le vol du contenu des soubassements et socles des coffres, sauf convention contraire.

Ce genre de polices contient généralement une clause relative à l'inhabitation et au déplacement du risque : si les locaux demeurent inhabités et non gardés pendant plus de cinq jours consécutifs, les effets de l'assurance sont suspendus à partir du sixième jour, tant que durera cette situation.

55. *Délaissement.* — Signalons enfin les règles pratiquement appliquées au sauvetage des objets dérobés en coffres-forts. Il ne peut y avoir délaissement si les objets sont

retrouvés avant le paiement de l'indemnité: l'assuré doit en reprendre possession et l'assureur n'est tenu qu'au paiement des détériorations subies et des frais de sauvetage ou de reconstitution déjà engagés. Les billets de banque, titres et valeurs, toujours assurés au premier risque, comme nous l'avons déjà indiqué, sont conventionnellement réglés contre délaissement.

56. *Avantages attachés aux titres volés.* — Des difficultés peuvent naître à l'occasion des avantages attachés aux titres volés. Elles sont habituellement résolues par une clause de la police aux termes de laquelle tous dividendes, droits de souscription, lots et en général tous avantages pécuniaires dont pourraient bénéficier les titres dans le laps de temps compris entre le paiement de l'indemnité d'assurance et le moment où ces titres redeviennent négociables, sont considérés comme sauvetages et répartis au prorata et jusqu'à due concurrence des intérêts respectifs de l'assureur et de l'assuré.

Il est à noter, en effet, que la cession de droits, consentie à l'assureur indépendamment de la subrogation résultant de la loi est, comme nous le verrons plus loin, limitée aux capitaux couverts par la police. D'où il suit que l'assureur ne peut rien récupérer au delà de l'indemnité qu'il a payée.

β. — **Assurance contre le vol des automobiles.** —

57. — Rentre également dans la série des assurances directes l'assurance du vol des automobiles. Etant donnée l'extension prise ces dernières années par la circulation automobile, c'est là un risque qui se développe constamment. Les vols d'autos sont de plus en plus nombreux.

Mais la fréquence croissante du risque n'est pas la seule caractéristique de ce genre d'assurance. En effet, la na-

ture spéciale de l'objet assuré entraîne nécessairement l'application de règles particulières : il s'agit d'un meuble ayant une individualité constatée par une pièce administrative : la carte grise. Grâce à cette sorte d'état civil, il est relativement facile de le retrouver et surtout de l'identifier. Il est d'ailleurs assez rare que la voiture soit complètement perdue, et, malgré l'habileté des voleurs spécialisés dans ce genre de délit, tôt ou tard, elle est retrouvée, le plus souvent, il est vrai, inutilisable, le voleur ayant eu soin, avant de l'abandonner, de la dépouiller de tout ce qui peut servir : pneumatiques, accessoires de toute sorte. Ce n'est donc pas le risque de perte totale qui est considérable en cette matière, mais celui de détérioration.

58. *Vol du contenu de la voiture.* — L'attention des voleurs est souvent attirée plus encore par le contenu de la voiture que par le véhicule lui-même : une automobile est en stationnement, renfermant des bagages, divers objets que le propriétaire transporte. Il est évidemment aisé de s'introduire dans la voiture, de s'emparer de son contenu, d'ailleurs plus facile à écouler que l'automobile elle-même. Mais la consistance du contenu de la voiture est extrêmement difficile à déterminer, et, pour éviter toute difficulté à ce sujet, les compagnies d'assurance n'assurent ce contenu que s'il est volé avec la voiture elle-même. Certains assureurs font exception à cette règle, et couvrent le contenu de la voiture à condition qu'elle ait un chauffeur et qu'elle ne soit jamais abandonnée (7).

De plus, ils imposent une franchise à l'assuré et exigent une prime fort élevée. Pour toutes ces raisons, la garantie du contenu des voitures automobiles est rarement appliquée.

(7) Voir *infra*, n° 69, les difficultés relatives au vol du contenu de la voiture, qui met en jeu l'assurance responsabilité.

59. *Dépréciation de la voiture assurée contre tous risques.* — Une difficulté provient, dans ce genre d'assurance, du fait que les voitures automobiles diminuent très vite de valeur et cela pour deux raisons, qui sont l'usure et la mode. Les fabricants, en effet, inventent sans cesse de nouveaux modèles de carrosseries. D'une année à l'autre, un type de voiture est démodé et sa valeur de revente diminue, quel que soit l'état de son mécanisme. Un moyen s'offrait de pallier cet inconvénient : n'établir qu'une police annuelle et conclure chaque année un nouveau contrat tenant compte de la réduction de valeur de la voiture. Mais certains assureurs français sont réfractaires à l'emploi de ce moyen qu'ils trouvent trop compliqué. Ils préfèrent assurer la voiture pour sa valeur de catalogue et ils exigent parfois le maintien de la prime originaire pendant toute la durée de la police, bien que lors du règlement en cas de sinistre total, la valeur vénale du véhicule soit seule considérée.

Tout autre est la méthode des assureurs anglais. Ils couvrent la voiture en valeur dite « agréée » par une police annuelle, dont ils offrent chaque année le remplacement en proposant une nouvelle estimation de la valeur de la voiture. La prime est réduite en conséquence.

Il est à noter que le système anglais rencontre la faveur d'un grand nombre d'automobilistes et que les errements suivis par quelques assureurs français éloignent d'eux une nombreuse clientèle : l'assuré ne comprend pas qu'il soit tenu de payer la même prime, alors que diminue la valeur de sa garantie. Les assureurs français, il est vrai, tentent de justifier leur attitude à l'aide de raisons qui ne sont pas toutes sans valeur : ils invoquent tout d'abord la loi, c'est-à-dire le respect de la convention qui prévoit une prime fixée une fois pour toutes. On aperçoit la faiblesse de cet



argument : rien ne les empêche de modifier la convention. Plus valable est le motif tiré de ce fait que la prime de réassurance qu'ils sont eux-mêmes obligés de payer reste, dans certains cas, invariable. Enfin, — et c'est là peut-être l'argument le moins fragile —, ils font valoir que leurs obligations croissent avec l'âge de la voiture, les réparations étant d'un prix plus élevé et les chances d'accident plus grandes pour une vieille voiture que pour une neuve. Il est, en effet, à considérer que l'assureur paie les réparations le même prix, quel que soit l'âge de la voiture <sup>(8)</sup>.

Quoi qu'il en soit, la méthode suivie par certains assureurs français n'est pas à l'abri de toute critique. Il semble d'ailleurs qu'une évolution se dessine sur ce point : plusieurs compagnies d'assurances françaises consentent, lorsqu'elles en sont priées, à réduire les primes afférentes aux risques d'incendie et de vol, à partir du moment où la valeur vénale de la voiture se trouve être sensiblement réduite. La jurisprudence est d'ailleurs divisée sur le point de savoir si les détériorations subies par la voiture doivent être payées en totalité ou seulement selon cette valeur vénale.

*60. Accessoires.* — La voiture elle-même n'est pas seule à tenter les voleurs qui, bien souvent, se contentent de faire main basse sur les accessoires. Il faut faire à cet égard une distinction :

Les pièces essentielles au fonctionnement de la voiture sont couvertes sans surprime par quelques assureurs (la Minerve et l'Union, par exemple) <sup>(9)</sup>.

(8) Notons que ces considérations s'appliquent surtout à la police tous-risques automobiles. Quant au vol, les grandes Compagnies françaises prennent soin d'inviter leurs assurés à réviser en baisse la valeur des objets garantis. Il en est ainsi notamment de l'Union et de la Minerve, dont les tarifs sont dégressifs.

(9) Il a été jugé que l'assureur n'est tenu que pour le bouchon de radiateur lui-même, qui est indispensable, mais non pour le motif décoratif qui se trouve au-dessus, trib. com. Seine, 16 mai 1924.

Les accessoires ou pièces de réchange qui constituent, d'après le catalogue du constructeur, l'équipement normal du véhicule lors de la livraison, ne sont garantis, sauf convention spéciale, que s'ils sont volés avec la voiture elle-même ;

La clause spéciale qui assure ces accessoires stipule une franchise d'avaries (généralement 150 francs) sauf le cas de vol avec effraction, violences caractérisées, auxquels cas la garantie est complète.

De même, les effets et autres objets (sauf les bijoux, espèces, valeurs) peuvent être garantis par clause spéciale avec franchise (hormis le cas de vol avec effraction...).

Mais les assureurs limitent leur garantie pour ces accessoires et effets à une somme minime (2.000 à 5.000 fr., en général).

Une assurance assez particulière est celle de la responsabilité du vol des voitures dans les garages. Le nombre des véhicules qui s'y trouvent varie à chaque instant. Il est, dès lors, impossible de fixer la valeur à garantir. C'est pourquoi l'on a recours à la formule suivante : la prime est calculée d'après la superficie du garage et une surprime est perçue pour étendre la garantie aux vols qui pourraient être commis par le personnel du garagiste. Cette assurance est toujours au premier risque.

7. — **Assurance contre le vol des objets entre les mains d'une personne déterminée.** — 61. — Enfin, la dernière catégorie d'assurance directe contre le vol s'applique à certains objets, mais seulement lorsqu'ils se trouvent entre les mains d'une personne déterminée.

A cet égard, une distinction doit être faite : dans les types d'assurance que nous avons étudiés précédemment, il peut avoir été convenu que les objets assurés seront couverts, alors même qu'ils se trouveront sur la personne de

l'assuré : c'est le cas de l'assurance des bijoux personnels. De même, lorsque l'assurance du mobilier est assortie d'une assurance-voyage, il s'agit bien, dans une certaine mesure, d'une assurance du vol sur la personne. De même encore, les conditions générales des polices-vol du mobilier des particuliers, qualifiées « police d'assurance contre le vol avec effraction, escalade ou usage de fausses clés »<sup>(9)</sup>, prévoient la garantie des « vols commis avec agression sur la personne de l'assuré ou celle d'un membre de sa famille demeurant habituellement chez lui », et ce, dans les locaux assurés. Toutefois, une garantie dite « assurance-voyage » et vol par agression peut être consentie moyennant surprime.

Mais dans toutes ces hypothèses, l'assurance sur la personne apparaît comme complémentaire de l'assurance de choses déterminées et, comme telle, elle ne mérite aucune mention spéciale, la personne n'étant considérée qu'en sa qualité de porteur de la chose assurée par ailleurs, en tant que « lieu », si l'on peut dire, où se trouve la chose assurée.

62. *Vol sur la personne risque distinct.* — L'assurance-vol sur la personne est différente : c'est un risque qui donne lieu à l'établissement d'une police spéciale. On conçoit l'intérêt d'une telle garantie pour un commerçant ou un banquier qui confie à un employé des marchandises ou des sommes d'argent pour les besoins de leur commerce. L'intéressé conclura, dans le premier cas, une assurance des marchandises confiées aux voyageurs de commerce, dans le second cas, une assurance contre le vol, couvrant « les vols dûment établis, commis sur la personne de l'assuré lui-même dans l'exercice de sa profession, sur celle de ses fondés de pouvoirs, caissiers,

(9) Réunion Française, modèle A., Union.

« garçons de recettes et, en général, tous employés à son service dans l'exercice de leur emploi et circulant dans un périmètre prévu aux conditions manuscrites »<sup>(10)</sup>.

Le vol avec effraction des malles ou valises qui contenaient les marchandises n'offre aucune particularité. Il n'en est pas de même du vol commis sur la personne. Des difficultés surgissent fréquemment à ce sujet. La preuve d'un tel vol est difficile à établir et la fraude est à craindre en pareil cas : le porteur de sommes et d'effets de commerce, garçon de recettes, encaisseur, peut être tenté de simuler soit un vol à l'esbrouffe, soit même un attentat sur sa personne. C'est pourquoi, le plus souvent, l'assureur exigera que l'encaisseur soit nommément désigné.

Mais, pour un établissement de crédit d'une certaine importance, cette obligation de désigner nommément le garçon de recettes ou l'encaisseur peut entraîner de très grandes complications. C'est pourquoi, lorsqu'il s'agit d'un commerçant connu, dont la moralité est indiscutable, les assureurs acceptent-ils de couvrir le vol sur la personne commis sur des encaisseurs « non dénommés », faisant confiance à l'assuré pour le choix de ses préposés.

Toutefois, pour se garantir contre les surprises toujours à craindre en cette matière, l'assureur exige deux conditions pour consentir l'assurance : tout d'abord, il demande que le nombre des encaisseurs porteurs de fonds soit indiqué dans la police et, en second lieu, il ne garantit qu'un maximum annuel, qui marque la limite de son engagement. De plus, lorsque les sommes ou valeurs transportées dépasseront un certain chiffre, il imposera parfois à l'assuré l'obligation de faire accompagner le porteur et d'obliger celui-ci à se munir d'un portefeuille qui devra

(10) Réunion Française, modèle F.



être placé dans une poche intérieure de son vêtement. Une clause de la police stipule qu'à défaut par l'assuré d'observer les précautions prévues, il n'y aura pas assurance.

## B. — ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ

*63. Caractères spécifiques.* — Le mécanisme de cette assurance est tout différent de celui de l'assurance directe, en ce sens que le préjudice couvert résulte, non plus du fait que le vol ôte à l'assuré la propriété d'un objet, mais de ce que le délit fait naître à sa charge une responsabilité et l'obligation de réparer le dommage causé à la personne volée. Pour que cette assurance puisse jouer, il faut donc supposer que l'objet volé se trouve sous la garde de l'assuré au moment du vol.

La validité des contrats d'assurance de responsabilité ne fait plus de doute; l'article 32 de la loi du 13 juillet 1930 formule en effet ce principe général à propos des assurances de dommages : « Tout intérêt direct ou indirect à la non-réalisation d'un risque peut faire l'objet d'une assurance ».

Ce principe trouve l'une de ses applications dans les assurances de responsabilité qui ne sont qu'une subdivision des assurances de dommages et auxquelles le législateur a consacré une section spéciale, la section IV, qui comprend les articles 50 à 53 inclus. L'article 50 précise en ces termes les obligations de l'assureur : « Dans les assurances de responsabilité, l'assureur n'est tenu que si, à la suite du fait dommageable prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé ».

Comme on le voit, c'est seulement la réclamation du tiers lésé qui constitue la réalisation du risque, que cette réclamation soit fondée ou non : « Le sinistre », dit M. Hémar, « est réalisé sans qu'il y ait responsabilité quand « la demande du tiers a été jugée mal fondée ; alors l'indemnité d'assurance ne comprend que les frais judiciaires exposés » <sup>(11)</sup>.

Les diverses assurances de responsabilité auxquelles donne lieu le vol sont l'assurance de la responsabilité des hôteliers, du propriétaire des immeubles, du propriétaire d'une automobile pour les objets appartenant à des tiers et volés dans sa voiture et la responsabilité des officiers ministériels, fonctionnaires et assimilés (gardiens de documents et comptables de deniers publics ou privés).

**α. — Assurance de la responsabilité civile des hôteliers en cas de vol des effets des voyageurs. —**

64. — Les articles 1952 à 1954 du Code civil mettent à la charge des hôteliers, dépositaires nécessaires des objets apportés par le voyageur qui loge chez eux, la responsabilité de ces effets. Celle-ci est d'ailleurs, depuis la loi du 8 avril 1911, qui a modifié l'article 1953 du Code civil, limitée à mille francs « pour les espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les objets précieux de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes et hôteliers », cette limitation n'étant du reste pas applicable lorsque le voyageur prouve à l'encontre de l'hôtelier une faute dans les termes de l'article 1382 du Code civil <sup>(12)</sup>.

(11) Hémar, II, 197.

(12) Paris, 5 janvier 1932. Ce même arrêt décide qu'il y a partage de responsabilité en cas de faute du voyageur lui-même ou de son préposé.

C'est contre cette responsabilité que les hôteliers peuvent se garantir par l'assurance. Il n'est fait alors aucune distinction suivant la personnalité du voleur : ce n'est pas la responsabilité de l'hôtelier en tant que commettant qui est en jeu, mais sa responsabilité de dépositaire : C'est ainsi qu'il a pu être condamné à réparer le préjudice causé à un voyageur auquel un autre voyageur avait dérobé ses effets, grâce, il est vrai, à une serrure défectueuse<sup>(13)</sup>. L'on ne distingue pas davantage suivant la partie de l'hôtel où le vol a été commis : l'hôtelier a été jugé responsable du vol d'effets déposés dans l'écurie de l'hôtel<sup>(14)</sup> car il y a bien là dépôt nécessaire d'un effet.

65. *Division du risque.* — Pour faciliter les choses et éviter des surprises et des contestations, le risque est généralement divisé : en assurance dans les chambres, risques dans les dépendances ou autres pièces de l'hôtel, risques courus par les effets confiés au personnel pendant leur transport. Tous ces risques font l'objet de l'assurance, mais la prime est différente pour chacun d'eux.

L'assureur limite en général sa responsabilité pour chaque risque : il ne garantit, par exemple, qu'une somme minime par chambre et il stipule une franchise d'avarie, sans préjudice de la clause généralement admise, d'après laquelle l'hôtelier restera son propre assureur pour une certaine fraction du dommage, généralement fixée à 20 %. C'est un risque indésirable<sup>(15)</sup> à raison de la difficulté de la preuve.

Pour les valeurs déposées dans le coffre-fort de l'hôtel,

(13) Seine, 16 février 1905, cité par Wilhelm, *Contribution à l'étude de l'assurance contre le vol*, 236.

(14) Riom, 31 mars 1906, D. 1906.5.68.

(15) L'assureur craint le « sinistre de compensation » : un voyageur malhonnête déclare un vol incontrôlable, pour payer sa dépense sans bourse délier.

qu'elles appartiennent à l'hôtelier ou aux voyageurs, il n'y a pas de dérogation au droit commun: pour obtenir la garantie, l'hôtelier souscrit la police ordinaire applicable au vol dans les coffres-forts.

*66. Responsabilités analogues.* — Notons enfin que certaines personnes, responsables en qualité de dépositaires nécessaires, peuvent certainement faire couvrir leur responsabilité. Mais, les dispositions des articles 1952 et suivants ne leur étant pas applicables, les clauses et conditions de la police devront nécessairement être différentes.

C'est ainsi qu'il y a dépôt nécessaire lorsque le client d'un médecin laisse dans l'antichambre de ce dernier les vêtements dont il s'est débarrassé avant d'être introduit dans le cabinet de consultation; de même le dépôt dans sa loge de ses habits de ville par un artiste est un dépôt nécessaire — comme aussi le dépôt fait par un voyageur au bureau des bagages. Dans toutes ces hypothèses, la personne responsable peut se protéger par une assurance contre le vol des effets, objet du dépôt nécessaire.

**6. — Assurance de la responsabilité civile des propriétaires d'immeubles en cas de vols commis au préjudice de leurs locataires.** — 67. — Le propriétaire est responsable à l'égard du locataire, dans les termes du droit commun, c'est-à-dire en vertu des articles 1382 et suivants et, de plus, il est responsable selon l'article 1721 du Code civil, des vices de la chose louée. Si donc le vol d'objets appartenant au locataire d'un immeuble a été facilité par un défaut dans la clôture ou la fermeture de l'immeuble ou bien par la négligence du concierge, la responsabilité du propriétaire est engagée, et il peut la faire couvrir par une assurance.



Le rapport entre cette assurance et l'assurance-incendie est frappant: en effet, les polices-incendie comportent généralement une clause exonérant l'assureur des dommages consécutifs au vol commis à la faveur de l'incendie. Il est donc normal que l'assuré complète la garantie qui lui est donnée par sa police-incendie en contractant en même temps une assurance de responsabilité contre le vol commis à la faveur de l'incendie de sa maison.

68. *Négligence du concierge.* — Quant à la responsabilité civile du propriétaire d'immeubles pour vols commis grâce à la négligence de son concierge, elle a été maintes fois reconnue par les tribunaux, soit que le vol ait été commis alors que le concierge avait imprudemment laissé seul un locataire éventuel dans un appartement qu'il visitait, et qui en avait profité pour prendre des empreintes de serrures, ce qui lui avait permis de perpétrer ensuite un cambriolage<sup>(16)</sup>, soit même que le concierge ait commis des vols dans l'appartement du locataire qui, conformément à un usage fréquent à Paris, lui avait remis ses clefs en son absence<sup>(17)</sup>. D'une façon générale on admet d'ailleurs que le propriétaire d'un immeuble est responsable civilement de tous délits commis par le concierge en sa qualité de préposé<sup>(18)</sup>. Et cependant, les assureurs couvrant la responsabilité civile du propriétaire d'immeubles pour vol commis dans l'immeuble s'exonèrent généralement pour le cas où le concierge est l'auteur du vol. Cette attitude s'explique par le fait que le propriétaire est pré-

(16) Seine, 4 mai 1889, 3 mai 1905, cité par Wilhelm, *op. cit.*, p. 249.

(17) Seine, 25 mars 1902, Wilhelm, *op. cit.*, 240.

(18) Paris, 20 juillet 1889, D. 1890.2.112, et une décision très intéressante du Trib. Civ. de la Seine du 1<sup>er</sup> mai 1931 (*La Semaine juridique*, 2-9 août 1931), selon laquelle aucune atténuation de la responsabilité du propriétaire ne peut résulter du fait que le coffre-fort du locataire soit insuffisant, l'existence du concierge permettant de considérer l'appartement comme gardé et surveillé.

sumé avoir fait un mauvais choix, et qu'il ne peut se soustraire par l'assurance aux conséquences de sa faute. Ajoutons toutefois que ce risque lui-même est souvent accepté par l'assureur moyennant une surprime.

γ. — **Vol dans les voitures automobiles.** — 69. — Nous avons vu <sup>(19)</sup> qu'en général l'assureur ne garantit pas les objets volés dans une voiture, en dehors du vol de la voiture elle-même.

70. *Objets volés dans une automobile et appartenant à un tiers.* — Le propriétaire d'une voiture est responsable du vol des objets qui s'y trouvent lorsqu'ils appartiennent à des tiers transportés ou non.

Cette responsabilité peut être couverte par une assurance, la garantie étant limitée à une certaine somme par objet volé.

Ce genre d'assurance, encore peu usité, semble appelé à prendre un certain développement en raison de l'accroissement ininterrompu de la circulation automobile.

#### C.— ASSURANCE CONTRE LES DÉTOURNEMENTS

71. — Cette assurance est une variété de l'assurance contre le vol. Elle garantit, non le risque de vol proprement dit, mais l'abus de confiance commis au cours de ses fonctions par un préposé, au préjudice de celui qui l'emploie. En Angleterre, on l'appelle assurance de garantie ou assurance contre l'infidélité (*guarantee insurance, fidelity insurance*) et, en Allemagne, elle porte le nom « d'assurance de soustraction » (*Entwendungsversicherung*).

(19) *Supra*, n° 57.

Ce qui caractérise ce risque, c'est que les sinistres qui le font naître se produisent, le plus souvent, en série ; ils résultent généralement d'un ensemble d'actes frauduleux. Les exemples abondent de caissiers infidèles dont l'habileté parvient à masquer longtemps les détournements d'espèces ou de valeurs à l'aide de virements ou de tout autre artifice comptable. Il arrive même que les irrégularités d'écritures ne sont découvertes que lorsque l'employé infidèle a cessé ses fonctions. Ce risque est considéré comme peu désirable par les assureurs. La raison en est que le préposé se trouve placé dans des conditions matérielles qui lui facilitent singulièrement l'accomplissement de ses méfaits. C'est pourquoi la police contre les détournements comporte tout un ensemble de clauses et conditions rigoureuses pour l'assuré.

*72. Caractères généraux de cette police.* — Elle commence généralement par préciser que seules sont couvertes les personnes dont les noms et emplois sont indiqués dans les conditions particulières et dont les comptes, si elles ont la manipulation de fonds et de valeurs, sont rendus chaque jour.

Le montant de la garantie est limité, pour chaque période annuelle, à la somme fixée dans la police et assurée pour chaque personne nominativement désignée. Enfin tout vol ou détournement doit être imputé à la période annuelle d'assurance pendant laquelle il a été commis, quelle que soit la date de sa découverte.

Afin de permettre l'établissement du montant du sinistre, l'assuré doit tenir une comptabilité régulière des entrées et sorties des fonds et valeurs et, s'il échet, des marchandises, objet de l'assurance. Il doit également tenir à jour un état détaillé des titres et valeurs avec désigna-

tion des séries et numéros et cet état doit être communiqué à l'assureur en cas de sinistre.

S'il existe, aux mains de l'assuré, un cautionnement versé par les préposés dénommés à la police, il devra le déclarer à l'assureur, sans l'assentiment duquel il ne pourra être apporté aucune modification à cette situation.

*73. Garantie donnée par l'assureur.* — La survenance d'un sinistre donne lieu à l'accomplissement par l'assuré de toutes les formalités prescrites en matière d'assurance-vol. Notre contrat présente toutefois une particularité au sujet de la déclaration. Il se peut, en effet, que le sinistre ne soit pas découvert aussitôt qu'il a été commis. C'est pourquoi la plupart des polices fixent un délai pendant lequel devra, pour être valable, être formulée toute réclamation. Ce délai est, en général, de douze à quinze mois à compter du jour du vol lorsque le coupable est encore au service de l'assuré. Il est applicable alors même qu'il s'agit de délits continus qui sont toujours réputés s'accomplir jour par jour. Si le préposé a quitté son emploi, le sinistre devra être déclaré dans les trois mois qui suivront la cessation de ses fonctions. Ce délai a pour but d'obliger l'assuré à vérifier sa comptabilité à intervalles rapprochés.

Observons enfin que tout dommage donne lieu à une indemnité intégrale jusqu'à concurrence de la somme assurée : il s'agit donc toujours, dans l'assurance-détournements, d'une assurance au premier risque, sans application de la règle proportionnelle.

Il peut être convenu que l'assurance couvrira non seulement les valeurs appartenant à l'assuré, mais encore celles qui lui seraient confiées par des tiers. En ce cas, l'assurance-détournements ou infidélité joue le rôle d'assurance de responsabilité.

Quant à la preuve du sinistre, elle est soumise, dans no-



tre contrat, à des conditions rigoureuses. En aucun cas, la somme assurée ne peut faire preuve de l'existence des objets réclamés. L'assuré est tenu de justifier de l'existence et de la valeur de ces objets dont le mode d'évaluation est défini d'une manière précise.

74. *Police caution.* — A l'exemple de l'Etat, certains établissements de commerce et de banque exigent un cautionnement de ceux de leurs préposés qui manient des fonds ou des valeurs. L'idée devait naturellement se présenter de substituer au dépôt du cautionnement la souscription par l'assuré d'une police d'assurance au profit de l'employeur.

Malgré l'intérêt qu'il présente, ce genre d'assurance n'est pas usité en France, pour les raisons que nous allons exposer<sup>(20)</sup>.

En premier lieu, l'employeur pourrait craindre le risque de non-paiement de la prime par l'employé. Cette difficulté, toutefois, serait facilement résolue. Il suffirait de convenir que le montant de la prime serait retenu sur les salaires et directement versé par le patron à l'assureur.

L'un des obstacles au développement de ce type de contrat est d'ordre fiscal. Toute constitution de caution donne en effet lieu à la perception d'un droit proportionnel<sup>(21)</sup>, lors de l'enregistrement de la police. Ce droit rend la prime prohibitive. C'est pourquoi il n'est presque jamais souscrit de véritable assurance de cautionnement. Il y est suppléé par une police d'assurance contre les détournements de l'employé.

(20) En Angleterre, au contraire, le Parlement accordait, dès 1840, à la *Guaranty Society of London*, l'équivalence de la production d'une de ses polices à la fourniture d'une caution.

(21) Ce droit est actuellement de 0,75 %.

On peut regretter que, contrairement à ce qui est pratiqué dans les pays anglo-saxons, la police-caution, dont la pratique facilite le placement des employés qui consent à assumer la charge de la prime, soit en France d'une application rendue impossible. Une dérogation à la loi fiscale aurait sur ce point une portée sociale d'une valeur indiscutable.

75. *Assurance des comptables publics.* — L'infidélité des fonctionnaires, comptables des deniers publics, leur responsabilité envers l'Etat ou les collectivités publiques à raison de déficits de caisse constituent-ils des risques assurables ? Il peut être permis d'en douter, si l'on considère que la responsabilité de ces fonctionnaires est la sanction de leurs obligations professionnelles<sup>(22)</sup>. En supprimant cette sanction, ne va-t-on pas affaiblir le souci de vigilance qui, selon l'intérêt général, est un devoir pour le comptable public ?

L'objection n'est pas insurmontable. Il suffit, pour l'écarter, de laisser subsister en cas d'assurance une part suffisante de la responsabilité du fonctionnaire. Ce résultat est obtenu, dans la pratique, en stipulant dans la police d'assurance une franchise et un découvert à la charge de l'assuré. A ce moyen, la Direction de la Comptabilité publique favorise l'assurance des comptables à laquelle le juge des comptes se montre également favorable.

En tout cas, c'est le fonctionnaire lui-même qui contractera l'assurance et en paiera la prime et non l'Etat qui, selon le brocard du Palais, reste son propre assureur<sup>(23)</sup>.

(22) Cf. de Mirimonde, *Rev. Gén. des Ass. Terrestres*, 1933, p. 1040.

(23) Cf. E. H. Perreau, *Revue Gén. des Ass. Terr.*, 1932, p. 981 : Cette maxime, selon M Perreau, n'est pas une règle de droit proprement dite, mais uniquement un précepte pratique de sage administration auquel il

Une garantie lui est, d'ailleurs, fournie par le dépôt d'un cautionnement affecté par privilège au paiement des créances résultant d'abus et de prévarications commis par les fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions (C. civ., art. 2102, § 7).

76. *Etendue de la garantie.* — L'Etat se trouve ainsi pré-muni contre la conséquence des *faits de charge* entraînant la responsabilité du fonctionnaire : l'Administration utilisera le cautionnement pour payer les créances d'indemnités nées de ces faits, mais de ces faits seulement, à l'exclusion des condamnations prononcées pour crimes ou délits de droit commun <sup>(24)</sup>.

Les pertes et dommages résultant de telles infractions pénales, comme de toute faute intentionnelle ou dolosive, ne peuvent faire l'objet d'une assurance : l'article 12 de la loi de juillet 1930 l'interdit formellement. Mais, à la condition que subsiste une part de la responsabilité du fonctionnaire, aucune disposition légale n'empêche celui-ci de couvrir par une assurance ses déficits de caisse, dont le montant peut dépasser la valeur de son cautionnement, ou les déficits des subordonnés dont il est responsable.

77. *Intérêt du contrat.* — Une telle assurance offre un grand intérêt au comptable public dont la responsabilité est beaucoup plus lourde que celle de tout autre fonctionnaire. On sait, qu'en effet, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat <sup>(25)</sup>, les comptables publics sont responsables de leurs *fautes de service*, alors que la responsabilité des autres fonctionnaires n'est engagée qu'à raison de leurs *fau-*

est dérogé toutes les fois que la réalisation d'un risque est fréquente. En ce cas, en effet, l'assurance reprend ses avantages d'économie pour l'Etat qui ne se fait pas faute de l'utiliser.

(24) Cf. Planiol et Ripert, *Traité Élémentaire de Droit Civil*, t. II, n° 2.396 et la note.

(25) Voir notamment arrêt Poursines, 28 mars 1924.

*tes personnelles* dont la notion est d'ailleurs réduite au dol. Il s'ensuit que l'assurance de la responsabilité des fonctionnaires, autres que les comptables publics, n'offre pas d'intérêt pratique, la faute intentionnelle ou dolosive se trouvant, nous venons de le dire, exclue de toute assurance <sup>(26)</sup>.

En dehors de l'intérêt que présente l'assurance pour le comptable public en le mettant à l'abri d'une perte susceptible de l'appauvrir gravement, sinon de le ruiner, elle peut encore constituer pour lui un moyen d'obtenir du crédit.

Il arrive, en effet, qu'un fonctionnaire peu fortuné, ne pouvant fournir lui-même le cautionnement exigé par l'Etat, se trouve obligé de recourir à l'emprunt. Le cas est si fréquent que l'Etat protège cette forme de crédit : l'Administration, quand elle exige un cautionnement, accepte les valeurs fournies par un tiers et les lois qui autorisent cette acceptation <sup>(27)</sup> accordent au bailleur de fonds un privilège sur les valeurs qu'il a déposées.

S'il est vrai que le bailleur de fonds soit primé par les créanciers d'indemnités pour faits de charge, il faut reconnaître que les cas de prévarication sont heureusement rares. Dès lors, tous les déficits de caisse provenant d'un fait non intentionnel du comptable lui-même, pourront être couverts, au moins partiellement, par une assurance et l'on conçoit que l'indemnité garantie par l'assureur

(26) Il y a lieu, toutefois, de faire exception en ce qui concerne les conservateurs d'hypothèques, qui sont soumis à des règles spéciales dont l'application donne lieu à une responsabilité susceptible d'être couverte par une assurance. Il en est de même des maires. Quant aux membres de l'enseignement public, leur responsabilité, très spécialement organisée, n'a donné lieu, jusqu'à présent, à l'établissement d'aucun contrat d'assurance qui ne puisse être administrativement critiqué.

(27) Lois des 25 nivôse et 6 ventôse an XIII ; décrets des 28 août 1805 et 28 décembre 1812.



soit de nature à fournir tous apaisements au créancier de l'assuré.

78. *Cautionnement mutuel*. — Signalons une forme de crédit des plus intéressantes pour les comptables des deniers publics. C'est celle qui est réalisée par différentes mutualités<sup>(27 bis)</sup>. Le groupement le plus important dans cet ordre d'idées est celui qui a été constitué en 1908 sous la dénomination « Association française du cautionnement « mutuel ».

Aux termes de l'art. 11 des statuts de cette Association, ses membres assurent envers le Trésor « une garantie solidaire, jusqu'à concurrence du montant de leur propre « cautionnement, des obligations qui peuvent motiver une « application sur les cautionnements de leurs co-sociétaires, en vertu des lois et règlements en vigueur ». En d'autres termes, les sociétaires peuvent, en vertu de l'art. 41 de la loi du 26 décembre 1908, qui a approuvé cette institution, remplacer le versement de leur cautionnement par la caution solidaire fournie par l'Association conformément à ses statuts qui sont approuvés par le Ministre des Finances.

Cet avantage considérable est concédé aux sociétaires moyennant une cotisation annuelle de 1 franc pour 1.000 francs de cautionnement garanti.

Dès qu'un débet constaté selon les règlements donne lieu à un prélèvement sur le cautionnement d'un adhérent, l'Association en verse immédiatement le montant au Trésor, aux droits duquel elle est subrogée.

Le sociétaire pour lequel l'Association a effectué le versement est tenu à la restitution du capital, des frais accessoires et des intérêts.

(27 bis) Cf. *supra*, n° 20.

En ce cas encore, l'assurance de la responsabilité du sociétaire interviendra utilement au profit de l'Association qui pourra se faire rembourser sur l'indemnité garantie par la police.

C'est ce qui explique que l'Association se montre favorable à l'assurance de la responsabilité de ses membres, pour lesquels elle a obtenu, notamment de la Compagnie « l'Union » l'établissement de diverses polices spéciales qui méritent de retenir l'attention.

La description de toutes ces polices dépasserait le cadre de cette étude. Nous nous bornerons à examiner les deux principaux types de garanties qu'elles offrent aux comptables publics.

*79. Déficits de caisse des sous-ordre.* — Le premier est celui qui garantit le fonctionnaire contre les réparations pécuniaires dont il peut être tenu en cas de déficit de caisse des comptables placés sous ses ordres. Tel est le cas des Trésoriers-payeurs généraux responsables des percepteurs et autres caissiers publics de leur ressort.

Dans cette assurance, les déficits des subordonnés ne sont couverts qu'autant que l'assuré en est rendu responsable par suite d'une décision ministérielle et la garantie ne couvre ces déficits qu'après absorption du cautionnement des subordonnés et jusqu'à concurrence de la somme assurée. Toutefois l'assureur peut, sur la demande de l'assuré et dans la limite du montant de la garantie fixée, lui avancer tout ou partie du déficit couvert par le cautionnement. Dans ce cas, l'assuré restituera à l'assureur le montant de cette avance, avec intérêts, dès la réalisation de ce cautionnement.

Une franchise d'avarie est laissée à la charge de l'as-

suré. Le montant de la garantie est fonction du montant total des cautionnements des subordonnés.

Ajoutons que cette garantie n'est accordée qu'en complément de l'assurance principale que nous allons maintenant examiner.

80. *Vol de l'encaisse.* — Cette assurance principale a pour objet le vol de l'encaisse du comptable public<sup>(28)</sup>.

La Compagnie « l'Union » délivre une police (Mod. S.A) couvrant les risques suivants :

- A. — Vols commis dans les bureaux du comptable et à son domicile, soit avec effraction, escalade ou usage de fausses clefs, soit à la suite d'introduction clandestine, soit accompagnés de meurtre ou violences corporelles;
- B. — Vols commis dans ses bureaux pendant les heures de travail par toute personne étrangère à son personnel;
- C. — Vols commis sur la personne de l'assuré lui-même ou sur la personne de ses employés circulant dans l'exercice de leurs fonctions ;
- D. — Pertes occasionnées par suite d'événements de force majeure, subis par les mêmes personnes circulant comme il est dit ci-dessus ;
- E. — Vols et détournements commis par ses employés dans l'exercice de leur emploi.

Comme nous l'avons indiqué, ce n'est qu'en complément et moyennant des primes spéciales que la Compagnie assure les déficits de caisse des subordonnés du comptable — ainsi qu'une somme supplémentaire en coffres-forts.

(28) La responsabilité de ces comptables est encore régie par l'Instruction générale de 1859 dont l'art. 1271 dispose « qu'en cas de vol commis « à sa caisse, aucun comptable ne peut obtenir décharge s'il ne justifie « que ce vol est l'effet d'une force majeure ». Cette réglementation archaïque ne répond plus à la situation des comptables publics, notamment des receveurs des postes, qui jouent le rôle de véritables banquiers.

La garantie est étendue à la destruction et à la détérioration résultant des vols, détournements ou pertes assurés.

Elle s'applique aux espèces monnayées, billets de banque, titres et valeurs que l'assuré détient en raison de ses fonctions ou lui appartenant, ou qui lui ont été personnellement confiées, ainsi qu'au mobilier des bureaux.

L'assurance des vols et détournements s'étend aux abus de confiance ou de mandat, aux escroqueries, soustractions, détournements susceptibles de donner lieu à une action pénale et commis au préjudice des tiers si l'assuré en est rendu responsable.

*81. Conditions et limites de la garantie.* — En tout état de cause — ainsi que pour les déficits des subordonnés — il faut, pour que la garantie de la Compagnie soit engagée, que la responsabilité de l'assuré résulte d'une décision ministérielle. De plus, cette garantie ne couvre exclusivement que les vols, détournements et pertes survenus au cours de l'assurance et déclarés dans un délai maximum de deux ans à partir du jour où ils se sont produits.

En dehors des heures de travail, les espèces, billets de banque et valeurs ne sont assurés que s'il sont enfermés en coffre-fort ou meubles fermés à clef.

Sont exclus de la garantie : les vols et détournements commis par les membres de la famille de l'assuré, les pertes provenant du transport des fonds et valeurs par la poste et, en principe, les erreurs de caisse, les faux paiements n'impliquant ni délit ni crime de la part des employés de l'assuré.

Toutefois, moyennant une surprime, les erreurs de caisse peuvent être couvertes jusqu'à concurrence du vingtième de la garantie principale stipulée pour vols dans



les bureaux ou au domicile du comptable, et au maximum, de 5.000 francs — une franchise d'avarie d'au moins 200 francs étant laissée à la charge de l'assuré.

Les faux paiements n'impliquant ni crime ni délit de la part du payeur peuvent aussi être couverts dans certaines limites moyennant une surprime et avec une franchise.

82. *Découvert à la charge de l'assuré.* — Cette assurance est toujours faite au premier risque et, pour respecter la règle de droit public que nous avons signalée, elle laisse un découvert à la charge de l'assuré quand sa responsabilité professionnelle se trouve en jeu, à raison de vol dans les bureaux pendant les heures de travail — sauf violences ou menaces mettant en danger la vie de l'assuré ou celle de ses employés.

Bien établie, cette police offre un intérêt certain pour le comptable — dont la vigilance n'est pas écartée — et pour les collectivités publiques auxquelles elle apporte une précieuse garantie. Ces collectivités ont elles-mêmes intérêt à s'assurer personnellement pour le cas où, la responsabilité de leurs préposés n'étant pas engagée, les conséquences de la perte ou du vol demeurerait à leur charge.

#### D. — L'ASSURANCE CONTRE LE VOL ASSOCIÉ A D'AUTRES RISQUES.

83. *Rareté des assurances à garantie unique.* — Au cours de l'étude des modalités diverses de l'assurance-vol, nous avons eu l'occasion de marquer à plusieurs reprises que, souvent, le risque de vol ne se présente pas, même dans les conditions générales des polices, d'une manière abso-

lument simple. Nous avons vu que l'assurance des mobiliers particuliers est souvent assortie d'une assurance-voyage. L'assurance contre le vol des bijoux personnels et celle des bijoutiers, joailliers et négociants en pierres précieuses sont des polices couvrant les marchandises confiées à des voyageurs de commerce. D'autre part, il est rare de trouver une assurance-infidélité seule : cette assurance fait généralement partie d'une assurance contre « la perte, le vol et les détournements ».

En résumé, et sans qu'il soit nécessaire de passer en revue toutes les assurances contre le vol, il n'est pas téméraire d'affirmer qu'il devient de plus en plus rare de trouver une assurance à garantie unique, les compagnies s'ingéniant à établir des polices dites « combinées » qui paraissent rencontrer la faveur du public.

De l'association de risques divers dans un même contrat naissent certaines difficultés.

Tel est le cas — que nous examinons plus loin — où, une prime globale ayant été prévue, un seul des risques vient à se réaliser. Il est, alors assez difficile de faire une ventilation entre la prime afférente au risque survenu et les primes applicables aux autres risques assurés.

Une question plus délicate encore peut se poser lorsque la frontière n'est pas nettement délimitée entre certains risques groupés. Nous rencontrerons plus loin cette difficulté à propos du risque de transport et du risque perte et vol réunis dans un même contrat.

Signalons enfin l'inconvénient qui peut résulter au point de vue fiscal de la fixation d'une prime unique pour divers risques. En ce cas, l'Administration de l'Enregistrement prendra pour base de sa perception le risque taxé au taux le plus élevé — de sorte que, sur la prime-vol, par exemple, qui seule eût été soumise au droit de 3 %, il

sera perçu 13,50 % si elle est associée à une prime incendie.

Réserve faite de ces difficultés qu'il est facile d'écarter en ventilant les primes dans la police, l'assurance-vol associée à d'autres risques conserve sa physionomie propre et le contrat reçoit application comme si le vol était seul couvert.

84. *Garantie du vol à titre accessoire.* — Dans certains cas, la garantie du vol n'apparaît qu'à titre accessoire.

Tout d'abord, dans une première série d'hypothèses, l'assurance contre le vol se présente comme accompagnant un autre contrat d'assurance, le vol apparaissant comme connexe au risque garanti par le contrat principal :

— Par exemple, une marchandise est transportée par chemin de fer, automobile ou avion ; l'usage se répand de plus en plus de l'assurer contre les détériorations mais aussi contre la perte en cours de transport. Et tout naturellement, l'on assure à la fois la perte par cas fortuit, incendie... et la perte résultant du vol.

— De même, le particulier qui contracte à la fois une assurance contre l'incendie et une assurance contre le vol de son mobilier n'est pas couvert par la police-vol, si le délit a été commis au cours de l'incendie<sup>(29)</sup>. D'autre part, la police-incendie contient également l'exclusion du dommage résultant du vol au cours et à la faveur de l'incendie. Par conséquent, pour être entièrement protégé, l'assuré contracte, en même temps que sa police-vol et que sa police-incendie, — à titre en quelque sorte accessoire, — une assurance contre le vol en cas d'incendie<sup>(30)</sup>.

(29) Conf. *supra*, n° 39.

(30) Observons, toutefois, que cette garantie est assez théorique, les conditions auxquelles est subordonnée toute assurance contre le vol se trouvant rarement accomplies en cas d'incendie (effraction, escalade, usage de fausses clefs, etc...).

— Enfin, l'assurance peut avoir été conclue à tous risques, c'est-à-dire que l'assuré a voulu se prémunir contre plusieurs éventualités préjudiciables, le vol étant un des éléments dont il craint la réalisation.

α) **Assurance-transport.** — 85. — L'assurance-transport est une forme d'assurance qui se répand et se développe de plus en plus, qu'il s'agisse de marchandises voyageant par fer, par route ou par avion, qu'elles soient ou non accompagnées, témoin l'extension actuelle de l'assurance des bagages.

Cette sorte d'assurance présente une difficulté lorsqu'il s'agit de fixer les limites du risque-transport proprement dit (détériorations ou perte par cas fortuit au cours du transport) et celles du risque-vol. En effet, nous avons eu l'occasion d'étudier certaine forme d'assurance qui se rapprochent singulièrement d'une assurance-transport : c'est l'assurance sur la personne. Les objets sont assurés, nous l'avons vu<sup>(30)</sup>, contre le vol et la perte, aussi longtemps qu'ils sont sur la personne, quel que soit l'endroit où se trouve cette dernière.

Une personne assure ses bijoux contre tous risques, y compris le risque de transport. Elle effectue un voyage et emporte sur elle ses bijoux. Ils sont volés ou perdus. Est-ce que, dans ce cas, le risque est un risque de transport ou un risque de perte ou de vol ? C'est un risque de perte ou de vol car, ici, le transport n'est pas le but en soi (on n'a pas expédié les bijoux) ; il n'est que la conséquence du voyage entrepris par le propriétaire des bijoux qui les porte sur sa personne.

La question semble être, en France, restée d'ordre pure-

(30) *Supra*, n° 61.



ment théorique. Il est par contre intéressant de citer à cet égard une décision récente de la Cour Suprême de Leipzig, du 30 octobre 1931 <sup>(31)</sup>. L'espèce vaut d'être rapportée : un collier de perles, assuré contre la perte, la détérioration à domicile, à l'extérieur, en voyage, est perdu par une Allemande au cours d'un voyage à New-York. Le tribunal de première instance condamne l'assureur à verser à l'assurée une indemnité de 14.400 RM. Le jugement est confirmé en appel. La Compagnie d'assurances se pourvoit devant la Cour Suprême, se basant notamment — et c'est le point qui nous intéresse — sur l'article 5 de la police, aux termes duquel toute infraction à ses dispositions (déclaration du sinistre et des circonstances qui l'entourent) autorise l'assureur à se dégager.

La Cour a rejeté le pourvoi et en particulier pour le motif tiré de l'article 5, en constatant que la clause de cet article, en contradiction avec l'article 6 de la loi sur le contrat d'assurance, ne pouvait être invoquée que si le contrat litigieux devait être considéré comme une assurance-transport ; que tel n'étant pas le cas, le pourvoi, sur ce point, ne pouvait être accueilli.

Cette décision fait le départ entre l'assurance-transport et l'assurance-perte et vol. Elle précise que le *transport* s'entend d'un *mouvement* ayant seulement *pour but l'expédition d'un objet d'un lieu dans un autre*. Cette définition ne saurait dès lors s'appliquer aux objets portés sur le corps de leur propriétaire, alors même que celui-ci serait en voyage. En ce cas, en effet, le transport de l'objet n'est pas le *but en soi*, mais la simple *conséquence* du voyage.

L'on a pu se demander <sup>(32)</sup> si le criterium de l'assurance-

(31) *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, 928.

(32) Voir la très intéressante note E.B. sous cet arrêt, *op. et loc. cit.*

transport se trouvait correctement dégagé dans cet arrêt. Cette assurance, en effet, couvre en principe tous les risques pendant la durée du voyage. Elle se distingue nettement des formes d'assurances qui ne garantissent qu'un risque déterminé, se produisant dans un cas précis. Dès lors, si une police couvre des bijoux contre « la perte, la « détérioration survenues en voyage ou à l'extérieur ou à « l'intérieur du domicile de l'assuré », cette police ne présentera-t-elle pas tous les caractères de l'assurance-transport ? Il ne s'agit pas de savoir si le but du voyageur est de transférer les bijoux d'un lieu à un autre, mais de rechercher si le risque est circonscrit dans l'espace ou dans sa causalité, ou s'il présente un caractère indéterminé et illimité. Or la police offrait bien ce dernier caractère, d'où il résulte que le criterium proposé par la Cour de Leipzig n'est pas déterminant.

Il semble bien en effet que le risque est demeuré le même — que les bijoux transportés soient ou non sur la personne de l'assuré — dès lors que celui-ci est en voyage. Quoi qu'il en soit, la décision de la Cour de Leipzig nous révèle une difficulté de plus résultant de l'association dans un même contrat de risques dont les caractères propres ne sont pas absolument déterminés.

86. *Transport par mer.* — L'assurance-vol, accessoire de l'assurance-transports, a donné lieu à un développement remarquable en matière maritime <sup>(33)</sup>. Ni le Code de commerce, ni les anciennes polices ne prévoyaient le vol : l'article 350 du Code de commerce ne visait que la prise ou le pillage, la police sur facultés de 1888, le pillage et la piraterie, sinistres du reste devenus très rares, à tel point

(33) Ripert, *Droit Maritime*, 3<sup>e</sup> éd., III, n<sup>o</sup> 2.658 et s.

qu'ils sont presque inconnus aujourd'hui : le pillage ne rentre dans les risques assurés que s'il n'est pas commis par le capitaine et l'équipage.

Mais le vol sans violence, cause très fréquente de pertes, rentrait dans les risques assurés, en tant que risque de l'opération maritime auquel l'assuré est étranger. Se produisant sur mer et à l'occasion du voyage, il était considéré comme une fortune de mer entraînant la responsabilité de l'assureur <sup>(34)</sup>. La fréquence des vols, surtout pour certains chargements, avait amené la Conférence des assureurs réunie à Paris en 1900 <sup>(35)</sup> à demander que le vol avec effraction fût seul garanti, l'assuré étant d'autre part tenu de précautions spéciales. Et l'augmentation constante des vols pendant la guerre et après, amena les assureurs à une mesure d'exclusion : la police sur facultés de 1919, article 5, § 2 b <sup>(36)</sup> décide que, sauf convention contraire et prime spéciale, les assureurs sont exonérés du risque de vol.

Telle est la situation en droit. En fait, les marchandises se trouvent assurées contre le vol, mais une prime spéciale est alors perçue et il y a lieu à la signature d'une police spéciale, qui reproduit les termes de la police sur facultés, le seul risque visé à l'article premier étant celui de vol <sup>(37)</sup>. Une distinction doit encore être faite lorsque le vol est commis à destination : le vol avec effraction est alors le seul couvert <sup>(38)</sup>. Sans la preuve de l'effraction, il est en effet impossible de savoir à destination si le manquant est dû à un vol.

(34) Marseille, 10 janvier 1921, *Revue internationale du droit maritime*, XXXIV, 689.

(35) *Ibid.*, XVI, 300.

(36) *Ibid.*, XXXI, 452.

(37) *Ibid.*, XXXI, 464.

(38) Seine, 13 janvier 1920, *ibid.*, XXXII, 587.

(39) *Supra*, n<sup>os</sup> 38 et 76.

Il faut enfin remarquer qu'en matière maritime, on assimile au vol la disparition « pour toute autre cause qu'une « fortune de mer ou un événement de force majeure ». La police-vol prévoit d'ailleurs cette disparition parmi les risques assurés (art. 1<sup>er</sup>).

6) **Assurance-incendie.** — 87. — La combinaison de l'assurance contre vol avec l'assurance contre l'incendie soulève un certain nombre de questions pratiques, que nous avons déjà eu l'occasion d'indiquer. Rappelons, sans insister davantage, comment, pour l'assurance des mobiliers, on est amené à conclure une police-incendie et une police-vol, étant stipulé que l'assureur couvrira également le vol commis à la faveur de l'incendie, risque qui se trouvait en dehors de l'assurance par le jeu des deux autres polices.

D'autre part, point n'est besoin d'insister sur l'usage de plus en plus fréquent qui consiste pour les musées de province ou appartenant à des particuliers à n'envoyer des objets d'art à une exposition qu'à condition que le comité d'organisation fasse les frais, qu'il récupère sur l'exposant, d'une assurance couvrant les risques d'incendie, de vol et de transport<sup>(40)</sup>. L'utilité de telles assurances est certaine : l'incendie du pavillon néerlandais à l'Exposition coloniale l'a démontrée récemment.

γ) **Assurance tous risques.** — 88. — Un certain nombre des contrats que nous avons étudiés comme couvrant le risque de vol, ne le couvre pas seul : par exemple, l'assurance des bijoux personnels, des marchandises confiées à des voyageurs de commerce, la Tous-Risques Banquiers, sont des assurances couvrant à la fois l'incendie,

(40) *Supra*, n° 45.



le vol et la perte pour quelque cause que ce soit <sup>(41)</sup>. Si des primes spéciales sont prévues pour chaque risque, il n'existe aucune difficulté au cas où l'un des risques se réalise seul. Mais, s'il n'est prévu qu'une prime unique, on peut se demander s'il y a lieu à ventilation, en l'absence de convention contraire des parties, ou s'il faut considérer que la prime globale représente la contre-partie d'un quelconque des risques couverts, en vertu d'un forfait convenu entre les co-contractants.

Les difficultés se présentent surtout dans une espèce spéciale d'assurance, celle des automobiles où les applications de la police contre « tous risques » deviennent de plus en plus nombreuses.

Cette police garantit à la fois la responsabilité civile de l'assuré, les dommages causés à sa voiture, le recours des tiers en cas d'incendie et le vol de son véhicule. Une prime globale est généralement perçue pour l'assurance de ces quatre risques, sans aucune ventilation.

*89. Réalisation du risque-vol seul.* — Ainsi établi, ce contrat peut donner lieu à une difficulté en cas de réalisation de l'un de ces risques. Considérons le cas où survient le risque vol.

La voiture a été volée. L'assureur verse à l'assuré l'indemnité convenue. Que va-t-il advenir des primes afférentes aux autres risques couverts par la police et non réalisés ?

C'est là une difficulté que l'on ne peut résoudre qu'en prenant parti sur la nature juridique de l'assurance tous risques.

(41) Ces causes sont des plus variées et parfois inattendues : c'est ainsi que l'assureur d'un collier de perles contre tous risques a dû payer une forte indemnité pour une des perles qui avait été avalée par le chien de l'assurée, en partie digérée, ce qui lui avait enlevé son orient et la moitié de son poids !

Si nous admettons qu'elle est la somme de plusieurs assurances, réunies dans une police unique pour des raisons de commodité, mais chacune conservant son individualité propre, la difficulté va naître de l'application de l'article 35 de la loi de 1930, aux termes duquel « en cas de perte totale de la chose assurée, résultant d'un événement non prévu par la police, l'assurance prend fin de plein droit et l'assureur doit restituer à l'assuré la portion de la prime payée d'avance et afférente au temps pendant lequel le risque n'est plus couru ». L'assuré pourra donc demander à l'assureur le remboursement de la fraction de la prime afférente aux autres risques ; mais la prime étant globale, il s'agit de savoir ce que l'assuré pourra réclamer.

En l'absence de ventilation dans la police, l'assuré ni l'assureur ne peuvent fixer arbitrairement la portion de la prime afférente au vol. Il semble que, seuls, des experts désignés par les tribunaux pourront déterminer le montant de la portion remboursable. De nombreuses complications pratiques restent à prévoir ; l'assuré hésitera le plus souvent à recourir à la justice et à engager des frais pour obtenir équitable satisfaction, et se trouvera pratiquement obligé de s'en rapporter au tarif-vol de son assureur.

L'Administration de l'Enregistrement considère, il est vrai, que dans les contrats tous risques (expositions), les assureurs doivent discriminer la prime totale en prime « risque incendie » et en prime « autres risques », de manière à permettre l'application des taxes afférentes à chacune de ces catégories de risques.

Le même point de vue est soutenu par cette Administration pour les assurances tous risques automobiles <sup>(42)</sup>.

(42) Rép. ministérielle, *Journal officiel*, 10 janvier 1934.

Mais cette discrimination fiscale ne supprime pas la difficulté que nous avons signalée, le départ n'étant établi qu'entre le risque incendie et l'ensemble des autres risques, sans que l'un d'eux soit considéré séparément.

Pour éviter toute difficulté, il est donc indispensable de faire fixer dans la police la portion de prime afférente à chaque risque — à moins toutefois qu'il n'existe une clause permettant de la déterminer indirectement, comme dans le cas où il est précisé que la prime sera réduite de telle somme si l'assuré renonce à telle ou telle garantie.

Mais il semble plus logique d'admettre que l'assurance tous risques est autre chose que la réunion matérielle en une seule police de plusieurs assurances : la prime est plus qu'une somme de primes ; c'est une prime globale forfaitairement prévue pour un ensemble de risques. Par conséquent, il ne subsistera, dans cette hypothèse, aucune raison de rembourser une partie de la prime en cas de réalisation de l'un des risques assurés. D'ailleurs, cette conception paraît plus conforme à l'esprit de l'article 35 de la loi de 1930, qui dispose, dans une formule générale, que l'assurance prend fin en cas de perte totale de la chose « résultant d'un événement non prévu par la police ». Il serait arbitraire et singulièrement compliqué de décider que, dans une police tous risques, la perte totale par le vol ne doit pas être considérée comme prévue par la police par rapport à l'assurance des autres risques !

*90. Vol et gardiennage.* — Une autre difficulté se présente, quant à la teneur particulière de certaines polices contre le vol, consenties gratuitement par des entreprises non spécialisées dans les questions d'assurances, mais dans la protection contre le vol.

La multiplication des vols a amené la création d'entre-

prises de gardiennage, de police privée qui, moyennant une certaine redevance, assurent des rondes nocturnes et une surveillance des immeubles assurés.

Les rondes peuvent s'avérer insuffisantes et inefficaces ; aussi, pour garantir aux clients une protection plus complète et les engager à recourir à leurs services, ces entreprises ont-elles pris l'habitude de remettre à leurs abonnés une police d'assurance contre le vol. Cette assurance appelle quelques remarques. C'est tout d'abord une police à forfait, car l'assureur limite sa responsabilité à une certaine somme, généralement 5.000 francs, dont 4.000 francs pour le mobilier, 500 francs pour les bijoux et 500 francs pour les espèces, et il ne peut en aucun cas être responsable au delà de la somme prévue pour chaque catégorie d'objets assurés. En second lieu, le montant total de la somme assurée étant la même, sans qu'il soit tenu compte des existences totales, il ne peut y avoir lieu à application de la règle proportionnelle. La garantie cesse dès que les objets sont transportés hors de la maison abonnée à la surveillance de l'entreprise. Enfin, la garantie n'est donnée que pour les heures pendant lesquelles les rondes sont faites et la surveillance de la maison garantie, c'est-à-dire pendant la nuit. C'est là une assurance partielle nettement insuffisante. Cette insuffisance tient au caractère accessoire de l'assurance. Il semble d'ailleurs que la garantie joue également dans la journée, pendant les périodes d'inhabitation, au cours desquelles l'abonné demande que sa maison soit surveillée. On peut, au surplus, se demander si de telles entreprises peuvent légalement être considérées comme de véritables entreprises d'assurances.

## DEUXIÈME PARTIE

### LE CONTRAT D'ASSURANCE CONTRE LE VOL EN DEHORS DE TOUT SINISTRE

91. *Application des règles générales.* — De quelque type d'assurance contre le vol qu'il s'agisse, l'opération donne lieu à un certain nombre de difficultés avant même que se pose la question de l'influence de la production du sinistre sur la situation et les obligations des parties. La nature propre du sinistre confère, en effet, à certains éléments une importance de premier plan, notamment pour tout ce qui touche à la moralité de l'assuré, à sa situation...

Mais, la part faite aux règles qui lui sont spéciales, il n'en reste pas moins que cette variété d'assurance demeure régie par les mêmes principes techniques et juridiques que tout autre contrat.

C'est pourquoi nous étudierons successivement la formation du contrat d'assurance-vol, sa preuve, les obligations des parties au cours du contrat, sa durée et la façon dont il prend fin.



## A. — FORMATION DU CONTRAT

92. *Comment se forme la convention.* — Il est à peine besoin d'indiquer, tout d'abord, que l'article 1108 du Code civil s'applique ici comme à toute convention. De même, aucune difficulté spéciale ne se produisant en matière d'assurance pour ce qui est du consentement, de la capacité, de l'objet, de la cause, nous n'aurons pas à nous arrêter sur ces points.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la loi du 13 juillet 1930, encore qu'elle constitue une heureuse et utile innovation, n'a pu résoudre par avance toutes les difficultés auxquelles sont susceptibles de donner lieu la conclusion et l'exécution d'un contrat d'assurance. Il importe de les prévoir et de les signaler <sup>(2)</sup>.

Une première question se pose au sujet de la formation du contrat, celle de savoir de quelle manière et à quel moment précis elle est parfaite.

Les articles 8 et suivants de la loi de 1930 paraissent, à première vue, répondre assez complètement à cette question.

« Le contrat d'assurance, nous dit l'article 8, est rédigé  
« par écrit, en caractères apparents. Il peut être passé de-  
« vant notaire ou fait sous seing privé.

« Toute addition ou modification au contrat d'assurance  
« primitif doit être constatée par un avenant signé des  
« parties.

« Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce

(2) Au sujet de la formation de ce contrat, nous ne saurions mieux faire que de nous inspirer de l'étude magistrale publiée par M. André Besson, *La conclusion du contrat d'assurance*, *Rev. Gén. Assur. Terr.*, 1933, pp. 5 et s.; pp. 281 et s.

« que, même avant la délivrance de la police ou de l'ave-  
« nant, l'assureur et l'assuré ne soient engagés l'un à l'é-  
« gard de l'autre par la remise d'une note de couverture ».

L'article 9 énumère toutes les mentions qui doivent figurer à l'écrit.

93. *Caractère consensuel du contrat.* — Si l'on observe que l'article 7 de la loi a pris soin de spécifier que la proposition d'assurance n'engage ni l'assuré, ni l'assureur, que seule la police ou la note de couverture constate leur engagement réciproque, n'est-on pas amené à conclure que la formation du contrat d'assurance terrestre est subordonnée à l'existence d'un écrit ?

En d'autres termes, il s'agit de savoir si ce contrat a conservé le caractère de contrat purement consensuel qu'il avait autrefois ou si, au contraire, il n'est pas devenu un contrat solennel depuis la promulgation de la loi de 1930.

La question est controversée. MM. Jossierand et Lalou, s'appuyant sur les articles 8 et 9, ainsi que sur les travaux préparatoires de la loi, soutiennent que la rédaction de l'écrit, c'est-à-dire de la police, est indispensable à la validité du contrat qui serait, dès lors, un contrat solennel.

MM. Hémard et Ancey — auteurs du rapport établi par la Commission chargée de préparer l'avant-projet de loi — expriment l'opinion très nette que l'écrit prévu par la loi ne constitue pas une solennité, mais a seulement pour but d'assurer la preuve du contrat<sup>(3)</sup>.

Tel est également l'avis de M. Maurice Picard<sup>(4)</sup> et de M. A. Besson dont l'argumentation paraît déterminante :

« Il ne faut pas oublier, écrit M. Besson<sup>(5)</sup>, que les con-

(3) Hémard, *Précis élémentaire de droit civil*, II, 2<sup>e</sup> éd., 19; Ancey et Sicot, *La loi sur le contrat d'assurance*, 2<sup>e</sup> éd., 55.

(4) M. Picard, *Rev. Gén. Ass. Terr.*, note, 1932, 40.

(5) *Rev. Gén. Ass. Terr.*, op. cit.

« trats solennels sont l'exception dans notre droit et qu'on  
« ne peut en admettre l'existence qu'en vertu d'une dis-  
« position légale précise et non équivoque. Or, en notre  
« matière, les textes invoqués sont loin d'être formels ».

Il convient, en effet, d'observer — comme le constate très justement M. Besson — que l'article 8 se trouve placé dans la Section II de la loi qui vise la preuve du contrat d'assurance, sans même prescrire, à cet égard, l'usage de l'écrit à peine de nullité.

Quant aux dispositions de l'article 7, loin d'appuyer la thèse de MM. Josserand et Lalou, elles paraissent bien, au contraire, s'y opposer expressément : en effet, comme l'a indiqué M. Capitant<sup>(6)</sup>, ce texte stipule que seule la police ou la note de couverture *constate* l'engagement réciproque des parties. Si cet écrit constate un engagement, c'est donc que cet engagement existe déjà.

Observons enfin qu'il résulte clairement des travaux préparatoires de la loi que le législateur de 1930 a voulu consacrer les solutions antérieures admises par la jurisprudence. Or il n'est pas contestable que les tribunaux ont unanimement reconnu le caractère consensuel du contrat d'assurance terrestre qui, selon le droit commun des contrats, se forme par le seul échange des consentements, dès lors que les parties sont d'accord sur les conditions essentielles de leur convention.

Aucune tendance opposée ne se manifeste dans les décisions intervenues depuis le vote de la loi. Les Tribunaux continuent, au contraire, de tenir le contrat d'assurance pour un contrat consensuel. Citons notamment un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation, du 16 no-

(6) *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1930, 752, *La preuve du contrat d'assurance : des formes et de la transmission de la police.*

vembre 1931, duquel il résulte qu'une compagnie d'assurance est engagée vis-à-vis de son assuré lorsqu'elle a accepté ses offres et que son acceptation a été transmise par elle à son agent général et communiquée à l'assuré avant le sinistre. C'est sous cet arrêt<sup>(7)</sup> que figure la note citée plus haut de M. Maurice Picard et dans laquelle le savant professeur exprime en ces termes l'opinion que nous avons rapportée :

« Cette décision, écrit-il, est conforme à la jurisprudence qui a toujours déclaré que le contrat d'assurance « était un contrat consensuel et que l'article 332 du Code « de Commerce lui-même n'exigeait la rédaction d'un « écrit qu'en vue de la preuve. La loi du 13 juillet 1930 « considère toujours le contrat d'assurance comme un « contrat consensuel ; mais elle déclare, d'une part, que « la proposition n'engage ni l'assureur ni l'assuré, que « seule la police ou la note de couverture constate leur « engagement réciproque (art. 7). Par suite, l'assuré ne « pourra désormais faire la preuve du contrat qu'à l'aide « de la police elle-même dûment signée des deux parties « ou d'une note de couverture, réserve faite de l'aveu et « du serment qui semblent devoir être admis sous l'emprise de la loi nouvelle, comme sous l'emprise de l'article 332 du Code de Commerce (G. Ripert, *Droit Maritime*, 3<sup>e</sup> édit., III, 2448) ».

Dans le même sens est intervenu un arrêt de la Cour d'Appel de Lyon, le 11 août 1933<sup>(8)</sup>, qui constate très justement que la note de couverture n'est soumise à aucune condition qui puisse être considérée comme d'ordre public.

(7) *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1932, 40.

(8) *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1933, 794, et *Gaz. Pal.*, 31 mai 1933.

Toutes les décisions rendues en la matière sont conformes à cette thèse et il n'existe, à notre connaissance, aucune jurisprudence de sens contraire.

Ces décisions, ainsi que l'opinion de la grande majorité des auteurs, nous autorisent à conclure que l'accord des parties peut être constaté par un écrit quelconque ; qu'il n'est même pas nécessaire que cet écrit porte la signature des deux co-contractants et qu'une simple lettre de l'assureur, par exemple, suffira à prouver la formation du contrat d'assurance.

Mais s'agissant d'un contrat synallagmatique, lorsqu'un écrit constate la convention d'assurance et qu'il est sous seing privé, il sera soumis aux prescriptions de l'article 1325 du Code civil: il devra, non seulement contenir toutes les énonciations prévues par l'article 9 de la loi, mais encore être établi en autant d'originaux qu'il y aura de parties ayant un intérêt distinct. Enfin il sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans les trois mois de sa date.

*94. Valeur du contrat en l'absence d'écrit.* — En second lieu, nous devons admettre que, l'écrit n'étant pas une condition indispensable à la conclusion du contrat, ce contrat ne sera pas nul faute d'écrit. Hormis la preuve testimoniale qui est, ici, formellement écartée, comme la preuve par simples présomptions de fait, d'autres modes de preuve pourront être admis, tels que le serment et l'aveu.

Ajoutons que cette solution est adoptée dans la plupart des législations étrangères. Il en est ainsi dans les lois allemande, suisse, belge, italienne, roumaine, chinoise, yougoslave, selon lesquelles l'écrit n'est exigé qu'à titre probatoire. Il est à remarquer que l'Angleterre, les Etats-Unis



(à l'exception d'un Etat), la Pologne n'exigent même pas la rédaction d'un écrit pour la preuve du contrat d'assurance terrestre.

Ce consentement quasi universel est d'ailleurs conforme à la raison. Si l'on s'explique qu'en présence de la complexité des rapports sociaux et des chances d'erreurs ou de corruption qu'elle comporte, la nécessité d'une preuve écrite préconstituée s'impose à l'esprit du législateur dans l'intérêt des parties et des tiers, on n'aperçoit pas, pour autant, l'utilité de transformer le contrat consensuel en contrat solennel, c'est-à-dire en l'un de ces rares contrats qui ne peuvent se former par la seule volonté des parties et pour la conclusion desquels la loi impose l'accomplissement d'une formalité déterminée. Une pareille conception formaliste entraînerait dans les affaires une gêne que la prudence n'impose pas en notre matière.

*a) CONCLUSION DU CONTRAT. — 95. —* Ce principe admis, à savoir que le contrat d'assurance terrestre est un contrat consensuel, dont la formation n'est aucunement subordonnée à l'existence d'un écrit, qui naît du seul accord des parties sur les conditions essentielles, il convient d'examiner comment, dans la pratique, ce contrat est, le plus souvent, conclu.

La formation d'un contrat nouveau, d'une part, et, d'autre part, les modifications à un contrat existant se trouvant, aux termes de l'article 7, soumises à des règles différentes, il y a lieu de rechercher, comment, dans chacun de ces deux cas, se fera l'accord entre l'assureur et l'assuré.

*96. Contrat nouveau. —* La conclusion d'un contrat d'assurance offre cette particularité que les pourparlers qui la précèdent revêtent une importance exceptionnelle. Au

cours de cette phase préliminaire, il intervient assez souvent un écrit, émanant de l'assuré éventuel qui est la proposition d'assurance.

Nous avons vu <sup>(9)</sup> que, selon l'article 7, la proposition d'assurance n'engage ni l'assuré ni l'assureur. Quelle est donc la portée de cet écrit ?

Pour essayer de la dégager, suivons les diverses phases des négociations qui vont préciser la conclusion du contrat.

97. *Négociations préliminaires.* — Généralement, exception faite pour les risques d'incendie et d'accidents causés par les automobiles, la garantie d'un assureur n'est pas directement sollicitée par le futur assuré. La prévoyance n'est guère spontanée et la recherche du client est particulièrement nécessaire au commerce de l'assurance. Cette recherche est effectuée en province par les agents des Compagnies et le plus souvent, à Paris, par des courtiers. Les premiers sont les mandataires des assureurs, les seconds sont des intermédiaires libres, des commerçants. La qualité respective de ces personnes peut exercer une influence sur la portée des négociations, le premier, l'agent, intervenant au nom de sa Compagnie qu'il peut engager, tandis que le second, le plus souvent, représentera seulement le futur assuré.

La manière d'opérer de l'un et de l'autre n'est d'ailleurs pas la même dans tous les cas.

S'il est vrai qu'en province, où il existe très peu de courtiers, l'agent de la Compagnie remette presque toujours au futur assuré une formule de proposition, c'est-à-dire un imprimé établi par les soins de la Compagnie d'assurance

(9) *Supra*, n° 88.

qu'il représente, à Paris, où le « producteur » est presque toujours un courtier, c'est celui-ci qui rédige la proposition au nom de son client. Il n'en est autrement que pour certaines catégories d'assurances (vie - « individuelle-accidents » - vol et, parfois, assurance-automobile) à l'occasion desquelles l'assureur exige la remise d'une proposition dressée selon sa formule imprimée.

On conçoit, dans ces conditions, que la précision de l'article 7 était nécessaire afin d'éviter toute discussion: en effet, dans tous les cas où la proposition est établie sur un imprimé de la Compagnie et remise par l'agent de celle-ci au futur assuré, il eût été possible de prétendre qu'une telle proposition constituait une pollicitation dont l'acceptation par l'assuré suffirait à rendre le contrat parfait, sous la seule réserve qu'elle renfermât les conditions essentielles de la convention: objet à assurer, indemnité prévue, taux de la prime. Or, ces éléments se rencontrent assez souvent dans la proposition, notamment pour les risques simples d'incendie dont la tarification est connue. Même en ce cas, il n'est plus possible, en présence des termes de l'article 7, de prétendre que l'assureur s'est engagé. La proposition ne revêt à son égard que le caractère d'un simple projet destiné à indiquer les bases sur lesquelles le contrat pourra éventuellement être conclu.

A plus forte raison, ne peut-il être question d'un engagement de l'assureur lorsque la proposition émane de l'assuré ou de son mandataire sans aucune initiative de l'assureur. Mais, en ce dernier cas, est-il certain que le futur assuré — nonobstant les termes de l'article 7 — ne s'engage en aucune manière ?

Une distinction s'impose. S'agit-il d'une simple demande de renseignements adressée à l'assureur, demande qui, tout en exposant les éléments du risque, n'indique pas les

conditions essentielles du futur contrat, il ne saurait être question d'un pollicitation de nature à produire un effet juridique. Dans la pratique, il arrive très souvent que des imprimés qualifiés « proposition d'assurance », même établis sur des formules imprimées par l'assureur, ne sont que de simples appels à la concurrence. Généralement ces appels invitent l'assureur à vérifier le risque et à offrir une tarification.

Il est bien évident qu'en pareil cas, il n'y a pas de pollicitation.

98. *Proposition d'assurance.* — Tout autre est la situation lorsque la proposition réunit tous les caractères d'une offre de conclure un contrat visant un risque précis et moyennant un prix déterminé. C'est d'une telle proposition que MM. Sicot et Ancey, commentant l'exposé des motifs de la loi, ont pu dire qu'elle constitue une « pollicitation essentiellement révocable » <sup>(10)</sup>.

Il faut en conclure que, jusqu'à révocation par son auteur, celui-ci se trouve lié par son offre dont l'acceptation par l'assureur réalisera l'accord de volontés qui donnera naissance au contrat.

En conséquence, s'il est vrai que, selon l'article 7, la proposition n'engage pas l'assuré, il faut entendre par là qu'elle ne l'engage jamais définitivement, mais qu'elle l'oblige selon le droit commun jusqu'à révocation, dès lors qu'elle constitue une véritable pollicitation.

Le seul caractère particulier que présente la pollicitation en matière d'assurance est celui d'une révocabilité inconditionnelle. Selon le droit commun, il est octroyé à celui qui reçoit une offre de contracter un laps de temps

(10) Ancey et Sicot, *op. cit.*, 55.

raisonnable pour l'accepter ou la refuser. En matière commerciale, spécialement, l'auteur d'une pollicitation n'est pas en droit — sauf convention contraire — de la retirer brusquement, tout au moins dans le cas où un tel retrait causerait un préjudice à celui qui a reçu l'offre. L'on conçoit très bien l'existence possible d'un préjudice pour un commerçant qui, sur la foi d'une offre ferme, a pu, de son côté, s'engager envers un tiers. La loi de 1930 écarte complètement cet aspect de la question : à tout moment, le futur assuré est en droit de retirer sa proposition. On pense généralement que l'exercice de ce droit ne présente aucun inconvénient pour l'assureur qui, étant demeuré passif, ne pourrait arguer d'aucun préjudice. Il n'en est pourtant pas toujours ainsi. Dans bien des cas, en effet, l'assureur aura fait procéder à la vérification du risque et, par là même, engagé une dépense. Il faut néanmoins admettre que, même en ce cas, le retrait de la proposition demeure pour l'assuré un droit absolu, et ce, nonobstant toute convention contraire, l'article 7 de la loi étant l'un de ceux auxquels il ne peut être dérogé.

*99. Acceptation de l'assureur.* — Lorsque l'assureur accepte la proposition qui lui est faite, il faut nécessairement pour que naisse le contrat, que l'assuré soit informé de cette acceptation. L'information lui en sera donnée par écrit — pour satisfaire à l'exigence de l'article 8 de la loi — mais cet écrit ne sera soumis à aucune forme et pourra consister en une simple lettre missive. A partir du moment où l'assuré aura reçu cette information, le contrat sera parfait entre l'assureur et l'assuré et celui-ci ne serait pas fondé à refuser de signer la police.

Dès lors que le futur assuré se trouve lié par sa proposition, il paraîtrait logique d'admettre que l'assureur fût



obligé de lui répondre dans un court délai. Il n'en est pourtant pas ainsi. La loi n'impartit à l'assureur aucun délai pour répondre aux offres qui lui sont faites lorsqu'il s'agit de conclure un contrat nouveau. Il appartiendra donc à l'assuré de faire diligence : non seulement il est à découvert jusqu'à l'acceptation expresse de l'assureur — dont le silence, en matière de contrat nouveau, ne saurait en aucun cas être tenu pour une acceptation tacite — mais, de plus, il ne peut contracter avec un autre assureur pendant tout le temps que sa situation à l'égard du premier n'aura pas été fixée. On a prétendu qu'en pareil cas, le fait pour un assureur de laisser en suspens l'auteur de la proposition constituerait une faute génératrice de dommages-intérêts dans le cas où surviendrait un sinistre antérieur à la réponse sollicitée : c'est à ce sujet qu'est née la théorie de la responsabilité de l'assureur pour retard injustifié. Disons tout de suite que cette théorie ne trouve aucun fondement dans la loi et qu'elle a toujours été repoussée par les tribunaux français : l'assureur n'est pas tenu de répondre dans un délai fixé, et il n'encourt par le fait de son silence aucune responsabilité. Il faut dire que le proposant ne saurait se plaindre de l'incertitude dans laquelle il se trouve de son propre fait — dès lors qu'il a la faculté d'y mettre fin à tout moment en révoquant son offre. Aucune forme n'est prescrite pour cette révocation. Il suffira que le futur assuré puisse en rapporter la preuve. Dans la généralité des cas, l'assureur étant commerçant, tous les modes de preuve seront admis.

*100. Révocation de l'offre.* — Mais, dira-t-on, la brusque révocation de l'offre pourra engager la responsabilité du proposant et l'assureur, s'il justifie d'un dommage, en pourra réclamer la réparation. Les parties auront même

pu stipuler une clause pénale, imposant au futur assuré le paiement d'une certaine somme à titre de dédit. Il est évident qu'en ce cas, le silence de l'assureur pourra être très préjudiciable au proposant. Pour obvier à cet inconvénient, certaines législations fixent le délai de validité de la proposition d'assurance.

Nous ne pensons pas que cette précaution soit nécessaire. Dans la pratique, en France, la stipulation d'un dédit à la charge du proposant est extrêmement rare. Même au cas où l'acceptation de l'assureur résulterait de l'établissement d'une police signée par lui, et contiendrait une clause de dédit, cette clause ne pourrait être opposée au proposant que si elle se trouvait déjà dans la proposition. Dans le cas contraire, elle constituerait, comme d'ailleurs toute modification aux termes de la proposition, une offre nouvelle qui serait soumise à l'acceptation du futur assuré.

Au reste, en fait, toute liberté de se retirer est laissée au proposant par les grandes Compagnies d'assurances françaises qui acceptent le renvoi « sans suite » ou « sans effet » des polices établies par elles lorsque l'offrant refuse de les signer, même après avoir formulé une véritable sollicitation. La tolérance des assureurs français est, à cet égard, remarquable. Il leur arrive de laisser des polices d'assurance aux mains du futur assuré pendant un long délai (1 mois, 2 mois et parfois davantage). Les assureurs réclament la régularisation des pièces qui, bien souvent, ne leur sont pas rendues et ils se bornent à les « annuler » par lettre recommandée. Même à ce moment, si le proposant se ravise et signe le contrat, l'assureur accepte de le recevoir — à la seule condition, toutefois, qu'aucun sinistre ne soit intervenu depuis sa lettre d'annulation —.

Cette pratique très libérale peut, il est vrai, donner lieu

à certaines difficultés. En cas de survenance d'un sinistre, le proposant est fondé à soutenir que l'acceptation de l'assureur, résultant de l'envoi d'une police signée par lui, a fait naître le contrat et que, dès lors, la garantie promise doit lui être fournie. L'assureur, il est vrai, peut écarter cette prétention s'il a pris soin de stipuler que la police n'aura d'effet que dans un délai couru après le paiement de la première prime — et cette clause est de style dans presque toutes les polices d'assurance.

En résumé, la fixation d'un délai légal pendant lequel vaudra la proposition d'assurance ne paraît pas d'une utilité pratique certaine, — alors surtout qu'il appartient aux parties, si elles le désirent, de prévoir elles-mêmes ce délai dans la proposition.

*101. Sociétés mutuelles d'assurance.* — Les règles que nous venons d'exposer s'appliquent aux relations qui interviennent entre un proposant et une Compagnie d'assurance à primes fixes. Si les principes demeurent les mêmes à l'égard des sociétés mutuelles d'assurance, les usages sont parfois différents. Certaines de ces sociétés procèdent exactement comme les sociétés anonymes. D'autres envoient d'abord au proposant une formule d'adhésion à leurs statuts. La signature de cette formule équivaut alors à la pollicitation que nous venons d'étudier : lorsque le Conseil d'administration de la mutuelle aura notifié son adhésion au proposant, le contrat d'assurance deviendra parfait.

*102. Formalités précédant la formation du contrat.* — Il résulte des principes que nous avons essayé de dégager, que le contrat d'assurance terrestre, contrat consensuel, se forme par la seule rencontre des volontés sur les conditions

essentielles dont l'énoncé permettra l'exécution de la convention. Mais ces principes n'intéressent que les co-contractants selon le droit commun et non l'ordre public. Il est donc possible d'y déroger. En pratique, la formation du contrat est, d'un commun accord, mais sur l'exigence de l'assureur, subordonnée à l'accomplissement soit de certaines formalités qui vont donner au contrat un caractère de solennité — soit de certains actes qui en feront un contrat réel.

Quant aux formalités, elles consistent généralement dans l'établissement d'une police qui devra être signée par l'assureur et par l'assuré. Ces formalités sont prévues dans la plupart des cas, quel que soit le caractère de la proposition, soit qu'elle constitue une pollicitation, soit qu'elle ait le caractère d'une simple demande de renseignement. C'est dire qu'en pareil cas, la Compagnie renonce à se prévaloir de l'obligation qui résulterait pour le proposant de la pollicitation qu'il a formée. Jusqu'au moment où les signatures auront été apposées sur la police, le contrat d'assurance n'aura aucune existence et les parties ne seront tenues l'une envers l'autre d'aucune obligation.

Il en sera de même lorsqu'à l'accomplissement des formalités convenues s'ajoutera l'obligation d'accomplir un acte déterminé : ce sera très généralement l'obligation pour l'assuré de verser à l'assureur la première prime dans un délai fixé. La formation du contrat — devenu un contrat réel — sera suspendue jusqu'à la remise de cette prime.

*103. Sinistre antérieur à la signature du contrat.* — Dans la pratique, une difficulté se présente assez fréquemment. Le proposant exprime le désir d'obtenir la garantie pour une date déterminée. L'assureur, qui a ver-

bablement accepté l'offre, établit les polices. Un délai matériel est nécessaire à cet effet — et il arrive que l'assureur ne délivre les pièces que postérieurement à la date d'effet convenue bien qu'il fasse figurer cette date même sur la police. Un sinistre est survenu postérieurement à la date de prise d'effet, mais antérieurement à la signature du contrat par l'assuré. Nous admettons que la police contienne la clause — de style — aux termes de laquelle la garantie ne sera accordée qu'après la signature de la police par l'assuré et le paiement de la première prime et ce, quelle que soit la date de prise d'effet portée au contrat. L'assuré, qui a déjà déclaré le sinistre, s'empresse de signer les pièces dès qu'il les reçoit et d'en offrir la remise à l'assureur avec le montant de la première prime.

L'assureur, en ce cas, pourra-t-il prétendre qu'il n'est pas engagé ?

On ne saurait lui contester ce droit, s'il est établi que les parties ont expressément subordonné la formation du contrat à l'accomplissement des actes et formalités prévus à la police — encore que la prise d'effet convenue soit antérieure au sinistre et que le retard apporté à la délivrance de la police soit imputable à l'assureur. C'est à l'assuré qu'il appartenait soit d'en hâter l'établissement, soit d'exiger une note de couverture en attendant la régularisation de la police.

Hâtons-nous d'ajouter que, dans l'hypothèse précise que nous avons envisagée, les grandes Compagnies françaises ne se récusent pas — et, de bonne foi, acceptent de régulariser la police selon la convention arrêtée, ce qui entraîne pour elles l'obligation de prendre le sinistre en charge.

De cette attitude il ne faut pas conclure au droit pour l'assuré d'exiger l'exécution d'une convention qui n'est



pas encore née. Il s'agit d'une pratique commerciale dont l'existence est sans influence sur les droits de l'assureur.

*104. Modification à un contrat existant.* — Les principes que nous venons d'étudier au sujet de la formation d'un contrat nouveau d'assurance terrestre sont applicables aux accords qui viennent s'ajouter à un contrat déjà existant : consensuels, ces accords se formeront par la seule rencontre de la volonté des parties. Toutefois, la loi de 1930 édicte sur ce point des règles spéciales que nous avons à examiner.

L'article 7, § 2, de cette loi est ainsi conçu :

« Est considérée comme acceptée la proposition faite  
« par lettre recommandée de prolonger ou de modifier  
« un contrat, ou de remettre en vigueur un contrat sus-  
« pendu, si l'assureur ne refuse pas cette proposition dans  
« les 10 jours après qu'elle lui est parvenue ».

*105. Silence de l'assureur.* — Nous nous trouvons là en présence d'un de ces cas très exceptionnels où le silence est générateur d'obligation. L'on conçoit, en effet, que celui qui ne répond pas à une sollicitation ne puisse, en principe, se trouver engagé. Seules, certaines situations particulières, que l'on rencontre surtout en matière commerciale, peuvent faire naître une obligation à la charge de la personne qui a reçu une offre, bien qu'elle se soit abstenue d'y répondre. Tel sera le cas, par exemple, d'un détaillant qui, périodiquement, depuis plusieurs années, passe à un grossiste commande de certaines marchandises déterminées moyennant un prix fixé. Le grossiste a toujours exécuté ces commandes sans aucune discussion : il ne sera pas recevable à arguer de son silence pour se soustraire à l'exécution d'un ordre. S'il ne voulait pas y

donner suite, il aurait dû en aviser le détaillant. L'obligation du grossiste est, en pareil cas, basée sur la foi de relations antérieures, régulièrement suivies, qui permettent au détaillant de prétendre qu'il se trouvait en droit de compter sur la marchandise selon l'usage établi entre les parties. C'est sur cette même idée de relations préexistantes qu'est fondée la règle de l'article 7 de la loi de 1930. Une personne, déjà assurée, se trouve obligée de s'adresser à son assureur lorsqu'elle entend modifier le contrat existant. Il arrive même que l'assuré ait souscrit l'obligation d'incorporer au premier contrat les augmentations de risques qui pourront survenir. Il en est souvent ainsi en matière d'assurance d'automobiles. Même en l'absence d'une telle obligation, il est naturel que l'assuré qui désire modifier son contrat, de quelque façon que ce soit, s'adresse tout d'abord à son assureur. On comprend qu'en pareil cas, le législateur ait été amené à prescrire que le silence de l'assureur puisse être considéré comme un acquiescement à l'offre de l'assuré. D'où la règle de l'article 7 : passé un délai de 10 jours, l'assureur qui n'a pas répondu à la proposition de modification de l'assuré est tenu pour l'avoir acceptée. Sans doute, l'article 8 de la loi retrouve, ici encore, son application pour l'établissement de la preuve du nouvel accord : un avenant — c'est-à-dire un écrit — devra le constater. Mais cet avenant ne constituant pas une formalité prescrite à peine de nullité, l'assuré pourra établir par un autre moyen de preuve — pourvu qu'il ne soit pas testimonial — la réalisation de ce nouvel accord. S'il a pris soin d'envoyer par lettre recommandée à l'assureur sa demande de modification, l'existence de cette lettre, passé le délai légal de dix jours, suffira à prouver la conclusion du nouvel accord qui produira tous ses effets — à condition, bien entendu, qu'il se

réfère à un contrat dont la validité soit certaine. Si l'effet du contrat existant se trouvait suspendu, par exemple, à défaut de paiement d'une prime exigible, il est évident que la modification demandée — en principe valable selon les termes de la loi — demeurerait elle-même en suspens jusqu'à ce que l'assuré ait rempli ses propres obligations.

Observons, avec M. Besson<sup>(11)</sup>, que le champ d'application de l'article 7, § 2, est pratiquement limité aux modifications proprement dites demandées par l'assuré — et non à la prorogation et à la remise en vigueur du contrat, à propos desquelles il est inutile de recourir aux dispositions de notre article. En effet, s'il s'agit de prorogation, ou bien le contrat a été conclu pour une durée déterminée — et dans ce cas, il expirera au terme convenu et la demande de prorogation équivaudra à une demande de nouveau contrat — ; ou bien, il existera une clause de tacite reconduction et, dans ce cas, la police se renouvellera à défaut de dénonciation, soit dans le délai convenu, s'il est supérieur au délai légal, soit dans le délai minimum de 6 mois prescrit par l'article 5 de la loi de 1930.

Quant à la remise en vigueur, elle interviendra automatiquement dans le délai de la loi après que l'assuré aura rempli les obligations qui sont à sa charge.

La loi n'a pas précisé le point de départ du délai de dix jours, à l'expiration duquel l'assureur sera réputé avoir accepté les modifications proposées par l'assuré. M. Besson<sup>(12)</sup> propose d'admettre que ce délai court du lendemain du jour où l'assureur a reçu avis de la modification proposée. Cette solution paraît être la seule possible dès lors que l'assuré ne peut établir le moment précis où l'assureur a été informé.

<sup>(11)</sup> *Op. cit.*, 46.

<sup>(12)</sup> *Op. cit.*, 46.

Au reste, quand bien même l'assuré serait en mesure de prouver par écrit non seulement le jour, mais l'heure de sa demande de modification (au moyen d'un récépissé de l'assureur, par exemple), il faudrait encore admettre la solution proposée par M. Besson, pour la raison que le délai doit être compté par « jour » et que le jour de la demande n'est jamais entier. S'il veut empêcher la formation du nouvel accord, il faudra donc que l'assureur émette son refus le onzième jour, au plus tard, après la remise de la demande, et qu'il en rapporte la preuve.

Mais, pour que l'assureur soit engagé, il faut que la demande de modification contienne tous les éléments essentiels à la formation du nouvel accord. S'il s'agit d'une aggravation du risque, par exemple, l'assuré devra offrir une augmentation du taux de prime. A défaut de cette offre, l'assureur ne serait évidemment pas lié automatiquement par son silence. Au cas où l'augmentation proposée lui paraîtrait insuffisante, il aurait l'obligation d'en informer l'assuré dans le délai de la loi. La discussion se trouverait ainsi ouverte et il appartiendrait à l'assuré de donner, à son tour, une réponse à l'assureur. En tout cas, la règle de l'article 7 permet à l'assuré qui demande une modification par lettre recommandée de demeurer temporairement garanti — en cas d'aggravation du risque — pendant le temps des pourparlers. Si un accord n'intervient pas, la police sera résiliée selon les dispositions de l'article 17 de la loi, et l'assuré, recouvrant sa liberté, pourra s'adresser à un autre assureur.

En dehors de cette hypothèse, l'assuré est-il lié par son offre? M. Capitant, MM. Ancey et Sicot répondent par l'affirmative. M. Besson estime, au contraire, que la loi a eu pour but d'obliger l'assureur à répondre, qu'elle n'a pas entendu obliger l'assuré par le seul fait de sa proposition.

Nous pensons que cette dernière opinion doit être suivie. S'agissant, en effet, d'une pollicitation, il n'existe aucun motif de croire qu'elle perde le caractère de révocabilité absolue qui s'attache à toute pollicitation en matière d'assurance terrestre.

*106. Prise d'effet du contrat.* — Les parties ont la faculté de fixer la prise d'effet de leurs conventions à la date qu'il leur convient de choisir. Le contrat d'assurance terrestre n'échappe pas à cette règle. Il s'ensuit que la date de prise d'effet ne doit pas être confondue avec la date de la formation du contrat. Les deux dates peuvent être concomitantes, mais il est possible qu'elles diffèrent l'une de l'autre.

Dans la pratique, la formation et la prise d'effet coïncident le plus souvent. Il arrive, toutefois, que la prise d'effet soit retardée. Il en est ainsi, par exemple, lorsqu'un assuré, ayant résilié une police un mois avant son expiration, souscrit en même temps, pour éviter un oubli possible, un nouveau contrat avec un autre assureur. L'assuré, en ce cas, aura soin de préciser que le nouveau contrat — contrat à terme — n'entrera en vigueur qu'à la date d'expiration du premier.

C'est au moment fixé pour la prise d'effet que deviendront obligatoires les prestations promises par chacun des co-contractants : paiement de la prime, d'une part ; prise en charge du risque, d'autre part.

La loi n'édicte aucune règle pour suppléer au silence de la convention quant à la prise d'effet. Cette lacune n'offre aucun inconvénient pratique, pour la raison que toutes les polices d'assurances, sans exception, portent la date et souvent même l'heure de leur entrée en vigueur. Il est évident que, débiteur de son obligation de garantir l'as-



suré à partir de la prise d'effet, l'assureur, à défaut de convention contraire, ne pourrait se refuser au paiement d'un sinistre alors même qu'il n'aurait pas encore reçu le montant de la première prime. Il demeurerait seulement, en ce cas, créancier de cette prime qu'il pourrait compenser à due concurrence avec le coût du sinistre.

*107. Paiement de la première prime.* — Cette hypothèse est sans grand intérêt, car l'effet de la police est très généralement subordonné au paiement de la première prime<sup>(13)</sup> aux termes d'une clause qui est de style — tout au moins dans la grande généralité des cas. L'usage de cette clause est d'ailleurs consacré dans un cas spécial par l'article 16 de la loi de 1930, selon lequel le contrat suspendu reprend effet le lendemain à midi du jour où l'assuré a payé sa prime en retard.

L'application de cet usage très général diffère toutefois dans la pratique selon la nature du contrat.

*108. Assurance-incendie.* — En matière d'assurance contre l'incendie, la clause selon laquelle « l'assurance n'a « d'effet que le lendemain à midi du jour où la prime de « la première année aura été payée »<sup>(14)</sup>, reçoit une application stricte.

On peut dire que, d'un commun accord, l'exécution du contrat se trouve retardée jusqu'à l'arrivée d'un terme qui est incertain. Antérieurement à cette arrivée, le contrat, dont la formation est pourtant parfaite, ne produira aucun effet — si ce n'est qu'il confère à l'assureur le droit de réclamer le paiement de la prime convenue. La date de ce paiement marquera le point de départ de la prise en

(13) Ces règles ne sont pas applicables à l'assurance-vie.

(14) Nouvelle police-incendie, art. 84.

charge du risque par l'assureur et deviendra la date de l'échéance des primes futures. On voit, dès lors, l'importance de cette date de l'échéance puisque c'est elle — et non pas celle de la signature — qui marquera la date d'expiration du contrat. Il peut être dérogé à ce principe, les parties ayant la faculté de convenir que la prime sera due au jour de la souscription de la police — sans toutefois que la garantie soit acquise à l'assuré antérieurement au paiement de cette prime. En ce cas, si l'assuré retarde ce paiement, il ne sera pas couvert pour une année entière bien qu'il ait payé la prime pour ce laps de temps. Il lui appartiendra, en conséquence, de régulariser sa situation le plus rapidement possible s'il ne veut être « pénalisé ». C'est, en effet, par la notion de clause pénale que M. A. Besson<sup>(15)</sup> explique l'absence de corrélation, dans cette hypothèse, entre les obligations respectives des parties : l'assuré paie pour un an et l'assureur ne lui donne sa garantie que pour une période moindre. La fraction de prime correspondant au temps pendant lequel l'assuré n'aura pas été couvert constituera un paiement à titre de dommages-intérêts.

C'est à la même idée de clause pénale qu'il faut rattacher l'obligation pour l'assuré de payer ses primes lors même que le contrat se trouve suspendu. Cette obligation, dont l'exécution soulève de véhémentes protestations de la part des assurés défaillants, n'est pourtant, dans son principe, que l'application d'une clause de la police qui, selon le droit commun, est la loi des parties. D'où provient donc la résistance, sur ce point, de l'assuré et de l'opinion publique en général ? Il faut l'attribuer au fait que les clauses visant la prise d'effet et la suspension ne sont pas

(15) *Op. cit.*, 293.

toujours très claires. La plupart de ces clauses subordonnent simplement l'effet de la police et le jeu de la garantie à la signature et au paiement de la première prime. Elles n'ajoutent pas, en général, que, néanmoins, l'assuré se trouvera engagé dès qu'il aura signé la police dont la Compagnie sera, par ce seul fait, en droit de poursuivre l'exécution, la fraction de prime correspondant à la période de non-garantie lui demeurant acquise à titre d'indemnité. De même, la clause visant la suspension omet généralement de préciser que c'est à titre d'indemnité que l'assuré devra payer les primes échues et à échoir, bien que, momentanément, la garantie ne lui soit plus accordée. La rigueur de ces clauses n'est pas, non plus, étrangère au mécontentement qu'elles soulèvent. Souvent, en effet, elles aboutissent, dans la pratique, à l'obligation pour un assuré gêné de payer sans être garanti — parce qu'il se borne à verser des acomptes sans jamais pouvoir libérer les primes arriérées. C'est une raison de plus de les rédiger en termes qui fassent connaître à l'assuré sans ambiguïté possible, l'étendue de l'obligation qu'il assume.

109. *Autres risques.* — Moins absolue est l'application de notre usage à certains risques autres que l'incendie. En matière d'accidents (assurance individuelle, assurance loi de 1898) certaines polices ne contiennent pas la clause subordonnant la garantie au paiement de la première prime. Ces polices portent souvent, *in fine*, la simple mention suivante :

« Fait à.....

« Pour prendre effet le.....

Il est certain qu'en ce cas, l'assureur, simple créancier de la prime, est tenu à la garantie dès la formation du contrat.

110. *Risque vol.* — Cette situation ne se rencontre jamais en matière d'assurance-vol. Toutes les polices, sans exception, subordonnent l'effet du contrat à la signature, et la garantie au paiement de la première prime. De plus, toute proposition en cette matière, donne lieu à une vérification préalable du risque.

Il peut arriver que l'assureur, après avoir procédé à cette vérification, donne son accord verbal à l'assuré dont la proposition est acceptée avec la date de prise d'effet qu'elle indique. S'il survient un sinistre avant l'accomplissement des formalités prévues au contrat, il est certain, comme nous l'avons déjà indiqué <sup>(16)</sup>, que l'assureur n'est pas lié. S'il est vrai qu'en fait, des tempéraments puissent être sur ce point apportés à la rigueur du droit, il n'en reste pas moins acquis qu'en l'absence d'une confirmation écrite de l'assureur (note de couverture) l'assuré se trouverait dépourvu de toute action.

En résumé, dans la généralité des cas, la prudence imposera à l'assuré le soin de payer diligemment la première prime. A cet effet — sauf convention contraire — il devra se rendre chez l'assureur pour effectuer ce paiement.

111. *Caractère de la première prime.* — Rappelons qu'en effet, aux termes de l'article 16 de la loi de 1930, la première prime est *portable*, au contraire des primes suivantes qui sont *quérables*.

La loi n'interdit pas aux parties de modifier cette règle. Elles peuvent convenir que la première prime sera, comme toutes les autres, *quérable*. En ce cas, ce serait à l'assureur qu'il appartiendrait de faire diligence pour encaisser cette prime, car il se trouverait tenu à la garantie dès la remise à l'assuré de la police signée par lui.

(16) *Supra*, n° 102.

Cette dérogation à la règle légale est rare dans la pratique. Au reste, l'assureur pourra toujours échapper au risque de l'insolvabilité de l'assuré en ne délivrant la police que contre paiement.

*112. La note de couverture.* — Nous avons vu que le seul moyen pour l'assuré d'être couvert en attendant la formation du contrat par l'accomplissement des formalités convenues, c'est d'obtenir de l'assureur une confirmation écrite de son accord verbal.

Cette confirmation est prévue par la loi de 1930 (articles 7 et 8) sous le nom de « note de couverture ». Il résulte des notions que nous avons essayé de dégager que la note de couverture, répondant à une proposition circonstanciée de l'assuré, n'est autre chose que la preuve écrite de l'acceptation de cette proposition par l'assureur. En d'autres termes, la note de couverture est, en ce cas, un véritable contrat provisoire, qui lie les parties, tout en demeurant indépendant de la police.

Ainsi que nous l'avons indiqué déjà, l'établissement de la note de couverture n'est soumis à aucune formalité : cette note peut résulter soit d'une lettre missive, soit d'un écrit quelconque.

Lorsqu'elle n'a pas été précédée d'une proposition détaillée à laquelle elle vient répondre, la note de couverture se réfère aux conditions générales de la police de l'assureur. En ce cas, l'assuré devra prendre le soin de se faire délivrer, avant de s'engager lui-même, un exemplaire en blanc de cette police, ou se renseigner sur les clauses qu'elle stipule.

L'usage de la note de couverture est peu répandu en France — du moins dans les rapports des assurés avec les Compagnies françaises qui, en général, se montrent peu



empressées à l'adopter —. Elles craignent, sans doute, que le caractère, obligatoirement sommaire, d'un tel engagement ne les lie d'une manière imprécise, ou encore que l'agent ne délivre cette note sans exiger le paiement de la prime par son client qu'il a toujours tendance à ménager.

Cette situation est regrettable, car l'utilité d'une garantie immédiate est évidente. Il serait facile pour l'assureur d'écarter tout risque d'insolvabilité en ne délivrant la note que contre paiement de la prime soit par l'assuré, soit par l'agent ou le courtier. C'est ainsi que pratiquent les assureurs anglais : dès qu'ils ont accepté un risque moyennant un prix convenu, ils délivrent une note de couverture portant quittance.

Sans exiger un paiement immédiat, l'assureur pourrait encore diminuer le risque d'un découvert consenti à l'assuré soit en spécifiant qu'à défaut de versement de la prime dans un court délai, la note de couverture sera sans effet, soit en limitant l'effet de la note de couverture au laps de temps nécessaire à l'établissement de la police.

Dès lors qu'aucun formalisme n'est requis pour la validité de cette note qui peut être établie de manière à donner aux parties tous apaisements réciproques, il est souhaitable que l'usage en soit généralisé.

*b) LA DÉCLARATION DU RISQUE PAR L'ASSURÉ. — 113. —* C'est là une des matières dans laquelle on touche aux caractères les plus originaux du contrat d'assurance. D'une façon générale, en droit commun, on ne demande pas à l'un des contractants de renseigner l'autre de façon extrêmement précise ; il suffit que le consentement ne soit vicié ni par le dol ni par la fraude. L'assuré, au contraire, est obligé de déclarer le risque avec une très grande minutie.

Cette règle, très ancienne<sup>(17)</sup>, répondait à l'origine au besoin de protéger l'assureur. Bien que la situation économique soit aujourd'hui renversée, la raison profonde n'en subsiste pas moins de l'importance qu'il faut attacher à la déclaration du risque par l'assuré.

La situation des deux contractants est, en effet, totalement différente.

Pour l'assuré, il s'agit d'accepter des conditions que lui fait l'assureur. Le contrat d'assurance est pour lui, on l'a dit, un contrat d'adhésion, c'est-à-dire un contrat dans lequel l'une des parties est « obligée de traiter aux conditions qui lui sont à la fois offertes et imposées »<sup>(18)</sup>. Il convient, du reste, de noter que, dans la pratique, l'usage se répand de discuter et d'introduire des clauses dérogatoires à l'imprimé établi par l'assureur. Mais ces clauses étant contenues dans les « conditions générales de la police », et, pour ce qui est des conditions particulières, directement notifiées à l'assuré, il faut reconnaître que celui-ci les connaît ou, plus exactement, est à même d'en prendre connaissance. S'il n'a pas la patience de lire dans leur entier les clauses imprimées des polices, il n'en reste pas moins au courant, au moins d'une manière générale, des conditions que lui fait l'assureur. Il n'est nullement tenu de s'assurer : si les modalités du contrat offert ne lui agréent pas, libre à lui de ne pas contracter.

Toute différente est la situation de l'assureur : les « conditions générales » sont les mêmes, en principe, pour tous les assurés d'une certaine catégorie. Pour le surplus, pour les conditions particulières, il les établit d'après la situa-

(17) Voir sur l'historique de la règle, H. Moncharmont, *La déclaration du risque dans les assurances terrestres d'après la loi du 13 juillet 1930*, 2 et s.

(18) Ripert, *La règle morale dans les obligations*, n° 55.

tion de fait, qu'il connaît par les indications de l'assuré, soit, le plus souvent, par la proposition d'assurance.

Si les déclarations de l'assuré ne sont pas conformes à la réalité, voici un contrat faussé dès le principe. L'assureur est lésé lorsque, ayant établi ses conditions et fixé le montant de la prime en considération d'un risque déterminé, précisé et décrit par la proposition d'assurance, il se trouve que le risque est en réalité beaucoup plus grave. Etant donné que sa situation dépend dans une assez large proportion des déclarations de l'assuré, et bien qu'il soit aujourd'hui en mesure d'acquérir, le plus souvent, par lui-même des notions précises sur le risque à couvrir, il faut donner à l'assureur une contre-partie à la situation favorable de son co-contractant. A cet assureur, dont la situation est celle d'un incapable <sup>(19)</sup>, obligé de suivre « la relation, prud'homie et fidélité » <sup>(20)</sup> de l'assuré, il faut donner un moyen de se défendre contre celui qui ne se conforme pas à la bonne foi que l'on est en droit d'attendre d'un individu moyen.

Remarquons que cette sorte de dépendance de l'assureur à l'égard des déclarations de l'assuré reste vraie dans une beaucoup plus large mesure dans l'assurance-vol, tant en ce qui concerne la déclaration du risque lors de la conclusion du contrat qu'en ce qui touche la déclaration du sinistre.

*114. Obligation de déclarer le risque.* — L'article 15, alinéa 2, a posé le principe de l'obligation de l'assuré de déclarer, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances connues de lui, susceptibles d'influer sur l'opinion du risque. Avant 1930, on étendait à cette matière

(19) Ripert, *Droit Maritime*, III, 3<sup>e</sup> édit., n° 2.416.

(20) Guidon de la Mer.

l'article 348 du Code de commerce <sup>(21)</sup>, concernant les réticences et fausses déclarations en matière d'assurance maritime. Le plus souvent, d'ailleurs, l'imprimé des polices en reproduisait textuellement la teneur.

Une première question se pose, relativement à la façon dont l'assuré devra remplir son obligation de déclarer le risque. Deux procédés sont possibles, celui du questionnaire ou celui de la déclaration spontanée.

*115. Le questionnaire.* — Le premier a pour lui de donner à l'assuré plus de garantie, en ce sens que l'assureur ne peut, plus tard, lui reprocher une déclaration incorrecte, s'agissant d'une circonstance au sujet de laquelle il n'a demandé aucun renseignement. C'est en outre un procédé logique car l'assureur sait, mieux que quiconque, ce qu'il lui faut connaître pour se faire l'opinion du risque. La pratique antérieure à 1930 a révélé cependant que ces avantages sont balancés par de nombreux inconvénients: l'assureur multiplie les questions et les rend si complexes que l'assuré, de la meilleure foi du monde, risque de faire des réponses inexactes, ce qui crée à son encontre une présomption de mauvaise foi. D'autre part, le questionnaire est bien souvent rempli par l'agent d'assurance, ce qui lui enlève une partie de ses avantages.

*116. La déclaration spontanée.* — C'est pourquoi l'on vante, à l'inverse, la souplesse de la déclaration spontanée, qui laisse plus d'aisance à l'assuré, dont l'attention est d'ailleurs, en fait, attirée sur les points essentiels par l'agent <sup>(22)</sup>. Il faut remarquer cependant que, trop souvent,

(21) Voir *infra*, n° 123, sur la portée de ce texte.

(22) H. Moncharmont, *op. cit.*, 33.

ce dernier néglige de mettre suffisamment en lumière l'importance de certains éléments du risque.

*117. Solution légale.* — La loi de 1930 a consacré le système de la déclaration spontanée en matière de déclaration du risque lors de la conclusion du contrat, mais donné la préférence à celui du questionnaire en matière de déclaration des aggravations du risque au cours du contrat <sup>(23)</sup>.

Néanmoins, une difficulté pratique se présente : il arrive fréquemment que la proposition d'assurance contienne un certain nombre de questions posées à l'assuré. Il s'agit alors de savoir s'il y a là une dérogation au système de la déclaration spontanée par l'établissement d'un véritable questionnaire, c'est-à-dire s'il suffit à l'assuré pour être en règle, de répondre de façon correcte aux questions ainsi posées, ou s'il reste tenu de préciser les autres points susceptibles d'influer sur l'opinion du risque. Si la police précise que le questionnaire n'est pas limitatif — et ce sera le cas, le plus souvent — il ne peut y avoir difficulté. Si, au contraire, elle est muette sur ce point, il s'agira d'une question à résoudre en fait.

*118. Etendue de l'obligation de déclarer.* — Il serait vain d'essayer de tracer une énumération des faits susceptibles de donner lieu à une déclaration : l'article 15, alinéa 2, spécifie que l'assuré est obligé de déclarer « toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge ». Et l'on a pensé qu'il existe de l'influence d'un fait donné sur l'opinion du risque un criterium très sûr, c'est

(23) V. *infra*, n° 144.



son influence sur le taux de la prime <sup>(24)</sup>. C'est là, en effet, une façon fort élégante d'éviter toute difficulté. Mais, en fait, il faut reconnaître que l'assureur exige souvent — et ce n'est pas toujours à tort — des renseignements sur des faits qui paraissent étrangers au calcul du taux de la prime. Il en est ainsi notamment en matière d'assurance-vol, de la question de savoir si le proposant a été antérieurement assuré, sans avoir jamais subi de sinistre. On a pu dire, à ce sujet, que si, antérieurement à l'année 1913, au cours de laquelle fut établie la police type d'assurance-incendie, les Compagnies d'assurances multipliaient les questions, c'était afin de multiplier les chances d'erreur dans les polices <sup>(25)</sup>.

Il est à noter que l'assureur se trouve mis par la loi de 1930 dans une situation meilleure que celle où le plaçait le droit commun : par application de l'article 1116 du Code civil, il était obligé, pour obtenir la nullité du contrat, de prouver que, s'il avait eu une connaissance exacte de la situation, il n'aurait pas couvert le risque, alors que, d'après l'article 21, il suffit que l'opinion du risque ait été changée par une réticence ou une fausse déclaration intentionnelle, sans que ce changement ait été obligatoirement de nature à amener l'assureur à ne pas couvrir le risque.

*119. Qualité de l'assuré.* — Dès avant la loi de 1930, les assureurs avaient considérablement diminué le nombre de points sur lesquels ils demandaient des précisions à l'assuré. Néanmoins, il subsiste un certain nombre de faits dont la connaissance par l'assureur a une très grande im-

(24) Weens, *Du principe que l'assurance de choses est un contrat d'indemnité*, 205.

(25) V. sur l'évolution des exigences des assureurs relativement aux questions posées avant le contrat, H. Moncharmont, *op. cit.*, 43.

portance et qui influent certainement sur l'opinion du risque, bien que restant sans répercussion sur le taux de la prime. Il en est ainsi de la qualité de l'assuré, dont une indication inexacte peut fausser entièrement le jeu du contrat et amener la violation de son caractère indemnitaire. C'est ainsi que cette violation est réalisée lorsque l'assuré a déclaré la chose assurée pour une valeur supérieure à la valeur réelle. Si, en cas de perte totale, il touche le montant intégral de cette valeur, il se trouve enrichi. Cet enrichissement se produit également si l'assuré n'a pas déclaré la véritable qualité en laquelle il agit, par exemple si l'usufruitier s'assure comme s'il était propriétaire de l'objet dont il touchera ainsi la valeur totale en cas de sinistre.

Certains auteurs <sup>(26)</sup> voudraient que la déclaration d'un intérêt autre que l'intérêt réel de l'assuré fût traité comme une assurance « personnelle », opposée à la surassurance « réelle ». Une telle opinion ne peut que difficilement être admise, en l'état actuel des textes, malgré ses avantages certains.

La question se présente sous un aspect un peu spécial dans l'assurance-vol, où la qualité de l'assuré est nécessairement connue de l'assureur : elle est, en effet, en notre matière un élément absolument essentiel du risque, alors même d'ailleurs qu'il ne s'agit pas de vol sur la personne. S'agissant d'assurance contre le vol, l'on ne peut sérieusement discuter l'obligation de déclarer correctement la qualité de l'assuré.

*120. Circonstances sans influence sur l'opinion du risque.* — La rédaction actuelle de la loi a mis fin à une

(26) Weens, *op. cit.*, 127.

controverse ancienne sur le point de savoir si l'assureur a le droit d'imposer à l'assuré de déclarer certaines circonstances sans influence sur le risque. L'assureur ne saurait plus émettre une telle prétention, étant donnés les termes de l'article 15, alinéa 2.

*121. Circonstances connues de l'assuré.* — Il est de même à peine besoin d'insister sur le fait que l'assuré ne peut être obligé de déclarer que les circonstances qu'il connaît. La solution est expressément donnée par l'article 15, alinéa 2. Elle semble évidente, mais avait donné lieu à des difficultés, notamment en matière d'assurance sur la vie, au sujet de laquelle on poussait la théorie de l'erreur extrêmement loin, décidant que, dès lors que le consentement de l'assureur avait été vicié, peu importait qu'il eût été ou non au pouvoir de l'assuré de lui donner les éléments nécessaires pour qu'il pût se faire une opinion exacte du risque.

*122. Sanctions de l'obligation de déclarer.* — Une question qui a soulevé de très nombreuses difficultés est celle de la sanction de l'obligation de déclarer, donc du sort du contrat au cas où l'assuré se rend coupable d'une réticence ou d'une fausse déclaration.

*123. Article 348 C. com.* — A ce sujet, avant 1930, l'on appliquait généralement l'article 348 du Code de commerce — dont le principe ne se trouve pas dans l'Ordonnance de 1681 sur la Marine, modèle habituel du Code de commerce en matière maritime — qui règle la question pour la matière des assurances maritimes. Ce texte prévoyait la nullité du contrat pour le cas de réticences ou de fausse déclaration, sans distinguer suivant que l'assuré est

de bonne ou de mauvaise foi. Pour décider s'il y a lieu de tenir compte de cette bonne ou mauvaise foi de l'assuré, l'on invoquait le fondement du texte.

Pour la plupart des auteurs, l'article 348 du Code de commerce est une application de la théorie des vices du consentement. Or, l'erreur, sans mauvaise foi, vicie le consentement, aussi bien que le dol<sup>(27)</sup>. Cette solution s'impose évidemment en l'état actuel des textes qui ne font pas le départ, bien qu'il soit indéniablement rigoureux d'opposer à l'assuré qui se trompe le même traitement qu'à celui qui se rend coupable d'une déclaration inexacte par dol, autrement dit, d'assimiler l'omission et la déclaration inexacte à la réticence et à la fausse déclaration. C'est cependant une solution traditionnelle en droit maritime : Emerigon<sup>(28)</sup> indiquait déjà que la « simple inadvertance » de l'assuré » entraîne la nullité de l'assurance. C'est la solution qui a triomphé en jurisprudence, et a été depuis peu consacrée par la Cour de Cassation<sup>(29)</sup>.

D'ailleurs, devant les critiques soulevées par cette théorie, la police-type contre l'incendie avait admis la distinction suivant la bonne ou la mauvaise foi de l'assuré. On avait également proposé<sup>(30)</sup> de faire une différence suivant que l'on se trouvait en présence d'une fausse déclaration ou d'une réticence : il s'agissait, dans la première hypothèse, de savoir si l'assuré avait rempli son obligation légale de porter à la connaissance de l'assureur les conditions dans lesquelles le contrat était conclu, telles qu'el-

(27) Desjardins, *Traité de droit commercial maritime*, VII, n° 1462 ; Danjon, *Traité de droit maritime*, 2<sup>e</sup> éd., IV, n° 1623 ; Lyon-Caen et Renauld, *Traité de droit commercial*, 5<sup>e</sup> éd., VI, n° 1447 ; Ripert, *op. cit.*, 3<sup>e</sup> éd., III, n° 2417.

(28) Ch. 2, sect. 5 et 3.

(29) Cass. civ., 1923.

(30) Ripert, *op. cit.*, 3<sup>e</sup> éd., III, n° 2417, 2419 et 2420.

les lui apparaissaient. Par conséquent, l'assuré qui faisait une déclaration non conforme à la réalité se voyait opposer la nullité, qu'elle fût le résultat d'une faute, d'une négligence ou de son ignorance <sup>(31)</sup>. Le seul fait de « dé-  
« clarer, disait-on, constitue de sa part une initiative sus-  
« ceptible d'engager sa responsabilité ». Pour la réticence, au contraire, la nullité n'était encourue que si l'assuré était de mauvaise foi, non s'il y avait simple omission non fautive de sa part. Dans ce cas de bonne foi, l'assuré n'ayant pris aucune initiative, l'on ne pouvait lui en vouloir d'une ignorance dépourvue de tout caractère malicieux.

Ce système, à la vérité très séduisant, n'était pas à l'abri de toute critique ; il semble notamment difficile de le justifier à l'heure actuelle où l'abstention crée des obligations, au même titre que l'action <sup>(31)</sup>. Il est d'ailleurs en opposition avec les termes formels de l'article 348 du Code de commerce.

*124. Articles 21 et 22 de la loi de 1930.* — La loi de 1930 a repris la solution adoptée par la police-type incendie de 1913, décidant dans ses articles 21 et 22 qu'il y a lieu de faire une distinction suivant que la fausse déclaration ou la réticence changeant l'opinion du risque est, ou non, intentionnelle.

D'après l'article 21, l'assuré qui agit frauduleusement encourt la nullité du contrat, les primes échues restant acquises à l'assureur. L'article 22 pose en termes exprès le principe que l'omission ou la déclaration inexacte de l'assuré n'entraîne pas la nullité de l'assurance et institue un système de sanctions variables suivant que l'omission ou

(31) L. Jossierand, *Cours de droit civil positif français*, 2<sup>e</sup> éd., II, n<sup>os</sup> 478 et s.



la déclaration inexacte a été ou non constatée avant tout sinistre.

L'on serait tenté de conclure de ces dispositions qu'il ne peut plus, à l'heure actuelle, subsister aucune difficulté relativement à la question qui nous occupe.

Cependant, il importe, tout d'abord, d'élucider un point de terminologie et de préciser ce que l'on entend par réticence. Il est net, à cet égard, que la loi réserve les termes de réticence et fausse déclaration au cas de mauvaise foi de l'assuré, hypothèse réglée par l'article 21, alors que l'omission ou la déclaration inexacte désignent des faits excluant toute mauvaise foi de cet assuré. L'on a fort bien résumé la distinction ainsi faite <sup>(32)</sup> en indiquant que les articles 21 et 22 s'appliquent exactement aux mêmes faits, savoir les infractions à l'obligation pour l'assuré de déclarer les risques à l'assureur, mais leur donnent, l'un et l'autre, des appellations techniques spéciales et les assortissent d'une sanction différente suivant que l'assuré est de bonne ou de mauvaise foi. Ce départ admis, il est vain d'essayer de compliquer les choses, et de soutenir qu'il existe entre les deux textes une différence plus profonde, l'article 21 s'appliquant aux faits qui modifient l'opinion du risque et l'article 22 concernant des faits non déclarés, mais sans influence sur l'opinion du risque.

*125. Sanction de la réticence ou de la fausse déclaration.*

— L'assuré est de mauvaise foi, il n'est donc digne d'aucun égard, et la nullité du contrat est la sanction toute naturelle de ses agissements. En outre, l'article 21 décide que les primes payées restent acquises à l'assureur, qui a droit à toutes les primes échues, à titre de dommages-intérêts.

(32) Moncharmont, *op. cit.*, 76.

A la vérité, l'on peut critiquer la formule employée dans ce second alinéa, qui semble présenter l'attribution des primes payées à l'assureur comme un forfait de dommages-intérêts. En réalité, il apparaît que le montant de ce forfait n'est pas du tout proportionné au dommage subi par l'assureur, et l'abandon des primes ainsi fait apparaît bien plutôt comme une véritable peine privée. L'on retrouve du reste cette notion de peine en dégagant la nature juridique de la sanction de l'article 21, qu'il est très difficile de rattacher à la théorie des vices du consentement, mais dont les solutions s'expliquent très logiquement si on le considère comme une disposition spéciale au droit de l'assurance, en ce sens qu'il sanctionne une faute, non une faute civile ordinaire, mais une faute spéciale, qui a une sanction particulière, dont le caractère pénal est indiscutable <sup>(33)</sup>. L'on retrouve ce caractère pénal dans l'article 23, qui donne aux parties le droit de prévoir le paiement d'une indemnité se montant au plus à 50 % de la prime omise, au cas de déclaration inexacte dans les assurances où la prime est décomptée « en raison » des salaires, soit d'après le nombre des personnes ou des « choses faisant l'objet du contrat ».

Un autre difficulté qui se pose à ce sujet est celle de savoir ce qu'il faut entendre par « prime payée ». Le sens du texte n'est pas clair, et l'on discute sur le point de décider s'il faut entendre par là seulement les primes échues ou également les primes payées d'avance. C'est cette dernière conception, extensive, qui semble rencontrer le plus de faveur <sup>(34)</sup>.

(33) H. Moncharmont, *op. cit.*, 118

(34) Capitant, *op. cit.*, 759.

*126. Sanction de l'omission ou de la déclaration inexacte.*

--- C'est l'hypothèse de l'article 22, celle de l'assuré de bonne foi. La nullité de l'assurance n'est pas encourue, mais la sanction diffère, suivant que l'omission ou la déclaration inexacte est constatée avant tout sinistre ou non. Dans la première hypothèse, l'assureur a le choix, ou de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier dans les dix jours de la notification adressée à l'assuré, moyennant restitution des primes payées pour le temps où l'assurance ne court plus.

S'il y a eu sinistre, l'indemnité sera réduite en proportion du taux des primes réellement payées par rapport au taux des primes qui auraient été perçues si le risque avait été correctement déclaré.

*127. Charge de la preuve.* — Etant donnée l'importance accordée en notre matière à la bonne ou à la mauvaise foi, il y a lieu de rechercher comment elle se prouvera. Conformément au droit commun, c'est à l'assureur qu'il appartient de prouver la mauvaise foi de l'assuré. Ceci est une application de l'article 1116, 2°, du Code civil, qui décide formellement que le dol doit être prouvé par celui qui l'invoque, et qu'il ne se présume pas. Les interprètes de l'article 348 du Code de commerce décidaient au contraire que c'était à l'assuré à établir sa bonne foi<sup>(35)</sup>. La loi de 1930 marque sur ce point une victoire de l'assuré sur la pratique antérieure<sup>(36)</sup>.

*128. Conditions d'application des sanctions.* — C'est à l'assureur qu'il appartient de mettre en mouvement les

(35) Ripert, *op. cit.*, III, 3<sup>e</sup> éd., n° 2420.

(36) Voir n° 118, sur l'étendue de la preuve à fournir par l'assureur.

sanctions. En effet, la nullité de l'article 21 étant une nullité relative, peut toujours être couverte par l'assureur, conformément au droit commun. D'autre part, dans l'hypothèse de l'article 22, tout dépend de l'option de l'assureur.

Bien entendu, l'assureur perd encore son droit d'invoquer ces sanctions par l'expiration du délai de prescription de deux ans, prévu à l'article 23.

*129. Diminution de l'opinion du risque.* — Pour que jouent les sanctions de l'article 21, il faut que la réticence ou la fausse déclaration intentionnelle ait modifié le risque ou en ait « diminué l'opinion ». Il nous reste à déterminer quand l'opinion du risque a été diminuée. C'est un point sur lequel il est impossible de donner des précisions autrement qu'en examinant un certain nombre de cas d'espèce.

C'est ainsi qu'il y a fause déclaration dans le fait pour un assuré de déclarer sciemment une valeur inférieure à la valeur réelle pour le stock de l'année précédente (500.000 francs au lieu de 1.251.000 francs) <sup>(37)</sup>. De même encore, il y a réticence dans le fait pour un patron qui s'assure contre les détournements d'omettre de signaler à l'assureur une condamnation précédemment encourue par un de ses employés — qui a précisément perpétré le détournement pour lequel l'assuré a obtenu la garantie de l'assureur — condamnation dont il avait eu connaissance, puisqu'il avait demandé à cet employé, comme à tout son personnel, un extrait de son casier judiciaire n° 3 <sup>(38)</sup>.

Par contre, ne constitue pas une réticence le fait qu'un

(37) Paris, 17 février 1930, *Rec., pér. Ass.*, 1930, 236.

(38) Seine, 18 avril 1931.

assuré ne signale pas à l'assureur que plusieurs compagnies d'assurances avaient refusé de l'assurer précédemment<sup>(39)</sup>. Le même arrêt a pris parti sur une autre question fort délicate en matière de réticence, jugeant que ne constitue pas une réticence le fait que l'assuré n'a pas signalé à l'assureur que le rideau de fer de son magasin ne couvrait pas la glace de sa devanture jusqu'au ras du sol, estimant qu'en agissant ainsi, il n'a nullement cherché à dissimuler cet état de choses, l'assureur pouvant par lui-même se rendre compte de la particularité de la fermeture.

Cette seconde solution n'est pas aussi singulière qu'on pourrait le croire à première vue : elle est conforme à cette idée que les inexactitudes de déclaration ou les déclarations incomplètes ne constituent pas des réticences si elles n'étaient pas susceptibles de changer l'opinion que l'assureur pouvait raisonnablement se faire du risque d'après les éléments qu'il possédait<sup>(40)</sup>.

*130. Fins de non-recevoir opposées par l'assuré à l'exercice des sanctions de l'obligation de déclarer.* — Bien souvent, en fait, l'assuré n'a pas déclaré parce que l'agent d'assurance n'a pas attiré son attention sur les faits à signaler à l'assureur, ou surtout parce que, dans le cours de

(39) Paris, 17 février 1923, *Gaz. Pal.*, 23 mars 1923.

(40) Rapp. Marseille, 17 octobre 1907, *Gaz. Pal.*, 1907-1912, V° *Assurance terrestre*, n° 435 ; Aix, 2 janvier 1909, *ibid.*, n° 440. Il est intéressant de citer certains considérants de l'arrêt de la Cour de Paris : « S'agissant en l'espèce d'un contrat d'assurance de nature toute spéciale, il appartenait à la Compagnie de prendre toutes précautions utiles pour déterminer d'une façon précise dans quelles conditions sa garantie serait engagée ; à cet égard, la Compagnie, qui connaissait l'existence du rideau de fer et qui devait faire procéder à toutes vérifications nécessaires, n'a imposé aucune obligation positive aux intimées relativement à cette fermeture qui ne couvrait pas la glace jusqu'à ras du sol, particularité qui ne pouvait échapper à un examen en la faisant fonctionner ».



la conversation, l'assuré a fait allusion à ces faits devant l'agent qui ne s'y est pas arrêté. Dans ce cas, l'assuré protestera contre l'application des sanctions des articles 21 et 22, invoquant le fait que l'assureur a contracté en pleine connaissance de cause et est mal venu à se plaindre de l'omission de l'indication de certains faits. La loi nouvelle n'a pas prévu cette hypothèse, comme elle l'a fait pour les aggravations de risques connus de l'assureur, dans l'article 17 *in fine* <sup>(41)</sup>. Par conséquent, la difficulté se présente dans les mêmes termes qu'avant 1930. Sans entrer dans le détail de la jurisprudence sur ce point <sup>(42)</sup> indiquons cependant qu'il convient ici de distinguer suivant la personnalité de l'intermédiaire qui a conclu avec l'assuré. S'il s'agit d'un agent, ayant qualité pour signer la police, qui a reçu des pouvoirs exprès de la Compagnie à cet effet, il faut évidemment considérer que la connaissance qu'il a eue des faits litigieux équivaut à la connaissance de ces faits par la Compagnie elle-même. Au contraire, le sous-agent, préposé de l'agent, ou le courtier libre, sont dans une situation tout à fait différente de celle de l'agent <sup>(43)</sup>. D'une façon générale, il faut noter qu'en l'absence de clause de la police prévoyant cette hypothèse, la jurisprudence se montre favorable à l'assuré, c'est-à-dire n'admet pas l'assureur à se prévaloir de l'omission ou de la réticence. Les assureurs, pour éviter les conséquences de cette jurisprudence favorable, ont pris l'habitude d'insérer dans la police des clauses protectrices, et sont arrivés à se défendre en spécifiant que l'assuré sera irrecevable à se prévaloir du fait que la police est l'œuvre de l'agent de la

(41) Voir *infra*, n° 149.

(42) Voir Moncharmont, *op. cit.*, 132 et s.

(43) V. la jurisprudence citée à ce sujet dans Moncharmont, *op. cit.*, 125 et s.

Compagnie. Il sera en outre stipulé que les déclarations de l'assuré seront tenues pour nulles et non avenues si elles n'ont été constatées par écrit.

Enfin, il faut noter la façon non moins restrictive dont la jurisprudence interprète la dernière défense de l'assuré, qui prétend que l'assureur, en fait l'agent, auquel il signalait verbalement certains faits qu'on lui a ensuite reproché de ne pas avoir déclarés, lui aurait promis que l'assureur n'en tiendrait pas compte. En effet, à cet égard, la jurisprudence ne retient le dol de l'assureur que s'il y a eu manœuvres frauduleuses caractérisées, mais non s'il y a eu simples allégations mensongères<sup>(44)</sup>.

Néanmoins, il faut remarquer que, d'une façon générale, la situation de l'assuré a été très sensiblement améliorée en cette matière par la loi de 1930. Cela tient en partie au changement de situation qui s'est produit depuis que les premières règles relatives à l'assurance ont été édictées : il s'agissait à l'origine du prêt à la grosse aventure, dont le caractère aléatoire était très accentué pour l'assureur, à raison des risques courus par la marchandise assurée, et encore plus peut-être du fait que l'assureur avait beaucoup de peine à connaître la consistance exacte de cette marchandise. L'assureur se trouvait bien souvent à la merci d'un assuré dépourvu de scrupules.

A l'heure actuelle, la situation est complètement transformée : l'assureur est une puissante compagnie commerciale, ayant à sa disposition tous les moyens existants, pour diminuer l'aléa. Les statistiques lui permettent de calculer le taux des primes, non plus comme un joueur qui ne suit que son impulsion, mais en se basant sur le calcul des probabilités. Ces primes sont établies de telle

(44) H. Moncharmont, *op. cit.*, 146.

sorte que, sauf de très rares exceptions, les assureurs peuvent payer le montant des indemnités avec celui des primes, et même réaliser quelque profit.

## B. — PREUVE DU CONTRAT

131. — Nous avons vu que, dans l'intérêt des parties et des tiers, l'article 8 de la loi de 1930 exige un écrit pour l'établissement de la preuve du contrat d'assurance terrestre. Généralement cet écrit sera la police signée par les deux parties.

La loi réglemente même en la forme certains détails de cette police : elle édicte que les clauses fixant la durée du contrat ou stipulant des déchéances ou des nullités devront être mentionnées en caractères très apparents (articles 5 et 9). La police doit également indiquer que la durée de la tacite reconduction ne peut, en aucun cas, et nonobstant toute clause contraire, être supérieure à une année (article 5 *in fine*). Ces règles, on le conçoit aisément, ont été inspirées au législateur par un souci de protection à l'égard de l'assuré qui pourra, pour peu qu'il prenne le soin de lire le contrat, être facilement éclairé sur les obligations qu'il assume. S'il néglige ce soin, il sera sans excuse et il n'échappera pas à l'application stricte des clauses imprimées aussi bien que des clauses manuscrites — hormis le cas, bien entendu, où les clauses manuscrites dérogeraient aux premières sur lesquelles, en ce cas, elles l'emporteraient.

132. *Force probante des déclarations de l'assuré.* — Une particularité du contrat d'assurance réside dans ce fait que l'écrit, la police, qui le constate n'en contient pas toute

la substance. Il est un autre écrit dont la teneur s'ajoute à celle de la police : c'est celui qui relate les déclarations préalables de l'assuré — et ces déclarations revêtent, en matière de vol, une importance toute spéciale. Ce sont elles, nous l'avons vu <sup>(45)</sup>, qui servent de base au contrat, car c'est d'après elles que l'assureur se fait une opinion complète du risque. C'est pourquoi l'article 15 de la loi de 1930 fait à l'assuré une obligation de déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à faire apprécier par l'assureur les risques qu'il prend à sa charge. Sans doute, l'assureur peut vérifier ce risque — et c'est ce qu'il fait généralement, mais la vérification à laquelle il procède ne peut que lui révéler l'aspect matériel des choses au moment où il traite. Or, cette connaissance ne suffit pas à l'éclairer pleinement. Il est, en outre, nécessaire qu'il soit informé des antécédents du risque : en matière de vol, surtout, il importe à l'assureur de savoir si son futur client a déjà été assuré et dans l'affirmative, de connaître la « statistique » des polices antérieures. Des sinistres répétés indiqueront soit une incorrigible inattention, soit un défaut permanent de surveillance.

C'est donc spontanément qu'aux termes de la loi <sup>(46)</sup>, l'assuré doit déclarer tout ce qu'il sait du risque à couvrir. Mais, dans la pratique, l'assureur ne se contente pas des déclarations spontanées, pour la raison que l'assuré n'est pas à même d'apprécier toutes les circonstances de nature à influencer sur la « valeur » du risque. Comme nous l'avons exposé, il se renseigne par le moyen d'un questionnaire imprimé auquel le futur assuré est tenu de ré-

(45) *Supra*, n° 115 et s.

(46) *Supra*, n° 117.

pondre. Il arrive parfois que les réponses sont écrites par l'agent d'assurances qui interpelle son client, celui-ci se bornant à signer la formule du questionnaire.

L'assuré ne saurait pourtant se montrer trop attentif au sens des déclarations qu'il produit. Tous les questionnaires, en effet — et spécialement en matière de vol — portent *in fine* une mention à peu près conçue en ces termes :

« Si une police définitive était établie, les renseignements indiqués dans le questionnaire serviraient de base à l'établissement du contrat et seraient considérés comme en faisant partie intégrante. »

Il est certain que, dans ces conditions, l'assuré se trouverait étroitement lié par des réponses précises qui pourraient exercer une influence tant sur la validité du contrat que sur ses modalités d'application.

Nous avons dit que c'est surtout en matière de vol que les déclarations de l'assuré revêtent une importance toute particulière. On le conçoit facilement. S'il est vrai que le contrat d'assurance ne soit pas un contrat strictement *intuitu personae* <sup>(47)</sup>, il n'en demeure pas moins que la considération de la personne exerce une certaine influence sur la décision de l'assureur et cette considération est évidemment plus déterminante en matière d'assurance-vol que dans toute autre assurance : c'est en cette matière, en effet, que la moralité de l'assuré réagira le plus efficacement lors de l'application du contrat. On peut même dire que, très souvent, l'assureur se trouvera à la merci de la seule bonne foi de l'assuré. C'est ce qui explique la rigueur des questionnaires en notre matière : l'assureur fera tous ses efforts pour lier, autant que possible, l'assuré par des précisions matérielles d'une vérification possible,

(47) *Infra*, n° 138.



sinon toujours facile. Cette attitude de l'assureur est d'autant plus explicable que la jurisprudence la plus récente tend à rendre bien légère à l'assuré la charge de la preuve du sinistre. Mais cet aspect de la question que nous verrons plus loin est étranger à la formation du contrat <sup>(48)</sup>.

Retenons pour l'instant que le questionnaire — où sont consignées les déclarations de l'assuré et qu'il faut se garder de confondre avec la proposition — est inséparable de la police dont il est à la base ; qu'en conséquence, et plus spécialement en matière d'assurance-vol, les réponses à ce questionnaire, qui ont précisé l'intention des parties, serviront avec la police à déterminer le contenu exact de la convention <sup>(49)</sup>. En étudiant plus haut les réticences et les fausses déclarations de l'assuré, seul aspect pratique des vices du consentement en notre matière, nous avons vu que si elles n'influent pas sur la conclusion du contrat, du moins elles réagissent sur sa validité, puisqu'elles peuvent en entraîner la nullité <sup>(50)</sup>.

### C. — RÈGLES APPLICABLES AU COURS DU CONTRAT

133. — Une fois le contrat conclu, la situation des parties est nettement déterminée : l'obligation conditionnelle de l'assureur de payer l'indemnité d'assurance est subordonnée à la production du sinistre, à la réalisation du risque. Aussi longtemps que cette éventualité ne se produit pas, le rôle de l'assureur reste purement passif, sauf le cas d'aggravation du risque par l'assuré.

Pendant la durée du contrat, avant le sinistre, l'assuré seul a des obligations, qui sont de diverses sortes. Il doit

(48) *Infra*, n<sup>os</sup> 242 et 244.

(49) Il en est ainsi selon les lois suisse et allemande. *Rev. Gén. Ass. Terr.*, 1933, 363.

(50) *Supra*, n<sup>os</sup> 123 et s.

tout d'abord payer la prime convenue comme représentant la contre-partie de la prestation que la production du risque obligera l'assureur à fournir. D'autre part, cette prime ayant été fixée en considération d'un certain nombre d'éléments de fait, l'assuré doit veiller à ce que les circonstances ne changent pas de façon à détruire l'économie du contrat. Autrement dit, il ne doit pas aggraver ni laisser aggraver le risque sans en avertir l'assureur qui, en échange, est obligé de prendre parti sur les nouvelles conditions du contrat. Nous verrons à ce propos qu'en matière d'assurance-vol les cas d'aggravation du risque sont si nombreux que cette obligation se transforme pratiquement en une obligation de déclarer tout changement survenu à la chose assurée en cours du contrat.

Le moment auquel le contrat entre en vigueur ne donne pas lieu à de grandes difficultés<sup>(51)</sup>, non plus que sa durée, mais il est un événement susceptible d'influer sur cette dernière qui mérite des développements spéciaux, c'est l'aliénation de la chose assurée que nous étudierons plus loin.

a) PAIEMENT DES PRIMES. — 134. — L'article 15, 1°, de la loi énonce la règle en termes précis. L'assuré est obligé « de payer la prime ou cotisation aux époques convenues ». C'est là une application du droit commun.

Cependant, il faut remarquer, tout d'abord, qu'en pratique, contrairement au droit commun des contrats, la prime est payable *d'avance*. La raison d'être de cet usage se conçoit : l'assureur a besoin du total des primes afférentes aux contrats en cours pour faire face au paiement des sinistres qui se produisent au cours de l'exercice et pour

(51) V. *infra*, n° 161.

acquitter ses primes de réassurance. La loi n'interdisant pas cette stipulation, elle reste licite<sup>(52)</sup>.

La question du *lieu* du paiement a été résolue par l'article 16<sup>(53)</sup> : à l'exception de la première, portable lors de la conclusion du contrat, les primes sont payables au domicile de l'assuré ou au lieu convenu dans la police. Nous touchons ici à une question qui avait été très discutée avant la loi, à savoir si la prime est *quérable*, c'est-à-dire payable chez l'assuré, ou *portable*, c'est-à-dire payable chez l'assureur. Voici comment la difficulté se présentait : l'assureur, bien qu'ayant l'habitude de faire encaisser les primes chez l'assuré, se refusait à régler le sinistre produit postérieurement à l'échéance de la prime, mais avant que l'encaisseur de la compagnie se fût présenté chez l'assuré, et invoquait la déchéance de l'assuré pour non paiement de la prime. L'assuré prétendait que la prime devait être considérée comme quérable, puisque l'assureur la faisait habituellement encaisser. L'assureur soutenait au contraire qu'elle était portable, malgré l'usage d'en faire encaisser le montant à domicile.

Cette discussion n'a plus d'intérêt, la loi ayant pris parti et décidé que la prime est quérable. D'autre part, le non paiement à l'échéance ne suffit plus à lui seul et par sa seule vertu à entraîner la déchéance de l'assuré. En effet, aux termes de l'article 16, alinéa 2, l'effet de l'assurance ne peut être suspendu que vingt jours après la mise en demeure de l'assuré, résultant de l'envoi d'une lettre recommandée à lui-même ou à la personne chargée du paiement de la prime. Mais la mise en demeure rend, *ipso facto*, la prime portable.

(52) Capitant, *op. cit.*, 756.

(53) Voir *supra*, n° 111, sur le paiement de la première prime.

Dans les dix jours suivant l'expiration du délai de 20 jours, l'assureur a le droit, soit de résilier la police par une déclaration contenue dans une lettre recommandée, soit d'en poursuivre l'exécution en justice.

Par conséquent, la loi a, sur ce point, sauvegardé de manière tout à fait suffisante les droits de l'assuré qui n'a pas acquitté le montant de la prime à l'échéance et dont la bonne foi ne peut plus être surprise. D'autre part, le législateur interdit toute stipulation tendant à abréger les délais qu'il a lui-même établis. Ces délais ne peuvent être augmentés à raison des distances, hormis le cas où la mise en demeure doit être assurée hors du territoire continental de la France, auquel cas le délai de 20 jours ne court que du jour de la présentation de la lettre recommandée. Ajoutons que le jour de l'envoi de cette lettre ne compte pas dans le délai — qui est prolongé jusqu'au lendemain si le dernier jour est férié.

Faute de résiliation, la police suspendue reprend ses effets à midi, le lendemain du jour où l'assuré a payé la prime à l'assureur et, s'il y a lieu, les frais.

Pour être complet sur la question du paiement de la prime, il convient d'indiquer en terminant que la pratique s'est étendue ces dernières années de mettre à la charge de l'assuré tous les impôts existant lors de la conclusion du contrat, et ceux susceptibles d'être établis postérieurement. La loi ayant gardé le silence sur ce point, les parties peuvent valablement stipuler que ces frais seront à la charge de l'assuré. La question est de moindre importance en matière d'assurance contre le vol — où les impôts et taxes sont au total de 4 à 5 % — qu'en matière d'assurance-incendie — où ils atteignent environ 40 % du montant de la prime.

b) DÉCLARATION A L'ASSUREUR DES AGGRAVATIONS DU RISQUE. — 135. — Cette obligation, dont le principe est établi par l'article 15, 3°, et les modalités par l'article 17, appelle un certain nombre d'observations. Elle fait naître de nombreuses difficultés pratiques, car elle touche à la notion vague et fuyante de l'opinion du risque.

136. *Fondement.* — Susceptible de violer la règle essentielle en matière d'assurance, de la proportionnalité de la prime et du risque, l'aggravation du risque doit être portée à la connaissance de l'assureur : celui-ci a consenti à l'assuré des conditions basées sur une situation de fait bien définie, il est équitable et conforme au droit des contrats que l'assureur soit averti si un changement se produit dans cet état de choses. D'ailleurs, il est dans l'impossibilité absolue de surveiller par lui-même la situation nouvelle qui peut entraîner une aggravation dans le risque.

L'obligation de déclarer l'aggravation de risque s'appuie sur l'article 15, 3°, et l'on peut encore se demander — comme on le faisait avant la loi, alors que l'on justifiait à défaut de stipulation expresse dans la police, l'obligation de déclarer l'aggravation du risque par l'extension en matière d'assurance terrestre de la règle de l'article 348 du Code de commerce <sup>(53 bis)</sup> — si cette déclaration se justifie par l'application de la théorie générale des vices du consentement ou s'il s'agit d'une règle originale du contrat d'assurance <sup>(54)</sup>, ainsi que nous l'avons fait en matière de déclaration du risque.

(53 bis) Voir, *supra*, n° 123, sur la portée de ce texte.

(54) V. sur ce point, Jacques Deschamps, *L'aggravation du risque en cours d'assurance*, notamment pp. 137 et s.



137. *Notion de l'aggravation du risque.* — L'aggravation du risque consiste en un changement matériel dans le risque, qu'il faut distinguer du changement de l'opinion du risque, provenant de ce que l'assureur a connaissance, au cours du contrat, d'une circonstance existante dès avant sa conclusion mais qui était restée ignorée de lui : il y a là lieu d'appliquer les règles de la réticence antérieure au contrat <sup>(55)</sup>.

La cause de l'aggravation importe peu, sauf au point de vue des modalités de la déclaration imposée à l'assuré. Pour le surplus, l'aggravation peut provenir du fait de l'assuré, de ses préposés, de ses représentants, du fait d'un tiers ou même être indépendante de l'activité humaine. Dès lors que le changement est postérieur à la conclusion du contrat, il est à prendre en considération au point de vue qui nous occupe. L'on peut distinguer, quant au temps auquel doit se produire le changement, suivant qu'il se produit : — entre la proposition d'assurance et l'acceptation de l'assureur, auquel cas il faut appliquer les règles des déclarations antérieures à la conclusion du contrat, c'est-à-dire celles concernant la déclaration du risque lui-même <sup>(55 bis)</sup> ;

— ou entre la conclusion de la police et l'entrée en vigueur du contrat, cas dans lequel il y a véritablement aggravation du risque, aux termes de la loi.

Dès lors, tout au moins en théorie, il faut considérer qu'il y a aggravation du risque, que le changement soit de courte ou de longue durée, momentané ou définitif, à condition bien entendu qu'il constitue une véritable aggravation, dans la mesure qu'il nous reste à déterminer.

Tout d'abord, il faut entendre par risque, pour préciser

(55) *Supra*, n° 125.

(55 bis) *Supra*, n°s 113 et s.

la notion de l'aggravation, la possibilité pour l'assureur d'avoir à payer une indemnité plus ou moins forte ; en d'autres termes il faut que le risque puisse être accru, soit dans ses chances de production, soit dans ses conséquences, qui peuvent être rendues plus moins étendues<sup>(56)</sup> et cela sans qu'il y ait à distinguer suivant que la police limite ou non la garantie de l'assureur. Il faut, d'autre part, distinguer le cas où il y a simplement augmentation de l'intérêt assuré de celui où le fait constituant le changement du risque a été délibérément exclu de la garantie de l'assurance.

D'autre part, il faut déterminer la proportion dans laquelle le changement doit aggraver le risque pour être pris en considération. D'une façon générale, il faut que l'aggravation soit sérieuse ; mais il est impossible de poser un principe absolu.

En premier lieu, c'est là une question de fait, soumise au pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond, et variant infiniment avec chaque sorte d'assurance, et même avec chacune des modalités de l'assurance-vol, ainsi que nous aurons l'occasion de le constater en étudiant différents cas d'aggravation du risque « objectif »<sup>(57)</sup>. C'est ainsi que l'inhabitation des locaux assurés, qui est une aggravation certaine du risque en matière d'assurance contre le vol, ne sera pas prise en considération, le plus souvent, pour la couverture d'autres risques, de celui d'incendie, par exemple<sup>(58)</sup>.

C'est, bien entendu, à l'assureur désirant s'en prévaloir qu'il incombe de rapporter la preuve, et de l'existence d'un

(56) *Contra* Trasbot, *Commentaire de la loi de 1930*, Dalloz, 1931, 4, 15, réfuté par Deschamps, *op. cit.*, p. 20 et s.

(57) *Infra*, n° 139.

(58) J. Deschamps, *op. cit.*, 24

changement dans le risque, et de l'importance de l'aggravation.

138. *Aggravation du risque « subjectif »*. — L'on fait généralement <sup>(59)</sup> une distinction entre le risque subjectif et le risque objectif. Par « aggravation du risque subjectif », l'on entend celle touchant les dispositions personnelles de l'assuré : sa moralité, sa solvabilité, le soin avec lequel il conserve la chose... <sup>(60)</sup>.

Le changement le plus important dans cet ordre d'idées est évidemment le changement de la personne même de l'assuré qui se produit, soit au cas d'aliénation de la chose assurée entre vifs ou à cause de mort — dont nous étudierons les complications dans un paragraphe spécial <sup>(60bis)</sup> — soit au cas du décès de l'assuré. Indiquons dès maintenant que ce changement peut, à raison de circonstances spéciales, entraîner une aggravation du risque <sup>(61)</sup>, mais qu'il ne suffit pas, à lui seul, pour produire cette aggravation. Cela s'explique car l'assurance de choses est, comme on l'a dit, conclue, non pas *intuitu personae*, mais *intuitu rei* <sup>(61 bis)</sup>.

Le changement dans les qualités de l'assuré, à plus forte raison, ne constitue pas une aggravation du risque : il en est ainsi — sauf gravité exceptionnelle — des changements de l'état de l'assuré (aliénation mentale, mariage...). Il s'agit du reste de circonstances n'influant pas sur la prime, et il semble que la loi de 1930, tendant à la protection

(59) *Ibid.*, 35.

(60) Rappr. les difficultés relatives à la qualité de l'assuré en matière de réticences, *supra*, n° 119.

(60 bis) *Infra*, n°s 154 et s.

(61) *Infra*, sur l'aggravation du risque coïncidant avec l'aliénation de la chose assurée, n° 158.

(61 bis) J. Deschamps, *op. cit.*, 38.

de l'assuré n'a pas entendu prendre ces circonstances en considération <sup>(62)</sup>.

Il en est autrement, bien entendu, du changement de situation de l'assuré résultant de ce qu'il a contracté une autre assurance pour le même risque : aux termes de l'article 30 de la loi, une autre assurance doit être déclarée à l'assureur, afin que soit sauvegardé le caractère indemnitaire du contrat d'assurance de choses <sup>(63)</sup>.

139. *Aggravation du risque « objectif »*. — Alors qu'il est possible de donner de l'aggravation du risque « sub-« jectif » une notion assez précise, l'on se heurte à de grandes difficultés en ce qui concerne la détermination de l'aggravation du risque « objectif ». Il dépend, au premier chef, de l'objet et de la nature du risque assuré. Il faut donc se contenter d'indiquer un certain nombre de solutions d'espèces, sans se borner pourtant à une simple énumération. Nous serons en effet amené à constater qu'en matière d'assurance-vol, l'assuré est obligé, sous couleur de déclarer toute aggravation du risque, à faire connaître à l'assureur toute modification du risque, et tenu, en quelque sorte, de conserver la chose assurée exactement dans l'état où elle se trouvait lors de la conclusion du contrat. Il est souvent amené à surveiller des circonstances *a priori* totalement étrangères au risque.

Tout déplacement de la chose assurée dans un local autre que celui désigné à la police <sup>(64)</sup> doit être déclaré à l'assureur. Il en est de même de toute modification dans les ouvertures ou fermetures du local où se trouvait la

(62) V. les développements consacrés à cette question du changement subjectif du risque, par M. Deschamps, *op. cit.*, 33 et s.

(63) Weens, *Du caractère indemnitaire du contrat d'assurance*.

(64) Caen, 9 juin 1903, *Rec. pér. Ass.*, 1903, 396; Béziers, 25 février 1905, cité par Wilhelm, *op. cit.*, 163.

chose assurée<sup>(65)</sup>, quelle que légère qu'elle soit : perte de clef ou espagnolette ne fonctionnant plus, par exemple.

Le local même où se trouve l'objet assuré doit être l'objet d'une minutieuse surveillance de la part de l'assuré : il est tenu de déclarer les vacances se produisant dans les locaux contigus à son établissement<sup>(66)</sup>. Il n'en est pas de même de leur mise en chantier<sup>(67)</sup> ou du fait que la cave est inhabitée<sup>(67 bis)</sup> conformément à l'usage parisien. L'assuré n'est pas non plus tenu de déclarer le fait que le concierge cesse d'habiter l'immeuble où se trouvent les choses assurées<sup>(68)</sup> à moins que les usages locaux soient tels que chaque locataire ait sa clé, le concierge n'ayant pas à ouvrir la porte<sup>(68 bis)</sup> ou que l'absence de concierge soit momentanée<sup>(69)</sup>. L'aggravation la plus fréquente est certainement l'inhabitation, qui doit être déclarée dès lors que ses modalités varient ou que sa durée est supérieure à celle qui a été prévue au contrat<sup>(70)</sup>. C'est ainsi que, si la police l'oblige à habiter ou à surveiller les locaux où se trouvent les choses assurées, l'assuré (un bijoutier) n'est pas déchu s'il a fait des rondes<sup>(71)</sup>. Il l'est au contraire en cas d'absence très courte, si les locaux doivent être habités constamment par l'assuré ou sa famille<sup>(72)</sup>.

Sont de même considérées comme aggravant le risque : toute acquisition d'objets mobiliers dont la valeur doit être

(65) Bruxelles, 20 mars 1914, *Rec. pér. Ass.*, 1915, 440.

(66) Seine, 17 avril 1905, *Rec. pér. Ass.*, 1905, 255.

(67) Bordeaux, 6 août 1907, *Rec. Bordeaux*, 1908, 1, 18.

(67 bis) Seine, 16 juin 1906, *Rec. pér.*, 1906, 574.

(68) Lyon, 19 juin 1920.

(68 bis) Marseille, 25 mai 1915, *Rec. Marseille*, 15-16, 1, 251.

(69) Trib. com. Lyon, 3 mai 1910, *Gaz. commerciale et judiciaire*, 1911, 172.

(70) *Supra*, n° 38.

(71) Trib. com. Lyon, 3 mai 1910, précité.

(72) Aix, 21 novembre 1907, D. 1909, 5, 9 ; Trib. com. Lyon, 17 mai 1918, D. 1920, 2, 77.



couverte par l'assurance ; tout dépôt confié à l'assuré...<sup>(73)</sup>.

Signalons dans un autre domaine — celui de l'assurance contre le détournement des employés — un cas très spécial dans lequel il a été jugé<sup>(74)</sup> que le fait par une banque de diminuer progressivement les appointements d'un employé aggrave le risque de détournement.

*140. Découvert à la charge de l'assuré.* — C'est à cette idée que l'assuré ne doit pas aggraver le risque qu'il faut rattacher la clause d'après laquelle l'assuré est obligé de supporter personnellement une partie du risque, clause entendue restrictivement par les tribunaux<sup>(75)</sup> : l'assuré doit maintenir ce découvert et ne peut s'assurer auprès d'un autre assureur pour son montant. Le motif de cette obligation pour l'assuré de conserver à sa charge une fraction du risque est simple à comprendre : l'on pense « moraliser » le risque en y faisant participer l'assuré.

*141. Aggravation du risque provenant d'une loi nouvelle.* — Il faut signaler une aggravation, qui, pour rare qu'elle soit en fait, ne laisse pas de présenter un très grand intérêt théorique, en notre matière surtout où la garantie n'est due le plus souvent que si l'on se trouve en présence d'une infraction telle que la définit le Code pénal. Qu'arrive-t-il au cas où le risque est aggravé par une loi nouvelle ? si, par exemple, un des textes du droit pénal auxquels renvoie la police recevait une nouvelle rédaction, plus extensive ? La difficulté ne semble pas s'être présentée pour l'assurance contre le vol, mais, de la rare jurisprudence existant à ce sujet (la difficulté s'est présentée

(73) J. Deschamps, *op. cit.*, 95.

(74) Lille, 22 mars 1927, cité par Deschamps, *op. cit.*, 94.

(75) Montpellier, 12 mars 1912.

en matière d'assurance de responsabilité de patron) il semble résulter qu'en présence d'une sérieuse aggravation de risque provenant d'une loi nouvelle, l'assureur a le droit de résilier le contrat.

142. *Fins de non-recevoir.* — Il peut se faire qu'une aggravation de risque, même importante, ne produise pas les effets habituels, l'assuré pouvant opposer une fin de non-recevoir à la prétention de l'assureur à s'en prévaloir. Ce sera tout d'abord le cas lorsque l'assureur aura autorisé ou accepté la circonstance changeant le risque. En second lieu (et ce sont là des hypothèses prévues par certaines lois étrangères) <sup>(76)</sup> il en sera de même si les règles de la bonne foi ou de la coutume s'opposent dans une idée de protection de l'assuré, à ce que le changement soit traité comme une aggravation de risque ordinaire. A l'inverse, l'aggravation ne peut être invoquée par l'assureur si elle résulte d'un événement dont il est tenu ou si elle a été amenée dans l'intérêt de l'assureur ou dictée par un sentiment d'humanité. Toutes ces fins de non-recevoir n'offrent pas de grandes difficultés étant donné leur fondement logique.

143. *Obligation de déclarer l'aggravation du risque à l'assureur.* — La déclaration imposée par la loi à l'assuré au cas où une aggravation de risques se produit, ne suffit pas par sa seule existence à régulariser la situation de l'assuré qui doit, en outre, observer certains principes à ce sujet.

En ce qui concerne les événements qu'il doit déclarer l'on se demande, en l'état actuel de notre législation, s'il

(76) Voir sur ce point J. Deschamps, *op. cit.*, 99 et s.

(77) J. Deschamps, *op. cit.*, 27.

faut, dans ce cas, choisir le système de la déclaration spontanée ou du questionnaire. Il existe à cet égard une contradiction certaine dans la loi : l'article 15, 3°, opte pour le questionnaire, puisqu'il prévoit la déclaration des circonstances spécifiées dans la police « qui ont pour conséquence d'aggraver les risques » — alors que le système de la déclaration spontanée est adoptée pour la déclaration du risque<sup>(78)</sup>. Mais, l'article 17 ne portant pas trace de cette restriction, l'on s'est demandé s'il ne convient pas, malgré le texte formel de l'article 15, alinéa 2, de conclure que l'assuré est tenu de déclarer les aggravations considérables, même non indiquées dans la police.

La déclaration doit être faite, sans qu'il y ait à distinguer l'origine de l'aggravation, sa durée, ni le moment auquel elle se produit : l'obligation de déclaration dure autant que le contrat lui-même.

Mais quant à l'intensité de l'aggravation, une remarque s'impose : s'il est exact de poser à l'heure actuelle en principe que l'assuré n'est tenu de déclarer que l'aggravation « sérieuse »<sup>(79)</sup>, en matière d'assurance contre le vol, la notion d'aggravation de risques est particulièrement extensive, de sorte que, pour le risque vol tout au moins, toute aggravation du risque doit être déclarée : par exemple, l'assuré a perdu en voyage une clé du coffre-fort dont il a fait assurer le contenu. Il est évidemment très improbable que cette clé soit retrouvée par quelqu'un qui soit en mesure d'identifier le coffre qu'il ouvre. Néanmoins, l'assuré fera bien de déclarer cette perte à l'assureur.

**144. Forme de la déclaration.** — La loi n'a prévu que la déclaration émanant de l'assuré. Il faut y assimiler celle

(78) *Supra*, n° 117.

(79) J. Deschamps, *op. cit.*, 151, et l'indication de la dissolution différente avant la loi de 1930.

de ses représentants, de ceux qui le remplacent. En cas d'assurance pour compte, c'est au contractant qu'il incombe de la faire mais en tout cas, il faut noter que, jamais, le tiers, cause de l'aggravation, ne sera tenu de la produire à l'assureur. D'autre part, pour que l'assuré ait rempli son obligation, il doit avoir fait la déclaration utilement, c'est-à-dire à quelqu'un dont la connaissance du risque soit équivalente à celle de l'assureur lui-même, c'est-à-dire au personnel du siège même de la compagnie ou à son agent et non pas au sous-agent ou au courtier <sup>(79 bis)</sup>.

Jusqu'ici, les règles étaient les mêmes, quelle que fût l'origine de l'aggravation, mais une distinction est faite avec raison relativement au délai dans lequel doit être faite la déclaration, suivant que le changement dans le risque est le fait de l'assuré ou non.

Aux termes de l'article 17, alinéa 1, si le changement est intervenu par le fait de l'assuré, celui-ci doit en faire la déclaration *préalable* par lettre recommandée. Si, au contraire, aux termes de l'alinéa 2, l'aggravation est survenue sans le fait de l'assuré, la déclaration doit être faite dans un délai maximum de 8 jours après la connaissance par l'assuré du fait aggravant.

La loi de 1930 a également supprimé toute discussion sur un point très important : celui de la forme dans laquelle doit intervenir la déclaration. Avant 1930, ou bien la police prévoyait cette forme, exigeant généralement un avenant, ce qui avait l'inconvénient de mettre en quelque sorte l'assuré à la merci de la bonne volonté de l'agent d'assurances, ou bien tout dépendait de l'interprétation des juges de fond, qui se montraient d'ailleurs larges, sauf

(79 bis) Rapp. *supra*, n° 130.

dans le cas où la preuve fournie leur paraissait douteuse. En l'état actuel de la loi, l'assuré doit faire sa déclaration par lettre recommandée (article 17, alinéas 1 et 2).

*145. Défaut de déclaration.* — Au cas d'existence d'une aggravation du risque remplissant les conditions nécessaires pour qu'un changement dans le risque doive être déclaré à l'assureur, l'assuré qui ne remplit pas son obligation de déclarer encourt certaines déchéances.

C'est à l'assureur qu'il appartient de prouver que l'assuré n'a pas rempli son obligation, c'est-à-dire qu'il lui faut prouver l'aggravation du risque d'une part et la non-déclaration d'autre part.

En ce qui concerne l'aggravation du risque, la loi de 1930 a apporté une amélioration certaine sur le système antérieur d'après lequel l'assuré était déchu de ses droits, dès lors qu'il négligeait de déclarer une circonstance prévue à la police, bien que l'aggravation eût été inexistante. Actuellement, sous l'empire de l'article 15, 3°, il faut que la circonstance spécifiée à la police ait « pour conséquence « d'aggraver les risques ».

La meilleure preuve qu'il y a eu, non pas simple changement dans le risque, mais véritablement aggravation réside dans le fait que la circonstance envisagée entraîne une augmentation de prime. Mais même en dehors de ce cas, c'est au juge du fond qu'il appartiendra d'apprécier s'il y a aggravation du risque<sup>(80)</sup>.

La preuve de la non-déclaration se fera sans difficulté et notamment, si l'assuré prétend avoir déclaré correctement et rapporte le double de sa lettre non recommandée

(80) Cont. *supra*, n°s 119 et 120, sur la difficulté analogue en matière de déclaration du risque.



d'après son copie de lettres, l'assureur qui affirme n'avoir pas reçu ladite lettre sera considéré avoir rapporté la preuve qu'on lui demande <sup>(81)</sup>.

*146. Impossibilité ou inutilité de la déclaration.* — Il pourra se faire qu'à l'assureur invoquant à la charge de l'assuré un défaut de déclaration, celui-ci oppose l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de remplir son obligation ou prétende que la déclaration était inutile, l'assureur ayant, par ailleurs, eu connaissance de cette aggravation.

Le premier cas d'impossibilité le plus fréquemment invoqué par l'assuré est, tout naturellement, l'ignorance du fait dans laquelle il s'est trouvé. Cette ignorance du fait lui-même est prévu par l'article 17 de la loi, qui donne pour point de départ du délai de huitaine dans lequel l'assuré doit déclarer l'aggravation du risque, le jour où il a eu connaissance de ce fait. Mais en ce qui concerne le caractère aggravant du fait, l'assuré pourra difficilement invoquer son ignorance : c'est à l'assureur à se faire une opinion du risque, non à l'assuré et il est certain que, dans le doute, l'assuré aura tout avantage à déclarer à l'assureur tout changement dans le risque, même si le caractère ne lui en apparaît pas aggravant.

En second lieu, l'assuré pourra, de bonne foi, croire sa déclaration inutile, l'assureur ayant par ailleurs connaissance de l'aggravation. Un premier point est facile à élucider : c'est vainement que l'assuré allègue cette prétendue connaissance, lorsque l'aggravation était simplement connue du sous-agent ou du courtier.

Mais, lorsque l'assuré invoque la connaissance de l'agent

(81) Béziers, 23 février 1905, précité.

ou de l'assureur lui-même, la solution à donner soulève de nombreuses controverses, et la jurisprudence a beaucoup varié avant 1930 <sup>(82)</sup>. A l'heure actuelle, en présence de l'article 17, alinéa 4, l'assureur ne perd son droit d'opposer la non-déclaration d'une aggravation du risque que s'il existe à son encontre une renonciation expresse ou tacite à son droit.

*147. Sanction de la non-déclaration.* — L'assuré qui n'a pas déclaré l'aggravation du risque doit normalement subir certaines sanctions ; avant 1930, après avoir essayé d'imposer des solutions draconiennes pour l'assuré, les assureurs durent, sous la pression de l'opinion, faire une distinction suivant que l'assuré était ou non de bonne foi. Malheureusement les articles 15 et 17 ont négligé d'établir une sanction à l'omission de la déclaration. Certains commentateurs ont proposé d'étendre ici les articles 21 et 22 <sup>(83)</sup>, relatifs à la réticence : avant 1930 en effet, la jurisprudence traitait de façon semblable la réticence et la non-déclaration d'une aggravation du risque <sup>(83 bis)</sup>.

On en arrive donc à distinguer, comme en matière de réticence <sup>(84)</sup>, suivant que l'omission est ou non intentionnelle. Est-elle intentionnelle ? Elle entraîne la nullité de tout le contrat, ou, plus exactement, sa résiliation. N'est-elle pas intentionnelle ? L'assureur a le choix, avant le sinistre, soit de maintenir le contrat moyennant augmentation de prime, soit de le résilier dans un délai de dix jours, en restituant la portion de prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus. Après le sinistre, l'in-

(82) Voir l'historique de cette question, J. Deschamps, *op. cit.*, 181 et s.

(83) H. Capitant, A. Trasbot, C. Ancey, Sicot.

(83 bis) *Supra*, n<sup>os</sup> 125 et 126.

(84) *Supra*, n<sup>o</sup> 126.

demnité est réduite dans la proportion existant entre les primes réellement payées et celles qui auraient dû l'être, si la déclaration de l'aggravation du risque avait été faite en temps utile.

148. *Déclaration insuffisante.* — Sans pousser la négligence jusqu'à ne pas déclarer une aggravation du risque, l'assuré peut faire sa déclaration, mais d'une façon qui ne soit pas satisfaisante. Si la forme et les délais légaux sont respectés, et que l'inexactitude règne sur le fond même de la déclaration, il faut, sans nul doute, appliquer les articles 21 et 22 : il serait profondément inique que l'assuré ayant fait une déclaration volontairement fausse fût autrement traité que celui qui n'a fait aucune déclaration. De même, si l'inexactitude de déclaration provient de la simple négligence de l'assuré, il faut faire la distinction que nous indiquions précédemment.

Bien que la loi n'ait pas indiqué la sanction de la violation des délais qu'elle prévoit, il est certain que l'assuré a tout intérêt à déclarer dans ces délais.

149. *Droit de l'assureur en cas de déclaration correcte.* — Il nous reste à étudier la situation de l'assuré qui a correctement déclaré l'aggravation de risque. C'est évidemment à l'assureur qu'il appartient de prendre parti dans ce cas, par application de l'article 1184 du Code civil.

La loi n'a pas prévu de délai pour l'exercice par l'assureur de son option, de sorte que l'on s'est demandé s'il faut ici étendre le délai de dix jours établi par l'article 7 pour le cas où il s'agit de la proposition de prolonger ou de modifier un contrat déjà existant, ou bien s'il ne vaut pas mieux laisser à l'assureur le droit d'opter jusqu'au paie-

ment de la prochaine prime, ce qui constitue un délai implicitement prévu par l'article 17, alinéa 4.

De même, pour la forme de l'option, elle peut être expresse ou tacite, les hypothèses de l'article 17 (paiement de l'indemnité après sinistre...), n'étant données qu'à titre d'exemple, ainsi qu'il résulte de l'emploi du mot « spécialement ».

*150. Résiliation du contrat.* — Nous retrouvons, au cas où l'assureur opte pour la résiliation du contrat, ainsi que l'article 17, alinéa 3, le lui permet, l'absence de réglementation sur la forme dans laquelle se fait cette résiliation, (qui semble devoir être signifiée à l'assuré au moins par une lettre recommandée), et sur le moment où elle produit effet. L'intérêt de ce dernier point varie beaucoup suivant le risque garanti : en matière d'incendie, le risque ne peut varier très sensiblement, tandis qu'à l'inverse, le risque de vol peut être aggravé presque instantanément. C'est pourquoi la police d'assurance contre le vol stipulait le plus souvent la suspension de l'assurance dès la survenance d'une aggravation et avant même toute déclaration <sup>(85)</sup>.

Bien entendu, en présence du caractère impératif de l'article 17, une telle stipulation n'est plus possible, mais il ne faut pas traiter l'assuré qui a correctement déclaré moins bien que celui qui n'a pas déclaré l'aggravation : l'article 22 rétablit en sa faveur un délai de dix jours ; il est logique d'en faire bénéficier également l'assuré qui a correctement déclaré l'aggravation des risques.

Quant à l'étendue de la résiliation, la solution adoptée dépend du parti que l'on prend sur la divisibilité ou l'in-

(85) Dupuich, Rapport de la Section des Assurances diverses sur le projet de loi relatif au contrat d'assurance, 1907, n° 232 *bis*.

divisibilité du contrat, et là encore, il est extrêmement difficile de poser un principe : c'est une question de fait de savoir si le droit de résiliation est limité à la partie du risque aggravé, ou s'il porte sur l'ensemble du contrat.

Par contre, il est certain que l'assureur qui déclare son intention de résilier ne peut garder par devers lui la totalité de la prime touchée : la prime est payée d'avance, et la loi française se prononce expressément pour la divisibilité de la prime ; l'assureur doit donc restituer la portion de prime perçue pour le temps à courir entre la date de la résiliation et l'échéance de la prochaine prime.

*151. Continuation du contrat, moyennant prime plus élevée.* — L'assureur peut, dit l'article 17, « proposer » un nouveau taux de prime. En réalité, il l'impose, puisqu'il a le droit de demander des dommages-intérêts au cas où la police se trouve résiliée, par suite du refus de l'assuré d'accepter ce nouveau taux de prime.

La continuation du contrat donne encore lieu à d'autres difficultés, tenant à l'interprétation du silence de l'assuré, que l'on assimile au refus de l'augmentation de la prime, au calcul de la surprime. Mais ce sont là des difficultés de fait, qui ne présentent pas un intérêt particulier en matière d'assurance-vol <sup>(86)</sup>.

*152. Disparition de l'aggravation du risque.* — L'article 20 de la loi prévoit une hypothèse qu'il faut signaler au sujet de l'étude de l'aggravation des risques : au cas où, pour la fixation de la prime, il a été tenu compte de circonstances spéciales aggravant le risque et si ces circonstances viennent à disparaître, l'assuré a le droit de résilier le contrat sans indemnité, si l'assureur ne consent pas

(86) V. sur tous ces points, J. Charmont, *op. cit.*, 230 et s.



à la diminution de prime correspondante. Cette règle s'applique, bien entendu, aussi bien aux aggravations du risque postérieures à la conclusion du contrat qu'à celles constatées lors de sa conclusion. Le droit de résiliation de l'assuré ainsi entendu est la juste contre-partie du droit de l'assureur et de l'obligation pour l'assuré de déclarer le risque. Admettre une solution différente reviendrait à violer la règle de la proportionnalité de la prime et du risque.

#### D. — DURÉE DU CONTRAT

153. — Les parties fixent librement cette durée, précise l'article 5 de la loi. Toutefois l'assuré et l'assureur ont la faculté de se retirer tous les dix ans, en se prévenant au moins six mois à l'avance dans les formes indiquées par notre article et que nous rappelons ci-après.

La durée du contrat doit être mentionnée en caractères très apparents dans la police, qui doit indiquer également que la durée de la tacite reconduction ne peut, en aucun cas, et nonobstant toute clause contraire, être supérieure à une année.

Comme nous l'avons signalé plus haut <sup>(87)</sup>, c'est la date de prise d'effet du contrat, et non celle de sa souscription, qui fixe le point de départ de la période à l'expiration de laquelle assureur et assuré pourront exercer leur droit de résiliation.

La loi indique (art. 5, al. 2), différents modes de dénonciation : l'assuré peut, à son choix, et nonobstant toute clause contraire, demander la résiliation soit par une déclaration contre récépissé faite au siège social ou chez le

(87) *Supra*, n° 102 et 103.

représentant de l'assureur, soit par lettre recommandée, soit par acte extra-judiciaire, soit par tout autre moyen prévu dans la police. Observons que tous les autres moyens de dénonciation prévus dans une police ne sauraient priver l'assuré du droit d'user de l'un des trois moyens expressément énoncés par la loi.

Pour réglementer la durée du contrat, le législateur s'est reporté au décret du 8 mars 1922 (article 55) que l'article 5 reproduit presque entièrement.

A l'égard des sociétés d'assurances mutuelles, l'assuré peut, sans inconvénient, en adhérant aux statuts, s'associer pour la durée de la société, dès lors que, nonobstant toute clause contraire, il possède la faculté de se retirer tous les dix ans. Mais s'il n'use pas de cette faculté, le contrat se poursuivra pour la nouvelle période telle qu'elle sera fixée par les statuts. En ce cas, en effet, il n'y aura pas tacite reconduction, parce qu'il s'agira d'un contrat d'une durée supérieure à dix ans et non d'un contrat d'une durée limitée qui se renouvellerait tacitement. C'est dans ce dernier cas seulement que le renouvellement ne pourra excéder une année.

La limitation décennale prévue par la loi peut être réduite d'un commun accord entre les parties.

Ces règles générales touchant la durée du contrat sont applicables à l'assurance-vol, qui ne présente à cet égard aucune particularité.

Il n'en est pas de même du maintien du contrat en cas d'aliénation de la chose assurée qu'il nous reste à examiner.

*154. Aliénation de la chose assurée.* — C'est un événement qui fait naître un certain nombre de difficultés<sup>(88)</sup>,

(88) Voir sur ce point la remarquable étude de M. A. Besson dans *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, pp. 5 et s. et 269 et s., *L'aliénation de la chose assurée*.

spécialement en matière d'assurance contre le vol. Nous voyons là un changement du risque, susceptible soit de n'avoir aucune importance et de rester sans effet sur la marche ultérieure du contrat, soit au contraire d'en bouleverser l'économie, et cela suivant les diverses espèces d'assurance.

*A priori*, l'aliénation de la chose assurée devrait, *ipso facto*, emporter rupture du contrat. L'assuré a stipulé pour lui seul, non pas pour ses ayants-cause à titre particulier. C'est une application du droit commun, et l'on ne conçoit pas la substitution d'un nouveau débiteur, l'acquéreur, à l'ancien, l'assuré, sans le consentement de l'assureur, sauf le cas où l'aliénation de la chose est à cause de mort et où la chose passe dans le patrimoine d'un ayant-cause à titre universel. D'autre part, bien que, comme nous l'avons vu <sup>(89)</sup>, l'assurance ne soit pas un contrat *intuitu personae*, il n'en reste pas moins que l'assureur prend en considération lors de la conclusion du contrat, et spécialement en matière d'assurance-vol, la personnalité de l'assuré, sa moralité, sa situation de fortune, et a conclu en tenant compte de ces éléments.

155. *Raison d'être de la continuation de l'assurance.* — Mais la rupture du contrat d'assurance aussitôt après l'aliénation de la chose assurée, si elle répond à la logique et constitue une application correcte des principes, ne laisse pas d'avoir de sérieux inconvénients : pour l'acquéreur qui ne serait pas immédiatement garanti ; pour l'aliénateur, qui, vraisemblablement, se verrait réclamer une indemnité de rupture abusive du contrat si l'acquéreur ne s'assurait pas ou s'assurait auprès d'un autre assureur, et

(89) *Supra*, n° 138.

pour l'assureur même, qui risque de voir lui échapper le bénéfice de primes qu'il aurait, sans cela, conservé.

C'est pourquoi, dans la pratique, on stipulait depuis longtemps la prorogation de l'assurance en cas d'aliénation de la chose : l'assuré s'engageait pour cette hypothèse à rapporter l'engagement de l'acquéreur de continuer l'assurance, sauf indemnité<sup>(90)</sup>.

C'est donc une pratique ancienne que la loi a en quelque sorte consacrée, en stipulant dans l'article 19 que l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur. On a fait remarquer avec raison<sup>(91)</sup> que cette évolution rappelle de très près celle de l'opposabilité du droit au bail du locataire de l'immeuble vendu à un tiers, qui a abouti à la disposition de l'article 1743 du Code civil.

L'article 19 donne une solution analogue à celle prévue par l'article 18 pour le cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assuré ; l'assurance continue alors au profit de la masse. C'est là une solution susceptible, en principe, de gêner beaucoup les assureurs contre le vol. Ces deux textes ont un caractère impératif, et non rétroactif, car ils ne sont pas indiqués par l'article 84 au nombre des dispositions s'appliquant immédiatement aux contrats en cours. Mais étant donnée la similitude des solutions qu'ils adoptent, il est inutile de les examiner individuellement.

*156. Conditions de la transmission de l'assurance à l'acquéreur.* — Il faut, tout d'abord, qu'il s'agisse d'une assurance de dommages. Mais, même pour de telles assurances, l'application de la règle semble susceptible d'avoir de gros inconvénients : il en est ainsi pour les assurances de choses

(90) V. sur l'analyse de la clause de prorogation d'assurance l'étude précitée de M. Besson, p. 8.

(91) A. Besson, *op. cit.*, 11,

dans lesquelles la considération de la personne est essentielle, notamment pour l'assurance contre le vol. La personnalité de l'assuré est ici une condition déterminante de l'engagement de l'assureur, et il semble extrêmement dangereux de conclure qu'il sera obligé de couvrir un héritier ou un acquéreur de moralité douteuse, avec lequel il risque la fraude, bien plus qu'avec l'auteur.

A la vérité, la solution légale est loin de présenter les inconvénients que l'on pourrait craindre. En effet, la prorogation de l'assurance n'est nullement imposée aux parties. L'assureur a le droit de résilier la police dans les trois mois à partir du jour auquel l'attributaire des objets aliénés aura demandé le transfert de la police à son nom. Reste la période intermédiaire, pendant laquelle l'assureur est tenu d'assurer le risque. Le caractère impératif de l'article 19 met évidemment obstacle à ce qu'il se soustraie directement par l'insertion d'une clause dans la police, à l'inconvénient de la continuation de l'assurance de la chose assurée. Mais, très souvent, et notamment dans l'assurance de bijoux personnels, le seul fait de l'aliénation de la chose assurée empêchera la garantie de l'assureur de jouer, car il n'est responsable de la perte ou du vol d'un collier de perles que s'il est porté par l'assuré. Dès lors que celui-ci le vend, le donne, il cesse de le porter, et s'il est perdu ou volé, il s'agit d'un risque non couvert par la police, qui ne garantissait par hypothèse, la perte ou le vol du collier porté par la personne assurée, nommément désignée à la police, et non par le propriétaire dudit collier.

Souvent aussi, ce sera le cas en matière d'assurance de mobiliers particuliers, ou de marchandises, l'objet de l'assurance n'étant pas un corps certain, mais un ensemble de choses non individualisées (le mobilier personnel de l'as-



suré à concurrence de telle somme, les marchandises appartenant à tel commerçant), l'article 19 ne jouera pas. Ce texte suppose en effet, pour s'appliquer, que la chose assurée est un bien déterminé. Par conséquent, si l'assuré aliène une partie de son mobilier, l'acquéreur ne sera pas garanti automatiquement. Pour les choses nommément désignées à la police, l'assureur évitera facilement les inconvénients que pourrait avoir l'article 19 en limitant sa garantie pour le cas où la chose se trouve dans un local déterminé ou dans telles circonstances qui cesseront en fait d'être réunies au cas d'aliénation de la chose assurée. Et, en ce qui concerne les marchandises assurées qui ne se prêtent pas à une telle limitation de garantie, l'effet de la faillite ou de la liquidation judiciaire ne paraît pas susceptible de présenter des inconvénients pour l'assureur.

Bien entendu, l'article 19 n'est applicable qu'aux assurances conclues à personne dénommée : en cas d'assurance pour compte ou au porteur, l'assureur n'a pas la faculté de résiliation que lui réserve l'article 19 : il a connu et accepté le risque résultant de l'arrivée de la chose entre les mains d'un assuré dont la moralité risquerait de lui déplaire ; c'est à lui à calculer le taux de la prime en conséquence.

Enfin, l'article 19 ne joue que s'il y a véritable aliénation de la chose assurée, et non au profit de tout intéressé au contrat. Mais, s'il y a transfert de propriété, peu importe qu'il soit à titre onéreux ou gratuit, à cause de mort ou entre vifs. Dans ce dernier cas, peuvent se prévaloir de la continuation du contrat, non seulement les héritiers, continuateurs de la personne, mais toute personne dont le droit de propriété est la conséquence du décès de l'assuré <sup>(92)</sup>.

Ces conditions remplies, la transmission de l'assurance

prévue par l'article 19 au profit de l'acquéreur de la chose assurée se produit sans qu'il soit nécessaire de remplir aucune condition, ni d'aviser l'assureur dans un certain délai. Pratiquement, il est évident que les parties ont intérêt à avertir l'assureur au plus tôt, car l'acquéreur a tout à gagner à faire établir sans retard un avenant de transfert, afin de connaître rapidement la décision de l'assureur. De même l'aliénateur a intérêt à avertir l'assureur du transfert car, aux termes de l'alinéa 3, c'est à condition seulement d'avoir averti l'assureur qu'il cesse d'être garant des primes à échoir.

*157. Effets de la transmission de l'assurance.* — Par le seul fait de l'aliénation de la chose assurée, les effets prévus par l'article 19 se produisent automatiquement : l'acquéreur prend la place de l'assuré aliénateur, lequel cesse d'être intéressé au contrat, sauf la règle de l'alinéa 3, à savoir qu'il reste tenu des primes échues, et garant des primes à échoir, aussi longtemps qu'il n'a pas informé l'assureur du transfert.

Quant à l'acquéreur, il recueille le bénéfice de l'assurance contractée par l'aliénateur tel que celui-ci pouvait l'invoquer au jour de l'aliénation. Bien entendu, les charges du contrat lui sont également transmises et il est tenu de toutes les obligations qui incombaient à l'aliénateur. C'est ainsi notamment que, pour une assurance contre le vol d'objets déposés dans la maison de l'assuré nettement individualisée, l'aliénateur restera tenu de conserver la chose dans cette maison, de sorte qu'en fait, l'assureur cessera d'être garant dès l'aliénation qui aura pour

(92) V. sur ce point A. Besson, *op. cit.*, 28.

effet, en règle générale, d'amener l'aliénateur à transporter la chose dans sa propre demeure <sup>(93)</sup>.

Bien entendu, l'aliénateur reste tenu, comme l'assuré originaire, de déclarer les aggravations de risques. Une difficulté peut se présenter à cet égard, en ce qui concerne la période intérimaire, pendant laquelle on ne sait pas encore si le contrat sera maintenu, et surtout au cas où c'est l'aliénation de la chose vendue elle-même qui devient l'origine de l'aggravation du risque. Par exemple, une automobile assurée contre le vol appartenant à un propriétaire qui s'en sert pour son plaisir est vendue à un commerçant qui s'en servira pour ses affaires, en usera beaucoup plus souvent, la laissera longuement stationner dans des lieux où il est relativement facile de s'en emparer frauduleusement.

Dans ce cas, l'acquéreur qui profite provisoirement du contrat doit déclarer les aggravations de risque, sous peine de se voir appliquer les sanctions que nous avons étudiées précédemment <sup>(94)</sup>. Ce fait a pour conséquence de donner à l'acquéreur un intérêt de plus à avertir sans retard l'assureur du transfert de la chose : l'assureur, en cas de sinistre, soutiendra que le changement de propriété a entraîné une aggravation du risque.

La règle de l'article 19, édictée dans l'intérêt des parties, peut amener à des situations en apparence fort compliquées, au cas où l'acquéreur, ignorant que la chose qu'il se propose d'acheter est déjà assurée, a préalablement fait assurer cette chose. Dès qu'il s'aperçoit de cette situation, il n'a qu'à user du droit de résiliation que lui donne l'article 19, et, en cas de sinistre produit avant que la double assurance ait été découverte, il y aura lieu d'ap-

(93) *Supra*, n° 155.

(94) *Supra*, n° 147.

pliquer les règles de l'article 30, relatives aux assurances cumulatives <sup>(95)</sup>.

*158. Faculté de résiliation réciproque.* — En édictant le maintien de l'assurance au cas d'aliénation de la chose assurée, le législateur a eu en vue l'intérêt des parties en cause. Mais il ne pouvait lui appartenir de leur imposer le maintien d'un contrat, lorsque l'une ou l'autre d'entre elles n'y trouve pas son intérêt. C'est pourquoi il a prévu pour l'acquéreur de la chose assurée et pour l'assureur le droit de sortir du contrat. Ce droit de résiliation, s'il est accordé à chacun des contractants, n'en est pas moins soumis à des règles différentes, suivant qu'il s'agit du droit de l'assureur ou de celui de l'acquéreur.

*159. Résiliation par l'assureur.* — En ce qui concerne le droit de résiliation appartenant à l'assureur, il faut décider, dans le silence de la loi, qu'elle doit être effectuée par une lettre recommandée.

Si l'acquéreur procède à une demande de transfert du bénéfice de l'assurance, aucune difficulté ne peut se présenter, car la loi a prévu dans ce cas un délai de trois mois dans lequel est inclus le droit de résiliation de l'assureur. Dans l'intérêt de la sécurité des transactions, il faut décider que le délai court dès la première demande de transfert, sans qu'il soit besoin d'attendre que l'attributaire définitif soit désigné. En effet, s'agissant de vente à réméré, ou d'acquisition successorale, l'acquéreur à réméré peut rester un certain temps avant que son droit se trouve définitif, de même que l'héritier auquel reviendra la propriété de la chose assurée ne sera pas désigné immédiatement, pour peu que l'indivision successorale se prolonge.

(95) A. Besson, *op. cit.*, 40.

Aucune difficulté ne se produit quant au point de départ du délai de trois mois dans l'hypothèse de l'article 18 : c'est le jour de l'ouverture de la faillite ou de la liquidation judiciaire.

Mais on se demande si l'assureur est obligé d'attendre une demande de transfert et s'il ne peut pas user de son droit de résiliation, dès lors qu'il a connaissance de l'aliénation par un moyen quelconque, notamment par la rumeur publique, en cas de succession. Il serait évidemment injuste que l'acquéreur, dont la propriété constitue précisément l'aggravation du risque, puisse, en ne demandant pas le transfert, mettre obstacle au droit de l'assureur de se retirer du contrat et ne lui laisser comme garantie que celle qui lui appartient pour le cas d'aggravation du risque<sup>(96)</sup>. C'est pourquoi l'on considère que l'indication du délai de trois mois dans lequel doit intervenir la résiliation émanant de l'assureur a pour objet de limiter ce droit à ce délai.

Bien entendu, même avant l'expiration de ces trois mois et même avant toute demande de transfert, l'assureur peut perdre son droit de résiliation, dès lors qu'il y a renoncé, soit expressément, soit tacitement, en acceptant par exemple le paiement de la prime par l'acquéreur.

Mais lorsque la résiliation intervient, il reste à rechercher à partir de quel moment elle produit effet, dans le silence de la loi. L'article 18 relatif à la faillite implique que la résiliation dans cette hypothèse produit effet immédiatement. On a proposé d'adopter la même solution au cas d'aliénation de la chose assurée, quels que soient les inconvénients de la solution. Mais il semble encore préféré-

(96) V. A. Besson, *op. cit.*, 272.

(97) Voir dans A. Besson, *op. cit.*, 282 et s. la discussion de la solution proposée.



rable d'appliquer la règle de l'article 22, d'après laquelle la résiliation se produit dix jours après la notification faite à l'assuré.

Le droit de résiliation représente tout ce à quoi l'assureur peut prétendre et il n'a pas droit de réclamer d'indemnité de résiliation, à raison du préjudice que lui cause la rupture du contrat. Ceci résulte *a contrario* de la solution de l'article 19, qui prévoit une indemnité de résiliation au profit de l'assureur au cas où la résiliation émane de l'acquéreur de la chose assurée.

*160. Résiliation par l'acquéreur.* — Etant donné que l'acquéreur risque de se voir demander par l'assureur une indemnité s'il fait usage de son droit de résiliation, il est évident que l'acquéreur n'a intérêt à le faire que pour un contrat de longue durée. Autrement, il lui est plus avantageux d'attendre l'expiration du contrat ou, s'il s'agit d'un contrat de renouvellement d'année en année par tacite reconduction, d'user de son droit de le résilier, s'il est encore dans le délai utile.

En ce qui touche la forme et les délais de la résiliation par l'acquéreur, en l'absence de règle spéciale dans l'article 19, il y a lieu d'appliquer celle de l'article 5, alinéa 2 : la résiliation devra être faite, soit par déclaration contre récépissé au siège de l'assureur, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée, soit par le moyen indiqué dans la police.

Il n'existe pas pour l'acquéreur, comme pour l'assureur, de délai d'option dans lequel il doit nécessairement exercer son droit de résiliation ; en fait, il est tenu de faire connaître son intention avant l'échéance de la prochaine prime. La loi n'a, dans aucune de ses dispositions, prévu de délai de préavis, et il faut en conclure que la résilia-

tion émanant de l'acquéreur produit immédiatement effet. Il est vrai qu'une telle solution ne présente pas les mêmes inconvénients qu'au cas de résiliation émanant de l'assureur : celui-ci n'a pas, comme l'assuré, de dispositions à prendre. Bien entendu, il reste loisible à l'acquéreur qui résilie le contrat d'observer un tel délai.

Le contrat prenant fin, il ne faut pas que l'assureur s'enrichisse et, puisqu'il cesse d'être tenu d'aucune obligation du fait du contrat d'assurance, il doit, en contre-partie, le remboursement de la portion de prime correspondant à la période restant à courir. Mais il peut se faire que la rupture du contrat lui cause un préjudice : dans ce cas, l'article 19 lui donne le droit de réclamer à l'acquéreur de la chose assurée qui résilie le contrat une indemnité, dont le montant ne peut en aucun cas dépasser celui d'une année de prime. A la vérité, si l'on ne discute nullement, en présence de la solution légale, le droit de l'assureur de demander une indemnité de résiliation, l'on se demande par contre si c'est vraiment à l'acquéreur qu'il peut la demander. A la réflexion, il est permis d'en douter : c'est en effet l'aliénateur qui est le premier ouvrier de la résiliation puisqu'il a voulu l'aliénation. En second lieu, les stipulations de la police avant 1930 arrivaient au maintien de la police par la stipulation de l'assuré qu'il obtiendrait, sauf dommages-intérêts, l'engagement de l'acquéreur de continuer le contrat, ainsi que nous l'avons vu <sup>(98)</sup>.

Néanmoins, il faut réserver le cas d'acquisition successorale, où aucune difficulté ne se présentera si l'acquéreur est un héritier, successeur aux dettes. Mais, s'il s'agit d'un légataire particulier, il semblerait extrêmement difficile de réclamer le montant de cette indemnité à l'héritier.

## E. — FIN DU CONTRAT

161. — La façon dont prend fin le contrat est peut-être la question qui présente le moins de difficulté, hors les cas de résiliation anticipée que nous avons eu l'occasion d'étudier en détail en même temps que les événements qui les faisaient jouer.

D'une manière générale, le contrat prend fin par l'arrivée du terme, car la police indique obligatoirement (art. 5, alinéa 2, de la loi) la durée pour laquelle les parties s'engagent. D'une part, les parties ont toujours le droit de se retirer du contrat au bout de dix ans, à charge d'observer les délais et formalités prévues à l'article 5 de la loi. D'autre part, le contrat expiré peut continuer par tacite reconduction, dont la durée ne saurait en aucun cas dépasser un an, ainsi que l'indique l'article 5, alinéa 4, qui doit être reproduit en caractères apparents dans la police.

Dès lors que les polices reproduisent les dispositions de l'article 5, il ne semble pas que la question de l'expiration du contrat, aussi soigneusement réglementée, soit susceptible, en matière d'assurance contre le vol pas plus qu'en d'autres matières, de donner lieu à la moindre difficulté.

162. *Conclusion.* — Telles sont les règles générales applicables en matière d'assurance-vol, lors de la conclusion et au cours du contrat. Elles fournissent à notre contrat un statut, sinon parfait, du moins suffisamment précis. La situation est sensiblement modifiée dès la production du sinistre et, hormis les principes généraux du droit, le droit commun des assurances est dorénavant incapable de donner toutes les règles applicables à ce contrat : des diffi-

cultés d'une nature très spéciale se présentent, en effet, lorsqu'il s'agit de faire jouer la garantie fournie par l'assureur.

Nous aurons tout d'abord à rechercher les cas dans lesquels il y a sinistre, ensuite à établir les limites de la responsabilité de l'assureur, enfin à déterminer les règles à suivre pour fixer l'indemnité et régler le sinistre.

## TROISIÈME PARTIE

### LA GARANTIE FOURNIE PAR L'ASSUREUR

163. *Position du problème.* — La définition de la garantie fournie par l'assureur est capitale en matière d'assurance-vol, et elle pose un certain nombre de problèmes des plus délicats.

En effet, dans les autres catégories d'assurance, l'assureur s'engage à payer une indemnité pour le cas où un *fait matériel* se produit, celui de l'incendie de la maison assurée ou du mobilier, dans l'assurance-incendie, celui d'avaries au cours d'un voyage sur mer, dans l'assurance maritime, celui de la mort de l'assuré dans l'assurance-décès, etc... La preuve de la production du « sinistre », fait matériel, donne lieu à un certain nombre de difficultés. Combien ces difficultés ne seront-elles pas plus nombreuses et ardues en matière d'assurance-vol, où l'assureur est tenu pour le cas où un *fait juridique*, celui du vol, se produit ?

Il nous faudra donc dégager tout d'abord de façon précise la notion du risque, celle du vol tirée du droit criminel et déterminer dans quelle mesure il ne suffit pas de transposer les règles pénales et à quel point le vol assurable diffère du vol du Code pénal. Ce sera l'objet d'une première section.



Le vol s'étant produit, quelle sera la prestation due par l'assureur, en d'autres termes, quelles sont la nature et l'étendue de la garantie fournie par l'assureur, quant aux objets ou à la détérioration consécutive au vol dont la réalisation déclenche la responsabilité ? Quelle sera la limite de cette responsabilité ? C'est ce que nous verrons dans une deuxième section.

Enfin, les principes d'après lesquels joue la responsabilité de l'assureur étant ainsi dégagés, il nous restera à étudier, dans une troisième section, comment sera fixée l'indemnité, comment son paiement sera obtenu de l'assureur et quels effets entraînera le règlement du sinistre.

## SECTION PREMIERE. — NOTION DU RISQUE

164. — L'assureur qui garantit le risque de vol s'engage à verser une indemnité pour le cas où les éléments constitutifs du « vol » se trouvent réalisés. Quels sont donc ces éléments ?

Le vol est une infraction prévue par le Code Pénal. Pour déterminer quand l'assureur sera tenu, va-t-on tout simplement emprunter les solutions doctrinales et jurisprudentielles du droit criminel ? Nous allons d'abord dégager rapidement ces solutions, et, en les comparant aux principes admis en matière d'assurance-vol, nous verrons que les deux notions ne se juxtaposent pas et que la notion de vol en matière d'assurance est plus large sur certains points que la notion du droit criminel et plus étroite à d'autres égards.

## A. — NOTION DU VOL DANS LE CODE PENAL

165. *Evolution historique.* — L'article 379 du Code Pénal définit ainsi l'infraction qui nous intéresse : « Quiconque  
« a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appar-  
« tient pas est coupable de vol. » C'est là une conception assez étroite, innovation de notre Code.

En effet, en droit romain, cette notion était beaucoup plus étendue : pour les particuliers, l'*actio furti* s'applique à toute soustraction du bien d'autrui.

Paul <sup>(1)</sup> conçoit également le vol d'une façon assez étendue : *furtum est contrectatio rei fraudulosa lucri faciendi gratia vel ipsius rei vel etiam usus ejus possessionisve*. Et à l'époque classique, il était admis que le propriétaire pût voler sa propre chose lorsqu'elle avait été remise par lui-même à autrui à titre de gage, par exemple.

Cette notion étendue du vol fut conservée par l'Ancien Droit, et l'on ne s'explique pas très bien la raison d'être de l'innovation du Code Pénal. Il semble, d'ailleurs, que le législateur n'a pas eu lui-même une idée très nette de la restriction qu'il apportait à la notion antérieure : il subsiste en effet dans notre Code des traces de la conception ancienne, large, du vol, par exemple : l'infraction prévue par l'article 386 du Code Pénal, c'est-à-dire le vol par un aubergiste, hôtelier, voiturier ou un de leurs préposés, de choses qui leur étaient confiées à ce titre devrait figurer, non dans la section « Des vols » mais bien plutôt dans la section II, § 2, « Abus de confiance » ; et ce texte, à la place qu'il occupe effectivement, ne cadre pas avec la notion restreinte du vol de notre Code Pénal. Néanmoins, la

(1) D., 47, 2, *De furtis*, 1, 3.

jurisprudence se montre très ferme en faveur de la notion restreinte (2).

166. *Éléments du vol.* — Selon le Code Pénal, pour qu'il y ait vol, trois éléments doivent se trouver réunis : 1° un élément matériel, la soustraction frauduleuse ; 2° un élément moral, l'intention, et 3° un élément juridique, à savoir que la propriété de la chose volée n'appartienne pas au voleur.

a) *ÉLÉMENT MATÉRIEL.* — 167. — C'est la *contrectatio fraudulosa*, la soustraction, qui distingue le vol de l'escroquerie. Elle consiste dans le fait de mettre la main sur l'objet. On a prétendu que, pour qu'il y ait vol, il fallait que l'objet fût matériellement déplacé (3). A la vérité, il semble qu'il y ait là une affirmation arbitraire. Garçon (4) substitue à cette conception simpliste et purement matérielle une notion juridique : pour lui, il y a vol dès qu'il y a usurpation de possession par quelqu'un qui n'a pas la détention précaire de l'objet. C'est ainsi que le dépositaire qui vend la chose déposée n'est pas un voleur, parce que s'il s'empare de la possession, ce qui entraîne l'existence d'une des conditions du vol, il avait au préalable la détention.

De même et à l'inverse, celui qui usurpe simplement l'usage de la chose n'est pas voleur, même s'il n'avait pas la détention : il en est ainsi de celui qui se fait remettre par un tiers une chose à l'usage de laquelle il n'avait pas droit : la remise de la chose ne lui confère pas la possession ; il ne pourrait être condamné que comme escroc.

(2) Cass. crim., 7 mars 1817, au *Sirey chronologique*.

(3) Garraud, *Traité de droit pénal français*, V, n° 2088.

(4) *Code pénal annoté*, n. 40 et s., sous art. 379.

Le vol consiste donc à s'emparer de la possession, sans avoir eu au préalable la détention.

168. *Remise volontaire de la chose.*— Dès lors, il n'y a pas vol lorsque la chose a été remise *volontairement*, parce que l'auteur *ne s'empare pas* de la possession. C'est l'hypothèse classique du vendeur payé qui ne veut pas remettre l'objet vendu et réclame à nouveau le prix : cet argent lui ayant été volontairement remis, il ne le « vole » pas, même s'il le garde indûment et se fait payer une seconde fois. Il importe peu d'ailleurs que la remise de la possession ait été effectuée par erreur : n'est pas voleur le créancier qui reçoit sciemment une somme supérieure à ce qui lui est dû. Il faut même aller plus loin et décider que n'est pas voleur celui qui se fait remettre une chose sans qu'il y ait droit alors que la remise en a été déterminée par sa propre fraude : il en est ainsi du voleur « à l'américaine », qui se fait remettre une somme d'argent en laissant en gage un objet dont il sait la valeur infime par rapport à la somme remise.

169. *Détenteur changeant son titre.* — Il n'y a pas, non plus, vol à la charge de celui qui a reçu la simple détention d'une chose et qui a voulu changer son titre, du gageur qui vend la chose remise, par exemple. Il ne peut être en effet question d'usurper la possession pour celui qui en possède régulièrement quelque attribut : ainsi, n'est pas voleur le père d'une jeune fille dont les fiançailles ont été rompues et qui garde par devers lui certains effets personnels que lui avait remis le fiancé <sup>(5)</sup>. Il faut, bien entendu, que la détention porte sur la chose même

(5) Cass. crim., 30 janvier 1819.

qui fait ensuite l'objet de l'infraction. C'est ainsi qu'il y a vol lorsqu'un individu s'empare des choses se trouvant dans un meuble dont la clé seule lui a été remise.

*170. Dessaisissement matériel et détention précaire. —*

Il faut se garder de confondre la détention précaire et le simple dessaisissement matériel de la chose qui, lui, n'empêche nullement le vol : le débiteur qui s'empare du titre que lui montrait son créancier afin qu'il se rende compte du montant de la dette est certainement un voleur <sup>(6)</sup>. De même est un voleur le propriétaire d'une bicyclette, sur laquelle un tiers avait posé un sac, qui met sa machine en marche et emporte sciemment le sac qu'il cache ensuite dans son propre sac <sup>(7)</sup>.

L'on ne peut faire état, pour admettre l'opinion contraire, de l'arrêt de la Cour de Cassation dans l'affaire Dette et Prost <sup>(8)</sup>, qui est resté isolé : la Cour a jugé que Prost n'était pas un voleur, alors qu'il avait empoché et gardé une pièce de 20 francs que Dette lui avait montrée au cours d'un banquet. La Cour justifiait sa solution en disant que la pièce n'avait pas été « soustraite » par Prost, à qui elle avait été volontairement remise. Mais une telle remise ne constitue nullement un élément de la possession : elle est un simple fait.

Garçon conçoit très largement la remise matérielle qui ne fait pas obstacle à l'existence du vol : pour lui, par exemple, un inconscient ne peut conférer que la détention purement matérielle ; garder la chose ainsi remise, c'est se rendre coupable d'un vol.

(6) Garçon, n. 154, sous art. 379.

(7) Trib. corr. Bayeux, 13 mai 1933, *Gaz. Pal.*, 14 juin 1933.

(8) Cass. crim., 16 janvier 1864, *D.*, 1864, 1, 327.



171. *Vol domestique.* — Cette notion de la remise de la chose permet également de trancher les difficultés relatives au « vol domestique » : l'objet était bien à la disposition de l'auteur, et l'on pourrait être tenté de dire qu'il commet un abus de confiance, et non un vol, en l'absence de soustraction. Avec la distinction préconisée par Garçon, la difficulté disparaît : il y a simple remise matérielle de la chose, qui ne fait pas obstacle au vol. De même pour le caissier : l'infraction qu'il commet ne serait pas un vol lorsqu'il détourne les deniers qui lui ont été remis si on le tient pour un dépositaire. C'est la solution admise par les Cours d'appel qui ne se rangent pas à l'opinion de la Cour de Cassation. Celle-ci a maintes fois jugé que le vol domestique est un véritable vol <sup>(9)</sup>.

172. *Choses susceptibles de possession.* — La notion de soustraction frauduleuse se rattachant étroitement aux notions de possession et de détention, il en résulte que, seules les choses susceptibles de possession peuvent être volées.

Et tout d'abord, en principe, seuls les meubles corporels peuvent faire l'objet d'un vol. Il faut mettre à part certaines hypothèses exceptionnelles dans lesquelles le Code pénal prévoit le vol d'immeubles : il s'agit généralement d'immeubles par destination (animaux servant à l'exploitation agricole, instruments aratoires, poissons en vivier ou en étang) <sup>(10)</sup>.

Les choses incorporelles ne peuvent être volées : l'honneur d'un individu ne peut lui être volé ; une servitude, une créance ne peuvent davantage faire l'objet d'un vol. Il

(9) Cass. crim., 9 juillet 1812 ; 11 mai 1832, *S. chr.*; Chauveau et Faustin-Hélie, V, n° 1982; Garçon, n. 191, sous art. 379.

(10) Art. 388 C. pénal.

en est autrement, bien entendu, de l'instrument de preuve d'un droit : un titre de créance peut être soustrait frauduleusement au sens de l'article 379.

173. *Choses sans valeur marchande.* — La valeur objective et marchande de la chose n'est pas une condition nécessaire constitutive du vol : une lettre ayant une valeur purement morale peut être volée. Sur ce point, la jurisprudence était très hésitante, car l'article 187 du Code pénal ne prévoyait que la soustraction d'une lettre confiée à la poste lorsqu'elle était le fait d'un employé. Dans les autres cas, si la lettre était soustraite avant la remise à la poste ou si l'infraction était le fait d'un non-fonctionnaire, on se demandait s'il ne fallait pas appliquer les articles 379 et suivants. Mais une loi de 1922 est venue mettre fin à ces discussions, punissant toute suppression de correspondance comme infraction distincte.

174. *Vol d'usage.* — Enfin, c'est à propos des choses susceptibles de faire l'objet d'un vol que se pose la grave question des vols d'eau, de gaz, d'électricité, de froid industriel, de radioactivité, d'une façon générale, des *vols d'énergie*.

Un abonné installe un dispositif qui lui permet de prendre l'eau sans que la quantité consommée figure à son compteur, soit en modifiant le fonctionnement de celui-là, soit en adaptant une prise d'eau avant le compteur. Quelle est la nature de l'infraction qu'il commet ? La compagnie distributrice d'eau pourra-t-elle le poursuivre pour vol ? Un individu se sert indûment d'une case frigorifique. Peut-on dire qu'il a dérobé le froid ?

La question est délicate parce qu'à l'heure actuelle, on n'admet plus, comme en droit romain, que l'usage d'une

chose puisse faire l'objet d'un vol. C'est ainsi qu'il a été jugé <sup>(11)</sup> qu'il n'y a pas vol dans le fait, par la locataire d'une machine à coudre qui doit payer un prix de location fixé d'après le nombre de tours faits par la machine et enregistrés par le compteur, de modifier le compteur de manière à empêcher l'enregistrement des tours effectués par lui sur la machine. C'était là un vol d'usage absolument caractérisé, étant donné que l'énergie mettant la machine en mouvement n'était pas fournie par le bailleur.

*175. Distinction.* — A la vérité, on a essayé de faire une distinction parmi ces détournements d'énergie : ou bien, l'abonné installe sur son compteur à eau ou à gaz un dispositif tel qu'il consomme en réalité une quantité d'énergie supérieure à la quantité enregistrée. Il y a là véritablement un appauvrissement du concessionnaire : cette quantité de gaz, d'eau indûment utilisée par l'abonné diminue ses possibilités de fourniture. Les tribunaux concluent généralement dans ce cas à l'existence d'un vol.

Si l'abonné se procure une quantité d'eau supérieure à celle à laquelle sa police lui donnait droit, la jurisprudence admet qu'il y a vol <sup>(12)</sup> ; de même, s'il est établi que l'abonné s'est arrangé de façon à ce que soit évité le passage de l'eau par lui consommée par l'appareil de mesurage <sup>(13)</sup>.

Ce criterium de l'installation par l'abonné d'un dispositif lui permettant de frauder le concessionnaire vient encore d'être affirmé dans un arrêt récent de la Chambre criminelle <sup>(14)</sup> : ne commet pas un vol au détriment de la

(11) Trib. corr. Toulouse, 26 janvier 1906, D. 1906, 2, 163.

(12) Cass. crim., 10 décembre 1887, D. 1888, 1, 38.

(13) Cass. crim., 16 février 1899, D. 1899, 1, 201 ; 3 août 1912, *Bull. crim.*, n° 427 ; 15 avril 1921, D. 1922, 1, 146.

(14) Cass. crim., 27 janvier 1933, *Gaz. Pal.*, 8 mars 1933.

commune le propriétaire qui, profitant de l'abonnement consenti à l'un de ses locataires donnant droit, moyennant une redevance invariable, à une certaine quantité d'eau, et usant de la tolérance de ce locataire, ou bien assurée à d'autres locataires, moyennant rétribution, l'usage de l'eau venue régulièrement en la possession du premier locataire, ou les alimente par un branchement établi par lui à l'insu de la commune sur cette même conduite, après le compteur. « En l'absence de tout acte tendant à altérer, « à l'insu du service, le fonctionnement des appareils de « distribution ou de mesurage ou à se soustraire à leur « contrôle par une appréhension préalable, l'eau a été livrée volontairement par la commune à l'abonné; l'usage abusif fait ou toléré par celui-ci, en violation du contrat, de l'eau ainsi passée en sa possession n'a pu constituer, au préjudice de la commune, la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ». Le préjudice, en effet, vient, pour la commune, d'un manque à gagner, mais rien ne lui a été dérobé.

176. *Absence de quantité appréciable de matière dérobée.* — Que faut-il décider lorsqu'il n'y a pas de quantité appréciable de matière dérobée au concessionnaire ? Supposons, par exemple, qu'un abonné dérive frauduleusement un courant d'eau avant l'arrivée au compteur, qu'il se serve de cette eau pour actionner une machine et qu'après avoir été ainsi utilisée, l'eau regagne les conduits de la compagnie concessionnaire. Rien n'a été détourné; mais, si le préjudice causé au concessionnaire semble être de même nature que dans l'hypothèse soumise à la Cour de Cassation en janvier 1933 et se traduire par un manque à gagner, il y a ici fraude de l'abonné, car l'eau n'a pas été livrée volontairement par le concessionnaire.

177. *Vol d'électricité.* — C'est une question analogue qui se pose pour le courant électrique employé par un abonné sans qu'il apparaisse au compteur, grâce à un dispositif quelconque, et la jurisprudence française récente est en faveur de la notion du vol d'électricité <sup>(15)</sup>.

Puisqu'il est admis que le détournement d'usage n'est pas un vol, comment est-il possible de justifier pareille solution, parfaitement équitable d'ailleurs ? Il faut admettre que l'électricité, susceptible d'être mesurée dans un compteur, est par là même susceptible d'appropriation. Ce serait une *res*, au sens de l'article 379 du Code pénal. L'application de ce texte ne ferait alors pas de difficulté, puisqu'il y aurait là *contrectatio fraudulosa* d'une *res*.

C'est bien ainsi que l'arrêt de 1912 justifie l'application de l'article 379 à l'électricité : « ...l'électricité est livrée  
« par celui qui la produit à l'abonné qui la reçoit pour  
« l'utiliser ; elle passe, par l'effet d'une transmission qui  
« peut être régulièrement constatée, de la possession du  
« premier dans la possession du second ; elle doit dès lors  
« être considérée comme une chose, au sens de l'article 379  
« du Code pénal, pouvant faire l'objet d'une appréhen-  
« sion ».

Dominée évidemment par un souci d'équité, la jurisprudence actuelle tend à faire entrer dans la notion du vol tout détournement d'énergie, considérant l'énergie détournée comme susceptible d'appréhension. Cela a été jugé de même pour le froid industriel : constitue un vol le fait de se servir d'une case frigorifique, sans y avoir droit, pour utiliser le froid qui y est produit ; l'abaissement de température produit par des moyens scientifiques est une va-

(15) Nancy, 13 juillet 1904, S. 1904, 2, 304 ; Cass. crim., 3 août 1912, *Bull. crim.*, n° 427 ; Bordeaux, 10 janvier 1933, *Rec. Bordeaux*, 1933-35, 41.



leur et, comme telle, susceptible d'être appropriée et détournée frauduleusement, ou soustraite <sup>(16)</sup>.

178. *Vol de radioactivité.* — La question s'est posée de même manière pour l'application des propriétés radioactives de certains métaux. La difficulté est encore la même : on a prétendu qu'il y a vol d'usage qui, normalement, devrait être exclu de l'application de l'article 379. Mais la jurisprudence tend à punir pour vol celui qui se sert sans droit d'une matière radioactive qui ne lui appartient pas, se basant sur ce que cet usage provoque une déperdition de matière, infinitésimale il est vrai, mais qui n'en est pas moins réelle.

179. *Reproduction d'œuvres d'art.* — La question du vol d'usage se pose d'une façon très intéressante dans un domaine tout différent et assez inattendu : à propos des collections des musées et collections d'art ; des voleurs soustraient des objets d'art, dont la valeur était augmentée considérablement du fait qu'ils étaient uniques et n'avaient jamais été reproduits, et les restituent au propriétaire, après en avoir pris des moulages, ce qui en diminue la valeur marchande. Que décider lorsque le moulage n'a pas abîmé l'objet ? La question s'est posée au sujet d'enlèvement d'ornements de bronze de meubles dans les musées de Versailles et de Compiègne. Le délinquant soutenait qu'il n'y avait pas de vol, étant donné qu'il avait l'intention de remettre ces objets en place après en avoir pris les moulages. La Cour de Paris a néanmoins jugé qu'il y avait vol <sup>(17)</sup>, considérant que l'infraction était consommée

(16) Trib. corr. Lyon, 24 août 1909, D. 1909, 2, 320; confirmé en appel par la Cour de Lyon.

(17) 16 novembre 1912, *Gaz. Pal.* 1913, 1, 325.

et qu'il y avait intention délictueuse, et enfin a reconnu l'existence d'un préjudice matériel pour le propriétaire des ornements soustraits. La question du préjudice est d'ailleurs indépendante de celle de l'existence du vol, et n'a d'intérêt que pour les réparations civiles consécutives à la faute commise, par application de l'article 1382. D'autre part, en matière d'assurance contre le vol, elle est d'importance, car l'assureur couvre les conséquences du vol.

*180. Situation du délit dans le temps.* — Pour en avoir terminé avec l'étude de l'élément matériel du vol, il nous reste à étudier le moment à partir duquel le délit est consommé : à partir de quand l'exécution commence-t-elle ? Pendant combien de temps se prolonge-t-elle ?

La *tentative* de vol est punissable, mais un certain nombre de difficultés se sont produites sur le départ à établir entre les actes préparatoires, qui ne sont pas assimilables au vol et le commencement d'exécution qui, lui, est punissable. C'est là une question de fait à laquelle nous ne nous arrêterons pas : aussi bien, les solutions légales ne seraient-elles pas d'une très grande utilité pour l'assurance-vol. Il faut, en cette matière, partir d'un tout autre point de vue. Ce n'est pas en général le fait que l'agent encourt une peine qui fait jouer la garantie de l'assureur, mais le préjudice causé à l'assuré par l'infraction. Il ne faut pas oublier que le droit de l'assurance procède d'autres considérations et ne se préoccupe pas de punir celui dont les intentions sont mauvaises. En conséquence, les actes préparatoires ne sauraient en aucun cas être pris en considération en matière d'assurance-vol et la tentative n'intéressera l'assureur que si un préjudice a été causé à l'assuré. Par exemple, l'introduction de l'agent dans la

maison où il veut perpétrer le vol est une tentative qui ne sera prise en considération par lui que si l'introduction sur le lieu de l'infraction a causé un préjudice, s'il y a eu bris de clôture ou effraction.

*Le vol est un délit instantané, c'est-à-dire qu'il est consommé par le seul fait de l'appréhension de la chose.* On a, il est vrai, soutenu le contraire autrefois, spécialement au xiv<sup>e</sup> siècle, dans les républiques italiennes, — et tel continue à être le point de vue de la jurisprudence anglo-américaine —, que le vol est un délit continu, c'est-à-dire dont l'accomplissement se prolonge pendant tout le temps que dure l'appréhension de la chose. A la vérité, les Anglais et les Américains adoptent cette solution parce qu'elle a l'avantage de donner compétence à leurs tribunaux relativement aux vols commis à l'étranger par leurs sujets rentrés ensuite dans leur pays. Les tribunaux anglais peuvent ainsi atteindre le recéleur anglais, ou se trouvant en Angleterre, de choses volées à l'étranger par un étranger.

En résumé, pour qu'il y ait élément matériel du vol, il est nécessaire qu'il y ait soustraction frauduleuse d'une chose susceptible d'être volée, le commencement d'exécution suspendu ou ayant manqué son effet par une conséquence indépendante de la volonté de l'agent suffisant à entraîner sa culpabilité.

*b) ÉLÉMENT INTENTIONNEL. — 181. — Il est toujours exigible. C'est un élément complexe, que l'on peut ramener à une notion triple :*

1° Il faut que l'agent ait su qu'il enlevait une chose : ne commet pas de vol celui qui enlève une malle fermée

dans laquelle on a introduit à son insu des objets ne lui appartenant pas.

2° Il faut qu'il sache en outre que cet enlèvement est fait en dehors du consentement du propriétaire : a, par exemple, été acquitté celui qui, ayant obtenu du propriétaire d'une truffière l'autorisation de recueillir des truffes, a continué à le faire après que la truffière eût été louée à un tiers, à son insu, et sans qu'il en ait été avisé d'une manière quelconque <sup>(18)</sup>. A cet égard, on s'est demandé ce qu'il fallait décider dans le cas où une épreuve de probité était tentée par quelqu'un, par exemple par le maître qui, ayant des doutes sur l'honnêteté de son domestique, laisse traîner chez lui un objet de valeur. Si celui-ci disparaît, le domestique poursuivi à la requête du maître, pourrait-il prétendre que la tentation était l'équivalent d'une autorisation du propriétaire ?

3° Enfin, pour que l'intention soit constituée, il faut que l'agent ait voulu usurper la possession civile. N'est pas voleur celui qui veut s'emparer simplement de la jouissance d'une chose : le propriétaire qui s'empare des meubles de son locataire pour se constituer un gage n'est pas voleur, sauf s'il vend ces meubles ; dans ce cas seulement il a pris la possession ; il a alors, non seulement le *corpus*, mais l'*animus*. De même, le débiteur qui reprend la chose donnée en gage, le locateur qui reprend un meuble loué, celui qui usurpe la détention de fait ne sont pas des voleurs. Mais celui qui détourne des bronzes pour en exécuter des moulages — hypothèse que nous avons examinée en étudiant le vol d'usage <sup>(19)</sup> — a été déclaré coupable de vol parce qu'il fait sortir ces objets de la légitime posses-

(18) Grenoble, 11 juillet 1896, S. 1897, 2, 269.

(19) *Supra*, n° 947, 125.

sion du propriétaire, et qu'il s'en sert comme ferait le légitime propriétaire lui-même.

c) **ELÉMENT JURIDIQUE.** — 182. — Il faut, pour qu'il y ait vol, que la chose n'appartienne pas au voleur : le délit serait impossible. Mais il semble que celui qui dérobe une chose qu'il croit appartenir à autrui, alors qu'elle est sa propriété, est aussi coupable moralement que celui qui dérobe effectivement la chose d'un autre.

Les difficultés relatives à la propriété de la chose volée se présentent lorsque cette propriété est litigieuse, démembreée, indivise.

183. *Changement de propriété.* — Que décider tout d'abord en cas de *changement de propriété concomitante au vol* ? Un acheteur emporte l'objet acheté sans le payer. Pourra-t-il se prévaloir de l'article 1583 du Code civil, d'après lequel « la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé » ? Il échapperait ainsi à toutes poursuites pénales et ne serait exposé qu'à l'action résolutoire de l'article 1184 ou à la revendication de l'article 2102, § 4, du Code civil. Une telle solution est inadmissible et il faut interpréter le contrat de bonne foi : il a été jugé<sup>(20)</sup> que l'acheteur qui agit de la sorte est un voleur.

Il est assez délicat de justifier cette solution au point de vue juridique : admettre que la remise de la chose n'entraîne aucun des caractères de la possession civile et n'est que provisoire tant que le prix n'est pas payé va à l'en-

(20) Cass. crim., 4 juin 1915, S. 1918-19, 1, 225, n. Roux.



contre de l'article 1583. On a également soutenu <sup>(21)</sup> que ce texte n'est destiné qu'à exprimer une présomption de volonté qui souffre la preuve contraire. A la vérité, il semble plus rationnel de dire qu'il n'y a pas dans notre hypothèse d'accord de volontés, puisque le voleur n'a jamais eu sérieusement l'intention d'acheter et de payer le prix. Par conséquent, il y a véritablement vol.

*184. Propriété litigieuse.* — La question est moins compliquée lorsque la propriété de la chose soustraite était *litigieuse* au moment de la soustraction, entre le voleur et le volé. Il faut écarter l'incrimination de vol dans ce cas, et cela quelle que soit l'issue du procès : en effet, ou bien le voleur triomphe, et alors sa propriété est rétroactivement établie, de sorte qu'il n'a pas soustrait la chose d'autrui, ou bien il succombe, et alors l'incrimination de vol doit être écartée car il est impossible de prouver qu'il savait mettre la main sur une chose ne lui appartenant pas : c'est l'élément intentionnel qui fait alors défaut.

*185. Démembrement de la propriété.* — Au cas de *démembrement de la propriété*, la question peut se poser pour le quasi-usufruit ou pour l'usufruit. Dans le premier cas, il semble qu'il n'y a pas vol si le propriétaire prend l'objet, car on ne peut lui reprocher de « soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ». Quant à l'usufruit immobilier, le problème se présente d'une façon encore moins pratique : le vol d'un immeuble est inconcevable. Il faudrait supposer que le propriétaire se fît remettre par exemple le loyer de l'immeuble soumis à l'usufruit. Dans ce cas, il y aurait lieu de conclure à l'existence d'un vol :

(21) Garçon, n. 331 sous art. 379.

de par l'usufruit, ces loyers appartiennent à l'usufruitier. Dès lors que le propriétaire s'empare de leur montant, il est un voleur, il a « soustrait » la chose d'autrui, encore que l'immeuble les rapportant lui appartienne.

186. *Indivision*. — Enfin, lorsqu'un des *coindivisaires* s'empare de la chose indivise, doit-on le considérer comme voleur dans la mesure où il n'est pas propriétaire ? La situation est prévue par le Code civil pour l'indivision successorale dans l'article 792, qui déclare héritier pur et simple l'héritier qui s'est rendu coupable de recel et le prive de sa part dans les objets qu'il a voulu s'approprier. En dehors des sanctions civiles, on admet généralement que l'héritier recéleur peut encourir des sanctions pénales<sup>(22)</sup> : s'il a soustrait la chose, il sera passible des peines applicables à l'auteur d'un vol. Cela est assez logique : si l'on admet que le *jus in re* du nu-propriétaire ne fait pas obstacle au vol, *a fortiori* le *jus in re* du coindivisaire laisse-t-il subsister la possibilité du vol d'effets de la succession par un des cohéritiers. En second lieu, l'article 380 du Code pénal a énuméré limitativement les cas dans lesquels le vol entre parents n'est pas puni. Le cas du cohéritier n'étant pas prévu par ce texte, l'on ne peut le soustraire aux peines du vol.

187. *Trésor*. — A cette question de la propriété indivise se rattachent les difficultés relatives au *trésor* trouvé sur un fonds appartenant à autrui et dont l'inventeur s'empare frauduleusement. Il commet un vol, de la moitié du trésor appartenant au propriétaire du fonds, par appli-

(22) Angers, 6 juin 1870, D. 1871, 2, 127 ; Planiol et Ripert, *op. cit.* III. n° 2003.

cation de l'article 716 du Code civil <sup>(23)</sup>. Mais la difficulté sera, dans un cas de ce genre, de prouver la mauvaise foi de l'inventeur qui prétendra avoir commis une erreur sur la loi civile et qui, croyant que la totalité du trésor lui appartenait, n'aurait pas eu d'intention frauduleuse et ne se serait pas rendu coupable de vol.

188. *Choses abandonnées.* — Notons enfin que le vol des *choses abandonnées* a donné lieu à un certain nombre de difficultés, que nous n'envisagerons pas, car cet aspect de la notion de vol ne saurait nous intéresser, restant par la force des choses en dehors de l'assurance-vol : le seul fait qu'il s'agit de propriété abandonnée exclut la possibilité de l'assurance.

189. *Vol entre parents ou alliés.* — Enfin, pour en avoir terminé avec l'élément juridique du vol, il nous reste à envisager l'hypothèse de l'article 380 du Code pénal. Ne peuvent donner lieu qu'à des réparations civiles les « sous-  
« tractions commises par des maris au préjudice de leurs  
« femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris,  
« par un veuf ou une veuve, quant aux choses qui avaient  
« appartenu à l'époux décédé, par des enfants ou autres  
« descendants au préjudice de leur père ou mère ou  
« autres ascendants, par des père ou mère ou autres as-  
« cendants au préjudice de leurs enfants ou autres des-  
« cendants, ou par des alliés au même degré ». Cette dis-  
position se justifie par les précédents historiques : en droit romain, il n'y avait pas de propriété individuelle et il était normal que l'*actio furti* ne fût pas donnée au cas de *furtum domesticum*. Dans l'Ancien Droit, l'existence de la puis-

(23) Cass. civ., 18 mai 1827, *Répertoire Dalloz*, V<sup>o</sup> Vol, n<sup>o</sup> 121.

sance paternelle et le caractère infamant du vol expliquent la non-répression du vol familial. Certains auteurs <sup>(24)</sup> prétendent que l'idée de copropriété familiale suffit encore à l'heure actuelle à justifier la règle de l'article 380. Il n'y a pas de vol, parce qu'il manque un élément constitutif de l'infraction. Mais rien ne permet d'admettre pour les besoins de la cause le maintien de la copropriété familiale : ce serait contraire aux faits et inconciliable avec nombre de règles de notre droit civil.

Il faut reconnaître que la règle de l'article 380 est due à une raison tirée de l'intérêt social : on a voulu faciliter les rapports familiaux. On a été jusqu'à prétendre que ce texte créait simplement une cause d'absolution. D'autres auteurs ont soutenu <sup>(25)</sup> qu'il y a fin de non-recevoir : l'action publique n'est, en principe, pas mise en mouvement, mais, s'il en est autrement, la Cour d'assises ne peut qu'absoudre <sup>(26)</sup>.

Quant aux personnes qui bénéficient de cette disposition, ce sont celles qu'elle énumère, conjoint, parents légitimes et naturels, cette énumération étant, bien entendu, limitative. Normalement, la parenté ou l'alliance doit exister au moment de l'infraction <sup>(27)</sup> mais, puisque le texte a pour but le maintien de la bonne harmonie dans les familles, il est logique que l'époux auteur de la soustraction puisse se prévaloir de l'article 380, même au cas où le mariage est postérieur au prétendu délit <sup>(28)</sup>.

D'autre part, la considération de la famille justifiant ce texte, il ne joue pas s'il existe un tiers copropriétaire <sup>(29)</sup>,

(24) Chauveau-Hélie, V, n° 1936.

(25) Garçon, n. 4 et s. sous art. 380 ; Garraud, V, n° 93.

(26) Cass. crim., 6 octobre 1853, D. 1853, 5, 487.

(27) Paris, 19 mai 1866, S. 1867, 2, 70.

(28) Lyon, 8 décembre 1885, D. 1886, 2, 97.

(29) Cass. crim., 18 janvier 1849, S. 1849, I, 206.

ni s'il s'agit de l'enfant d'un comptable public : dans de telles hypothèses interviennent des intérêts devant lesquels ceux de la famille ne sont pas seuls à compter.

*190. Conclusion.* — De ce qui précède, il résulte que, pour qu'il y ait vol punissable, il faut qu'il y ait soustraction de la chose d'autrui, par un non-propriétaire, à condition que la chose soit susceptible d'être volée, et que l'agent ne soit pas parent avec le propriétaire dépossédé au degré prévu par l'article 380 du Code pénal. Nous faisons pour le moment volontairement abstraction des circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise, qui influent uniquement sur la peine encourue, dont nous aurons d'ailleurs à rechercher l'influence sur l'existence du vol assurable.

Du vol proprement dit, il faut rapprocher les infractions prévues par les articles 405 et 406, l'escroquerie et l'abus de confiance, dont le résultat est le même que celui du vol à l'égard de la victime, qui, dans l'escroquerie comme dans l'abus de confiance, se trouve appauvrie de l'objet de l'infraction. Nous verrons que cette similitude a fait naître, tout naturellement, l'idée de garantir, par l'assurance-vol, les conséquences dommageables de ces délits.

*191. Distinction du vol assurable et du vol punissable.* — La notion du vol telle que nous l'avons dégagée d'après les règles du Code pénal et de la jurisprudence criminelle peut-elle être transportée tout simplement dans le domaine de l'assurance ? Nous allons voir que la notion du vol assurable n'est pas exactement celle du vol punissable. Cela est aisé à comprendre : le but poursuivi n'est pas le même, il ne s'agit pas de punir, soit en vue d'amender le



coupable, soit en vue de diminuer le nombre des infractions, mais bien de réparer un préjudice éventuel, moyennant le paiement d'une prime. Nous sommes en matière contractuelle : les parties peuvent décider que des délits qui ne sont pas prévus par la loi pénale seront garantis par l'assureur. La règle *nullum crimen sine lege* ne joue plus. La notion de vol assurable pourra être plus large que la notion de vol punissable.

D'autre part, la notion de vol assurable sera plus étroite que celle du vol punissable lorsque la garantie de certains vols, ou bien entraînerait violation de principes fondamentaux de l'assurance, ou bien ne serait pas proportionnée au montant de l'indemnité due par l'assuré.

## B. — NOTION DU VOL DANS L'ASSURANCE-VOL

192. — Le contrat d'assurance est un contrat indemnitaire et aléatoire <sup>(1)</sup>. Ces deux caractéristiques essentielles expliquent un certain nombre de différences entre la notion de vol du Code pénal et celle de l'assurance-vol. Les autres différences résultent du but poursuivi : sans doute, l'assureur s'engage à garantir un risque, mais, sous peine de faire faillite, il est tenu — plus encore que dans toute autre assurance — de calculer les probabilités de réalisation de ce risque, d'en fixer étroitement les conditions, de telle manière que l'opération ne se solde pas fatalement par une perte à son détriment.

193. *Caractère indemnitaire de l'assurance.* — a) Le contrat est un contrat *indemnitaire*, ce qui veut dire que l'o-

(1) C. *supra* p. 3.

pération ne doit pas procurer un gain à l'assuré. Cela signifie, non pas qu'il ne puisse recevoir de l'assureur sous forme d'indemnité plus qu'il n'a lui-même versé sous forme de primes, mais que le paiement de l'indemnité d'assurance ne doit pas représenter pour lui un enrichissement par rapport au préjudice résultant du vol. Il faut que ce paiement corresponde simplement à une *restitutio in integrum*. Par conséquent, seul pourra être assuré le vol de choses représentant une valeur estimable en argent. Il ne semble donc pas que l'on puisse assurer des objets auxquels on tient uniquement pour des raisons morales — hormis le cas, toutefois, où les parties tomberaient d'accord pour leur attribuer une valeur convenue. —

Le caractère indemnitaire du contrat, s'il interdit à l'assuré de réaliser un gain, ne doit cependant pas entraîner pour lui une perte certaine. D'où cette conséquence que toutes les fois que la prime exigée par l'assureur, à raison de la fréquence des sinistres et de leur gravité, sera supérieure aux frais d'un gardiennage efficace, l'assurance ne présentera plus d'intérêt pour l'assuré. C'est en partie pour cette raison que les grands magasins ne s'assurent pas contre le vol à l'étalage : le montant de la prime qu'ils auraient à payer pour assurer un tel risque serait si élevé qu'ils ont plus d'avantage à renforcer leur personnel de surveillance, afin de diminuer les vols.

C'est la même raison qui explique que les collections particulières ne sont que rarement assurées. Etant donné la somme considérable demandée par l'assureur à titre de prime, il est plus avantageux pour l'assuré de faire procéder à un gardiennage et à une surveillance très actifs.

194. *Caractère aléatoire de l'assurance.* — b) Le contrat d'assurance est, dans une mesure infime à l'heure ac-

tuelle, il est vrai, un contrat *aléatoire* <sup>(1)</sup>. C'est pourquoi les vols qui se produisent certainement ne sont pas assurables : tels sont les vols dans les grands magasins. Le fait que l'assurance coûterait plus cher qu'une surveillance efficace ne suffit pas à expliquer l'absence d'assurance contre le vol dans cette hypothèse. En effet, tous les ans, des quantités considérables de marchandises sont dérobées aux étalages : c'est là un risque certain. Le montant de tels vols ne peut évidemment être prévu de façon précise ; mais, dans l'ensemble, la somme que les grands magasins inscrivent de ce chef à leur compte de profits et pertes semble sensiblement le même chaque année. L'assureur qui accepterait de garantir un tel risque saurait à peu de chose près le montant de la somme qu'il aurait à déboursier à titre d'indemnité d'assurance. Le caractère aléatoire du contrat disparaîtrait donc presque complètement.

Pour qu'il soit certain que le risque ne se reproduit pas fréquemment, il faut qu'il ne puisse pas se reproduire facilement. Cela explique la « franchise » stipulée dans certaines polices : cette franchise permet à l'assureur d'exclure de la garantie les vols minimes qui demeurent à la charge de l'assuré. C'est la même idée de facilité dans l'exécution qui conduit la plupart des assureurs de vols à écarter le vol simple de leurs contrats, et à exiger la présence de l'une des circonstances du vol aggravé : effraction, escalade... Nous verrons plus loin qu'il existe d'ailleurs d'autres raisons pour l'assureur de refuser, en principe, de couvrir le vol simple.

*195. Importance de l'attitude de l'assuré.* — c) Dans le vol considéré du point de vue pénal, on ne tient aucun

(1) C. *supra* p. 3.

compte de l'attitude de la victime. Dès lors que le propriétaire n'a pas consenti à l'enlèvement de sa chose, il y a vol, quelles que soient les tentations auxquelles le voleur a pu être soumis, en voyant, par exemple, « traîner » devant lui des bijoux de grande valeur. En matière d'assurance, au contraire, l'attitude de l'assuré a une importance capitale.

Tout d'abord, l'escroquerie n'est jamais couverte par l'assurance : c'est à la victime à se défendre contre celui qui profite de sa crédulité. Il ne saurait, a-t-on dit avec une certaine rudesse, y avoir d'assurance contre la bêtise<sup>(30)</sup>. C'est à la victime à se renseigner avant de se laisser tenter par les promesses fallacieuses de l'escroc. Pour elle, le moyen le meilleur de se protéger, c'est d'être prudente et de n'accepter les allégations d'un inconnu qu'après en avoir vérifié la véracité. Une volonté avertie suffit à éviter le sinistre, la part du hasard semble, dans ces conditions, réduite à fort peu de chose : c'est ce qui explique l'exclusion de l'escroquerie.

Pour l'abus de confiance, il peut se faire aussi que la victime y ait une part de responsabilité : elle n'a pas pris suffisamment de renseignements sur ses employés et préposés, sur ses domestiques. Mais à la vérité, la possibilité de tomber sur un employé malhonnête malgré les apparences, ou qui a peut-être été tenté par les circonstances, fait partie du risque inhérent à toute organisation. La part du hasard apparaît : on peut être victime d'un abus de confiance, tout en s'étant entouré de tous les renseignements désirables. Il est donc normal que ce soit là un risque assurable.

(30) De Warenguien, *op. cit.*, 38 et Wilhelm, *Contrib. à l'étude de l'assurance contre le vol : stultis non succurit lex*, que l'on peut traduire : « l'assurance ne couvre pas les imbéciles ».

Toujours en considération de l'attitude de l'assuré, certains assureurs refusent de couvrir le vol simple, risque déjà peu désirable à cause de sa fréquence, et exigent qu'il y ait eu au moins escalade ou effraction : dans le cas contraire, en effet, n'y a-t-il pas eu de la part de l'assuré une certaine négligence, puisque le vol a pu être commis sans ces circonstances ? n'a-t-il pas laissé les objets volés à la portée du voleur ?

195 bis. *Preuve du sinistre.* — d) Enfin, il nous reste à examiner une dernière question, particulièrement délicate en matière d'assurance contre le vol, c'est celle de la preuve du sinistre.

Aux termes de l'article 1315 du Code civil, celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. C'est là une règle générale du droit commun applicable aux obligations nées de contrats d'assurances aussi bien que de tous autres contrats. Elle ne donne lieu à aucune difficulté particulière dans l'assurance de choses dont la conservation, ou plus exactement l'intérêt que présente cette conservation pour l'assuré, est l'objet même de la garantie de l'assureur : la destruction d'un bien par le feu, la détérioration d'une voiture automobile au cours d'un accident et cet accident lui-même sont des faits qui peuvent être matériellement prouvés.

196. *Preuve du vol.* — Plus difficile est l'administration de la preuve en matière d'assurance-vol puisqu'il s'agit d'établir l'existence non plus d'un fait matériel, mais d'un fait juridique : ce n'est pas seulement la disparition de l'objet, c'est le fait délictuel, le vol qu'il faut prouver. Aux premiers temps de l'assurance-vol, l'assureur exigeait que le délit fût établi par la condamnation du coupable. A



cette condition seulement il accordait sa garantie. L'expérience révéla bien vite que cette condition était trop rigoureuse. Ruinant, dans un grand nombre de cas, l'efficacité du contrat, elle constituait un obstacle sérieux à l'extension de l'assurance-vol. Beaucoup de larcins, en effet, sont classés « sans suite » par les Parquets, faute de preuves suffisantes à l'encontre des prévenus. L'obligation d'obtenir la condamnation du voleur fut donc abandonnée et, aujourd'hui, l'assureur se contente, lorsque le dommage paraît devoir excéder une certaine somme, d'obliger l'assuré à prévenir la police, en même temps que lui-même, dans un très court délai, qui est généralement de vingt-quatre heures.

A ce sujet, notons que le paragraphe 4 de l'article 15 de la loi de 1930, qui oblige l'assuré à donner avis à l'assureur, dès qu'il en a eu connaissance et, au plus tard, dans les cinq jours, de tout sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur, n'est pas applicable aux assurances contre le vol. Le dernier paragraphe dudit article 15 déroge, à ce sujet, au droit commun. La raison en est aisée à comprendre : en matière de vol, il est indispensable que l'assureur soit prévenu sans retard afin qu'il puisse utilement mettre en œuvre tous ses moyens d'action dans le but de découvrir le voleur et de recouvrer l'objet du vol.

Toutefois la déclaration rapide du sinistre, si elle peut parer dans certains cas aux conséquences dommageables du délit, ne suffit pas toujours à permettre d'en établir la preuve. C'est pourquoi l'assureur exige que le vol, pour être garanti, soit accompagné de circonstances matérielles déterminées : effraction, bris de clôtures, usage de fausses clés, violences sur la personne, etc..., dont la preuve peut être rapportée. En ce cas, les Tribunaux sont tenus de faire

une application stricte des clauses de la police qu'ils ne peuvent interpréter dès lors qu'elles sont claires et précises. Il est ainsi remédié dans une certaine mesure à la difficulté de prouver le délit.

197. *Preuve de la perte.* — Mais cette difficulté demeure entière lorsque le contrat couvre la perte dont la garantie est, très souvent, associée à celle du vol. En pareil cas, on peut se demander comment l'assuré remplira l'obligation, dont il a la charge, de prouver l'existence d'un fait qui ne laisse aucune trace matérielle. Cette situation paraît incliner la jurisprudence vers l'exonération pour l'assuré de toute obligation de prouver la perte qu'il allègue. C'est ce qui résulte d'un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine en date du 22 mars 1933<sup>(31)</sup> et d'un arrêt rendu le 22 novembre 1933 par la 4<sup>e</sup> Chambre de la Cour d'appel de Paris<sup>(32)</sup>.

Selon la première décision, l'assureur, en cas d'assurance contre la perte ou le vol, ne pourrait exiger de l'assuré qu'il justifie la perte qu'il allègue, car une telle exigence équivaldrait à obliger l'assuré à rapporter une preuve négative et à renverser le fardeau de la preuve qui incomberait à la Compagnie. Dès lors, si la Compagnie ne prouve aucune manœuvre dolosive de l'assuré, elle doit purement et simplement payer l'indemnité convenue.

Des deux motifs articulés à l'appui de cette décision le premier, seul, peut, au premier abord, faire illusion et paraître revêtu d'une certaine force. Sans nous arrêter à la confusion que l'on pourrait relever dans les termes (il s'agit de la preuve d'une proposition affirmative et non pas négative), admettons que l'affirmation de l'assuré ait

(31) *Recueil pér. Ass.*, 1933, p. 386; *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, 618.

(32) *Gaz. Pal.*, 23 décembre 1933; *Rev. gén. Ass. terr.*, 1934, 156, et la note de M. Maurice Picard.

un caractère indéfini qui en rende impossible la preuve complète. Il n'en reste pas moins que la perte alléguée s'est produite dans des circonstances de faits qui, elles, sont bien positives et que l'assuré est tenu de faire connaître à l'assureur<sup>(33)</sup>. Toutes les polices vol, en effet, stipulent cette obligation. En dispenser purement et simplement l'assuré, c'est donc violer la convention qui est la loi des parties.

Quant au second motif énoncé dans notre jugement, il nous paraît inadmissible : il méconnaît, en effet, l'article 1315 du Code civil en prétendant obliger le défendeur à rapporter une preuve qui incombe au demandeur. C'est là un renversement contraire à la notion juridique de la preuve, notion conforme au simple bon sens. Dans l'espèce rapportée, l'obligation mise à la charge de l'assureur est d'autant moins explicable que c'est à lui qu'est imposée l'administration d'une preuve négative, jugée impossible pour l'assuré.

Dans son arrêt du 22 novembre 1933, la Cour de Paris, elle aussi, admet que la simple affirmation par l'assuré de la perte de l'objet garanti suffit à obliger l'assureur au paiement de l'indemnité convenue. Les motifs étayant cette décision sont les suivants :

1° S'agissant d'une assurance contre la perte ou le vol, il est difficile de concevoir qu'un assuré, victime d'un vol, ou plus particulièrement d'une perte, puisse être contraint de prouver, en dehors de toute restriction de ce chef dans la police, un fait qui comporte dans son essence même une incertitude ;

(33) Négligeons l'obligation pour l'assuré de prouver l'existence entre ses mains de l'objet perdu : l'assureur ne conteste généralement pas cette existence qu'il a pris ou dû prendre soin de vérifier avant de s'engager.

2° A la base d'un contrat d'assurance pour perte d'un objet se place la confiance que la Compagnie accorde aux déclarations de l'assuré si la perte vient à se produire et c'est sur cette confiance même et les risques qu'elle permet d'entrevoir que sont calculées les primes d'assurances correspondantes.

A propos du premier motif, nous ne pourrions que répéter ce que nous avons dit au sujet du jugement que nous avons analysé plus haut : à défaut du fait même, les circonstances qui l'entourent peuvent être précisées.

Beaucoup plus hardi est le second motif — sans, pour cela, nous apparaître plus déterminant.

Sans doute, la confiance en l'assuré a joué un rôle important dans la décision de l'assureur. C'est ici que l'*intuitus personae* revêt une force particulière. Mais peut-on dire que cette confiance seule a déterminé le consentement de l'assureur ? que, dès lors, il a renoncé au droit commun quant à la preuve des sinistres et accepté de tenir pour suffisante l'affirmation de l'assuré ? Il ne semble pas qu'à défaut d'une stipulation expresse, une telle renonciation puisse être présumée. Tout ce que l'on peut dire, c'est qu'en présence de la difficulté pour l'assuré d'administrer la preuve d'une perte, les Tribunaux pourront apprécier très largement les circonstances dans lesquelles se sera produit le fait allégué. Encore devront-ils, à notre avis, se livrer à cette appréciation et constater, tout au moins, que les faits déclarés revêtent un caractère sérieux de vraisemblance. Que si un doute pouvait subsister à cet égard dans l'esprit du juge, il devrait recourir à une instruction.

198. *Moralité de l'assuré.* — En résumé, nous pensons qu'en l'absence d'une convention expresse — pratiquement absente dans tous les contrats d'assurance de perte ou vol

— il n'est pas possible de présumer que l'assureur ait entendu renoncer à l'obligation pour l'assuré de prouver l'existence du sinistre qu'il allègue. Nous admettons qu'en fait, les Tribunaux puissent faire état de la confiance témoignée à l'assuré et se montrer peu rigoureux à son égard quant à l'établissement de la preuve dont il a la charge — mais nous pensons que le principe de l'obligation de cette preuve doit être maintenu. L'abolir équivaldrait à supprimer dans les contrats-vol la garantie de la perte, car on peut se demander quel assureur consentirait, dans ces conditions, à assumer la charge d'un tel risque.

199. *Conditions de garantie.* — Tous les caractères techniques du contrat d'assurance influent sur la notion du vol assurable qui ne saurait, comme nous l'avons dit, être exactement celle du Code Pénal. Nous le verrons avec plus de netteté encore en déterminant les conditions dans lesquelles le vol sera garanti par l'assureur. A cette fin, nous prendrons pour base de nos développements l'étude d'une police, par exemple celle de la Réunion Française, doyen-ne des assureurs de vols.

200. *Etendue de l'assurance.* — L'article 1<sup>er</sup> de la police de 1910 « contre le vol avec effraction, escalade ou usage « de fausses clefs » est ainsi rédigé :

« Etendue de l'assurance. — La Compagnie assure dans « les locaux ci-après désignés, les objets mobiliers cou-  
« verts par la présente police contre la disparition et la  
« détérioration résultant d'un vol qualifié. L'assurance  
« s'applique en conséquence à tous les cas suivants :

« 1<sup>o</sup> Vol commis avec effraction dans un bâtiment ou  
« lieu clos (art. 393, 394, 395, 396 du Code Pénal) ;



« 2° Vol commis dans un bâtiment ou lieu clos avec es-  
« calade des clôtures (art. 397 du Code Pénal) ;

« 3° Vol commis en employant pour ouvrir des portes  
« ou des meubles fermés contenant les objets assurés, des  
« fausses clés, crochets ou tous autres instruments (art.  
« 398 du Code Pénal), ou bien encore par suite d'effrac-  
« tion desdits meubles ;

« 4° Vol commis sans effraction, escalade ou usage de  
« fausses clefs, par des malfaiteurs, lorsqu'il sera prouvé  
« que l'auteur du vol aura pénétré clandestinement dans  
« les locaux renfermant les objets assurés.

« Elle s'applique en outre au vol précédé ou suivi de  
« meurtre ou d'assassinat ou bien encore de tentative de  
« meurtre ou d'assassinat dûment établi sur la personne  
« de l'assuré, d'un membre de sa famille ou d'un de ses  
« serviteurs, domestiques ou employés.

« Les dégâts aux locaux provenant du fait des voleurs  
« peuvent, moyennant une prime spéciale, être couverts  
« par l'assurance ».

Le risque assurable n'est donc réalisé que si le vol est accompagné de circonstances dont la présence, au point de vue purement pénal, transforme l'infraction en « vol aggravé », mais qui, en matière d'assurance, ont simplement pour effet de rendre la preuve plus aisée.

Cette aggravation tient, soit au lieu de l'infraction, soit aux procédés d'exécution, soit à la qualité du voleur.

1° AGGRAVATION TENANT AU LIEU DE L'INFRACTION. — 201.  
— L'on est *a priori* tenté de penser que la circonstance de lieu ne présente pas de difficulté pour la détermination du vol assurable. Nous avons vu en effet, en étudiant les différents types de contrats d'assurance, que le lieu où est commis le vol pourrait servir à classer les différentes po-

lices. Rappelons cependant certaines circonstances de lieu particulièrement importantes, qui transforment le vol en vol « aggravé » en matière pénale.

202. *Chemin public.* — Le Code pénal punit plus sévèrement l'auteur d'un vol commis « sur les chemins publics » ou dans les wagons de chemin de fer servant au transport des voyageurs, des correspondances ou des bagages, toutes les fois qu'ils formeront convoi », d'après l'article 383. Cette disposition avait été édictée pour protéger les particuliers contre les brigands de grand chemin, dont le danger n'était pas négligeable au début du siècle dernier. En 1922, la circonstance de vol dans un wagon de chemin de fer en convoi a été assimilée au vol sur les grands chemins, à la suite de nombreux crimes commis dans ces conditions. C'est là une notion sans intérêt en matière d'assurance-vol : en effet, ou bien l'assuré est garanti contre le vol de choses situées en un endroit déterminé, ou bien il s'agit de vol sur la personne qui est couvert, quel que soit le moyen de transport employé.

203. *Champs.* — Nous n'avons pas davantage à nous arrêter aux vols dans les champs, prévus par l'article 388 du Code pénal : c'est un genre de vol qui n'est pas assurable, à cause, d'une part, de sa facilité, et d'autre part de la difficulté de preuve de la consistance des choses volées.

204. *Maison habitée.* — Nous aurons plus de profit à nous arrêter à la circonstance de « maison habitée », susceptible d'entraîner une aggravation de peine, à condition d'être jointe à d'autres, à celle de vol commis en réunion (art. 386, 1<sup>o</sup>) ou bien des quatre autres circonstances aggravantes de l'article 381 du Code pénal.

Cette notion est définie par l'article 390 : « Est réputée

« *maison habitée*, tout bâtiment, logement, loge, cabane, « même mobile, qui, sans être actuellement habité, est « destiné à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme « cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont « enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils « auraient une clôture particulière dans la clôture ou « enceinte générale ».

En plus de sa qualité de circonstance aggravante, cette notion nous intéresse parce que, nous le verrons, l'escalade suppose qu'il s'agit de maison habitée, et en second lieu parce que la notion d'habitation est différente en matière d'assurance-vol.

La définition de l'article 390 est très extensive et elle a encore été étendue par la jurisprudence et la plupart des auteurs. En effet, le Code pénal n'exige pas l'occupation actuelle, mais veut seulement que le local soit « destiné à « l'habitation ». Est même généralement considérée comme une maison habitée une demeure temporaire pour certains besoins — par exemple, il a été jugé que les bureaux d'une banque où le personnel se réunit quotidiennement pendant la plus grande partie de la journée, constitue une maison habitée au sens légal<sup>(34)</sup>. L'on constate la même interprétation large pour la nature des bâtiments : l'étable où couche un berger, le bateau pourvu d'un gardien ont été jugés « maison habitée »<sup>(35)</sup>.

De même encore, la liste des dépendances donnée par le texte, pour être assimilées à la maison elle-même, n'est certainement pas limitative.

Cette notion d'habitation est essentiellement différente de celle que nous avons eu l'occasion de dégager en étu-

(34) Cass. crim., 22 mars 1889 D. 1889, 1, 388.

(35) Garçon, n. 78, *loc. cit.*

diant l'assurance du vol des mobiliers où nous avons vu qu'il y avait inhabitation dès lors qu'aucun gardien ne restait dans les locaux généralement destinés à l'habitation <sup>(36)</sup>.

On peut établir en règle générale que la circonstance de « maison habitée » est exigée par l'assureur de vol, mais que cette circonstance est comprise tout autrement que celle du Code pénal.

205. *Clôtures*. — Il est également intéressant de rappeler la définition que le Code pénal donne des clôtures :

Art. 391. — « Est réputé *parc* ou *enclos* tout terrain en-  
« vironné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de  
« haies vives ou sèches, ou de murs de quelque espèce de  
« matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la  
« profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses  
« clôtures, quand il n'y aurait pas de porte fermant à clef  
« ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et  
« ouverte habituellement ».

Art. 392. — « Les parcs mobiles destinés à contenir du  
« bétail dans la campagne, de quelque matière qu'ils  
« soient faits, sont aussi réputés enclos ; et, lorsqu'ils tien-  
« nent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux  
« gardiens, ils sont réputés dépendant de la maison habi-  
« tée ».

Cette notion de clôture nous sera en effet essentielle pour dégager celle d'effraction.

## 2° AGGRAVATION TENANT AUX PROCÉDÉS D'EXÉCUTION. —

206. — Cette aggravation est prévue par l'article 381 du Code pénal, qui en indique les conséquences au point de vue de la répression. Nous n'avons pas à rechercher ici

(36) *supra*, n° 38.

comment les circonstances de nuit, de réunion, de port d'armes apparentes ou cachées, la violence ou menace de s'en servir, l'effraction, l'escalade, l'emploi de fausses clés, de faux titres, de faux costume ou d'emploi d'un faux ordre de l'autorité, sont susceptibles de se combiner pour entraîner une aggravation de peine, suivant leur nombre et leur qualité.

En effet, l'assurance couvre le vol dès lors qu'une des circonstances prévues se trouve présente. Mais les enseignements de la loi pénale nous sont précieux, étant donné que la police renvoie à plusieurs reprises aux textes du Code pénal.

Nous aurons donc à dégager successivement les notions d'effraction, d'escalade, de fausses clés, d'introduction clandestine dans les locaux renfermant les objets volés.

**I. — Vol commis avec effraction dans un bâtiment ou lieu clos.** — 207. — La police renvoie aux articles 393 à 396 du Code pénal, ainsi conçus :

*Art. 393.* — « Est qualifié *effraction*, tout forcement, « rupture, démolition, enlèvement de murs, toits, plan- « chers, portes, fenêtres, serrures, cadenas, ou autres us- « tensiles ou instruments servant à fermer ou à empêcher « le passage, et de toute espèce de clôture quelle qu'elle « soit ».

*Art. 394.* — « Les effractions sont extérieures ou inté- « rieures ».

*Art. 395.* — « Les effractions extérieures sont celles à « l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, « cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les « appartements ou logements particuliers ».

*Art. 396.* — « Les effractions intérieures sont celles qui, « après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'ar-



« ticle précédent, sont faites aux portes ou clôtures en  
« dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fer-  
« més ».

« Est compris dans la classe des effractions intérieures  
« le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous  
« toile et corde, et autres meubles fermés qui contiennent  
« des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été  
« faite sur le lieu ».

Il est aisé de comprendre que le législateur ait considéré l'effraction comme entraînant une aggravation de peine : le voleur apparaît dans ce cas, non seulement comme manquant de probité, mais violent et audacieux ; il ose s'attaquer à des objets séparés de lui par un obstacle matériel ; le punir plus sévèrement répond au but répressif de la loi pénale. En outre, la loi pénale est faite pour protéger tous les individus, et spécialement celui qui fait son possible pour se protéger lui-même. C'est le cas de celui dont la chose ne peut être enlevée qu'après destruction d'un obstacle. C'est cette dernière raison qui fait que le vol avec effraction est couvert par l'assurance-vol, par application de l'idée que nous avons indiquée précédemment que l'assuré doit être vigilant.

C'est là d'ailleurs une idée si naturelle que le droit romain et l'ancien droit prévoyaient déjà l'effraction.

Les difficultés susceptibles de se présenter quant à la notion d'effraction sont relativement peu nombreuses, étant donné la minutie avec laquelle le Code l'a définie.

La conception du Code est très large et résulte des expressions redondantes qui ont été employées.

Il faut tout d'abord un fait matériel de « forcement », c'est-à-dire que l'ouverture de la clôture ait été faite à l'aide d'un moyen autre que le moyen normal. Il a par

exemple été jugé qu'il y a effraction dans le fait d'enlever les clous de la serrure d'un coffre-fort<sup>(37)</sup>, ou dans le forçement de la gâche d'une serrure à l'aide d'un ferrement<sup>(38)</sup>, alors cependant qu'à prendre les mots dans le sens littéral, il n'y a pas dans ces cas d'effraction.

Il n'y a pas, au contraire, effraction si l'on emploie pour pénétrer dans le lieu où se trouve l'objet volé le moyen normal à cet effet, par exemple, si l'on se sert des clefs soustraites au propriétaire — ce qui n'exclut pas du reste l'existence d'une autre circonstance aggravante — si l'on déplace une traverse pour pénétrer dans un enclos, comme fait le propriétaire<sup>(39)</sup>.

Il faut en second lieu que la rupture porte sur une clôture ou sur un « ustensile ou instrument servant à fermer » ou empêcher le passage, et sur toute espèce de clôture ». C'est ainsi que la fracture d'une charrue pour en enlever les ferrements n'a pas été considérée comme une effraction<sup>(40)</sup>, non plus que le fait d'avoir forcé le cadenas d'un bateau afin de le voler<sup>(41)</sup>, ni de rompre la digue pour faire écouler l'eau d'un étang et voler le poisson<sup>(42)</sup>, ni le fait de percer un tonneau pour voler le vin.

Jusqu'ici les solutions pénales semblent ne présenter aucune incompatibilité avec les principes de l'assurance. Mais il semble bien que l'on ne saurait considérer comme assurable le vol commis avec effraction si cette effraction avait été inutile, une autre porte ayant, par exemple, été ouverte, hypothèse dans laquelle la juridiction pénale considère qu'il y a eu effraction<sup>(43)</sup>. Dans ce cas, en effet,

(37) Cass. crim., 5 vendémiaire an XIV, *S. chr.*

(38) Cass. crim., 27 janvier 1931, *Bull. crim.*, 16.

(39) Garçon, n. 131, sous art. 381 à 386.

(40) Garçon, n. 132, *loc. cit.*

(41) Cass. crim., 26 mars 1835.

(42) Cass. crim., 1<sup>er</sup> février 1825, *S. chr.*

(43) Besançon, 7 avril 1897, cité par Garçon, *loc. cit.*

l'assuré qui laisse sa porte ouverte a violé son obligation de vigilance et il ne peut se prévaloir du bénéfice de son contrat.

208. *Effraction extérieure et intérieure.* — Le Code pénal distingue deux sortes d'effraction : les effractions extérieures et les effractions intérieures : les premières sont prévues par le 1° de la police, alors que les secondes sont visées par le 4°. Cette distinction qui n'a qu'un intérêt très restreint au point de vue répressif (l'article 381 prévoyant seulement l'effraction extérieure) ne présente également qu'un intérêt théorique en matière d'assurances. Il faut simplement remarquer que le fait de déterrer une cassette dans une cave, qui ne présente certainement pas les caractères de l'effraction extérieure, ne rentre pas davantage dans la catégorie des effractions intérieures (le forçement de la cassette étant, bien entendu, une effraction intérieure, aux termes de l'article 396, al. 2), et, d'autre part, que l'effraction intérieure existe alors même qu'elle n'a pas été précédée d'effraction extérieure : le domestique qui brise le coffre-fort de son maître, sans s'être introduit clandestinement dans la pièce où il se trouvait, celui qui force la malle laissée chez lui par un ami, commettent sans aucun doute une effraction.

209. *Effraction postérieure au vol.* — Une dernière question se pose, au sujet de l'effraction commise par le voleur, non pour entrer dans le lieu où il commet le vol, mais pour en sortir. S'agit-il, en ce cas, d'une effraction au sens de la loi pénale ? A prendre à la lettre l'article 395, il faut répondre négativement : ce texte précise en effet que l'effraction extérieure est celle à l'aide de laquelle on peut « s'introduire » dans les maisons, basses-cours... A cet argument de texte on a ajouté que le vol n'est plus dans

pareil cas « commis » avec effraction, et enfin qu'une circonstance postérieure ne saurait modifier la nature de l'infraction. Mais, à l'inverse, le vol est véritablement perpétré à l'aide de l'effraction, lorsqu'il permet au voleur d'emporter la chose volée (s'il s'est, par exemple, laissé enfermer dans un lieu où il avait pénétré normalement, avec la chose à voler).

L'effraction postérieure au vol ne saurait, bien entendu, influencer sur la nature du vol si elle a un but autre que la réalisation même du vol, si, par exemple, elle sert à faire pénétrer un complice (44).

Signalons enfin que le vol des matériaux composant la clôture n'entre pas dans la catégorie des vols avec effraction : le but du législateur n'est pas en effet de protéger la clôture. D'ailleurs, l'assureur ne couvre pas ce genre de vol.

**II. — Vol commis dans un bâtiment ou lieu clos avec escalade des clôtures. — 210.** — Ici encore, nous trouvons une définition dans le Code pénal :

*Art. 397.* — « Est qualifiée *escalade*, toute entrée dans  
« les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quel-  
« conques, jardins, parcs et enclos, exécutés par-dessus  
« les murs, portes, toitures ou toute autre clôture ».

« L'entrée par une ouverture souterraine, autre que  
« celle qui a été établie pour servir d'entrée, est une cir-  
« constance aggravante de même gravité que l'escalade ».

Les raisons qui justifient la prise en considération de l'escalade, tant au point de vue pénal qu'à celui de l'assureur sont les mêmes que pour l'effraction. D'ailleurs, c'est également dans la tradition historique que la disposition

(44) n. 136 et 137, Garçon, *loc. cit.*

du Code pénal trouve son fondement : on punissait plus sévèrement dans l'Ancien Droit celui qui avait commis le vol « à l'aide d'une échelle », ce qui est le cas type de l'escalade.

L'escalade est d'ailleurs prise en considération dès lors qu'elle a servi à réaliser le vol, même si, au moment où il a « escaladé » la clôture, l'agent n'avait pas l'intention de voler. Il a été jugé que l'individu qui, après s'être introduit dans la chambre d'une bonne parce qu'il était son amant, en a profité pour commettre un vol, s'est rendu coupable d'un vol avec escalade<sup>(45)</sup>.

La conception légale de l'escalade est très large à tous points de vue : il y a escalade toutes les fois que l'on pénètre dans une maison... autrement que par les moyens habituels, que ce soit en enjambant une fenêtre du rez-de-chaussée<sup>(46)</sup>, en se servant d'échafaudages installés par des ouvriers<sup>(47)</sup>, en franchissant des haies vives ou sèches<sup>(48)</sup> ou même le simple fil de fer sur poteaux qui sert à maintenir les bestiaux<sup>(49)</sup>. D'après le texte lui-même, l'escalade n'est pas nécessairement aérienne, comme le sens littéral du mot pourrait le faire croire.

Par contre, ne constitue pas une escalade au sens du droit pénal le fait de franchir un ruisseau sur la glace<sup>(50)</sup>, le ruisseau n'étant pas destiné à l'introduction, ni celui de profiter d'une brèche dans un mur de clôture que le propriétaire a négligé de réparer<sup>(51)</sup>.

(45) Cass. crim., 15 janvier 1813, *S. chr.*

(46) Cass. crim., 22 avril 1830.

(47) Cass. crim., 28 avril 1859, D. 1864, 1, 364.

(48) Dijon, 28 avril 1859, D. 1859, 5, 414.

(49) Garçon, n. 185, *loc. cit.*

(50) Nancy, 21 mars 1812, *S. chr.*

(51) Garçon, n. 188, *loc. cit.*



211. *Lieu de l'escalade.* — D'ailleurs, le fait matériel de l'escalade ne suffit pas pour qu'il y ait vol aggravé : il faut encore que l'on se trouve dans une maison, dans un parc... dit le Code pénal, la police d'assurance employant le terme plus compréhensif de « bâtiment ou lieu clos ». Il en résulte qu'il n'y a pas escalade lorsque le vol a été commis après escalade d'un mur bordant un champ clos uniquement d'un côté. De même au cas où le voleur utilise une échelle pour voler un toit de plomb<sup>(52)</sup>.

Par contre, il y a escalade même si le voleur franchit d'une façon anormale une clôture dont la porte est toujours ouverte<sup>(53)</sup> et la solution est en harmonie avec celle donnée en matière d'effraction<sup>(54)</sup>. Il en est de même au cas d'escalade effectuée par l'agent pour sortir du lieu où le délit a été commis<sup>(55)</sup>.

**III. — Vol commis à l'aide de fausses clefs ou tous autres instruments.**— 212. — Les fausses clefs sont définies par l'article 398 : « Sont qualifiées *fausses clefs* « tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, « contrefaites, altérées, ou qui n'ont pas été destinées par « le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux ser- « rures, cadenas, ou aux fermetures quelconques aux- « quelles le coupable les aura employées ».

La police prévoit dans le même texte l'usage de fausses clefs et l'effraction intérieure, que nous avons étudiée en même temps que l'effraction extérieure<sup>(56)</sup>.

(52) Cass. crim., 21 novembre 1813. On s'est demandé s'il n'y a pas effraction dans un cas de ce genre. La jurisprudence se prononce pour la négative : Cass. crim., 3 avril 1858, D. 1858, 1, 53, pour l'enlèvement des tuiles d'un toit. Rapp. *supra*, n° 207.

(53) Besançon, 7 avril 1882, *Journal des Parquets*, 1892, 2, 43.

(54) *Supra*, n° 207.

(55) *Supra*, n° 209.

(56) *Supra*, n° 208.

La circonstance que le voleur se servait de fausses clefs pour arriver à ses fins était déjà prise en considération dans l'Ancien Droit et le droit intermédiaire ; l'innovation du Code pénal tient à ce qu'il définit avec minutie ce qu'il faut entendre par là. Cette définition est assez large en elle-même, mais il est à noter que la jurisprudence, par une interprétation des plus extensives, en a encore sensiblement élargi la portée. La clef est considérée comme détournée de sa destination originale dès lors qu'elle est employée par un autre que son propriétaire<sup>(57)</sup> pour ouvrir la serrure à laquelle elle correspond. A pousser ce raisonnement jusqu'au bout, l'on devrait dire qu'il y a usage de fausses clefs dans le fait que le malfaiteur a tourné dans la serrure une clef qui s'y trouvait. Et pourtant la jurisprudence décide qu'il n'y a pas alors usage de fausses clefs, la clef n'ayant pas été détournée de son usage<sup>(58)</sup>.

Cette solution, pour critiquable qu'elle nous apparaisse au point de vue purement pénal, s'explique fort bien en matière d'assurance contre le vol : en effet, l'assuré qui donne au voleur la possibilité de se servir d'une clef laissée sur la serrure est certainement négligent et perd par là son droit à être indemnisé par l'assureur. L'on ne saurait en notre matière élargir la réserve que font certains criminalistes, admettant qu'il y a usage de fausses clefs lorsque la clef a été dérobée depuis peu de temps, de sorte que le propriétaire, la croyant simplement égarée, n'a pas dû se croire tenu à des précautions et à faire changer la serrure<sup>(59)</sup>.

(57) Cass. crim., 27 avril 1855, S. 1855, 1, 686.

(58) Paris, 24 février 1854, S. 1855, 2, 272.

(59) Garçon, n. 205, sous art. 381 à 386.

**IV. — Vol commis sans effraction ni usage de fausses clefs ni escalade, l'auteur du vol ayant pénétré clandestinement dans les locaux renfermant les objets assurés.** — 213. — Nous pénétrons avec cette catégorie de risques, dans un domaine dont le Code pénal ne s'est point soucié. En effet, le fait que le voleur s'est introduit clandestinement dans le lieu où se trouve l'objet volé ne constitue pas une aggravation de l'infraction.

En matière d'assurance, au contraire, le risque d'introduction clandestine est fort intéressant, parce que susceptible de se présenter fréquemment : les hypothèses d'effraction et surtout d'escalade semblent relativement rares. Au contraire, quoi de plus courant que de voir un individu se glisser de jour dans une maison, à la faveur d'un moment d'inattention de celui qui est chargé de surveiller les allées et venues, sortir de la même manière, après avoir fait main basse sur les objets qui l'attiraient spécialement ? ou bien encore, s'introduire ouvertement dans la maison, et y rester à l'insu du propriétaire, pour commettre un vol ? Ce sont là des hypothèses pratiques, spécialement en ce qui concerne les vols dans les musées, églises, magasins... <sup>(60)</sup>.

La facilité, la fréquence des vols à la suite d'introduction ou de séjour clandestins dans les lieux où le vol est commis et le fait qu'il y a là un risque courant, expliquent que l'assurance-vol couvre ce risque. Il en est une autre raison : dans certains pays étrangers <sup>(61)</sup>, le fait de s'introduire le jour dans une maison habitée, de s'y laisser enfermer et d'y commettre un vol la nuit, constitue un crime. Les assureurs contre le vol de ces pays garantissent

(60) *Supra*, n° 46.

(61) Pays-Bas, certains cantons suisses.

naturellement le vol accompagné d'introduction clandestine et ce sont ces Compagnies étrangères qui, les premières, ont garanti ce risque en France.

*214. Imprudence de l'assuré.* — Une difficulté peut se présenter, relativement aux caractères que doit présenter l'introduction du voleur dans le lieu où il commet le vol pour qu'elle soit « clandestine ». Il ne faut pas que l'assuré ait facilité par son imprudence ou sa faute, l'introduction du voleur. Les plus grandes complications se sont présentées pour les polices qui exigent que l'introduction soit « furtive ». A prendre le mot dans son sens littéral, il faudrait que l'introduction eût été effectuée en vue de voler. Dans ce cas, ne serait pas couvert par l'assurance le vol — des plus fréquents — commis par une personne qui n'avait aucune intention de voler en pénétrant sur les lieux et à qui l'idée en est venue en se trouvant sur place, peut-être en constatant la facilité qui lui est offerte d'opérer la soustraction frauduleuse. D'autre part, une telle solution rendrait impossible, ou à peu près, la preuve de la qualité de l'introduction, délicate à faire, même si on se contente de la condition de clandestinité.

La difficulté consiste également dans la délimitation à établir entre l'existence et l'absence de faute de l'assuré. Un arrêt de la Cour de Paris a donné à cet égard une solution des plus intéressantes<sup>(62)</sup>. Deux femmes entrent chez un fourreur et, tandis que l'une d'elles essaie des fourrures et en marchande le prix, l'autre se dissimule et dérobe des fourrures. L'assureur soutenait que le fourreur, assuré, était en faute, ayant manqué au devoir de surveillance de la clientèle incombant à tout commerçant.

(62) Rev. gén., Ass. ten. 1931.

La Cour de Paris a donné raison à l'assureur, déclarant qu'il n'y avait pas, dans cette hypothèse, d'introduction clandestine du voleur. La Cour de Cassation a, du reste, reconnu aux juges du fond le droit d'interpréter restrictivement la clause d'« introduction clandestine » et d'en écarter l'application dans le cas où le voleur s'introduit dans le magasin en qualité d'acheteur<sup>(63)</sup>.

**V. — Vol précédé ou suivi de meurtre ou d'assassinat, ou de tentative de meurtre ou d'assassinat dûment établis sur la personne de l'assuré, d'un des membres de sa famille ou d'un de ses préposés. — 215.** — C'est là une aggravation que le Code pénal n'avait pas à prévoir : le meurtre et l'assassinat sont punis, ainsi que la tentative. S'ils précèdent, facilitent ou suivent un vol, il y a simplement cumul d'infractions. Le coupable sera donc puni par ce seul fait. En outre, l'article 304 du Code pénal prévoit une aggravation de peine pour le meurtrier ou l'assassin lorsque le meurtre ou l'assassinat a « précédé, suivi ou accompagné un « autre crime » ou a servi à « préparer, exécuter ou faciliter un délit ».

Il n'est pas nécessaire d'insister sur cette circonstance aggravante, qui ne prête dans la pratique qu'à peu de difficultés, sauf toujours la question de preuve.

Dans certains cas cependant, pour les polices qui stipulent que, pour être couvert, le vol doit avoir été accompagné... d'assassinat, la difficulté naîtra de l'exclusion du meurtrier simple, ayant agi volontairement, mais sans préméditation ni guet-apens, sous l'influence de la peur ou

(63) Cass. req., 20 juillet 1931, *Revue gén. des Ass. terr.*, 1931, 1037.



pour se défendre. C'est ce qui se produit d'ailleurs le plus souvent en cas de vol ; il est relativement rare qu'un voleur ait l'intention de tuer lorsqu'il prémédite la soustraction d'un ou de plusieurs objets. Il s'y trouve fréquemment amené par les circonstances, généralement parce qu'il est surpris au cours de ses opérations et qu'il veut défendre sa vie ou couvrir sa retraite. Mais, même dans ce cas, ne pourrait-on voir la préméditation dans le seul fait qu'il était armé, qu'il avait donc accepté d'avance toutes les éventualités consécutives au vol, y compris celle de tuer ?

3° AGGRAVATION TENANT A LA QUALITÉ DU VOLEUR. — 216. — Le Code pénal a pris en considération la personnalité du voleur dans deux dispositions, les articles 380 et 386, dans des buts tout à fait différents.

217. *Exclusion.* — L'article 380, dicté par des considérations de bienséance, est ainsi rédigé : « Les soustractions  
« commises par des maris au préjudice de leurs femmes,  
« par des femmes au préjudice de leurs maris, par un  
« veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient ap-  
« partenu à l'époux décédé, par des enfants ou autres  
« descendants au préjudice de leurs pères ou mères ou  
« autres ascendants, par des pères et mères ou autres as-  
« cendants ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pour-  
« ront donner lieu qu'à des réparations civiles ».

Le vol commis par les personnes énumérées à l'article 380 du Code pénal ne peut donc être assuré, de sorte que presque toutes les polices se réfèrent à ce texte à propos des vols commis par les personnes habitant avec l'assuré ou étant à ses gages, pour exclure les parents et alliés au sens de l'article 380. Il est, dès lors, nécessaire de préciser dès maintenant la portée de ce texte.

Pour les rapports entre ascendants et descendants, il faut appliquer l'article 380, non seulement au cas de vol entre ascendants et descendants légitimes, mais encore lorsque l'infraction a été commise par un enfant naturel reconnu, au préjudice de son père ou de sa mère ou inversement.

De même, l'article 380 s'applique en cas de vol entre parents et enfants adoptifs.

En ce qui concerne les filiations naturelles et adoptives, on ne peut étendre l'article 380 au delà des rapports d'ascendants au premier degré : il ne faut pas oublier qu'en matière de filiation naturelle et adoptive, le rapport de parenté n'existe qu'entre l'auteur de la reconnaissance ou l'adoptant et l'enfant naturel ou adopté.

D'autre part, l'impossibilité du vol subsiste même quand la cause produisant l'affinité a disparu : par exemple, après la mort de celui qui la produit. C'est ainsi qu'est soumis à l'article 380 l'enfant du premier lit qui vole la veuve de son père remarié<sup>(64)</sup>. Ce sont des considérations de bienséance qui ont dicté les solutions de ce texte, lequel s'applique, par exemple, même à des époux séparés de corps. Il s'applique également au cas où l'affinité se produit immédiatement après le vol : n'est pas punissable l'individu qui a volé la dot de sa femme avant le mariage<sup>(65)</sup>.

*218. Vols aggravés.* — Le Code prend également en considération, dans son article 386, 3°, la personnalité du voleur, mais dans un tout autre esprit, considérant comme aggravés, les punissant de réclusion, certains vols dont le caractère commun est d'avoir été commis par des per-

(64) Garçon, sous art. 380, n° 10 et s.

(65) *Ibid.*

sonnes qui, par leur situation même, avaient la confiance du volé et toutes facilités pour commettre l'infraction.

Rentrent tout d'abord dans cette catégorie « les domestiques ou hommes de services à gages » ; cette notion est très difficile à établir. Elle a donné lieu à une jurisprudence extrêmement confuse, parfois contradictoire. Il en est de même de la notion d'« ouvriers », « compagnons ou « apprentis » et d'« individu travaillant habituellement » dans l'habitation où il vole. A cet égard, la difficulté est diminuée en matière d'assurance, parce que les polices contiennent généralement dans les conditions particulières l'énumération des personnes dont le vol est couvert.

En second lieu, est aggravé le vol commis par les aubergistes, hôteliers, voituriers ou un de leurs préposés, si la chose volée leur avait été confiée à ce titre. Par conséquent, l'aggravation de l'article 386, 4°, ne porte pas sur des objets amenés dans l'hôtel par une personne venant voir un de ses amis qui y est descendu. L'interprétation pénale étant restrictive, cette aggravation ne joue pas pour les choses qui n'ont pas été directement confiées à l'hôtelier ou aubergiste. C'est ainsi qu'il y a vol simple si les effets volés se trouvaient dans la chambre du voyageur. Une question très délicate se pose pour le cas où il a remis la clef de sa chambre au bureau de l'hôtel.

Ces deux alinéas de l'article 386 ne sont pas d'une grande utilité en matière d'assurance contre le vol <sup>(66)</sup>. Cela s'explique parce que les aggravations tenant à la personne du voleur prévues par ce texte sont, d'une façon générale, couvertes par l'assurance contre les détournements, ris-

(66) Nous omettons volontairement le vol commis par le militaire chez l'habitant qui l'héberge, le vol dans les champs, les filouteries d'aliment, de transport... qui sont sans application dans l'assurance contre le vol.

que dont la notion ne peut être dégagée qu'une fois précises celles d'escroquerie et d'abus de confiance.

4° L'ESCROQUERIE ET L'ABUS DE CONFIANCE. — 219. — L'escroquerie, prévue par l'article 405 du Code pénal, est caractérisée par le fait qu'un individu est appauvri pour avoir remis à un autre des objets, sur les promesses fallacieuses de ce dernier, ou sur la foi de faux noms ou de fausses qualités. C'est donc une infraction très voisine du vol, quant au résultat final pour la victime, sinon quant aux procédés de réalisation. Elle est d'ailleurs d'origine récente : l'Ancien Droit ne faisait pas la distinction entre l'escroquerie et le vol proprement dit, que l'on trouve pour la première fois dans la loi des 19-22 juillet 1791.

L'escroquerie constitue essentiellement un risque non assurable, un des principes dominant la matière de l'assurance étant que l'on ne peut s'assurer contre le dommage dont on est le premier ouvrier. Tel est bien le cas de la victime d'une escroquerie : l'infraction ne peut en effet être consommée que si la victime a remis à un tiers les objets dont la privation constitue le dommage par elle subi. La protection la plus simple dans ce cas est précisément pour la victime éventuelle de prendre ses renseignements et de se méfier. D'autre part, le risque d'escroquerie est inassurable parce qu'il ne peut être évalué. La sottise et la crédulité humaines sont sans bornes, échappant en outre à toute appréciation : les tables et les statistiques les mieux dressées ne peuvent permettre à l'assureur d'évaluer ce risque d'après le calcul des probabilités.

La question est tout à fait différente en matière d'abus de confiance. Cette infraction, prévue par l'article 408 du Code pénal, consiste dans le détournement ou la dissipation frauduleuse des choses confiées à un individu dans un but déterminé.

L'abus de confiance se distingue du vol en ce qu'il ne comporte pas plus que l'escroquerie, de soustraction proprement dite. Mais, à la différence de l'escroquerie, la remise est, ici, effectuée sans aucune manœuvre frauduleuse. C'est ce qui explique que l'abus de confiance est moins sévèrement réprimé.

Cette infraction était déjà punie autrefois : l'abus de confiance n'est autre chose que le *furtum usus* du droit romain. L'on pourrait donc, dans les cas où l'on n'admet pas le vol d'usage<sup>(67)</sup>, tourner la difficulté en faisant intervenir la notion d'abus de confiance.

220. *Conditions d'existence de l'abus de confiance.* — L'élément matériel de cette infraction est un acte de disposition d'une chose « détournée ou dissipée ». Il en est ainsi dans le fait de vendre l'objet remis, de le mettre en gage, de le détruire, de refuser de le livrer malgré une mise en demeure<sup>(68)</sup>, de refuser de le rendre<sup>(69)</sup>. La notion de détournement prête à un certain nombre de difficultés : le mandataire qui achète des titres pour son compte avec l'argent de son patron, mais qui rembourse à l'échéance, commet-il un abus de confiance ? Il y a une question de preuve de la mauvaise foi, qui est parfois très difficile à faire.

Certains auteurs<sup>(70)</sup> exigent, pour que le délit soit consommé, qu'il y ait un préjudice. Cette solution est peu satisfaisante au point de vue moral, et elle n'est en outre pas rigoureusement conforme au texte pénal.

(67) *Supra*, n° 119.

(68) Rouen, 31 janvier 1851, S. 1851, 21, 513.

(69) Cass. crim., 27 juillet 1932, S. 1832, 1, 702, pour les gardes nationaux refusant de rendre leurs armes, après dissolution de leur corps.

(70) Garçon, sous art. 401.



Enfin, il faut que la chose ayant fait l'objet de l'infraction ait été remise par le propriétaire à titre précaire. Faute de cette remise volontaire, le délinquant est un voleur. Le plus souvent donc, cette remise sera effectuée en exécution d'un contrat. Le texte a prévu un certain nombre de contrats susceptibles de servir de fondement à la remise de la chose : le louage, le dépôt, le mandat, le nantissement, le prêt à usage, l'exécution d'un travail, salarié ou non.

C'est cette dernière catégorie de contrat qui fait le plus souvent l'objet d'une assurance contre le vol. Le départ est très difficile à faire à cet égard entre l'abus de confiance et le vol domestique. Si la chose volée a été remise volontairement, il y a abus de confiance. Au contraire, il y a vol domestique si le voleur s'empare d'une chose qui ne lui a pas été remise. Les deux événements sont en général couverts par la même police. Si la soustraction est effectuée dans les heures de travail, il y a abus de confiance, exclue par les polices vol simple, et couverte seulement dans le cas d'assurance couvrant à la fois contre le vol et contre les détournements. Si, au contraire, le délit est effectué avec effraction, en dehors des heures de travail, la police vol simple le couvre. La circonstance d'effraction et celle du temps pendant lequel le délit est commis sont en effet garantes qu'il n'y a pas eu remise de la chose, donc ni abus de confiance, ni détournement, mais vol.

L'on conçoit d'ailleurs d'autres applications de l'abus de confiance en matière d'assurance-vol, notamment au cas de vente à tempérament : la revente par l'acheteur avant libération du prix constitue le délit d'abus de confiance, soit que l'on considère qu'il y a eu détournement

de gage<sup>(71)</sup>, soit, ce qui paraît plus satisfaisant, que l'on admette qu'il y a prêt à usage<sup>(72)</sup>.

221. *Conclusion.* — En résumé, la notion du vol assurable nous apparaît différer sur plus d'un point de la notion du vol punissable. Même en joignant à l'étude de ce délit celle de l'escroquerie et de l'abus de confiance, il est impossible de faire coïncider absolument les deux conceptions, celle du droit pénal et celle du droit des assurances. Cela tient principalement à ce que le but poursuivi est tout à fait différent. Nous ne reviendrons pas sur cette discrimination<sup>(73)</sup>.

Ce n'est pas à dire que les conceptions du droit pénal soient à négliger : il est fréquent que les polices s'y réfèrent purement et simplement, pour certaines définitions. D'autre part, certaines règles de l'assurance contre le vol ne peuvent se comprendre qu'à la lumière des solutions données en droit criminel.

## SECTION DEUXIÈME. — NATURE ET ÉTENDUE DE LA GARANTIE

222. — Lorsqu'un vol assuré a été commis, dans des conditions telles que l'assureur le garantisse, il est nécessaire de préciser dans quelle mesure ce dernier réparera le préjudice subi par l'assuré. Cette question appelle tout d'abord la détermination des objets assurés, puis l'étude de la responsabilité de l'assureur pour les objets dé-

(71) Trib. corr. La Rochelle, 19 octobre 1933, *Gaz. Pal.*, 26, 11, 3.

(72) Paris, 4 janvier 1932, *Gaz. Pal.*, 19 février 1932.

(73) *Supra*, nos 192 et s.

tériorés par le voleur, soit pendant, soit après le vol, enfin l'examen des hypothèses exclues de la garantie de l'assureur.

### A. — OBJETS ASSURÉS

223. — La liberté des contrats est ici absolue, et nous n'aurons pas à revenir sur l'énumération des objets dont le vol peut être assuré. Cette étude a fait l'objet de notre deuxième partie, consacrée à l'examen des divers types de contrats.

Ce qui paraît le plus simple, *a priori*, c'est de faire une liste limitative des objets protégés par l'assurance lors de l'établissement du contrat. C'est ce qui a lieu pour les assurances de collections dans les musées, des œuvres d'art chez les particuliers, et dans les églises... Mais, dans tous les autres cas, l'établissement d'un tel inventaire présenterait pour les deux parties plus d'inconvénients que d'avantages. En effet, la rédaction d'un inventaire détaillé suppose qu'à chaque changement survenu dans la composition des objets couverts, l'assuré procèdera à une nouvelle déclaration, entraînant la confection d'un avenant. D'où, pour l'assuré, risque constant de se voir opposer une déchéance pour non déclaration d'une modification du risque et travail supplémentaire résultant du fait de ces déclarations ; pour l'assureur, complication considérable de la comptabilité, par suite de la nécessité constante de rédaction de nouveaux avenants. L'exigence d'un inventaire aurait sans aucun doute pour effet d'amener l'assuré à ne mentionner dans la police que quelques objets de grande valeur, spécialement exposés au risque de vol. Mais les Compagnies ont intérêt à couvrir un risque plus étendu.

224. *Article 3 de la police.* — C'est pourquoi l'on trouve dans les conditions générales de la police mobilier <sup>(74)</sup>, la clause suivante :

Art. 3. — « L'assurance s'étend à tous les objets désignés dans les conditions particulières de la présente police, mais en tant seulement qu'ils se trouvent, au moment du sinistre, dans les locaux assurés ».

« Elle couvre tous les objets appartenant, soit à l'assuré, soit aux personnes de sa famille résidant habituellement chez lui, soit encore à ses domestiques, mais à l'exclusion, pour ces derniers, de leurs bijoux, espèces, titres, coupons, livrets de caisse d'épargne ».

« Tous les objets mobiliers qui sont mentionnés dans la police comme existant lors de sa signature et ceux ajoutés postérieurement sont compris dans l'assurance, à moins toutefois que celle-ci n'ait été limitée à des objets expressément désignés ».

« Les objets en or et argent, les billets de banque, espèces, titres et valeurs ne sont couverts que si la désignation en est faite dans la police et si un capital spécial leur est affecté ».

« Les objets assurés ne sont couverts que si leur situation, ainsi que leur mode de conservation, restent ceux indiqués dans la présente police ».

Cette clause appelle certaines remarques quant à la détermination des objets se trouvant dans les locaux assurés, quant aux objets « appartenant à l'assuré, sa famille, ses domestiques » et quant aux titres au porteur, à l'argent et aux bijoux.

a) OBJETS SE TROUVANT DANS LES LOCAUX ASSURÉS. — 225.  
— L'existence d'un inventaire est toujours possible, mais

(74) Modèle A, Réunion Française.

reste exceptionnelle, nous l'avons vu. L'on prend généralement pour base, pour déterminer la consistance des objets se trouvant dans les locaux assurés, la valeur indiquée dans la police d'assurance contre l'incendie. Pour les assurances de marchandises, la question est encore plus aisément résolue : la consistance même, et non plus seulement la valeur globale de la marchandise, est déterminée par l'inventaire que le commerçant est obligé de faire, en cette qualité, et par sa comptabilité. C'est la raison pour laquelle l'assureur exige, ainsi que nous l'avons indiqué, que le commerçant assuré contre le vol ait une comptabilité régulière. Cela signifie que le commerçant doit tenir une comptabilité fidèle, même si elle n'est pas conforme aux dispositions du Code de commerce : il appartenait à l'assureur d'indiquer dans la police s'il désirait que les formes du Code de commerce fussent respectées<sup>(75)</sup>.

Aux termes de la police, l'assurance couvre les objets ajoutés postérieurement à la signature : il ne faut pas s'illusionner sur la portée de cette disposition, qui ne vise que les acquisitions de remplacement, ou celles qui ne sont pas de nature à modifier sensiblement la valeur du mobilier assuré. L'assuré, s'il ne veut pas être son propre assureur pour une certaine part, devra donc faire faire un avenant lorsque les objets « ajoutés » augmentent d'un tiers ou d'un quart la valeur des objets situés dans les locaux assurés.

Remarquons dès maintenant que le montant de la valeur des objets assurés ne coïncide pas nécessairement avec la somme assurée : il faut distinguer à cet égard l'assurance de la valeur totale, l'assurance de la valeur par-

(75) *Supra*, n° 41.



tielle et l'assurance au premier risque, ainsi que nous aurons l'occasion de le voir en examinant le calcul du montant de la somme assurée <sup>(76)</sup>.

Rappelons que, dans l'assurance au premier risque, l'ensemble des objets assurés est couvert jusqu'à concurrence de la valeur garantie, sans qu'il y ait à tenir compte du montant des valeurs existant au moment du sinistre. Il en résulte qu'il n'y a pas lieu, dans cette assurance, à l'application de la règle proportionnelle.

226. *Immeubles par destination.* — Lorsque l'on a établi la consistance des objets mobiliers se trouvant dans les locaux assurés, l'on n'a pas, par là même, établi la liste des objets susceptibles d'être volés, et l'expérience démontre que les voleurs sont souvent tentés par les immeubles par destination, dont, nous l'avons vu <sup>(77)</sup>, le vol est juridiquement possible.

En effet, il arrive fréquemment que les toitures ou les tuyaux de plomb aient une grande valeur et que les voleurs les arrachent, à moins qu'il ne s'agisse de trumeaux, de boiseries de prix, de statues scellées dans le mur ou placées dans les niches destinées à les recevoir. Le fait matériel du vol a en même temps pour effet de rendre meubles ces immeubles, aux termes des articles 524 et 525 du Code civil. La question se pose alors de savoir, en cas de vol d'un immeuble par destination, si l'assureur sera *ipso facto* responsable, par le seul jeu de l'article 3 précité.

A cet égard, et en bonne logique, il faut répondre par la négative : l'article 524 du Code civil qualifie ces ob-

(76) *Infra*, n° 249.

(77) *Supra*, n° 172.

jets d'immeubles. Comme tels, ils ne peuvent être couverts par une police ne couvrant que le mobilier se trouvant dans les locaux assurés. Il appartient à l'assuré qui veut être garanti contre le vol des immeubles par destination de mentionner ces objets ainsi que son intention de les faire couvrir par l'assurance.

b) OBJETS APPARTENANT A L'ASSURÉ, SA FAMILLE, SES DOMESTIQUES. — 227. — Puisqu'il n'y a pas d'inventaire détaillé, force est d'entendre très largement le « mobilier » se trouvant dans les locaux assurés » et d'y comprendre également les objets personnels à l'assuré, sa famille et ses domestiques, quitte à fixer un taux de prime légèrement plus élevé. Autrement dit, l'assureur garantit le vol de tous les objets se trouvant chez l'assuré, même accidentellement, et cela, d'une part, pour engager les particuliers à s'assurer et ne pas les effrayer par de nombreuses restrictions de responsabilité et aussi pour éviter certaines difficultés de ventilation en cas de sinistre.

Il faut, bien entendu, mettre à part l'hypothèse où l'objet appartenant à la famille de l'assuré ou à l'assuré lui-même a une valeur telle que la valeur du mobilier assuré en est considérablement augmentée. Il faut ici faire la même distinction que nous avons déjà faite précédemment <sup>(78)</sup> : l'assuré fera bien, dans un cas de ce genre, de faire établir un avenant, sous peine de voir l'assureur refuser sa garantie pour l'excédent en cas de sinistre.

L'on est un peu surpris de prime abord en constatant que l'assurance contre le vol couvre, non seulement les objets appartenant à l'assuré et à sa famille mais aussi ceux appartenant à ses domestiques. En effet, ceux-ci habitent souvent en dehors de l'appartement, dans des

(78) *Supra*, n° 225.

chambres mal fermées et peu surveillées, très susceptibles d'attirer les voleurs. C'est là une mesure de complaisance à l'égard de l'assuré, qui n'entraîne du reste pas une bien lourde responsabilité pour l'assureur, car il a soin d'exclure les titres, argent, livrets de caisse d'épargne... des domestiques. D'une façon générale, les effets mobiliers et les meubles meublants des domestiques ne présentent pas une grande valeur. Il est d'ailleurs assez rare que les voleurs se donnent la peine de les cambrioler et, d'autre part, si un tel vol se produit, le règlement du sinistre ne grève pas lourdement le budget de l'assureur.

c) OBJETS EN OR ET ARGENT, BILLETS DE BANQUE, ESPÈCES, TITRES ET VALEURS. — 228. — Leur vol est garanti par l'assurance à une double condition, c'est que, d'une part, ils soient mentionnés dans la police, et d'autre part, qu'une certaine somme leur soit affectée.

Cette mention dans la police n'implique pas d'inventaire détaillé, mais seulement une appréciation globale. Elle est nécessaire dans le cas le plus courant, celui d'une assurance de mobilier particulier faite sur la base de la police-incendie qui, en effet, ne couvre en général pas les valeurs mobilières ni les espèces et billets.

Pour les titres au porteur, leur propriétaire dépossédé est évidemment fort bien protégé par la loi de 1872. Il reste néanmoins intéressant pour lui, malgré cette loi, d'être couvert contre le vol de ses titres au porteur. Tout d'abord, par le jeu de la subrogation que nous étudierons plus loin, c'est l'assureur qui supportera les frais et les délais de procédure. L'assuré sera payé tout de suite, et recevra la totalité de la valeur du titre volé. D'autre part, la protection de la loi de 1872 laisse en dehors de son efficacité certaines hypothèses, ne couvrant pas le vol des

titres de rente française et belge. Enfin, l'assuré contre le vol est protégé même si une absence ou une maladie grave l'ont empêché de faire les oppositions légales ou si cette opposition est sans effet, les numéros des titres ayant été maquillés par les voleurs.

229. *Valeurs appartenant aux domestiques.* — Pour cette catégorie d'objets, nous avons vu précédemment <sup>(79)</sup> qu'ils sont exclus de la garantie. Ceci tient à une double raison : d'une part, les domestiques sont généralement d'une incroyable légèreté quant à la conservation de leur argent et de leurs titres, les laissant traîner, ou les enfermant simplement dans de mauvaises malles, dans le quartier des « chambres de bonnes », désert une grande partie de la journée, mal surveillé et souvent mal fréquenté. Quant à leurs titres, ils seraient le plus souvent dans l'impossibilité de remplir les formalités de la loi de 1872, ayant négligé d'en noter les numéros. D'autre part, l'assureur, nous l'avons vu <sup>(80)</sup>, attache une grande importance à l'élément psychologique ; il craint que certains domestiques, facilement influencés par des gens suspects, ne se laissent amener à faire de fausses déclarations ou même à simuler des sinistres. C'est pourquoi il préfère s'abstenir.

230. *Désignation des valeurs.* — Remarquons, en terminant, que les titres, valeurs, espèces, sont parfois les seuls objets assurés, notamment dans les polices d'assurance contre le vol, la perte et les détournements. La désignation des objets assurés est alors faite dans la police <sup>(81)</sup> de la façon suivante :

Art. 2. — « L'assurance s'étend aux espèces, titres, va-

(79) *Supra*, n° 227.

(80) *Supra*, n° 195.

(81) Modèle F., Réunion Française.

« leurs, coupons, effets de commerce et tous autres objets  
« désignés aux conditions particulières de la police ap-  
« partenant à l'assuré ou qui lui sont confiés par des  
« tiers ».

« Pour les objets garantis, l'assuré devra tenir la comp-  
« tabilité prescrite par les articles 8 et suivants du Code  
« de commerce, livre I, titre II.

« L'assuré s'engage à avoir en double la liste exacte des  
« titres et/ou valeurs assurés ».

231. *Disparition pour une cause inconnue.* — Bien entendu, pour que la responsabilité de l'assureur joue, il faut que les objets assurés aient disparu par suite d'un vol, et c'est en vain que l'assuré prétendrait se faire indemniser pour une disparition dont il ignore la cause. C'est ainsi que, couvert contre les vols dont il peut être victime dans son exploitation commerciale, il n'a droit à aucune indemnité en cas de disparition d'une chose assurée au cours d'un transport maritime, sans que le vol ou la soustraction frauduleuse soient prouvés<sup>(82)</sup>.

## B. — OBJETS DÉTÉRIORÉS PAR LE VOLEUR

232. — Le dommage consécutif au vol consiste tout d'abord dans la privation pour l'assuré des choses dérobées mais, en outre, un dommage, parfois important, peut lui être causé par suite de la détérioration des locaux où se trouvaient les objets assurés. D'une façon générale, sous la rubrique « Etendue de l'assurance », il est stipulé dans les polices « Les dégâts aux locaux provenant du fait des

(82) Marseille, 9 décembre 1909-1904, *Gianola c. Fidélité et la Garantie*.



« voleurs peuvent, moyennant une prime spéciale, être « couverts par l'assurance ».

Il est très fréquent que les voleurs, pour s'introduire dans les locaux assurés, procèdent par effraction et détériorent ces locaux. Ils abîment également les meubles en fermant les objets qu'ils volent, vitrines, coffres, armoires et, enfin, dans un esprit de vandalisme et de vengeance, cassent, souillent et abîment ce qu'ils ne peuvent emporter. Il est assez rare d'ailleurs que le vol ne soit pas accompagné de telles détériorations, qui sont le plus souvent le premier indice du vol, que l'on découvrirait peut-être beaucoup plus tard si les voleurs n'avaient ainsi laissé leur « carte de visite ».

Il est très naturel que celui qui est assez prudent pour s'assurer contre le vol désire aussi être couvert contre le dommage que sont susceptibles de lui faire subir les déprédations commises par le voleur sur les locaux renfermant les objets assurés ou sur les autres objets se trouvant en ces mêmes locaux.

Comme le risque est, somme toute, important, et que, bien souvent, les voleurs, dérangés avant d'avoir pu dérober quoi que ce soit, ont eu, cependant, tout le temps d'abîmer les locaux et leur contenu, l'assurance couvre ce risque, qui fait l'objet d'une évaluation spéciale: d'une façon générale, en effet, le taux de cette assurance est plus élevé que celui de l'assurance-vol proprement dit.

L'assureur n'accepte d'ailleurs jamais de couvrir entièrement le dommage résultant des déprédations aux locaux assurés, et sa responsabilité est limitée à une somme forfaitaire, tant pour les détériorations immobilières que pour les détériorations mobilières. S'il ne procédait pas ainsi, il risquerait d'avoir à payer une somme considérable : les suites des déprédations commises par les voleurs

sont hors des prévisions humaines. C'est d'ailleurs pourquoi les assureurs excluent de la garantie les dommages d'incendie ou d'explosion résultant du fait des voleurs <sup>(83)</sup>.

### C. — EXCLUSIONS DE GARANTIE

233. — Un certain nombre de risques sont exclus par les polices d'assurance contre le vol. Ce sont, d'une façon générale, des risques tels qu'ils échappent au calcul des probabilités, dont la preuve est particulièrement difficile à rapporter ou, enfin, qui ont été favorisés par la faute ou la négligence de l'assuré.

234. *Risques exceptionnellement couverts.* — Il faut, à cet égard, éviter une confusion. Nous ne considérerons pas comme exclus les risques qui, l'étant généralement par l'assureur, sont exceptionnellement couverts. Le plus typique à cet égard est le vol commis sans effraction par un employé aux heures du travail, habituellement exclu, contre lequel les assurés aiment cependant à être couverts. Mais, moyennant une prime spéciale, l'assureur couvre ce risque dans les polices détournements <sup>(84)</sup>. La méfiance de l'assureur à l'égard de tels vols s'explique d'une part par la difficulté de preuve : il est en effet très difficile de savoir, en cas de disparition d'un bijou dans un appartement, si cette disparition est le fait d'un employé ou d'un domestique, ou bien si le bijou est simplement « égaré ». L'assureur craint en outre que l'assuré ne se montre négligent et ne se défende pas comme il convient contre le vol domestique s'il est assuré. Mais il lui reste toujours,

(83) Art. 10, 4°, des conditions générales de la police de la Réunion Française.

(84) *Supra*, n° 71 et s.

dans ce cas, la possibilité de faire jouer l'exclusion, dans les conditions que nous allons étudier maintenant.

a) VOLS FACILITÉS PAR UNE MAUVAISE FERMETURE DES LOCAUX ASSURÉS, OU FACILITÉS PAR UNE FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE DE L'ASSURÉ. — 235. — La prudence de l'assureur se manifeste ici très nettement: il refuse d'accorder sa garantie dès lors que l'assuré n'a pas pris toutes les précautions en son pouvoir pour éviter le vol.

Sont exclus à la fois : les vols commis dans les locaux assurés si les serrures ou verrous n'ont pas été fermés ou étaient en mauvais état, et le vol du contenu des coffres-forts si ceux-ci n'ont pas été fermés au moyen de la combinaison secrète <sup>(85)</sup>. Il importe, en effet, que le caractère de l'assurance ne se trouve pas dénaturé: destinée à garantir l'assuré contre un risque dont les probabilités sont révélées par les statistiques, il ne faut pas qu'elle devienne une prime à la négligence. L'assurance est, quant à la survenance du sinistre, un contrat dont l'aléa ne doit pas dépasser les limites d'une sage prévision: son mécanisme serait faussé si l'une des parties augmentait les chances de production du risque. Au contraire, lorsque l'assureur parvient à diminuer ces chances, il ne fait que remplir, sous une forme un peu différente, l'obligation qu'il assume d'éviter à l'assuré le dommage résultant du vol.

Sont exclus, en second lieu, les vols favorisés intentionnellement par l'assuré ou causés par sa faute intentionnelle ou dolosive. Cette exclusion s'explique *a fortiori*. L'assuré change le risque, et ne peut être couvert, d'autant qu'à un autre point de vue, il est inadmissible que l'on s'assure contre les conséquences de son propre fait

(85) *Infra*, n° 236.

volontaire, puisqu'un tel fait supprime la notion de risque, base de l'assurance.

236. *Faute lourde de l'assuré.* — Aux termes de l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930, les pertes et les dommages occasionnés par des cas fortuits ou causés par la faute de l'assuré sont à la charge de l'assureur, sauf exclusion formelle et limitée contenue dans la police. Seuls sont exclus de la garantie, nonobstant toute convention contraire, les pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré <sup>(1)</sup>.

Il résulte de ce texte que la faute de l'assuré est, en principe, couverte et que la loi interdit même à l'assureur de l'exclure en termes généraux : pour être licite, l'exclusion de la faute doit être formelle et limitée.

La loi ne distingue pas entre la faute lourde et la faute légère ; elle se borne à exclure la faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré, pour la raison que nous avons exposée.

Dès lors, en l'absence d'une clause précise, toute faute de l'assuré, qu'elle soit lourde ou légère, se trouve couverte — pourvu qu'elle ne soit ni intentionnelle ni dolosive.

Toutes les polices d'assurance contre le vol stipulent l'exclusion de la garantie en cas de faute lourde de l'assuré — sans d'ailleurs préciser davantage en quoi consiste cette faute lourde. Le départ entre une telle faute et la faute légère est des plus difficiles à établir. La question sera, le plus souvent, résolue en fait par les Tribunaux. Il existe, à ce sujet, une jurisprudence abondante et assez

(1) Il s'agit de la faute intentionnelle de l'assuré seulement, et non de la faute intentionnelle d'un tiers, ou même d'un préposé, qui demeure assurable puisqu'elle laisse subsister la notion de risque pour l'assuré.

sévère pour l'assuré: Est déchu l'assuré qui a négligé de fermer suffisamment la fenêtre du local par laquelle les voleurs ont pu s'introduire sans difficulté <sup>(86)</sup>; il en est de même de celui qui néglige de brouiller la combinaison de son coffre-fort et, laissant la clef suspendue à côté, commet une faute grave dégageant l'assureur <sup>(87)</sup>. De même, l'assureur ne couvre pas le vol commis en l'absence de l'assuré qui a laissé la porte d'entrée de son appartement avec une seule des trois serrures fermées à clef <sup>(88)</sup>. La responsabilité de l'assureur a été également exclue dans une hypothèse où la porte du coffre-fort n'avait été que poussée, le rideau de fer du magasin donnant sur la rue simplement tiré sans être claveté <sup>(89)</sup>. Enfin, la Cour de Paris a rejeté la demande de l'assuré auquel les bijoux assurés ont été volés alors qu'ils étaient dans un petit sac qu'il avait abandonné dans son wagon pendant trois quarts d'heure pour aller au wagon-restaurant <sup>(90)</sup>. Au sujet de cet arrêt, il y a lieu d'observer que le contrat d'assurance sur lequel il a été statué ne se trouvait pas soumis aux dispositions de la loi de 1930, la police litigieuse étant antérieure à cette loi. C'est pour cette raison que la Cour d'appel a pu décider que même en l'absence de toute stipulation spéciale, le contrat d'assurance ne peut valablement couvrir la faute lourde et inexcusable de l'assuré qui est équivalente au dol.

Mais s'agissant d'un contrat régi par la loi de 1930, il semble qu'une telle solution serait contraire à l'esprit de cette loi qui, comme nous l'avons vu, ne distingue pas en-

(86) Trib. comm. Lyon, 25 août 1933, *Gaz. jud. et comm.*, 1933, 341.

(87) Trib. comm. Béziers, 23 février 1905.

(88) Trib. comm. Orange, 28 juillet 1905.

(89) Grenoble, 27 novembre 1931.

(90) Paris, 13 juillet 1933, *Revue gén. ass. terr.*, 1933, 899, *faz. Pal.* 3 oct. 1933 et la note sous l'arrêt.



tre la faute lourde et la faute légère. Il faut en conclure que, contrairement à certaines opinions et, en particulier, à celle qui est exprimée dans la note sous l'arrêt ci-dessus visé, toute faute non intentionnelle de l'assuré est, en principe et à défaut d'une exclusion formelle, couverte par la garantie de l'assureur.

Ce point de vue nous paraît d'autant plus défendable que, comme le fait justement observer M. Capitant <sup>(1)</sup>, l'adage *culpa lata aequiparatur dolo* est très contestable. Il y a lieu de faire le départ entre la faute involontaire, même lourde, et la faute dolosive, inspirée par l'intention malicieuse de nuire.

Il reste seulement que sous l'empire de la loi de 1930, les polices d'assurance contre le vol excluant la faute lourde, la jurisprudence apprécie cette faute rigoureusement à l'égard de l'assuré. Celui-ci aura donc l'obligation de prendre toutes les précautions de sécurité normalement utiles pour soustraire les objets assurés au risque de vol.

b) VOL COMMIS PAR UN MEMBRE DE LA FAMILLE DE L'ASSURÉ, PAR UNE PERSONNE HABITANT CHEZ LUI OU PAR UN EMPLOYÉ AUX HEURES DU TRAVAIL. — 237. — Ce sont là des exclusions qui sont éclairées par les explications que nous avons données précédemment. En ce qui concerne la famille de l'assuré, nous avons vu, en précisant la notion de vol assurable <sup>(91)</sup>, qu'il n'y avait pas à proprement parler de vol en ce cas et qu'aucune poursuite pénale ne pouvait être effectuée. Couvrir le vol commis par un membre de la famille de l'assuré reviendrait pour l'assureur à engager sa responsabilité, alors que la preuve du délit est impossible : il serait ainsi à la merci de l'assuré.

(1) Rev. Gle des Ass. Terrestres, 1930, p. 755.

(91) *Supra*, n<sup>os</sup> 171 et 236.

Pour les « personnes habitant avec l'assuré » étrangères à la famille, c'est également la difficulté de preuve qui a dicté cette exclusion, mais, en outre, l'assureur craint une collusion frauduleuse entre l'assuré et ces personnes, ou, plus simplement, il redoute que le vol ne soit dû à une faute de l'assuré, qui a négligé de mettre des objets de valeur en lieu sûr. Cette exclusion rentre donc en somme dans la précédente.

C'est également dans le but de tenir en éveil la vigilance de l'assuré que l'assureur exclut le vol commis par des employés à l'heure du travail: il appartient à l'assuré de les surveiller suffisamment, de ranger avec assez de soin les objets garantis, de manière que ses subordonnés soient mis dans l'impossibilité matérielle de commettre le délit. Il existe dans ce cas, sauf clause contraire, une présomption irréfragable de faute de l'assuré.

c) VOLS EN TEMPS DE GUERRE CIVILE, D'ÉMEUTE, DE GRÈVE. — 238. — L'assureur ne veut pas couvrir de tels risques, à cause de leur incertitude: la guerre civile, l'émeute, la grève, les « mouvements populaires » également mentionnés <sup>(92)</sup> par certaines polices, sont des événements de nature à augmenter considérablement et d'une manière, pourrait-on dire, inhabituelle, le risque de vol qui cesse, en pareil cas, d'être « quotidiennement égal ». Or, les Compagnies d'assurance contre le vol peuvent fonctionner parce qu'elles se basent sur des statistiques établies pour des circonstances normales. En dehors de ces circonstances, leurs prévisions sont faussées; elles ne peuvent donc garantir un tel risque sous peine de se livrer à un véritable jeu et de courir à la ruine. Il existe cepen-

(92) Réunion Française, article 10, 1°.

dant des contrats spéciaux, dits « de grèves et d'émeutes », qui couvrent aussi le vol. Le vol n'apparaît alors pas en lui-même, mais comme une conséquence de la grève et de l'émeute. Notons, en passant, que si la grève est un événement facile à prouver, il n'en va pas de même de l'émeute dont la définition donne lieu à controverse <sup>(93)</sup>. Il peut être particulièrement délicat de déterminer le moment auquel la grève, fait licite en soi, peut dégénérer en émeute. La question offre un intérêt quant aux responsabilités qui peuvent être encourues. Dans le cas où les agents de l'autorité ne seraient pas intervenus en temps utile pour réprimer l'émeute, c'est, aux termes de la loi du 5 avril 1884, la commune qui est responsable vis-à-vis des particuliers des conséquences de l'émeute.

d) VOLS COMMIS AU COURS D'UN INCENDIE OU D'UNE EXPLOSION, D'UNE INONDATION, D'UN TREMBLEMENT DE TERRE OU D'UNE GUERRE ÉTRANGÈRE. — 239. — La raison qui amène l'assureur à exclure un tel risque est la même que précédemment, mais il faut placer à part cette série d'événements, parce que la police admet, dans ces cas divers, l'assuré à prouver que le sinistre n'est dû, ni directement ni indirectement, à ces causes. Cette différence entre les deux catégories d'événements est *a priori* assez surprenante. A la réflexion, elle peut se justifier parce que, dans le premier groupe de cas, l'ordre interne est bouleversé ; les agents de la force publique étant occupés à maintenir ou à rétablir l'ordre, l'on pourrait craindre des fraudes de la part de l'assuré ; il est certain d'autre part que, devant la difficulté de la preuve, l'assureur se trouverait exposé

(93) Les débats du procès relatif aux massacres et aux incendies d'Adana devant le Tribunal mixte de Constantinople ont été l'occasion de vives discussions à ce sujet.

à un trop grand risque. Dans la seconde hypothèse, au contraire, il s'agit d'événements également très graves et hors de la prévision des parties, mais au cours desquels, par hypothèse, l'ordre et la force publique subsistent, de sorte que l'on peut, sans inconvénient, laisser à l'assuré la possibilité de prouver que le vol dont il a été victime est dû à une cause autre que les événements visés.

### SECTION TROISIÈME. — FIXATION DE L'INDEMNITÉ ET RÈGLEMENT DU SINISTRE

240. — Ces opérations sont très complexes et se font simultanément. Aussitôt le sinistre produit, l'assuré doit accomplir certaines formalités. Ensuite, il faudra procéder à la fixation du montant de l'indemnité due par l'assureur. Le paiement de cette indemnité lui-même nous retiendra quelque peu, car il présente certaines particularités fort intéressantes, surtout quant à ses effets. Nous aurons enfin à nous préoccuper de la prescription en notre matière, et du sort de la police après le sinistre.

#### A. — AVIS DU SINISTRE ET DIVERSES FORMALITÉS

241. — Dans toute assurance, la question de l'avis du sinistre que l'assuré doit faire connaître rapidement à l'assureur est d'importance. Mais c'est surtout en matière de vol que cette rapidité dans la déclaration revêt une importance capitale.

C'est pourquoi la loi de 1930, qui a fixé dans l'article 15, 4°, à cinq jours le délai dans lequel l'assuré doit faire

connaître le sinistre à l'assureur, et décidé que ce délai ne pouvait être réduit par la volonté des parties, a, comme nous l'avons vu, stipulé dans le dernier alinéa de ce même article, que l'alinéa 4 restait étranger à l'assurance contre le vol. Cette dérogation est facilement explicable: pour être utiles, les investigations auxquelles on se livre pour trouver le coupable et les objets volés doivent être le plus proche possible du moment du vol. Le dépérissement des preuves, traces, etc... suffirait à lui seul à justifier cette exigence de rapidité, si elle ne résultait pas, d'autre part, de ce que le voleur peut très vite, en l'état actuel des communications, se rendre fort loin du lieu où il a commis le vol, faire circuler le fruit de son larcin et le remettre entre les mains de recéleurs.

C'est pourquoi les dispositions des polices quant aux obligations de l'assuré relativement à la déclaration du sinistre sont impératives et, sous peine de n'avoir aucune indemnité, l'assuré doit s'y conformer strictement.

242. *Article 9 de la police.* — Ces prescriptions sont nombreuses. Le plus simple pour les étudier est d'examiner l'article 9 de la police<sup>(93)</sup>. Les obligations de l'assuré lors du sinistre sont rangées sous quatre chefs, d'inégale importance. Il doit:

« a) Aviser la police locale dans les douze heures qui  
« suivent la constatation du vol et mettre immédiatement  
« opposition sur les titres volés, tant à la Bourse de Paris  
« qu'à la Bourse la plus proche du lieu du sinistre et par  
« tout où besoin est ; adresser à la direction une copie  
« textuelle de la plainte remise aux autorités judiciaires ». C'est là l'obligation capitale de l'assuré. En effet, comme on l'a dit, la soustraction frauduleuse ne rend pas le si-

(93) Réunion Française, mod. A.



nistre définitif, car il reste l'espoir de recouvrer la chose volée et de réduire ainsi à néant ou, tout au moins, dans une certaine mesure le montant du sinistre <sup>(94)</sup>.

Cette obligation de l'assuré comporte trois sortes de prestations d'égale importance, mais qui demandent cependant des explications particulières.

L'assuré doit aviser la police locale dans les douze heures suivant la constatation du sinistre : point n'est besoin d'insister sur la raison d'être de cette obligation : il s'agit de découvrir le voleur, de le rattraper et de recouvrer les objets volés. Il ne faut pas tarder, pour des raisons évidentes.

L'opposition à faire en Bourse s'explique en l'état de la loi de 1872 sur les titres perdus ou volés et aucune difficulté n'est susceptible de se présenter pour les titres français, mais elle reste sans effet pour les titres français volés en France et négociés à l'étranger, et surtout pour les titres étrangers volés en France et négociés à l'étranger. Dans ces cas-là, à prendre les expressions de la police au pied de la lettre, il faudrait conclure que l'assuré est obligé de faire opposition à l'étranger si une législation analogue à la loi de 1872 existe dans le pays étranger, ce qui reviendrait à rendre la situation de l'assuré singulièrement défavorable. Il est en effet prescrit à l'assuré de faire immédiatement opposition « partout où besoin est ». Cette expression est véritablement par trop vague, et susceptible de prêter à de nombreuses difficultés.

Enfin, l'assuré doit communiquer à la Compagnie la plainte par lui déposée. Ceci est stipulé pour garantir l'assureur contre les simulations de vol. L'obligation de porter plainte fera hésiter l'assuré à organiser une fraude

(94) De Warenguien, *op. cit.* 158.

ayant pour objet de lui faire toucher la prime prévue pour le cas de vol. En effet, le dépôt d'une plainte mensongère entraînant des sanctions pénales<sup>(95)</sup> mettrait l'assuré dans la situation d'un escroc vis-à-vis de l'assureur. Etant donné la raison d'être de l'exigence d'une plainte, l'on comprend que l'assuré ne soit pas déchu si la plainte n'a pas été déposée au Parquet<sup>(96)</sup> lorsqu'elle l'a été entre les mains du commissaire de police et que l'assureur a pu suivre son enquête.

Les trois paragraphes suivants de l'article 9 emportent pour l'assuré diverses obligations : d'aviser la Compagnie de tout vol, même non suivi d'effet<sup>(97)</sup>, par lettre recommandée, et de l'aviser télégraphiquement dès la constatation du vol si son montant paraît supérieur à 5.000 francs; d'établir dans les huit jours un état descriptif en double exemplaire des objets volés, l'un pour la police locale, et l'autre pour la direction de la Compagnie; enfin, de veiller à la sécurité et à la conservation des objets endommagés et de prendre toutes mesures pour découvrir les malfaiteurs et rentrer en possession des objets volés.

Cette obligation peut, elle aussi, prêter à des difficultés d'interprétation, à raison de la rédaction extrêmement générale du texte. L'assuré doit prendre toutes mesures « qui peuvent être jugées utiles ».

Enfin, les frais « strictement » nécessités par toutes ces opérations sont à la charge de l'assureur, qui les remboursera à l'assuré.

(95) Garçon, n<sup>os</sup> 28-42, p. 516-517. D'ailleurs, le fait par l'assuré de simuler un vol constitue une escroquerie. Cass. crim., 14 janvier 1933, *Gaz. Pal.* 15 février 1933.

(96) Aix, 2 janvier 1909; Trib. comm. Marseille, 28 février 1912; *Rec. Marseille*, 1909, 1, 125 et 1912, 1, 220.

(97) Cette prescription vise tous les vols, même ceux non assurés. Elle aura souvent l'occasion de s'appliquer pour les vols domestiques après lesquels on retrouve les objets volés dans la malle du domestique.

243. *Sanction.* — Quelle est la sanction si l'assuré n'observe pas les formalités ci-dessus ? D'une façon générale, ces formalités ne sont pas prescrites à peine de nullité. Il est stipulé dans la police que l'assuré « est responsable à « l'égard de la Compagnie du préjudice résultant pour « elle de ce que les délais ci-dessus n'ont pas été observés ». En fait, la Compagnie pourra toujours prétendre que, si les délais avaient été observés, elle aurait pu agir, faire arrêter le voleur et retrouver les objets volés, ce qui reviendra le plus souvent à édicter la déchéance de l'assuré négligent.

#### B. — ETABLISSEMENT DU MONTANT DE L'INDEMNITÉ EFFECTIVEMENT DUE

244. — Cette fixation peut donner lieu à certaines difficultés. Tout d'abord, les polices rappellent sous cette rubrique le caractère indemnitaire du contrat d'assurance, affirmant que la police d'assurance est « un contrat d'indemnité qui ne doit jamais constituer pour l'assuré une « source de gains, mais seulement le couvrir des pertes « qu'un sinistre lui a fait éprouver ; celles-ci doivent être « établies d'après la valeur réelle des objets assurés au « moment du sinistre, quelle que soit la valeur d'assurance ». En outre l'assureur ne couvre pas l'assuré du dommage indirect qu'il subit du fait du vol, c'est-à-dire de la perte de jouissance ou de la privation d'un bénéfice.

Cette clause n'est pas spéciale à l'assurance contre le vol, elle existe pour toutes les assurances de choses.

245. *Règle proportionnelle.* — Fort ancienne — certains auteurs prétendent même en trouver l'origine dans la loi

*Rhodia de jactu* — la règle proportionnelle a été adoptée par la pratique dès le xv<sup>e</sup> siècle en matière d'assurance maritime. On la trouve énoncée dans le *Guidon de la Mer*. Elle fut étendue aux assurances terrestres dès leur création en Angleterre, c'est-à-dire au début du xviii<sup>e</sup> siècle, d'où elle pénétra en France.

Elle est définie par l'article 31 de la loi du 13 juillet 1930 :

« S'il résulte des estimations que la valeur de la chose  
« assurée excède, au jour du sinistre, la somme garantie,  
« l'assuré est considéré comme restant son propre assu-  
« reur pour l'excédent et supporte, en conséquence, une  
« part proportionnelle du dommage, sauf convention con-  
« traire ».

Cet article définit ainsi ce que l'on appelle l'insuffisance d'assurance, ou la sous-assurance. On aperçoit tout de suite qu'il ne saurait y avoir sous-assurance lorsque la valeur assurable ne peut être déterminée (assurance de personnes, assurance de responsabilité quasi-délictuelle, risque de voisinage).

D'une manière générale, l'assurance est faite proportionnellement à la valeur totale de la chose assurée. En pareil cas, la règle proportionnelle reçoit application.

246. *Proportionnalité de l'assurance et de la valeur assurée.* — Nous empruntons à M. Ancey<sup>(98)</sup> un exemple dont la clarté fera saisir les conditions de cette application : Supposons qu'une maison d'une valeur de 400.000 francs soit assurée pour 300.000 francs seulement. En cas de sinistre total, pas de difficulté, l'assureur versera 300.000 francs ; l'assuré supportera une perte de un quart, représentant l'insuffisance d'assurance.

(98) César Ancey, *L'Assurance*, 1933.

Si le sinistre est de 200.000 francs, le sauvetage sera de 200.000 francs qui seront à partager proportionnellement entre l'assureur et l'assuré au prorata de leurs pertes respectives ( $3/4-1/4$ ), soit 150.000 francs pour l'assureur. Ces 150.000 francs viendront en déduction de sa garantie de 300.000 francs : il aura donc à payer 150.000 francs.

247. *Fondement de la règle proportionnelle.* — « On voit, ajoute M. Ancey, que la règle proportionnelle équivalait au partage proportionnel du sauvetage ; elle est fondée sur les règles de la co-assurance : l'assuré est considéré comme co-assureur pour la part qu'il a garantie pour lui. »

Cette justification de la règle proportionnelle par la co-assurance n'est pas admise par tous les auteurs. Certains considèrent que l'assuré ne peut jamais être juridiquement considéré comme son « propre assureur ». La vérité, écrit M. Weens<sup>(99)</sup>, est que celui qui ne s'assure pas n'est assuré en aucune manière. Même dans le cas où il constituerait une réserve pour sinistres éventuels, il n'y aurait pas assurance, car il n'existerait aucune communauté de risque. En effet, quels que soient les moyens économiques employés par lui, le non assuré éprouve, en cas de sinistre, une perte de valeur absolue, tandis que l'assurance couvre la perte.

Pour M. Weens, le véritable fondement juridique de la règle proportionnelle c'est le principe de la proportionnalité de l'indemnité à la prime. L'assurance, comme nous l'avons vu, consiste dans une compensation des risques entre un grand nombre de personnes. Il faut que, chaque année, le montant des primes suffise au paiement des in-

(99) M. Ch. Weens, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, 73 et s.



demnités dues pour sinistres. Cet équilibre indispensable au fonctionnement de l'assurance ne peut être obtenu que si chaque assuré paie une prime représentant la valeur exacte du risque <sup>(100)</sup>.

L'équivalence des prestations nous paraît être, en effet, une base juridique solide qui suffit à justifier l'application de la règle proportionnelle.

Ajoutons que, mieux éclairés, les assurés en comprennent maintenant le caractère juste et logique et qu'ils l'admettent sans protester.

*248. Portée d'application de la règle proportionnelle. —* La règle proportionnelle n'est applicable que sauf convention contraire.

Il peut être convenu que l'assurance est faite jusqu'à concurrence de la somme portée au contrat. En ce cas, l'assurance est « au premier risque » — ou « au premier feu », s'il s'agit d'assurance-incendie.

*249. Assurance au premier risque. —* Mais l'assurance au « premier feu » écarte-t-elle complètement l'application de la règle proportionnelle ? Ce serait une erreur que de le croire. Dans ce genre d'assurance, en effet, l'assuré est le plus souvent tenu de déclarer la totalité des existences, c'est-à-dire la valeur totale sur le montant de laquelle est prise la somme garantie. Sauf une tolérance qui, en pratique, est de 10 %, le rapport doit être constant entre la somme garantie et la valeur totale. Dès lors, si celle-ci vient à augmenter au delà de cette tolérance sans que la somme garantie ait été proportionnellement augmentée elle-même, l'assuré ne sera indemnisé que dans la propor-

(100) Cf. Weens, *op. cit.*

tion existant entre la prime perçue et celle qui l'aurait été si les augmentations eussent été déclarées. Comme on le voit, la règle proportionnelle retrouve, en ce cas, son application. Elle ne pourrait être entièrement écartée que si la déclaration des existences totales n'était pas exigée, ce qui n'intervient pas en matière d'assurance-incendie.

Au contraire, dans l'assurance-vol au premier risque, la règle proportionnelle est entièrement écartée.

Mais observons bien que cet abandon de notre règle est strictement limité à l'assurance au premier risque qu'il ne faut pas confondre avec une forme d'assurance très usitée que l'on appelle l' « assurance valeur partielle ». Comme l'assurance « valeur totale », l'assurance « valeur partielle » porte sur l'ensemble des objets soumis à la garantie, mais jusqu'à concurrence d'une somme déterminée représentant une proportion convenue de leur valeur totale. Dans ces deux espèces d'assurances, les dommages sont payés intégralement jusqu'à concurrence des sommes assurées par catégories d'objets, à la condition que les valeurs existantes au moment du sinistre dans chaque catégorie n'excèdent pas les valeurs déclarées dans la police. En cas d'excédent, il y a lieu d'appliquer la règle proportionnelle.

Au contraire, l'assurance au premier risque couvre, jusqu'à concurrence de la somme garantie, l'ensemble des objets soumis à l'assurance, sans qu'il puisse être fait application de la règle proportionnelle dans le cas où le montant des valeurs existantes au moment du sinistre serait supérieur au montant de la garantie <sup>(101)</sup>.

L'assurance au premier risque s'applique seulement

(101) La Compagnie L'Union, notamment, délivre des polices vol « valeur totale », « valeur partielle » et « au premier risque ».

aux espèces, titres, valeurs et détériorations immobilières. De plus, elle implique l'unité de risque — comme, d'ailleurs, l'assurance « valeur partielle ». Dès lors, lorsque les objets à assurer se trouvent dans des bâtiments formant des risques distincts, seule est admise l'assurance en « valeur totale ».

Cette dérogation à la règle proportionnelle n'est accordée que moyennant une surprime, justifiée par la nécessité de maintenir l'équivalence des prestations, base de toute assurance.

Signalons qu'en Angleterre, l'assurance au premier risque est la pratique normale.

250. *Valeur agréée.* — L'assurance à valeur agréée est encore un moyen d'échapper à l'application de la règle proportionnelle. Elle est, du moins, tenue pour telle, bien qu'il y ait lieu de faire une réserve à ce sujet.

Dans ce genre d'assurance, les parties se mettent d'accord pour fixer, dès la formation du contrat, la valeur de la chose assurée. En cas de sinistre total, c'est le montant de cette valeur qui représentera l'indemnité à la charge de l'assureur.

En France, cette convention n'est guère appliquée qu'aux objets dont la valeur d'estimation n'a aucun rapport avec le coût des éléments matériels qui ont servi à les fabriquer. Il en est ainsi des objets d'art. En pareil cas, la valeur assurable donne lieu à une appréciation contradictoire que l'assureur peut valablement s'interdire de discuter après sinistre.

Il n'en serait pas de même si la « valeur agréée » s'appliquait à des objets d'une valeur commerciale appréciable. Nous verrons ci-après qu'en pareil cas, l'estimation préalable peut n'avoir aucune efficacité.

Pourtant, la clause valeur agréée est appliquée par les assureurs anglais à cette dernière catégorie d'objets, et notamment aux voitures automobiles ; chaque année, il est procédé à une nouvelle évaluation de la voiture et la prime est fixée en conséquence pour les risques d'incendie et de vol et pour la tierce-assurance.

Pratiquement, l'assurance à valeur agréée ne donne lieu à aucune difficulté dans le règlement des sinistres. La raison en est que, généralement, la somme assurée est, en vertu d'un accord des parties, égale à la valeur assurable. On se trouve en présence d'une évaluation forfaitaire et préalable du dommage.

Mais il peut arriver que la valeur agréée soit supérieure à la valeur assurable. En pareil cas, pourrait-on contester à l'assureur le droit d'exiger une nouvelle expertise et de réduire l'indemnité à la valeur résultant de l'estimation au jour du sinistre ? Il ne le semble pas. N'oublions pas, en effet, que l'un des caractères essentiels de l'assurance de dommages (loi du 13 juillet 1930, art. 28) est d'être purement indemnitaire et que la somme due par l'assureur à l'assuré ne peut jamais dépasser la valeur de la chose assurée au moment du sinistre.

En conséquence, il n'est pas possible de prétendre que la valeur agréée puisse, dans tous les cas, représenter obligatoirement l'indemnité qui sera due par l'assureur — car l'on se trouverait en contradiction avec l'article 28 de la loi de 1930 — qui est d'ordre public.

*251. Calcul de la valeur au jour du sinistre.* — Les règles que nous venons d'énoncer suffisent en principe à régler toutes les difficultés, mais il reste une question de fait fort importante —, qui est capitale pour le règlement,

-- celle de savoir comment sera établie la valeur des choses volées au jour du sinistre.

Le plus souvent, les polices contiennent une clause d'après laquelle, si les parties ne peuvent fixer le montant des dommages de gré à gré, elles s'adressent à deux experts qui, en cas de désaccord, en choisissent un troisième <sup>(102)</sup>. Et, si l'une des parties néglige de nommer son expert, ou si les deux experts ne peuvent se mettre d'accord pour en nommer un troisième, il est, de convention expresse, nommé par le président du tribunal de commerce ou, à son défaut, par le président du tribunal civil. Les experts ont à estimer la valeur de l'objet en se servant de tous les éléments à leur disposition; de nombreuses difficultés se produiront s'il s'agit d'évaluer des objets d'art. Comment les experts pourront-ils, par exemple, estimer un tableau de maître qu'ils n'ont jamais vu ? On a bien proposé à cet égard de procéder à une expertise contradictoire pour établir la valeur de la chose lors de la conclusion du contrat. Mais ce procédé présente un premier inconvénient, c'est d'être coûteux. En second lieu, la valeur fixée lors de la signature du contrat peut n'être plus exacte à l'époque du sinistre. Enfin, on peut craindre qu'un assuré malhonnête ne fasse disparaître l'objet entre temps ou ne lui substitue un objet sans valeur. La porte reste donc ouverte à la fraude et aux contestations ; c'est pourquoi l'on exige toujours de l'assuré la preuve de la consistance de la chose au jour du sinistre.

### C. — MODES DE RÈGLEMENT DU SINISTRE

252. — Sont également communes à toutes les assurances de choses les difficultés naissant après la fixation du mon-

(102) Art. 12, Réunion Française.



tant de l'indemnité d'assurance. Elles ne présentent pas non plus un intérêt technique très grand en matière d'assurance-vol. Les polices d'assurance contre le vol prévoient, comme les autres polices d'assurance, que les frais d'expertise seront à la charge des parties, chacune supportant les honoraires de son expert, les frais occasionnés par la nomination du tiers expert étant, le cas échéant, partagés par moitié. D'autre part, et même si la police se transmet par endossement, les exceptions opposables au souscripteur originaire le sont à tout porteur <sup>(103)</sup>.

Le paiement de l'indemnité est, d'après les polices, effectué sans escompte, dans les quinze jours suivant la date à laquelle la responsabilité de la Compagnie a été déterminée.

253. *Remise de titres en paiement.* — Cependant une double remarque doit être faite relativement au mode de paiement de l'indemnité qui se fait, en principe, en argent. Tout d'abord, certaines polices prévoient que, dans le cas de titres volés, « la Compagnie se réserve la faculté de fournir les titres en remplacement, au lieu d'une indemnité en espèces » <sup>(104)</sup>. C'est le seul cas dans lequel l'assuré puisse être contraint de recevoir autre chose que de l'argent. Et notamment, si les objets volés sont restitués après le règlement, il est généralement convenu que l'assureur ne peut le contraindre à les reprendre et à lui rembourser le montant de l'indemnité : aux termes d'une clause de style : « si des objets dérobés sont restitués après le règlement des dommages, l'assuré devra en aviser la

(103) Art. ... 12, police de la Réunion Française, Mod. A., la plupart des autres assureurs, Minerve, Union, conviennent de payer en espèces, les titres étant évalués au dernier cours précédant le sinistre.

(104) *Ibid.*, i. f.

« Compagnie. Il aura, à dater de cet avis, un délai d'un  
« mois pour opter, soit pour le délaissement, soit pour la  
« reprise, en tout ou en partie, des objets restitués, moyen-  
« nant réduction s'il y a lieu ou restitution à due concur-  
« rence de l'indemnité qui aura été fixée ou qu'il aura  
« reçue ».

254. *Délaissement.* — Le délaissement n'est pas admis en matière d'assurance-dommages <sup>(105)</sup>, sauf dans l'assurance maritime, mais avec, à l'heure actuelle, des caractères très différents de ce qu'ils étaient à l'origine, et il n'est possible qu'en cas de sinistre majeur <sup>(106)</sup>. Il a surtout pour effet de permettre un règlement rapide de l'indemnité d'assurance. Mais, si l'on remonte à son origine historique, l'on s'aperçoit que le délaissement en droit maritime est au fond de même nature que le délaissement dans l'assurance-vol. En effet, très anciennement, une clause du contrat d'assurance maritime obligeait l'assureur à faire un paiement provisoire de l'indemnité si l'on ne recevait aucune nouvelle du navire dans un certain délai, et l'assuré restituait l'indemnité en cas de retour du navire. Mais, dès le xvi<sup>e</sup> siècle, le caractère provisoire de ce paiement fut supprimé, la perte fut réputée définitive au bout d'un certain temps; l'assuré cédait à l'assureur ses droits sur la chose assurée, au cas où le navire reviendrait. A l'heure actuelle, l'on applique la même règle dans les cas de « sinistre majeur », c'est-à-dire de perte fictive du navire assimilée à la perte réelle, dans lesquels le délaissement est possible.

Le délaissement a, toutefois, dans l'assurance contre le

(105) Art. 38 de la loi de 1930.

(106) Georges Ripert, *op. cit.*, 3<sup>e</sup> édit., III, n<sup>os</sup> 2797 et s.,

vol, un caractère différent, c'est que le paiement de l'indemnité n'est pas définitif, et qu'il dépend de l'assuré, au cas de restitution des objets volés, de les reprendre et de rendre à l'assureur, dans ce cas, la portion correspondante de l'indemnité ou de les abandonner à l'assureur. D'autre part, le délaissement n'est jamais possible, comme en matière maritime, avant le paiement de l'indemnité par l'assureur.

Cette règle s'explique car, bien souvent, les objets volés ont été remplacés par l'assuré et le fait de les récupérer ne présente plus pour lui aucun intérêt. L'assureur n'a pas à se plaindre: il a payé l'indemnité et il n'a en aucune manière à en escompter le remboursement. La restitution des choses volées peut lui procurer un bénéfice et l'opération présente pour lui un intérêt pécuniaire.

Il est donc logique de stipuler le délaissement en matière d'assurance contre le vol, étant donné que la restitution peut se produire à un moment où elle ne présente plus pour l'assuré aucun intérêt, alors que, dans l'assurance-incendie, par exemple, aucune modification ne peut plus s'opérer par la suite, dans la situation des objets assurés. D'autre part, ne pas prévoir le délaissement exposerait l'assuré à se voir réclamer, parfois un temps appréciable après le sinistre, le remboursement de tout ou partie de l'indemnité d'assurance ; il pourrait en résulter que le contrat devienne alors pour lui une opération économiquement défavorable.

La jurisprudence semble incliner à admettre le délaissement, dans certains cas, même en l'absence de stipulation l'autorisant. Un jugement du tribunal de commerce de la Seine <sup>(107)</sup> nous paraît sur ce point très significatif,

(107) 5 novembre 1932, *Revue gén. Ass. terr.*, 1933, 183. Cf. toutefois, sur ce point, la note de M. Maurice Picard, ci-après, p. 248.

décidant, d'une part, que la perte doit « s'entendre de la « privation de la chose, et non pas forcément de sa disparition définitive » et, d'autre part, qu'admettre le délaissement « est conforme à ce qu'en toute bonne foi l'assuré « est fondé à attendre de son assureur; qu'en effet, le preneur d'assurance entend notamment se protéger contre « les difficultés qu'il peut y avoir pour lui à entrer en possession de son véhicule lorsque celui-ci, après avoir été « perdu, est retrouvé entre les mains d'un tiers ».

255. *Déchéances.* — Il est un certain nombre de cas dans lesquels l'assuré n'a droit à aucune indemnité, bien que le vol commis l'ait été dans les conditions prévues par la police. Il en est ainsi lorsque l'assuré s'est comporté de manière à subir les déchéances stipulées au contrat. Ces déchéances sont celles admises en matière d'assurance contre l'incendie: « Si l'assuré exagère frauduleusement le « montant des dommages, s'il suppose disparus par le fait « des voleurs des objets n'existant pas lors du sinistre, ou « s'il dissimule tout ou partie des objets assurés, ou s'il « emploie comme justifications des moyens ou documents « mensongers ou frauduleux, il est entièrement déchu de « tous droits à une indemnité sur l'ensemble des objets « disparus, détruits ou détériorés, la déchéance étant indivisible, sans distinction entre les diverses catégories des « objets assurés » <sup>(108)</sup>.

Ces déchéances sont le droit commun des assurances de choses; dès lors que l'assuré a commis une fraude dans le contrat, son droit à indemnité doit disparaître.

(108) Art. 14, police Réunion Française, art. 19 police Union.

## D. — EFFETS DU RÈGLEMENT

256. — Le paiement de l'indemnité d'assurance libère l'assureur, conformément au droit commun. Il a en plus pour effet de le subroger dans les droits de l'assuré contre le tiers responsable.

257. *Subrogation de l'assureur dans les droits et actions de l'assuré.* — Antérieurement à la promulgation de la loi de 1930, l'assureur n'était pas subrogé de plein droit dans les droits et actions de l'assuré contre les auteurs responsables du sinistre. Sur ce point, la jurisprudence se montrait très ferme : l'assureur n'étant pas tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de l'indemnité convenue au profit de son assuré, il se trouvait sans droit pour invoquer le bénéfice de l'article 1241 § 3 du Code civil <sup>(109)</sup>.

Tout au plus, la Cour de Cassation avait-elle accordé à l'assureur, en matière d'incendie, une action directe contre le tiers responsable du sinistre <sup>(110)</sup>, action qui ne pouvait être assortie de toutes les garanties transférées par la subrogation.

Cette situation avait amené les assureurs à stipuler dans leurs polices une clause portant subrogation à leur profit des droits et actions de l'assuré contre les auteurs responsables de l'accident. Si la jurisprudence n'a jamais admis que cette clause fût une subrogation, elle l'a, néanmoins, toujours validée en tant que réalisant une cession de droits et elle a jugé que l'assuré avait, en présence d'une telle stipulation, l'obligation de réserver le recours de son assureur.

(109) V. notamment Cass. Civ., 13 novembre 1928, *Gaz. Pal.*, 1928, 1, 288.

(110) Cass., 22 déc. 1852, D. 1853, 1, 93. Voir aussi Ancy et Sicot, *op. cit.*



258. *Art. 36 loi 1930.* — La loi de 1930 nous apporte sur ce point une innovation. Son article 36 dispose que « l'assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé, « jusqu'à concurrence de cette indemnité, dans les droits « et actions de l'assuré contre les tiers qui, par leur fait « ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur. » La loi ajoute que « l'assureur « peut être déchargé, en tout ou en partie, de sa responsabilité envers l'assuré, quand la subrogation ne peut « plus, par le fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur ».

Il semble donc que l'article 36 crée un nouveau cas de subrogation légale en matière d'assurances de dommages puisque, désormais, l'assureur pourra exercer tous les droits de l'assuré contre le tiers responsable du dommage, même en l'absence de toute cession de droits par l'assuré.

259. *Nature juridique.* — Mais s'agit-il d'une véritable subrogation ? M. Capitant ne le pense pas. Selon lui <sup>(111)</sup>, l'expression de subrogation est inexacte : l'assureur n'est pas un tiers qui paie le créancier en l'acquit du débiteur (art. 1250 C. Civ.) : il ne paie que sa propre dette. Il y a donc, en réalité, cession de créance éventuelle de l'assuré contre le tiers responsable.

Dans son rapport au Sénat sur la loi de 1930 <sup>(112)</sup>, M. Curral constate que d'après la jurisprudence, la disposition prévue par l'article 36 s'analyse bien en une cession de droits. Il en tire cette conclusion que les droits de l'assureur vont, dans certains cas, primer ceux de l'assuré. Supposons, en effet, que la réalisation du patrimoine du

(111) *Revue gén. Ass. terr.*, 1930, 780, note 49.

(112) Sénat, n° 395, 1930.

tiers responsable ne suffise pas à couvrir l'intégralité du dommage causé. En ce cas, dit M. Curral, l'assureur, cessionnaire de la créance de dommage, se fera payer d'abord en vertu de la règle « qui cède garantit ». L'assuré, que l'indemnité versée par l'assureur n'aura pas complètement désintéressé, se verra donc frustré du surplus. D'où la nécessité de prévoir comme dans la loi allemande, une disposition réservant les droits de l'assuré.

Le législateur n'a pas cru devoir adopter une telle disposition — et nous pensons que l'utilité n'en était pas démontrée. Sans même qu'il soit besoin d'invoquer l'article 1252 du Code civil, aux termes duquel le créancier subrogeant (en l'espèce l'assuré) peut exercer ses droits pour ce qui lui reste dû, par préférence au subrogé dont il n'a reçu qu'un paiement partiel, il suffit de constater que l'article 36 ne subroge l'assureur que jusqu'à concurrence de l'indemnité qu'il a payée. Admettons que l'expression « subrogation » soit impropre. Il n'en reste pas moins que selon la volonté expresse du législateur, les droits cédés à l'assureur ont pour limite le montant de l'indemnité qu'il a versée. Au surplus, dans la pratique, les grandes Compagnies d'assurances françaises ne font aucune difficulté pour admettre cette limitation. La cession des droits à leur profit qu'elles continuent d'insérer dans leurs polices est, en effet, limitée aux capitaux couverts et ne s'exerce qu'au prorata des créances respectives de la Compagnie et de l'assuré.

Nous pouvons donc conclure que, dans tous les cas, l'assuré conserve la faculté d'agir lui-même par préférence contre le tiers responsable au cas où l'indemnité d'assurance ne couvrirait pas l'intégralité du dommage.

260. *Droits de l'assureur subrogé à l'égard du tiers.* — L'application de notre article 36 soulève une difficulté en matière d'assurance-vol. Le recours qu'il prévoit n'est, en effet, donné que contre les tiers qui « par leur fait » ont causé le dommage ayant donné lieu à la responsabilité de l'assureur.

Or, il peut se faire — et l'hypothèse est pratique — que l'objet volé se trouve entre les mains d'un tiers qui ne soit pas l'auteur du vol. Quels vont être, en pareil cas, les droits de l'assureur?

A notre avis, il ne pourra se prévaloir des dispositions de l'article 36 sur lequel aucune action en recours ne saurait être valablement fondée si elle n'est dirigée contre le « fauteur du sinistre » ou contre une personne contractuellement responsable.

Cette situation explique que les assureurs maintiennent dans leurs polices une clause aux termes de laquelle l'assuré leur consent une cession de ses propres droits. En vertu de cette clause, l'assureur pourra agir contre le tiers détenteur de mauvaise foi, conformément aux dispositions de l'article 2279 du Code civil. C'est l'application du droit commun. Il faut donc admettre que si le tiers-détenteur est un possesseur de bonne foi, l'assureur — cessionnaire des droits de l'assuré — ne pourra obtenir la restitution de l'objet volé qu'en remboursant au possesseur le prix qu'il lui a coûté (art. 2280 C. civil), sauf recours dudit assureur contre l'auteur du vol. Le Tribunal de Commerce de Lyon a fait une intéressante application de ces principes dans un jugement en date du 14 juin 1933 <sup>(113)</sup>.

La découverte de l'objet volé aux mains d'un tiers peut

(113) *Gaz. jud. et commerc. Lyon*, 1933, 323 ; *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, 1122 et s. et la note de M. Maurice Picard.

donner lieu à une difficulté d'un autre ordre. En pareil cas, l'assureur est-il fondé à soutenir qu'il n'est pas tenu au paiement de l'indemnité convenue, dès lors que l'assuré peut exercer lui-même son droit de revendication ?

Tel n'est pas l'avis du Tribunal de Commerce de la Seine qui, dans un jugement en date du 5 novembre 1932 (114), a condamné l'assureur au paiement de la valeur de la voiture volée, en fondant sa décision sur les motifs suivants :

« Attendu que X... s'étant engagé à indemniser D... de  
« la perte de sa voiture par suite de vol, le vol dont ce  
« demandeur a été la victime constitue pour lui la perte  
« visée dans la police d'assurance ;

« Attendu qu'en effet, D... s'est trouvé et se trouve en-  
« core matériellement privé de sa voiture, une action en  
« revendication contre le sieur B... étant forcément aléa-  
« toire ;

« Attendu qu'il est d'usage constant sur le marché  
« français des assurances, lorsque la voiture volée est  
« retrouvée entre les mains d'un tiers présumé de bonne  
« foi que la Compagnie rembourse à son assuré le mon-  
« tant convenu ; qu'elle prenne ainsi à sa charge les aléas  
« de l'action en revendication et exerce, si bon lui sem-  
« ble, ladite action par voie de subrogation. »

Dans cette espèce, une clause de la police subrogeait l'assureur dans les actions de l'assuré. Comme nous venons de le voir, l'existence de cette clause, considérée comme une cession, était indispensable à l'exercice par l'assureur de l'action en revendication. Mais à supposer que l'assureur réussisse dans cette action, sera-t-il en droit de restituer la voiture à l'assuré et de lui réclamer le rem-

(114) *Rev. gén. Ass. terr.*, 1933, 183.

boursement de l'indemnité versée ? A cette question M. Maurice Picard répond de la manière suivante <sup>(115)</sup> :

« On pourrait soutenir que l'assureur a ce droit, en déclarant qu'il y aurait, dans le cas contraire, un véritable délaissement <sup>(116)</sup>. Mais qui ne voit les inconvénients qu'il y aurait à obliger ainsi indirectement l'assuré à attendre l'issue du procès en revendication pour rem- placer sa voiture ? Et puis, la subrogation de l'assureur dans les actions de l'assuré ne constitue pas juridiquement un délaissement. »

Ce dernier argument nous paraît péremptoire, surtout si l'on admet que, lorsque le tiers n'est pas l'auteur responsable du sinistre, l'action en revendication ne peut être exercée par l'assureur qu'en vertu d'une cession dont l'effet est de dessaisir définitivement l'assuré de ses droits et actions jusqu'à concurrence de l'indemnité versée.

*261. Etendue de la subrogation.* — Il nous reste à examiner quelle est l'étendue d'application de notre article 36. Vise-t-il tous les droits et actions de l'assuré, quelle qu'en soit la nature ?

Selon MM. Ancey et Sicot <sup>(117)</sup>, la généralité des termes employés par le législateur englobe le recours contre tout détenteur de la chose d'autrui (dépositaire, locataire) qui peut être rendu responsable de la destruction ou de la détérioration des biens confiés à sa garde, sans qu'il soit nécessaire d'établir que cette perte provient de son fait. En d'autres termes, le recours pourra être exercé non seulement contre le fauteur du sinistre, mais contre le co-con-

(115) Note dans la décision rapportée.

(116) L'article 38 de la loi de 1930 prohibe le délaissement des objets assurés, sauf convention contraire. Cette convention existe dans les assurances faites à « valeur agréée ».

(117) *La loi sur le contrat d'assurance*, 2<sup>e</sup> édit., p. 162.



tractant de l'assuré, conventionnellement responsable de la chose qu'il détient. Il va de soi que si ce tiers-détenteur se trouvait exonéré de son obligation — (en cas de force majeure, par exemple) — le recours deviendrait impossible.

Ajoutons que l'assureur peut renoncer au recours que la loi lui accorde. Cette renonciation, assez souvent demandée par l'assuré, lui est consentie, le cas de malveillance excepté, moyennant une surprime. Notre texte lui-même, par dérogation au principe qu'il pose, prive l'assureur de tout recours contre toutes les personnes vivant habituellement au foyer de l'assuré (enfants, descendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, ouvriers, domestiques) sauf le cas de malveillance commise par une de ces personnes.

262. *Critique du système.* — On a, parfois, contesté la légitimité de la subrogation — ou plus exactement de la cession des droits — octroyée à l'assureur, à l'aide du raisonnement suivant : dès lors que l'assuré a été indemnisé, il n'éprouve aucun préjudice du fait du sinistre qui a donné lieu à la garantie de l'assureur. Celui-ci ne devrait donc posséder aucun recours contre un tiers responsable dont l'assuré ne serait pas créancier.

Un tel raisonnement, dit M. J. Perroud<sup>(118)</sup>, méconnaît complètement la nature et le fonctionnement du contrat d'assurance. Ce contrat est fait pour couvrir l'assuré de la perte que peut lui causer le sinistre. Mais le sinistre, s'il détruit ou endommage la chose assurée, donne contre le tiers responsable une action en indemnité qui vient réduire ou faire disparaître le préjudice. L'assurance ne

(118) *Rev. gén. Ass. terr.*, 1932, 299.

couvre donc que le dommage pouvant résulter de l'absence ou de l'insuffisance de ce recours contre un tiers responsable — d'où il suit, qu'en toute équité, l'assureur est fondé à récupérer la quote-part qu'il a versée toutes les fois que le recours est possible. Mais, dit-on, c'est, en tout cas, lui concéder une faveur vraiment exagérée, lui faire un cadeau aux dépens de l'assuré<sup>(119)</sup>.

Cette objection, réplique M. J. Perroud<sup>(120)</sup>, néglige le fait qu'en considération de l'avantage qu'il reçoit, l'assureur pourra consentir un tarif de primes plus réduit. Par là, il tiendra compte à l'assuré du « cadeau » qui lui est fait.

En résumé, il ne subsiste, croyons-nous, aucune raison de contester l'opportunité d'une cession de droits qui, juste dans son principe, ne peut que faciliter le développement de l'assurance.

## E. — PRESCRIPTION

263. — Pour la prescription, il suffit de se référer aux règles établies par les articles 25 à 27 de la loi de 1930 : en matière d'assurances terrestres, le temps de la prescription est fixé à deux ans à partir du sinistre, qu'il s'agisse des droits de l'assuré à l'égard de l'assureur, ou de l'action de l'assureur en paiement des primes. Les assurances terrestres sont donc à l'heure actuelle régies par une règle différente de celle applicable à l'assurance maritime, pour laquelle le délai de prescription est de cinq ans, d'après l'article 432 du Code de commerce.

Le point de départ de la prescription est le jour du si-

(119) H. Capitant, *Rev. gén. Ass. Terr.*, 1930, 780, note 50.

(120) V. *supra*, note 118.

nistre, ou l'échéance des primes, ou, en cas de réticence ou de fausse déclaration, le jour où l'assureur en a eu connaissance. Le point de départ de la prescription est retardé si les intéressés prouvent qu'ils n'ont connu le sinistre que tardivement. Au cas où l'action de l'assuré a pour cause le recours d'un tiers, ce point de départ est du jour où le tiers a actionné l'assuré en justice ou a été indemnisé par lui.

Cette prescription n'est pas suspendue au profit des incapables (art. 27, al. 1<sup>er</sup>) et les causes d'interruption sont celles du droit commun, auxquelles il faut ajouter l'envoi d'une lettre recommandée par l'assureur à l'assuré pour l'action en paiement de la prime, et, pour l'action en paiement de l'indemnité, la désignation d'experts à la suite du sinistre (art. 27, al. 2).

#### F. — RÉSILIATION OU RENOUVELLEMENT TACITE APRÈS LE SINISTRE

264. — A la suite d'un sinistre, une clause de style réserve à l'assureur le droit, ou de résilier pendant le mois suivant la déclaration du sinistre ou, au plus tard, lors du paiement de l'indemnité, au moyen d'une notification par lettre recommandée, sauf remboursement par la Compagnie de la portion de prime correspondant à la période pendant laquelle elle ne couvre plus le risque. La police réserve d'ailleurs à l'assuré le même droit de résiliation, si l'assureur use de son propre droit, dans les mêmes formes, à cette différence que l'assureur conserve alors généralement la totalité de la prime échue et que l'assuré ne peut réclamer aucun remboursement de ce chef.

Il est à remarquer que l'assureur a même le droit de résilier les autres polices du même assuré, toujours moyennant remboursement de la portion des primes restant à courir, l'assuré jouissant de la même faculté, sans qu'elle donne lieu à indemnité au profit de la Compagnie, mais toujours en faisant abandon des primes échues.

Si l'assureur n'use pas de son droit de résiliation, la police continue ses effets, étant stipulé que la somme assurée pour l'année en cours est diminuée du montant de l'indemnité payée. Toutefois il est souvent convenu que l'assuré peut, par simple lettre recommandée, demander la reconstitution de la garantie primitive, en s'engageant à verser, soit par imputation sur l'indemnité de sinistre, soit directement, une prime proportionnelle au capital à reconstituer et au temps à courir du jour du sinistre jusqu'à la prochaine échéance de la prime, ou, si la Compagnie a usé de son droit de résiliation, jusqu'à la date de la cessation de la garantie <sup>(121)</sup>.

(121) Police Union, modèles G., F.





## QUATRIÈME PARTIE

### APERÇU DE L'ASSURANCE-VOL A L'ÉTRANGER

265. — L'assurance contre le vol a été, nous l'avons indiqué, pratiquée à l'étranger avant même de l'être en France. Elle y a également donné lieu à des difficultés, dont l'étude approfondie mérite une monographie spéciale. Leur examen détaillé dans tous les pays où l'on pratique l'assurance contre le vol dépasse de beaucoup le cadre de la présente étude. Il nous a cependant paru intéressant, après avoir essayé d'étudier en détail cette institution telle qu'elle se présente en France, et avant de conclure, de donner quelques indications fragmentaires sur l'état de la question en Allemagne et dans les pays anglo-saxons. Nous ne pouvons prétendre faire œuvre de droit comparé et établir un parallèle entre la situation dans ces pays et en France, — malgré l'intérêt d'une telle étude, — encore moins épuiser la question. Mais nous espérons, d'une part, attirer l'attention sur une matière encore à peu près inexplorée en France, et il nous a paru, d'autre part, intéressant de tracer de l'assurance contre le vol à l'étranger une esquisse, pour embryonnaire et incomplète qu'elle soit. Elle se trouve écourtée, surtout en ce qui concerne les pays anglo-saxons, du fait que nous avons plus d'une fois, dans les pages qui précèdent, donné incidemment quelques indications sur les solutions adoptées sur un point précis dans tel ou tel pays étranger.

## A. — ALLEMAGNE

266. *Développement de l'assurance contre le vol.* — L'assurance contre le vol semble avoir été pratiquée assez anciennement en Allemagne. L'on en trouve les premières traces rudimentaires au xvii<sup>e</sup> siècle. A cette époque, il existait dans ce pays des « gildes » <sup>(1)</sup> qui protégeaient leurs membres contre les suites de l'incendie et, de façon occasionnelle, contre le vol du bétail <sup>(2)</sup>. Une autre manifestation de la tendance au développement de notre assurance en Allemagne apparaît, au milieu du siècle dernier, dans les garanties que l'on pouvait obtenir contre le vol des abeilles <sup>(3)</sup>.

Comme dans les autres pays, l'on constate, en Allemagne, la même évolution rapide de l'assurance contre le vol, au cours de ces dernières années, surtout depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle. Dès 1910, il semble que le risque-vol y faisait, beaucoup plus fréquemment qu'en France, l'objet d'un contrat d'assurance, ce que l'on explique par l'influence de divers facteurs et, notamment, par le fait que, d'une façon générale, l'assurance y était plus entrée dans les mœurs que dans notre pays où, il n'y a guère, la province ignorait à peu près complètement l'existence même de notre assurance.

En second lieu, dans les grandes villes françaises, l'institution des concierges, très généralement en usage, a pour

(1) Rapp. *supra*, n° 18.

(2) V. Kleeberg, *Zur Entstehungsgeschichte der Diebstahl und Raubversicherung*, *Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft*, 1919, 330. Il faut rappeler ici les embryons de confréries contre le vol des chevaux en Russie, et le fait que le vol de bétail est le premier qui ait préoccupé les sociétés primitives, Exodo, XXII, 1 et 5.

(3) Manes, *Versicherungswesen*, 5<sup>e</sup> édit., II, 168.

effet de diminuer le nombre des vols dans les appartements et de rendre notamment très difficiles les vols par la cour de l'immeuble, tandis qu'en Allemagne, il n'existe guère de concierges que dans les maisons importantes et luxueuses. Enfin, les boutiques semblent mieux protégées par des volets de fer en France qu'en Allemagne<sup>(4)</sup>, encore que cette dernière cause de différence paraisse, à l'heure actuelle, être moins accusée.

Quoi qu'il en soit, le développement pris en Allemagne par l'assurance contre le vol depuis la fin du siècle dernier est absolument remarquable. Le point de départ en est né à Hambourg, où des compagnies d'assurances anglaises ont commencé à couvrir le risque vol. Cette augmentation fut presque complètement enrayée durant les années de guerre, par suite de la multiplication des sinistres, qui incita les assureurs à se montrer extrêmement circonspects dans l'acceptation du risque et à rejeter un grand nombre de risques indésirables : on cite telle compagnie d'assurance à qui 75.000 marks de sinistres furent déclarés en 1915, 250.000 marks en 1916 et plus d'un million de marks en 1917...

267. *Lutte préventive contre le vol.* — Sans être encore parvenu sur ce point à une organisation aussi parfaite que celle des Etats-Unis<sup>(5)</sup>, on commence à se préoccuper en Allemagne de lutter contre le vol non seulement par l'assurance, mais aussi en utilisant des moyens de protection scientifiques<sup>(6)</sup>.

268. *Vol assurable.* — Les solutions admises en ce qui concerne le risque assurable, se rapprochent beaucoup des

(4) *Die Linbruchdiebstahl-Versicherung in Deutschland und Frankreich*, Oesterreichische Versicherungs-Zeitung, 8 janvier 1910.

(5) *Infra*, n° 278.

(6) Manes, *Amerikanische Diebstahlversicherung und Vorbeugung*, Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft, 1927.

solutions françaises. Avant toutes choses, il semble nécessaire de dégager la notion de vol assurable, et de se référer ici encore, aux solutions de la loi pénale, c'est-à-dire aux articles 242 et 243 du Code pénal allemand. Est donc considéré comme vol simple (*Diebstahl*) la violation du droit de propriété consistant dans l'appropriation, contraire au droit, d'une chose mobilière appartenant à autrui et qui est amenée dans ce but entre les mains de l'auteur. Sans pouvoir entrer dans le détail des difficultés se rapportant à la délimitation du délit de vol, nous voyons qu'il n'est nullement téméraire d'affirmer que la notion de vol ainsi dégagée se rapproche très sensiblement de celle admise en droit français.

Il semble qu'à cet égard, l'assurance contre le vol simple ait été envisagée en Allemagne et même pratiquée pour une catégorie de meubles dont l'usage est certainement beaucoup plus répandu chez nos voisins que chez nous, à savoir, pour les bicyclettes. Cette assurance a été une des premières formes de l'assurance contre le vol en Allemagne. Après quelques années d'éclipse, elle a reparu victorieusement en 1920, et son champ d'application n'a fait que s'étendre (7). D'autre part, l'assurance contre le vol du bétail d'élevage a pris, dans ce pays, une grande extension (7 bis). Enfin, la crise économique dont il a souffert immédiatement après la guerre, y a donné naissance à des formes d'assurance peu usitées en France. C'est ainsi que, dès 1920, on se mit à assurer contre le vol des vêtements dans les vestiaires. De nombreux théâtres, restaurants, recoururent à cette forme de garantie (8), et l'on cite même des Universités qui se sont assurées contre le

(7) Manes, *op. cit.*, 170, 178.

(7 bis) De Warengnien, *op. cit.*, 288.

(8) Manes, *op. cit.*, 178.

vol des effets déposés par les étudiants dans les bibliothèques, salles de cours <sup>(9)</sup>. C'est la même raison qui explique qu'une Compagnie d'assurances viennoise se soit préoccupée, également en 1920, de couvrir, moyennant une prime de 6 % de la somme assurée, le vol du contenu des poches et sacs de toute personne se trouvant dans un lieu public quelconque <sup>(10)</sup>.

Par ailleurs, il semble que l'on exclue, en Allemagne, le vol commis par des familiers de la maison de l'assuré.

269. *Vol qualifié*. — Le groupe le plus important des vols couverts par l'assurance contre le vol en Allemagne est l'assurance contre le vol qualifié, c'est-à-dire le vol avec effraction (*Einbruchdiebstahl*), le vol commis à l'aide de fausses clés (*Diebstahl mit falschen Schlüsseln*) et le vol commis la nuit (*nächtlicher Diebstahl*).

Il y a vol avec effraction dès lors que l'objet est volé pendant qu'il se trouvait dans un bâtiment ou une pièce close et que le délit a été commis à l'aide d'effraction ou d'escalade des clôtures ou effraction du contenant de la chose volée.

Sont considérés comme fausses clés, lorsqu'il s'agit de préciser la notion de vol commis avec leur secours, non seulement les clés qui ne sont pas destinées à la serrure, ou qui ont été faites spécialement dans l'intention de servir à son ouverture frauduleuse ayant permis le vol, mais aussi tout instrument qui ne sert normalement pas à l'ouverture d'une serrure (crochet, couteau, etc...) et qui a été employé à l'ouverture d'une maison ou de ses dépendances ou d'une porte intérieure ou d'un récipient contenant la chose volée.

(9) *Ibid.*

(10) *Ibid.*



Il y a enfin vol commis la nuit lorsqu'il a été perpétré dans une maison habitée — à quoi on assimile tout local habité, tel un bateau — dans laquelle le voleur s'est introduit furtivement, et s'est caché en vue de commettre l'infraction, en l'absence même d'habitants de la maison au moment du délit.

Enfin, l'assurance contre le vol couvre généralement aussi le pillage et le vol à main armée sur la personne (*Beraubung*).

270. *Responsabilité de l'assureur.* — Dans toutes ces hypothèses, l'assureur est responsable non seulement de la valeur volée, mais aussi de tous les dommages aux bâtiments, locaux et meubles renfermant la chose volée ; il convient de noter à cet égard une conception remarquablement extensive de la responsabilité de l'assureur pour le pillage : l'assureur répond en effet dans certains cas des dommages causés à la personne qui portait les valeurs volées, jusqu'à un maximum, généralement 1.000 Reichsmarks pour les frais médicaux et pharmaceutiques et pour l'indemnité de décès (*Sterbegeld*). Une compagnie d'assurance va même jusqu'à couvrir, non seulement l'assuré exécutant ses obligations professionnelles, mais celui qui le remplace lorsqu'il est empêché de faire son service ou qu'il a été autorisé à se faire remplacer.

271. *Assurances tous risques et assurances-infidélité.* — Le plus souvent d'ailleurs, le vol ne fait pas seul l'objet de l'assurance, qui couvre un certain nombre de risques que l'on a coutume d'associer : vol, pillage, vol à main armée, incendie, échange, volontaire ou non (*Vertauschen, Verwechseln*), et dommages causés par la foudre et l'ouragan.

Enfin, les détournements peuvent faire l'objet d'une as-

surance (*Unterschlagungsversicherung*). Il faut d'ailleurs distinguer en cette matière entre deux sortes de contrats, que l'on appelle indifféremment assurance-infidélité, assurance-garantie ou assurance-caution (*Veruntreuungs-Garantie-Kautionsversicherung*): dans un premier cas, l'employeur se garantit de la fidélité de son préposé en lui faisant conclure une assurance sur la vie. Cette forme de contrat avec toutes ses modalités est tout à fait en dehors de l'assurance contre le vol.

Au contraire, l'autre aspect de l'assurance-infidélité s'apparente étroitement à l'assurance contre le vol: l'assureur garantit l'employeur ou l'Administration contre le préjudice qui pourrait lui être causé par les infidélités et détournements d'espèces monnayées, de valeurs et marchandises par le préposé ayant contracté l'assurance. La garantie de l'assureur est due dès lors que l'assuré commet un détournement, une infidélité... au cours de ses occupations professionnelles, pendant toute la durée du contrat. Cette forme d'assurance n'a d'ailleurs pas atteint en Allemagne tout le développement que l'on pouvait attendre et reste spécialement le domaine des assureurs des Etats-Unis <sup>(11)</sup>. C'est ainsi qu'en Allemagne, cette forme d'assurance n'est pratiquée que par un petit nombre d'assureurs et présente en outre cette particularité que les primes sont le plus souvent payées par l'employeur.

La garantie de l'assureur est due dès lors que les faits délictueux ont été commis par l'employé au cours de la durée du contrat, à condition qu'ils soient découverts dans les deux ans suivant l'expiration de la police, sans qu'il y ait à distinguer suivant que l'employé est encore en fonctions ou non au moment de cette découverte.

(11) V. sur ce point, Riegel-Loman, *Insurance Principles and Practices*, New-York, 1929, 2<sup>e</sup> éd.

272. *Assurance collective contre les détournements du personnel.* — Enfin, depuis 1909, l'on pratique en Allemagne l'assurance de l'ensemble du personnel (*Kollektivgarantie-versicherung*) sous la forme suivante : l'assureur garantit l'employeur, le plus généralement une banque, contre les malversations commises par son personnel, qui n'est pas nommément désigné, mais le chiffre total maximum des membres du personnel est indiqué à la police. Cette assurance peut être contractée, soit pour les employés chargés des services de caisse, soit pour la totalité des employés. Etant donné la gravité du risque pour les banques, celles-ci ne peuvent assurer que pour la totalité l'ensemble de leur personnel. Il n'est pas besoin d'insister sur le danger que présente une telle assurance pour les Compagnies, et qui se répercute évidemment sur le montant assez élevé de la prime. Il est difficile de comparer les taux qui varient suivant de nombreux éléments, qu'il s'agisse d'assurance contre le détournement commis par un ou plusieurs employés nommément désignés ou par des employés dont l'individualité est par hypothèse inconnue de l'assureur. Indiquons seulement que si, dans le premier cas, la prime varie entre 3/4 % et 2 % de la somme assurée, son montant oscille pour l'assurance collective, entre 1 % et 5 % <sup>(12)</sup>.

273. *Assurance-dépôts et assurance des caissiers.* — Il existe encore en Allemagne deux autres catégories d'assurances qui sont pratiquées exceptionnellement et ne jouissent pas dans ce pays de la vogue qu'ils connaissent aux Etats-Unis, l'assurance-dépôt (*Depotversicherung*) et l'as-

(12) Manes, *op. cit.*, 182.

assurance des caissiers ayant entre les mains des fonds publics (*Kassenversicherung*).

La première de ces polices est en réalité une police tous risques, garantissant le propriétaire de sommes ou valeurs... remises en dépôt ou en gage à un tiers contre la perte par vol, incendie de l'objet mis en gage.

Quant à la seconde forme d'assurance, d'origine toute récente, elle n'est pratiquée que depuis 1928 par la Chambre des assurances bavaoises. Cette assurance, outre qu'elle ne concerne que les personnes morales de droit public et les entreprises d'utilité publique, présente ceci de particulier qu'elle couvre l'autorité assurée contre toute espèce de délits qui peuvent être commis par le fonctionnaire ou l'employé (faux, usages de faux...): l'on pourrait parler d'une véritable assurance contre tous les délits des préposés ou fonctionnaires.

274. *Technique de l'assurance.* — Sans vouloir entrer dans les détails concernant les difficultés tenant à la technique de l'assurance elle-même, nous voudrions donner quelques détails sur les différentes modalités de l'assurance contre le vol.

Les polices contre le vol dans les maisons particulières (*Einbruchdiebstahlversicherungspolice von Privathaus-haltungen*) comportent, ainsi que les questionnaires, un certain nombre de postes ainsi subdivisés :

Poste 1 : Comportant l'ensemble de l'installation de la maison particulière, y compris les objets appartenant aux personnes vivant avec l'assuré dans sa maison, y compris les installations téléphoniques, de T. S. F., les compteurs à gaz, à eau, et électrique... exception faite pourtant des véhicules à moteurs. Il est entendu que l'assureur ne ré-

pond, pour le contenu de la cave et des dépendances <sup>(13)</sup>, pour les bijoux d'or et d'argent, pour l'argent, les espèces et valeurs en coffre-fort, respectivement à concurrence de 10 % seulement de la valeur assurée. Sa responsabilité est restreinte à 1 % de la valeur assurée pour les espèces et valeurs généralement sous clés et assurées au premier risque. Sont exclus les valeurs et bijoux des domestiques, sauf s'ils sont rangés dans des locaux occupés par les maîtres, ou gardés sous clé, conformément aux clauses de la police.

Poste 2 : Dommages causés aux locaux assurés.

Poste 3 : Assurance du trésor d'une banque par exemple.

Poste 4 : Autres objets.

L'assuré est tenu d'autre part de donner des valeurs et collections, etc., se montant à plus de 500 Reichmarks, un état tenu à jour et de les maintenir dans les lieux indiqués à la police.

La valeur d'assurance ne comporte une indication particulière tenant à la rareté de l'objet assuré ou le fait de sa qualité artistique ou scientifique que si une clause spéciale de la police y fait allusion.

*275. Caractères propres de l'assurance en Allemagne.* — D'une façon générale, l'assurance contre le vol se présente en Allemagne comme ayant des tendances très libérales : c'est ainsi que l'assureur contre le vol des mobiliers continue à couvrir le risque en cas de déménagement de l'assuré dès lors qu'il a été informé du déménagement.

De l'avis de spécialistes autorisés, l'assurance contre le

(13) C'est-à-dire la cour, le grenier, les cuisines, offices... chambres de domestiques et d'amis se trouvant hors de l'habitation principale. Bien entendu, l'assureur ne couvre pas les bijoux d'or et d'argent, ni les bicyclettes se trouvant dans de tels locaux.



vol a encore beaucoup de progrès à faire en Allemagne <sup>(14)</sup>, spécialement en ce qui concerne l'assurance infidélité. Pas plus qu'en France, la loi n'a spécialement réglementé le contrat d'assurance contre le vol. Ce sont donc les règles générales en matière d'assurances de choses, plus exactement en matière d'assurance contre l'incendie qui sont applicables à notre risque, telles qu'elles ont été déterminées par la loi du 30 mai 1908 <sup>(15)</sup>.

## B. PAYS ANGLO-SAXONS

276. — Bien que l'Angleterre et les Etats-Unis soient les pays dans lesquels l'assurance contre le vol atteint son plus grand développement, et que les compagnies anglaises et américaines couvrent la majeure partie des risques vols dans la plupart des pays européens, l'étude des principes qu'ils admettent ne nous arrêtera que sur des points de détail car nous avons été contraint, pour la clarté même de notre exposé, de donner au cours de nos précédents développements un certain nombre de principes admis par les assureurs anglais ou américains <sup>(16)</sup>.

277. *Développement considérable de l'assurance contre le vol.* — Cette sorte d'assurance y est très développée d'une façon générale et il n'est pas exagéré de dire que, pour certains risques, l'un ou l'autre de ces pays possède une véritable suprématie. Il en est ainsi pour les Etats-Unis, berceau de l'assurance-infidélité. C'est également

(14) Manes, *op. cit.*, 179.

(15) F. Abicht, *Die Einbruch-Diebstahl-Versicherung*, 13 et s. Adde, sur la portée de la loi de 1908, Lehr, *Les lois allemandes de 1901-1908 sur l'assurance*.

(16) Notamment *supra* n<sup>os</sup> 18, 20, 21, 249.

dans ce pays qu'elle connaît son plus grand développement: en 1929, 30 Compagnies couvraient ce risque et ont touché environ 30 millions de dollars de primes <sup>(17)</sup>. Ces chiffres ont, depuis lors, augmenté. Pour ne citer qu'un exemple, une seule Compagnie américaine, la National Surety Corporation (New-York), qui n'est pas la plus importante, encaisse, annuellement, à elle seule, 10 millions de dollars de primes-vol. Détail curieux à noter, le pourcentage du montant des sinistres par rapport aux sommes encaissées, qui était normalement d'environ 48 % est passé à 57 % en 1933. Cet accroissement des délits — provenant surtout de vols d'employés — est symptomatique de la grave crise économique que subissent les Etats-Unis <sup>(17 bis)</sup>.

L'assurance-infidélité y a une portée que l'on ne soupçonne pas : certaines polices garantissent l'honorabilité de l'assuré, d'autres sa résistance financière, d'autres même sa capacité à livrer les marchandises qu'il fabrique <sup>(18)</sup>, de sorte qu'on en arrive à des combinaisons qui n'ont plus aucun rapport, même lointain, avec l'assurance-infidélité.

D'autre part, il est certain que l'assurance contre le vol en général est infiniment plus développée en Angleterre et aux Etats-Unis qu'en France et en Allemagne : c'est ainsi que, pour l'année 1926 <sup>(18)</sup>, le montant des vols qualifiés a été en Amérique d'environ 15 millions de dollars. Sur ce total, le montant des sommes récupérées par l'assurance atteint à peu près 12 millions de dollars.

(17) Manes, *op. cit.*, 181.

(17 bis) Nous devons ces renseignements à M. Bodington, Directeur de la National Surety, à Paris.

(18) Riegel-Loman, *Insurance Principles and Practices*, 2<sup>e</sup> édit., 513.

278. *Lutte contre le vol.* — Cela s'explique en partie par le fait que la lutte contre le vol est véritablement organisée dans ces deux pays. Pour triompher dans cette lutte, les Anglo-Saxons envisagent deux sortes de moyens, les uns préventifs, et les autres répressifs.

Pour lutter préventivement, on attache une grande importance à la solidité et à la perfection des fermetures des coffres-forts; on s'efforce d'obtenir une meilleure organisation de la police. C'est ainsi que les banques américaines sont organisées de façon à protéger leurs membres contre le vol qualifié, les fraudes de toute sorte et les dommages résultant de l'emploi de la fausse monnaie, en utilisant tous les procédés scientifiques les plus perfectionnés et en organisant une surveillance très active par leurs propres employés. Les assurés bénéficient d'autre part d'une diminution de prime lorsqu'ils emploient le système de fermeture et de protection installés, vérifiés par les laboratoires de l'assureur<sup>(19)</sup>. C'est ainsi encore que l'on voit traiter le risque de vol dans un ouvrage anglais<sup>(20)</sup> qui comprend dans une première partie l'indication, avec illustrations à l'appui, des meilleurs systèmes de fermetures destinées à rendre plus difficile la besogne des voleurs, et dans sa seconde partie, l'indication des moyens répressifs qui sont, d'une part, la peine applicable à l'auteur et, d'autre part, au point de vue de la diminution ou de la suppression de tout dommage causé par les voleurs, l'assurance contre le vol. De sorte que l'ouvrage en question contient une partie absolument et strictement juridique dans laquelle il étudie l'assurance contre le vol

(19) Manes, *Amerikanische Diebstahlversicherung und Vorbeugung Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft*, 1927, 43.

(20) Grout, *Burglary Insurance*.

au regard du droit de l'assurance, après avoir décrit les moyens pratiques de diminuer le risque de vol.

279. *Application des règles générales.* — L'assurance contre le vol est soumise en Angleterre, en l'absence de texte spécial, par la pratique anglaise, aux mêmes règles que l'assurance de choses <sup>(21)</sup>. Notre contrat est considéré comme *uberrimae fidei*, c'est-à-dire que les parties sont tenues de se conformer dans leurs rapports respectifs à la bonne foi la plus stricte. Le contrat est donc annulable par la partie à laquelle on a refusé certains renseignements matériels, par exemple par l'assureur si l'assuré néglige de lui indiquer que d'autres assureurs ont refusé le risque <sup>(22)</sup>, ou qu'il a précédemment été en procès avec un assureur au sujet du même risque <sup>(23)</sup>.

280. *Moral and physical hazard.* — L'assureur tient compte, en acceptant le risque du *moral and physical hazard*, le premier ayant une influence beaucoup plus grande que le second. Le *moral hazard of the property* dépend en effet de la qualité de l'assuré éventuel, du fait qu'il est plus ou moins soigneux... alors que le *physical hazard of property* est beaucoup plus facile à apprécier, dépendant uniquement des circonstances matérielles : solidité des fermetures, quartier dans lequel se trouve le risque à couvrir, nature de l'entreprise de l'assuré éventuel.

281. *Classification des risques commerciaux.* — A ce propos, il est assez intéressant de voir avec quel soin les assureurs ont subdivisé les divers risques commerciaux en

(21) Grout, *op. cit.*, 76 et s.

(22) London Assurance v. Mansel (1879) 2 Ch. D. 363.

(23) Condogianis v. The Guardian Assurance Co (1921) 2 A. C. 125.

quatre catégories distinguant le risque normal (*normal*), hasardeux (*hazardous*), très hasardeux (*extra-hazardous*) et exceptionnellement hasardeux (*exceptionnaly hazardous*). Par exemple une librairie est un risque normal, les locaux d'un dentiste un risque hasardeux, un magasin d'antiquités un risque très hasardeux et une joaillerie un risque exceptionnellement hasardeux. Bien entendu, à ces différentes catégories correspondent des tarifs différents.

282. *Vol assurable*. — Il semble bien qu'en pratique les polices anglaises et les polices françaises ne présentent pas entre elles de différence essentielle. Il faut cependant s'arrêter aux règles divergentes tenant à la différence entre les deux lois pénales : la notion de vol punissable n'est pas la même dans les deux pays.

On désigne l'assurance contre le vol par un terme très général : *burglary insurance*. En réalité, il convient de distinguer entre plusieurs catégories de vol : le vol simple, ou *larceny*, qui est en général exclu de l'assurance ; le *burglary*, qui est le vol qualifié, sur l'étymologie duquel on a beaucoup discuté. Risque essentiellement urbain, dit-on <sup>(24)</sup>, puisque le terme qui le désigne vient du mot *bourg*, et du vieux français *leire* (d'où larron). On a proposé également l'origine venant de *burgum*, maison et *latro*, voleur. Quoi qu'il en soit est *burglar* l'individu qui pénètre la nuit dans une maison d'habitation avec effraction, avec l'intention de commettre une *felony*.

Enfin, les éléments constituant le délit de *housebreaking* sont les mêmes que ceux du *burglary*, avec cette différence que la circonstance de nuit n'est plus exigée. L'on ne dis-

(24) Grout, *op. cit.*, 1.



tingue pas suivant que l'effraction a précédé ou suivi le vol <sup>(25)</sup>.

Il faut signaler également que tout objet mobilier peut faire l'objet d'un vol en droit anglais, et que, pour justifier le vol d'usage, il n'y a pas besoin de recourir à de subtils raisonnements, puisque le gaz et l'électricité sont considérés comme meubles. Par une bizarrerie difficilement explicable, l'eau n'est considérée comme susceptible de faire l'objet d'un vol que si elle est contenue dans des récipients destinés à la vente.

L'assurance contre le vol acquiert ainsi un plus large champ d'application, étant donné surtout que les tribunaux et les interprètes ont tendance à comprendre de façon extensive les divers éléments du délit de vol, spécialement en ce qui concerne l'effraction et l'introduction clandestine, qui s'entendent notamment du seul fait de l'introduction à la suite de l'ouverture d'une porte ou d'une fenêtre pourvu qu'elles aient été fermées. Le seul fait de tourner la clef dans la serrure constitue la circonstance aggravante. Cela s'explique, d'une part, par une conception différente de l'interprétation des textes pénaux et, d'autre part, par les usages de la vie anglaise, toute différente : manque de volets, habitation de cottages et absence de concierges dans les maisons à appartements.

Il existe encore d'autres originalités dans le détail de l'organisation de l'assurance contre le vol dans les pays anglo-saxons, dues pour la plupart à des conditions de vie et à des conceptions juridiques tout à fait différentes des nôtres. Leur examen ne saurait entrer dans le cadre de cette rapide esquisse.

(25) *Contra, supra*, n° 210.

## CONCLUSION

265. — A l'issue de notre étude, nous voudrions essayer d'établir de façon précise la situation actuelle de l'assurance-vol, de « faire le point ».

Nous avons délibérément écarté dans les pages qui précèdent un grand nombre de difficultés, soit parce qu'elles touchent à de pures questions de fait : calcul de prime, précautions matérielles exigées de l'assuré pour que l'assureur consente à couvrir le risque, — soit parce qu'elles n'ont pas un caractère particulier à l'assurance contre le vol et que leur application ne donne lieu en cette matière à aucune difficulté particulière : tel est le cas pour le paiement de la prime, l'établissement des avenants, etc., et, d'une façon générale, pour tout ce qui concerne l'organisation purement pratique de l'assurance.

L'assurance contre le vol obéit actuellement à la tendance de toutes les formes d'assurances : le caractère des contrats tend à se transformer. La police ne nous apparaît plus uniquement comme l'instrument probatoire d'un contrat, mais encore comme un moyen de crédit dont l'importance croît de jour en jour.

Tard venue, l'assurance contre le vol se développe avec une très grande rapidité. Il est de plus en plus admis que, dans bien des contrats, l'une des parties impose à l'autre

l'obligation de couvrir le risque de vol par une assurance, par exemple, dans le contrat de commission de transport <sup>(1)</sup>.

Il est piquant de noter que ce développement est surtout très net pour les risques nouveaux. Le risque de vol est aussi vieux que la propriété et, pourtant, jusqu'à nos jours, on n'avait guère songé à en écarter les conséquences dommageables au moyen de l'assurance. Mais voici que, tout à coup, sous l'influence d'un progrès technique, créateur d'objets faciles à dérober, l'assurance contre le vol prend un remarquable essor. C'est ainsi que le vol des voitures automobiles, pour ne citer qu'un exemple, constitue une forme nouvelle de notre risque, dont la réalisation est quotidienne, au moins dans les grandes villes. C'est ce qui explique le développement considérable de l'assurance contre le vol de ces véhicules. Tel, qui ne songe pas à se prémunir contre le vol de son mobilier et de ses valeurs, trouve tout naturel de signer pour sa voiture, soit une police « tous risques », soit, dans la plupart des cas, une police-vol.

Le développement de l'assurance contre le vol n'est certes pas parvenu à son terme : chaque jour apporte un nouvel appât à la convoitise des voleurs, dont la misère économique tend à accroître le nombre. S'il est vrai que la société multiplie contre eux ses moyens de défense, il faut bien reconnaître que, de leur côté, ils savent utiliser la science pour exécuter leurs méfaits et en faire disparaître la trace. L'intérêt de chacun à s'assurer croît de façon continue. Seuls, des moyens de prévention efficaces et surtout, plus accessibles au public, parce que moins coûteux

(1) Cass. civ., 6 novembre 1929, *Rev. gén. Ass. terr.*, 1930, 306.

que l'assurance, pourraient enrayer cette marche en avant de l'armée des délinquants et des criminels.

Nous devons admettre, pourtant, que ce développement de notre assurance ne saurait être illimité. Les raisons en ont été indiquées au cours de cette étude. Certaines formes du risque-vol demeureront toujours inassurables, soit parce que la garantie en serait d'un prix trop élevé, soit parce que la preuve de leur réalisation resterait impossible à administrer.

L'exploitation elle-même des risques susceptibles d'être couverts comporte encore des limites, à cause des caractères très spéciaux du fait à garantir: l'irrégularité de sa production, en particulier, qui, rendant si difficile l'établissement des statistiques, laisse subsister une trop grande part d'empirisme dans les prévisions de l'assureur. Au contraire des autres risques, en effet, qui sont purement objectifs, le risque de vol n'est jamais « quotidienement égal », car il dépend de la volonté humaine, de la malice du voleur qui prendra soin de guetter le moment favorable à l'accomplissement de son méfait.

Si l'on ajoute que la moralité de l'assuré exerce en cette matière une influence prépondérante, l'on comprend qu'il n'existe pas — et qu'il n'existera sans doute jamais — de Compagnies exclusivement spécialisées dans l'assurance contre le vol, contrairement à ce qui se passe dans d'autres branches, telles que l'assurance maritime, d'un caractère pourtant si particulier.

Réduite aux frontières que sa nature même lui interdit de franchir, l'assurance contre le vol n'en demeure pas moins d'une utilité dont nous espérons avoir démontré l'évidence — et l'on peut dire qu'elle demeure, soit

seule, soit associée à d'autres risques, le complément indispensable de la plus sage prévoyance pour les particuliers et, plus encore peut-être, pour les industriels et les commerçants.

*Vu :*

LE DOYEN,  
Edgard ALLIX.

*Vu :*

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,  
M. PICARD.

*Vu et permis d'imprimer :*

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,  
S. CHARLÉTY.



**ANNEXES**

---

**DOCUMENTS**

---



**LA RÉUNION FRANÇAISE**  
**et C<sup>ie</sup> d'Assurances Universelles réunies**

COMPAGNIE ANONYME D'ASSURANCES  
contre les risques de toute nature (à l'exclusion des Assurances sur la vie humaine)  
ET DE REASSURANCES

**La Première Compagnie Française d'Assurances contre le Vol et les Détournements**  
Fondée le 6 juillet 1899, pour une durée de quatre-vingt-dix années

**PROPOSITION POUR L'ASSURANCE**  
**des Appartements - Villas - Hôtels particuliers - Maisons de Campagne**

|                                 |                |
|---------------------------------|----------------|
| Police N° .....                 | Agence d ..... |
| Renouv <sup>t</sup> du N° ..... | M .....        |
| Remp <sup>t</sup> du N° .....   |                |

| QUESTIONS :                                                                                                              | REPONSES : |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 1. Nom et prénoms.<br>Profession.<br>Adresse.                                                                            |            |
| 2. A qui appartiennent les objets à assurer ?                                                                            |            |
| 3. Adresse exacte où se trouvent les locaux à assurer : Localité, Rue, Numéro.                                           |            |
| 4. S'agit-il d'un appartement, d'une maison de ville ou d'une maison de campagne ?                                       |            |
| 5. Y a-t-il des maisons contiguës sur l'un ou les côtés ? Sinon, à quelle distance se trouvent les maisons voisines ?    |            |
| 6. La maison où se trouvent les locaux à assurer est-elle située dans l'intérieur de la ville; dans une rue fréquentée ? |            |

|                                                                                                                                                                        |  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| 7. Est-elle construite et couverte en dur ?<br>Combien a-t-elle d'étages ?<br>Est-elle gardée par un concierge ?                                                       |  |
| 8. A quel étage de la maison les locaux à assurer se trouvent-ils ? (1)                                                                                                |  |
| 9. Les locaux à assurer sont-ils toujours habités ou gardés ? (2)                                                                                                      |  |
| 10. Y a-t-il des périodes d'inhabitation; dans l'affirmative, quel est le maximum de leur durée totale au cours d'une année ?                                          |  |
| 11. Y a-t-il un surveillant spécial, ou un chien, ou bien a-t-on pris, contre le vol, dans la maison ou le local à assurer, des mesures particulières, et lesquelles ? |  |
| 12. Indiquer le nombre de portes extérieures et leurs moyens de fermeture. S'il y en a de vitrées, dire par quoi elles sont protégées.                                 |  |
| 13. Comment les fenêtres sont-elles protégées ? S'il y a d'autres ouvertures : soupiraux, impostes, lucarnes, etc., indiquer leur mode de protection.                  |  |
| 14. Avez-vous déjà été victime d'un vol ou d'une tentative de vol ? A quelle date ?                                                                                    |  |
| 15. Donner des détails sur les circonstances et sur l'importance du dommage.                                                                                           |  |
| 16. Avez-vous déjà été assuré contre le vol ?<br>A quelle Compagnie ? Avez-vous déjà reçu une indemnité ?                                                              |  |
| 17. Pour quelle somme totale vos objets mobiliers sont-ils assurés contre l'incendie ?<br>A quelle Compagnie ?                                                         |  |

(1) Ne pas omettre d'indiquer si l'assurance doit porter sur des caves, chambres de domestiques ou autres locaux séparés de l'appartement.

(2) La Compagnie entend par « *inhabitation* » l'abandon complet des locaux assurés dans lesquels personne ne couche pendant la nuit, ni l'assuré, ni un membre de sa famille, ni aucun de ses domestiques ou préposés.

Les habitations qui ne sont que « *surveillées* » soit par des voisins, soit par des gardes non privés, agents de location, etc., sont assimilées aux maisons inhabitées.

**DESIGNATION ET EVALUATION DES OBJETS A ASSURER**  
*Le Proposant doit déclarer par catégorie la valeur totale des objets à assurer*

*Le Proposant doit déclarer par catégorie la valeur totale des objets à assurer*

| OBJETS A ASSURER                                                                                                                                                                                      | VALEUR<br>totale<br>déclarée<br>DES OBJETS | TAUX<br>0/00 | PRIME |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------|-------|
| 1° Mobilier en général, tableaux, objets d'art, collections, vêtements de fourrures à usage personnel, vraies dentelles, provisions de ménage et de cave, à l'exception des objets désignés ci-après. |                                            |              |       |
| 2° Bijoux, montres, objets en or, argenterie, <i>enfermés en coffre-fort</i> .....                                                                                                                    |                                            |              |       |
| 3° Espèces, billets de banque, valeurs, titres, coupons, <i>enfermés en coffre-fort</i> .....                                                                                                         |                                            |              |       |
| 4° Bijoux, montres, objets en or, argenterie, <i>enfermés en meubles</i> (sauf ceux en usage), au maximum 25 % de la valeur assurée sur la catégorie 1 . . . . .                                      |                                            |              |       |
| 5° Titres, valeurs <i>enfermés en meubles</i> , au maximum 20 % de la valeur assurée sur la catégorie 1, sans excéder 5.000 francs .....                                                              |                                            |              |       |
| 6° Espèces, billets de banque, coupons, <i>enfermés en meubles</i> , au maximum 5 % de la valeur assurée sur la catégorie 1, sans excéder 3.000 francs ..                                             |                                            |              |       |
| 7° Détériorations immobilières aux locaux à assurer (fenêtres, portes, serrures), minimum à assurer 1.000 francs . . . . .                                                                            |                                            |              |       |
| <i>A reporter.....</i>                                                                                                                                                                                |                                            |              |       |

## DESCRIPTION DES COFFRES-FORTS

[illegible]



|                                                                                                                                                                                                                                 | VALEUR<br>totale<br>déclarée<br>DES OBJETS | TAUX<br>0/00 | PRIME |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------|-------|
| <i>Report.....</i>                                                                                                                                                                                                              |                                            |              |       |
| <b>EXTENSIONS DE GARANTIE</b>                                                                                                                                                                                                   |                                            |              |       |
| a) Vols par les domestiques (Art. 2 des Cond. Génér., § 2).                                                                                                                                                                     |                                            | 0.20         |       |
| b) Vols par agression pendant tous trajets en France continentale. (Désigner nominativement les personnes sur la tête desquelles l'assurance doit produire ses effets, ainsi que la somme à garantir sur chacune d'elles) ..... |                                            |              |       |
| <b>TOTAUX.....</b>                                                                                                                                                                                                              |                                            |              |       |

L'Assurance devra commencer ses effets le :  
une durée de avec paiement annuel de la prime.  
Expiration le

à midi, pour

A

, le

19

LE PROPOSANT,

# LA RÉUNION FRANÇAISE

COMPAGNIE D'ASSURANCES  
CONTRE LE VOL ET LES DETOURNEMENTS,  
CONTRE LES RISQUES DE TRANSPORTS DE TOUTE NATURE,  
ET DE REASSURANCES

*La première Compagnie Française d'Assurances  
contre le Vol et les Détournements*

FONDÉE EN 1899

## POLICE D'ASSURANCE CONTRE LE VOL CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — **Etendue de l'assurance.** — La Compagnie assure dans les locaux ci-après désignés, les objets mobiliers couverts par la présente police contre la disparition et la détérioration résultant d'un vol qualifié. L'assurance s'applique en conséquence à tous les cas suivants :

1° Vol commis avec **effraction** dans un bâtiment ou lieu clos (art. 393, 394, 395, 396 du Code Pénal) ;

2° Vol commis dans un bâtiment ou lieu clos avec **escalade** des clôtures (art. 397 du Code Pénal) ;

3° Vol commis en employant, pour ouvrir des portes ou des meubles fermés, contenant les objets assurés, des **fausses clefs**, crochets, ou tous autres instruments (art. 398 du Code Pénal), ou bien encore par suite d'effraction desdits meubles ;

4° Vol commis **sans effraction, escalade ou usage de fausses clefs**, par des malfaiteurs, lorsqu'il sera prouvé que l'auteur du vol aura pénétré clandestinement dans les locaux renfermant les objets assurés.

Elle s'applique en outre au vol précédé ou **suivi de meurtre ou d'assassinat ou bien encore de tentative de meurtre ou d'assassinat** dûment établie sur la personne de l'assuré, d'un membre de sa famille ou d'un de ses serviteurs, domestiques ou employés.

Les dégâts aux locaux provenant du fait des voleurs peuvent, moyennant une prime spéciale, être couverts par l'assurance.

ART. 2. — **Extension de garantie.** — Sans surprime, la Compagnie étend sa garantie aux vols commis exclusivement avec effraction des coffres-forts et/ou locaux assurés par des employés de l'assuré, autres que ses ascendants, descendants ou alliés (art. 380 du Code Pénal), mais seulement lorsque ces vols sont commis en dehors des heures de travail.

ART. 3. — **Objets assurés.** — L'assurance s'étend à tous les objets désignés aux conditions particulières de la présente police, mais en tant seulement qu'ils se trouvent, au moment du sinistre, dans les locaux assurés.

Elle couvre tous les objets du commerce de l'assuré, ainsi que ceux de même nature appartenant à des tiers mais en tant seulement pour ces derniers que l'assuré serait rendu responsable de la valeur des objets volés.

Tous les objets mobiliers spécifiés existant lors de la signature de la police, et tous ceux de même nature ajoutés postérieurement sont com-

pris dans l'assurance, à moins toutefois que celle-ci n'ait été limitée à des objets expressément désignés.

Moyennant des primes distinctes calculées sur des capitaux spécialement déterminés dans les conditions manuscrites de la police, la Compagnie assure les objets du commerce de l'assuré :

a) Enfermés en coffre-fort jour et nuit ;

b) Mis en magasin pendant le jour et enfermés en coffre-fort pendant la fermeture du magasin ;

c) Enfermés en magasin jour et nuit à l'exclusion de toutes vitrines et tous agencements placés à l'extérieur du magasin.

Ces assurances sont soumises aux conditions suivantes :

De convention expresse, et à moins de stipulations contraires dans les conditions manuscrites :

1° Tout objet de bijouterie ou de joaillerie ayant une valeur singulière de/ou supérieure à trois cents francs devra être enfermé en coffre-fort la nuit et pendant toute la durée de la fermeture des magasins et/ou locaux assurés ;

2° Pour tous les objets de bijouterie ou de joaillerie ayant une valeur singulière inférieure à trois cents francs et qui ne seraient pas enfermés en coffre-fort la nuit et pendant toute la durée de la fermeture des magasins et/ou locaux assurés, la responsabilité de la Compagnie est strictement limitée au quart de la somme totale assurée tant sur marchandises enfermées en coffre-fort que sur marchandises enfermées en magasin ;

3° Dans aucun cas, en ce qui concerne les objets de bijouterie et de joaillerie non enfermés en coffre-fort, la nuit et pendant toute la durée de la fermeture des magasins et/ou locaux assurés, la responsabilité de la Compagnie ne pourra excéder la somme de cinquante mille francs, quelle que soit la somme totale couverte par la présente police ;

4° Les billets de banque, argent monnayé, titres et/ou valeurs ne sont assurés que s'ils sont enfermés en coffre-fort.

L'assuré est tenu d'avoir en double la liste exacte des numéros des titres et/ou valeurs assurés ; il est également tenu d'avoir la spécification des marchandises assurées.

Les objets assurés ne sont couverts que si le mode de conservation et la situation de ces objets restent ceux indiqués dans la présente police.

L'assuré devra tenir la comptabilité commerciale régulière prescrite par les articles 8 et suivants du Code de commerce, Liv. I, Tit. II.

La police est rédigée d'après les déclarations de l'assuré. Il est seul responsable de l'exactitude des indications fournies par lui lors de la conclusion du contrat. Ces indications forment la base de la présente police.

Toutes réticences, toutes dissimulations ou fausses déclarations de l'assuré entraînent de plein droit la nullité du contrat, alors même que la réticence, la dissimulation ou la fausse déclaration n'aurait pas été susceptible d'influer sur l'opinion du risque ou sur le dommage ou la perte de l'objet assuré, et les primes versées ou échues restent acquises à la Compagnie.

**ART. 4. — Paiement des primes.** — Les primes d'assurances augmentées des droits de timbre, taxe d'enregistrement et frais de répertoire sont payables comptant, par annuités et d'avance contre quittance signée par la Direction de Paris.

Tous impôts existants ou pouvant être établis postérieurement à la souscription de la présente police sont à la charge de l'assuré.

La Compagnie ne reconnaît pas l'assurance verbale.

La prime de la première année se paie au moment de la signature de la police, dont les effets ne peuvent commencer que le lendemain, à midi, du jour où ce paiement a été effectué. Dans le cas où l'effet en est différé, la prime de première année peut n'être acquittée que la veille du jour où l'assurance doit commencer.

A défaut de paiement, aux époques ci-dessus fixées, de l'une des primes qui suivent celle de la première année, la Compagnie adressera au dernier domicile connu de l'assuré une mise en demeure par lettre recommandée. S'il n'y est point satisfait dans un délai de huit jours et sans qu'il soit besoin d'aucun acte ou d'aucune demande, l'effet de l'assurance sera de plein droit suspendu, jusqu'au lendemain, à midi, du jour du paiement intégral de la prime et des frais exposés. A l'expiration du délai imparti, la Compagnie pourra résilier la police par une simple lettre recommandée, sans préjudice de son droit au recouvrement judiciaire de la prime échue.

La prime entière fixée par la police est due dès que le risque a commencé à courir. Si la police cessait de produire ses effets avant son expiration normale, soit pour cause de vente, de donation des objets garantis, de cessation de commerce, de disparition du risque ou pour toute autre cause entraînant la résiliation amiable du contrat, l'assuré devra, outre les primes échues, une indemnité égale à 20 %, des primes restant à échoir.

Les primes à échoir peuvent être réduites par avenant, s'il est justifié par l'assuré d'une diminution soit dans l'importance des capitaux assurés, soit dans le degré de gravité du risque ; l'indemnité de 20 %, prévue au paragraphe précédent, sera calculée sur le montant de la réduction, d'après le tarif applicable lors de la souscription du contrat.

En cas de décès de l'assuré, l'assurance continue ses effets de plein droit en faveur des héritiers, qui seront tenus solidairement du paiement des primes tant que l'héritier, dans le lot duquel sont tombés les objets assurés, n'aura pas fait transférer par avenant la police à son nom.

Dans tous les cas, les primes échues restent expressément acquises à la Compagnie.

**ART. 5. — Modification des risques.** — Tous changements ou modifications survenus au cours de l'assurance et qui pourraient aggraver le risque garanti ou en diminuer la sécurité, suspendent les effets du présent contrat jusqu'au moment où la Compagnie aura accepté par avenant les changements ou modifications apportés au risque couvert et qu'elle aura encaissé, s'il y a lieu, les nouvelles primes ou surprimes.

L'assurance est suspendue notamment :

1° Si le titulaire de la police assure à une autre Compagnie, pour une proportion quelconque, les objets déjà assurés ou s'il fait garantir des sommes supplémentaires sur ces mêmes objets ;

2° S'il survient un changement dans les conditions de propriété ou de détention des objets assurés ;

3° Si l'assuré tombe en faillite ou en liquidation, à moins que le syndic ou l'assuré, assisté de son liquidateur, n'en ait fait déclaration à la Compagnie et que celle-ci ait accepté, par avenant, le transfert au nom du syndic ou du liquidateur ;

4° Si les locaux assurés restent inhabités ou non gardés pendant une durée excédant celle prévue aux conditions manuscrites de la présente police.

Les circonstances qui, indépendamment de la volonté de l'assuré, aggravent le risque, ne suspendent les effets de la police que si l'assuré

a omis d'aviser par écrit la Compagnie, aussitôt qu'il en a connaissance.

La Compagnie se réserve, dans tous les cas, la faculté d'accepter ou de refuser le transfert de la présente police.

En cas de refus, la police sera résiliée moyennant ristourne de la prime de l'année en cours au prorata du temps non couru, mais sous déduction de 25 % pour frais d'administration.

**ART. 6. — Obligations de l'assuré en cas de sinistre.** — En cas de sinistre, l'assuré doit :

1° Aviser la police locale dans les douze heures qui suivent la constatation du vol et mettre de suite opposition sur les titres volés, tant à la Bourse de Paris qu'à la Bourse la plus proche du sinistre et partout où besoin est ; adresser à la Direction une copie textuelle de la plainte remise aux autorités judiciaires ;

2° Aviser dans les vingt-quatre heures, par lettre recommandée, la Direction de la Compagnie de tout vol ou de toute tentative de vol, même non suivie d'effet ; si le dommage paraît devoir dépasser 5.000 francs, l'avis par lettre recommandée devra être précédé d'un avis télégraphique envoyé aussitôt la constatation du vol ;

3° Etablir, dans les huit jours, en double expédition et signé par lui, un état détaillé et estimatif de chacun des objets dérobés ou détériorés ; en remettre dans le même délai, un exemplaire à la police locale et faire parvenir l'autre à la direction de la Compagnie, en lui adressant en même temps un inventaire descriptif et estimatif des objets restant dans les locaux assurés après le sinistre ;

4° Veiller à la sécurité et à la conservation des objets endommagés ou restés intacts et prendre toutes les mesures qui peuvent être jugées utiles pour découvrir les malfaiteurs et rentrer en possession des objets volés.

En cas d'impossibilité absolue d'observer exactement les délais ci-dessus, ceux-ci ne commenceront à courir qu'à partir du moment où l'impossibilité aura cessé.

La Compagnie remboursera à l'assuré les frais strictement nécessités par les mesures prévues au présent article.

De convention expresse, il demeure convenu qu'en cas de sinistre, la Compagnie, du fait même du présent contrat et sans avis, se réserve la faculté de se substituer à l'assuré et en son nom dans toute action judiciaire de quelque nature qu'elle soit et devant toute juridiction, soit en demandant ou défendant ; elle a seule le droit de transiger ou de se concilier, et l'assuré lui donne à ces fins diverses tous pouvoirs nécessaires qu'il s'engage à renouveler sur sa simple demande.

L'assuré cède à la Compagnie, dans la mesure où il est couvert par l'assurance, aussi bien ses droits sur les objets dérobés que ses droits et actions contre toutes personnes auteurs ou responsables à quelque titre que ce soit du sinistre et contre leurs garants.

L'assuré sera tenu, s'il en est requis, de réitérer cette cession par acte notarié ou sous signature privée.

**ART. 7. — Evaluation des dommages.** — La police d'assurance étant un contrat d'indemnité qui ne doit jamais constituer pour l'assuré une source de gains, mais seulement le couvrir des pertes qu'un sinistre lui a fait éprouver, celles-ci doivent être établies d'après la valeur réelle des objets assurés au moment du sinistre, quelle que soit la valeur d'assurance et sans tenir compte du bénéfice perdu, des intérêts, ni des dommages indirects.

Tout dommage donne lieu à une indemnité intégrale jusqu'à concurrence de la somme assurée pour chaque risque, chaque catégorie d'objets, à moins toutefois :



1° Qu'au moment du vol, il résulte des constatations que la valeur totale des objets appartenant à une des catégories assurées excède le montant déclaré dans la police pour cette valeur totale (exception faite pour les espèces, titres, valeurs et détériorations immobilières) ;

2° Qu'il y ait coassurance à une ou plusieurs autres Compagnies.

Dans le premier cas, la Compagnie n'est responsable que dans la proportion de la valeur totale déclarée dans la police à la valeur totale effective.

Dans le second cas, sa responsabilité est limitée au prorata du total des assurances souscrites.

La somme assurée pour chaque risque particulier couvert par la police est, pour ce risque, la limite de la responsabilité de la Compagnie.

Elle ne constitue pas la preuve de l'existence et de la valeur des objets assurés au moment du sinistre.

ART. 8. — **Règlement des dommages.** — La Compagnie a le droit de faire toutes recherches sur la valeur des objets, sur la cause et l'importance des dommages et peut exiger de l'assuré toutes justifications ou autres preuves à l'appui de sa réclamation.

La Compagnie n'est pas responsable notamment :

1° Des vols favorisés intentionnellement par l'assuré ou causés par suite d'une faute lourde de sa part ; des vols commis par un ascendant descendant ou allié de l'assuré (art. 380 du Code pénal) ou par des personnes habitant chez lui ou par des domestiques ;

2° Des vols (autres que ceux prévus à l'art. 2, extension de garantie) commis par des employés de l'assuré ;

3° Des disparitions ou détériorations survenues pendant une guerre, une révolution, une émeute, un mouvement populaire ou de grève, ou à la suite d'un incendie ou d'une explosion, d'une inondation ou d'un tremblement de terre, à moins que l'assuré ne prouve que le sinistre n'est dû, ni directement, ni indirectement, à aucune de ces causes ;

4° Des dommages d'incendie ou d'explosion résultant du fait des voleurs ;

5° Des vols commis dans les locaux assurés si les serrures ou verrous n'ont pu être fermés ou étaient en mauvais état ;

6° Du vol du contenu des coffres-forts si ceux-ci, en dehors des heures de travail, n'ont pas été fermés au moyen de la combinaison secrète.

Le bris de glaces extérieures à l'occasion d'un vol n'est pas couvert par la présente assurance, sauf convention spéciale.

Les dommages sont réglés de gré à gré ou évalués par deux experts choisis par les parties.

Ceux-ci s'adjoignant, s'ils ne sont pas d'accord, un troisième expert, Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, il est nommé par le Président du Tribunal de commerce, ou, à son défaut, par le Président du Tribunal civil de l'arrondissement où le sinistre s'est produit. Cette nomination est faite sur simple requête signée des deux parties ou d'une seulement, l'autre partie ayant été convoquée par lettre recommandée.

Chaque partie paye les frais et honoraires de son expert ; les honoraires du tiers experts et les frais de nomination, s'il y a lieu, sont supportés moitié par la Compagnie, moitié par l'assuré.

En ce qui concerne les objets appartenant à des tiers, l'indemnité, en cas de sinistre, se règle avec le signataire de la police et les exceptions et exclusions qui pourront lui être opposées s'appliquent également aux titres pour le compte de qui il a agi.

Lors du règlement de l'indemnité pour des titres volés (effets et valeurs, titres, etc., cotés à la Bourse), la valeur de ceux-ci devra être calculée au cours du jour du vol. Toutefois, la Compagnie se réserve la faculté de fournir des titres en remplacement, au lieu d'une indemnité en espèces.

Toutes actions résultant du présent contrat sont prescrites par le délai de six mois à compter du jour du vol ou de la clôture des opérations d'expertise.

**ART. 9. — Agissements contraires aux présentes conventions.** — Si l'assuré ne satisfait pas aux obligations prévues par les articles 5 et 6 de la police, si de mauvaise foi il exagère frauduleusement le montant des dommages, s'il suppose disparus par le fait des voleurs des objets n'existant pas lors du sinistre, ou s'il dissimule tout ou partie des objets assurés, ou s'il emploie comme justifications des moyens ou documents mensongers ou frauduleux, il est entièrement déchu de tous droits à une indemnité sur l'ensemble des objets disparus, détruits ou détériorés, la déchéance étant indivisible sans distinction entre les diverses catégories des objets assurés.

La Compagnie, dans ce cas, a le droit de résilier sans délai, par une lettre recommandée, toutes les polices qu'elle a contractées avec le même assuré et ce sans ristourne sur les primes de l'année en cours.

**ART. 10. — Paiement de l'indemnité.** — Le paiement de l'indemnité est effectué sans escompte, dans les quinze jours qui suivent la date à laquelle la responsabilité de la Compagnie aura été déterminée.

L'assuré perdra tout recours contre la Compagnie s'il n'a pas formulé sa réclamation dans le délai de six mois à compter du jour du vol.

**ART. 11. — Restitution des objets volés.** — Si les objets dérobés sont restitués après le règlement des dommages, l'assuré devra en aviser la Compagnie. Il aura, à dater de cet avis, un délai d'un mois pour opter, soit pour le délaissement, soit pour la reprise, en tout ou partie, des objets restitués, moyennant réduction, s'il y a lieu, ou restitution à due concurrence de l'indemnité qui aura été fixée ou qu'il aura reçue.

**ART. 12. — Durée des contrats.** — La durée de l'assurance est fixée par les conditions particulières de la police.

Si, trois mois avant son expiration, la présente police n'a pas été l'objet d'une demande de résiliation notifiée par l'une des parties, elle sera tacitement prolongée de plein droit, pour une durée semblable, et ainsi de suite à l'expiration de chaque période nouvelle, jusqu'à ce que l'une des parties ait demandé, par lettre recommandée, la résiliation, trois mois avant l'échéance.

**ART. 13. — Continuation ou extinction de l'assurance après un sinistre.** — La Compagnie se réserve le droit, pendant le mois qui suit toute déclaration de vol ou même de tentative de vol et, au plus tard, lors du paiement de l'indemnité, de résilier la police atteinte ainsi que les autres polices au nom du même assuré au moyen d'une simple notification par lettre recommandée. Les primes échues lui demeurent acquises en entier. Toutefois, en cas de résiliation après tentative de vol non suivie de paiement d'indemnité, elle remboursera à l'assuré la prime de l'année en cours au prorata du temps non révolu, sous déduction de 25 % pour frais d'administration.

Si l'assurance reste en vigueur après un sinistre, la somme assurée pour l'année en cours est diminuée du montant de l'indemnité payée.

**ART. 14. — Juridiction.** — Pour toutes contestations pouvant s'élever au sujet de la présente police, la Compagnie reconnaît la compétence du Tribunal du domicile de l'assuré, sous réserve que ce domicile se trouve en France.

# LA MINERVE

## COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCES

FONDÉE EN 1904

ASSURANCES VOL-TRANSPORTS-RÉASSURANCES

### HABITATIONS PARTICULIÈRES

#### POLICE COMBINÉE

VOL ET INCENDIE

### CONDITIONS GÉNÉRALES

*N. B. — Le présent imprimé reproduit les dispositions de l'imprimé syndical « INCENDIE » 1930. Il comporte en outre des dispositions spéciales, nécessités par l'extension de garantie qu'il consent. Ces dernières sont imprimées en italique.*

#### OBJET ET ÉTENDUE DE L'ASSURANCE

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie assure au lieu indiqué dans la police :

1° Les dommages d'incendie causés aux propriétés mobilières ou immobilières.

2° *La disparition et les détériorations des objets mobiliers se trouvant à l'intérieur des locaux décrits dans la police, lorsque ces faits résultent directement :*

a) *D'un vol commis à la faveur d'un incendie survenu dans les locaux assurés.*

b) *D'un vol avec effraction, escalade, ouverture à l'aide de fausses clés des susdits locaux.*

c) *D'un vol par introduction furtive dans lesdits locaux, à charge pour l'assuré d'en établir formellement la preuve.*

d) *D'un vol avec meurtre, tentative de meurtre ou violences caractérisées, sur toute personne se trouvant à l'intérieur des locaux sus-visés.*

L'assurance du mobilier personnel couvre les objets appartenant à l'assuré, à sa famille et à ses domestiques. Sauf stipulation contraire, les bijoux, pierreries et perles fines, dentelles, statues et tableaux de valeur, les collections d'objets rares et précieux sont compris dans l'assurance du mobilier personnel jusqu'à concurrence de 30 % au maximum du capital assuré ; au delà de cette proportion, l'assuré doit faire une déclaration spéciale et une prime correspondant à l'excédent de valeur est due, le tout sous réserve de l'application, s'il y a lieu, des dispositions de l'article 16 ci-après.

ARTICLE 2. — Elle assure aussi, moyennant des primes distinctes :

1° *Contre l'incendie*, à concurrence d'un capital déterminé, les vêtements et effets personnels qui pourraient se trouver momentanément en un lieu autre que celui désigné dans la police.

2° Les dommages matériels autres que ceux d'incendie occasionnés directement par la foudre, par l'explosion des gaz servant à l'éclairage, au chauffage et à la force motrice, par l'électricité, par la dynamite ou

par autres explosifs analogues, par l'explosion des matières ou substances autres que les explosifs proprement dits, ainsi que par l'explosion et les coups d'eau des appareils à vapeur, à l'exception des crevasses et fissures dues notamment à l'usure et aux coups de feu.

3° Le risque locatif, c'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré peut encourir comme locataire, pour tous dommages matériels d'incendie, en vertu des articles 1733, 1734, 1735 du Code civil.

4° La responsabilité du colon partiaire (loi du 18 juillet 1889).

5° Le recours des voisins, c'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'assuré peut encourir en vertu des articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil, pour tous dommages matériels d'incendie résultant de la communication du feu par les biens lui appartenant ou dont il a la garde aux biens des voisins et co-locataires.

6° Le recours des locataires contre le propriétaire, c'est-à-dire les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par ce dernier pour tous dommages matériels d'incendie causés aux biens mobiliers desdits locataires, par suite de vice de construction ou de défaut d'entretien (article 1721 du Code civil).

7° La perte des loyers, c'est-à-dire, soit le montant des loyers dont le propriétaire peut se trouver privé par suite d'incendie, soit la responsabilité que les locataires peuvent encourir à la suite d'un incendie envers le propriétaire, pour le montant des loyers de leurs co-locataires.

8° La privation de jouissance, c'est-à-dire la perte de valeur locative résultant de l'impossibilité pour l'occupant (propriétaire ou locataire) d'utiliser temporairement, par suite d'un incendie, tout ou partie des locaux dont il a la jouissance.

*La Compagnie peut également assurer par conventions particulières :*

9° *A concurrence d'un capital déterminé, les dommages d'incendie et de vol ci-dessus définis causés aux espèces monnayées, billets de banque, titres ou valeurs.*

10° *Les dommages d'incendie ou de vol causés au contenu des coffres-forts, agréés par la Compagnie et normalement fermés lors de la survenance du sinistre : le vol dans ce cas étant couvert sous la condition expresse qu'il ait été commis avec enlèvement ou effraction des coffres-forts eux-mêmes par des tiers ayant pénétré furtivement dans les locaux.*

11° *A concurrence d'un capital déterminé, les détériorations immobilières commises à l'occasion d'un vol ou d'une tentative de vol.*

### RISQUES EXCLUS

ARTICLE 3. — La Compagnie ne garantit pas :

1° Les risques dont la loi admet l'exclusion, tels que : guerres civiles et étrangères, émeutes et mouvements populaires, dommages occasionnés directement ou indirectement par tremblements de terre, éruptions volcaniques et autres cataclysmes.

2° Sauf conventions particulières, les espèces monnayées, titres de toutes natures, billets de banque.

3° Les détériorations provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de la fermentation (les pertes dues à la combustion spontanée étant seules couvertes), les dégâts causés aux appareils électriques par leur seul fonctionnement ou par un courant anormal de quelque origine qu'il soit, les dommages occasionnés par les ouragans, trombes ou cyclones. Sont couverts, toutefois, les dommages d'incendie garantis par la police et qui seraient la suite des faits et circonstances mentionnés au présent paragraphe.



4° Les vols dont seraient auteurs ou complices les membres de la famille de l'assuré, visés à l'article 380 du code pénal.

5° Sauf convention contraire, les vols dont seraient auteurs ou complices les employés, domestiques ou préposés de l'assuré, ou toutes personnes habitant les locaux où s'exercent les garanties de la police.

6° Sauf convention contraire, le vol dans les annexes et dépendances de l'habitation elle-même, telles que caves, chambres de domestiques ou de débarras, dans l'assurance d'appartement ; cours, jardins, communs, etc., dans l'assurance des maisons entières.

**7° INHABITATION :**

Lorsque les locaux cessent d'être habités, la nuit, plus de 60 jours dans une même année d'assurance, la garantie vol est suspendue de plein droit à compter du 61<sup>e</sup> jour à midi, tant que les locaux restent inhabités.

Les périodes d'habitation n'excédant pas trois jours ne sont pas considérées comme interrompant l'habitation, de même qu'une absence de trois jours au plus n'entre pas dans le calcul de l'inhabitation.

Toutes les exclusions ci-dessus s'appliquent aux assurances directes ou de garanties prévues aux articles 1 et 2.

**FORMATION DU CONTRAT - DECLARATIONS A FAIRE  
PAR L'ASSURÉ LORS DE LA SOUSCRIPTION**

ARTICLE 4. — L'assurance n'a d'effet que le lendemain, à midi, du jour où la prime de la première année aura été payée.

ARTICLE 5. — La police est rédigée d'après les déclarations de l'assuré. Elle doit mentionner :

*Si depuis moins de trois ans un vol ou une tentative de vol s'est produit dans les locaux assurés.*

Si l'assuré est propriétaire en tout ou partie, nu-propriétaire, usufruitier, locataire, dépositaire, administrateur ; s'il a été déclaré en état de faillite ou de liquidation judiciaire depuis moins de trois ans.

S'il a renoncé à un recours éventuel contre tous responsables ou garants.

Quelle est la situation des risques, *quelles sont les fermetures et modes de protection et de surveillance des locaux assurés*, quelle est la nature de la construction, de la couverture et de l'affectation des bâtiments assurés ou renfermant les objets assurés, s'ils sont contigus avec ou sans communication à des risques plus graves, s'ils sont construits sur terrain d'autrui.

**OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ EN COURS DE CONTRAT**

ARTICLE 6. — **Paiement des primes. Conséquences du retard dans le paiement.**

Les primes sont payables annuellement et d'avance. Quel que soit le lieu adopté pour le paiement, après un délai d'au moins huitaine à compter de l'échéance, la Compagnie peut adresser à l'assuré une lettre recommandée valant mise en demeure et suspendant l'effet de l'assurance vingt jours après son envoi, sans préjudice du droit pour la Compagnie de résilier la police ou d'en poursuivre l'exécution en justice.

ARTICLE 7. — Tous les impôts existants ou pouvant être établis soit sur la prime, soit sur les capitaux assurés, ainsi que les frais de répertoire et de recouvrement, sont à la charge de l'assuré.

ARTICLE 8. — **Changements concernant la personne de l'assuré.**



En cas de décès de l'assuré ou d'aliénation de la chose assurée, l'héritier ou l'acquéreur qui opte pour la résiliation du contrat doit à la Compagnie une indemnité de résiliation égale au montant d'une année de prime.

ARTICLE 9. — **Changements affectant la matérialité du risque.**

a) **Transfert des objets assurés.**

Les objets assurés n'étant garantis que dans les lieux, locaux ou coffres-forts désignés en la police, l'assuré, avant de les transporter dans un lieu, local ou coffre-fort différent, doit faire la déclaration du transfert par lettre recommandée, faute de quoi, en cas de sinistre, l'assurance est considérée comme suspendue.

Toutefois, en ce qui concerne l'assurance incendie, lors du déménagement du mobilier personnel, pourvu qu'il ne s'agisse point du cas prévu à l'article 2, paragraphe 1° et pourvu que le transport effectué en France, Algérie, Tunisie, Maroc, ne remonte pas à plus de deux mois, l'assuré ne perdra pas entièrement ses droits, si le risque nouveau n'est point passible d'une prime plus forte d'après le tarif applicable lors de la souscription du contrat : dans ce cas, la Compagnie fera seulement subir à l'indemnité une réduction de 25 %, sans que la somme allouée puisse excéder cent mille francs pour l'ensemble des assureurs.

Dans tous les cas, dès que la Compagnie aura connaissance du transfert des objets assurés, elle aura le droit de résilier, par lettre recommandée, à effet immédiat.

b) **Aggravation dans les risques assurés ou dans ceux contigus.**

L'assuré doit déclarer à la Compagnie et faire constater par écrit les circonstances aggravantes ci-après lorsqu'elles sont susceptibles de donner lieu à une augmentation de prime :

1° Changement de construction dans les conditions prévues à l'art. 5.

2° Installation ou dépôt, dans les lieux assurés et ceux contigus, d'une fabrique, d'une usine, salle de spectacles, d'une profession ou manipulation industrielle, de denrées, marchandises, produits ou objets quelconques augmentant le danger d'incendie.

3° Renonciation à un recours contre tous responsables ou garants.

4° *Tout vol ou toute tentative de vol dans les locaux assurés, même si le fait ne donne pas lieu à réclamation.*

Si ces aggravations proviennent du fait de l'assuré, celui-ci doit en faire la déclaration préalable.

Si elles proviennent du fait d'un tiers, elles devront être déclarées par l'assuré dans un délai maximum de huit jours après qu'il en aura eu connaissance.

En cas de sinistre, si l'une des déclarations requises n'a pas été faite dans le délai imparti, et si l'aggravation constatée comportait une augmentation de prime d'après le tarif applicable lors de la souscription du contrat, l'indemnité sera réduite en proportion.

Dans tous les cas prévus au présent paragraphe b), la Compagnie peut résilier la police par lettre recommandée à vingt jours de date.

ARTICLE 10. — Les primes à échoir peuvent être réduites par avenant s'il est justifié par l'assuré d'une diminution dans l'importance des capitaux assurés. Une indemnité de 25 % est due, en ce cas, sur le montant de la réduction des primes à échoir.

En cas de cessation de commerce et de dissolution de société, il est dû à la Compagnie, outre les primes échues, une indemnité égale à 25 % des primes à échoir.

## MESURES A PRENDRE ET FORMALITÉS A REMPLIR EN CAS DE SINISTRE

ARTICLE 11. — Aussitôt qu'un sinistre survient, l'assuré doit user de tous les moyens en son pouvoir pour en arrêter les progrès, pour sauver les objets assurés et veiller ensuite à leur conservation. Il doit :

1° Donner dès qu'il en a connaissance, et au plus tard *dans les vingt-quatre heures en cas de vol*, dans les cinq jours en cas d'incendie, avis du sinistre par écrit à la Compagnie.

2° Faire parvenir à la Compagnie, dans le plus bref délai, une déclaration indiquant les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, la nature et le montant approximatif des dommages.

3° Fournir, dans le délai de quinze jours, un état estimatif certifié des objets détruits et sauvés.

*En outre, en cas de vol :*

4° *Prévenir la police locale ou la gendarmerie.*

5° *Le cas échéant, pratiquer immédiatement opposition sur les valeurs volées, auprès de toutes les bourses ou établissements où elles sont négociables.*

6° *Déposer une plainte au Parquet si la Compagnie l'exige.*

Faute par l'assuré de remplir ces formalités, sauf le cas fortuit ou de force majeure, la Compagnie aura droit à une indemnité proportionnée au dommage que ce retard pourra lui causer.

## RÈGLEMENT DES DOMMAGES

ARTICLE 12. — Les dommages sont réglés de gré à gré ou évalués par deux experts choisis par les parties.

Ceux-ci s'adjoignent, s'ils ne sont pas d'accord, un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, il est nommé par le Président du Tribunal de commerce, ou à défaut, par le Président du Tribunal civil de l'arrondissement où le sinistre s'est produit. Cette nomination est faite sur simple requête signée des deux parties ou d'une seule, l'autre partie ayant été convoquée par lettre recommandée.

Chaque partie paie les frais et honoraires de son expert; les honoraires du tiers expert et les frais de nomination, s'il y a lieu, sont supportés moitié par la Compagnie, moitié par l'assuré.

ARTICLE 13. — L'expertise amiable est obligatoire et toujours faite sous réserve des droits respectifs des parties.

ARTICLE 14. — L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'assuré : elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles.

La somme assurée ne pouvant être considérée comme preuve de l'existence ni de la valeur des objets réclamés, l'assuré est tenu de justifier, par tous les moyens et documents en son pouvoir, de l'existence et de la valeur des objets assurés au moment du sinistre, ainsi que de l'importance du dommage.

a) Les bâtiments, y compris les caves et fondations, abstraction faite de la valeur du sol, sont estimés, d'après leur valeur réelle, comme prix de construction normale au jour du sinistre, vétusté déduite. Toutefois, s'il s'agit de menues réparations, il n'est pas tenu compte de la vétusté.

En ce qui concerne les bâtiments construits sur le terrain d'autrui, l'indemnité, en cas de reconstruction sur les lieux loués, entreprise dans le délai d'un an à partir de la clôture de l'expertise, est versée au fur

et à mesure de l'exécution des travaux ; en cas de non reconstruction, s'il résulte d'un acte ayant date certaine avant sinistre que l'assuré devait, à une époque quelconque, être remboursé par le propriétaire du sol de tout ou partie des constructions, l'indemnité ne peut excéder la somme stipulée au bail. A défaut de convention ou dans le silence de celle-ci, l'assuré n'a droit qu'à la valeur des matériaux évalués comme matériaux de démolition.

b) Les objets mobiliers et le matériel industriel sont estimés d'après leur valeur au jour du sinistre.

c) Les matières premières, les denrées et marchandises sont évaluées au dernier cours précédant le sinistre, en tenant compte, s'il y a lieu, des frais de transport.

d) Les objets fabriqués ou en voie de fabrication sont évalués à l'état brut au dernier cours précédant le sinistre, en y ajoutant les frais ordinaires de fabrication déjà faits et une part proportionnelle des frais généraux.

e) *Les titres ou valeurs sont évalués au dernier cours précédant le sinistre.*

ARTICLE 15. — L'assuré qui, de mauvaise foi, ne fait pas connaître les circonstances constitutives du risque ainsi que les assurances de même nature co-existant sur les risques, exagère le montant des dommages ou suppose détruits des objets n'existant pas lors du sinistre, ou qui dissimule ou soustrait tout ou partie des objets assurés, ou qui emploie sciemment comme justification des moyens ou documents mensongers ; celui qui a causé volontairement le sinistre des objets assurés, en a facilité les progrès ou a entravé le sauvetage, est entièrement déchu de tous droits à une indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible, sans distinction entre les divers articles de la police. La Compagnie, dans ce cas, a le droit de résilier sans délai, par une lettre recommandée, toutes les polices qu'elle a contractées avec le même assuré et ce, sans ristourne sur les primes de l'année en cours.

ARTICLE 16. — Règle proportionnelle :

S'il résulte des estimations que la valeur des objets assurés excède la somme garantie, l'assuré est considéré comme son propre assureur pour l'excédent et supporte sa part de dommage au marc le franc.

Toutefois, s'il est constaté au jour d'un sinistre que la police comporte des articles garantissant les uns en excédent, les autres insuffisamment, des risques de même nature faisant partie d'un même établissement et soumis à un même taux de prime, l'ensemble des excédents sera reporté sur l'ensemble des insuffisances d'assurances et réparti au prorata de ces insuffisances.

L'assurance des risques locatifs donne lieu à application de la règle proportionnelle :

1° Si, les bâtiments étant détenus par un seul locataire, principal locataire ou simple occupant, la somme assurée est inférieure à la valeur totale de ces bâtiments.

2° Si, au cas de pluralité d'occupants, l'assuré n'a pas fait garantir quinze fois la valeur de son loyer annuel, le dommage étant alors réglé dans la proportion existant entre la somme assurée et le montant de quinze années de loyer, charges comprises.

Pour parer à l'éventualité d'une responsabilité pouvant excéder quinze fois la valeur de son loyer annuel, l'assuré peut souscrire une assurance complémentaire de risques, locatifs, qui n'est pas soumise à la règle proportionnelle.

La règle proportionnelle ne s'applique point aux assurances du recours des voisins et du recours des locataires, *ni à l'assurance des espèces, billet, titres ou valeurs ni à celle des détériorations immobilières causées par les voleurs.*

**ARTICLE 17. — Assurances multiples :**

Lors des déclarations prévues par la loi, et aussi bien dans le cas où ces déclarations n'auraient point été faites, la Compagnie a la faculté de résilier la police, sous préavis de vingt jours.

En cas de sinistre, si la Compagnie établit que, par suite de refus, de retard ou d'inexactitude dans la déclaration relative à l'ensemble des capitaux existants, le taux de prime n'a pu être régulièrement fixé, l'indemnité est réduite en proportion de l'insuffisance du taux appliqué par rapport à celui qui était applicable, conformément au tarif en vigueur lors de la souscription du contrat.

**ARTICLE 18. — Assurance pour compte de qui il appartiendra :**

L'expertise, après sinistre, s'effectue, en cas d'assurance pour le compte de tiers, avec le signataire seul de la police.

**ARTICLE 19. — Sauvetages.**

Une fois l'expertise amiable terminée, le sauvetage, même en cas de contestation, demeure aux risques et périls de l'assuré.

La vente aux enchères du matériel et des marchandises avariées peut être demandée par l'assureur, faute d'accord immédiat sur leur estimation ou leur vente amiable.

*En cas de récupération de tout ou partie des objets sinistrés, après l'expertise amiable, l'assuré s'oblige à en aviser immédiatement la Compagnie par lettre recommandée.*

*A l'exception des billets de banque, titres ou valeurs dont la perte a été réglée contre délaissement, tous objets récupérés après paiement de l'indemnité d'assurance sont réalisés au mieux par les soins de la Compagnie pour compte de qui il appartiendra ; le produit net est réparti au prorata et jusqu'à due concurrence des intérêts en cause, après déduction de tous frais quelconques engagés pour obtenir la récupération ou la reconstitution.*

*Tous dividendes, droits de souscription, lots et en général tous avantages pécuniaires dont pourraient bénéficier les titres ou valeurs réglés, contre subrogation, entre le paiement de l'indemnité d'assurance et le moment où ils redeviennent négociables, seront considérés comme sauvetages et répartis comme il est dit au paragraphe précédent.*

## PAIEMENT DES INDEMNITÉS

**ARTICLE 20. —** La somme à laquelle l'indemnité est fixée est payable au bureau de l'agence où la police a été souscrite ou transférée.

**ARTICLE 21. — Résiliation après sinistre.**

La Compagnie peut, après tout sinistre, dénoncé ou non, quelle qu'en soit l'importance et jusqu'au jour du paiement de l'indemnité, résilier en totalité ou en partie la police atteinte au moyen d'une lettre recommandée, sauf restitution de la partie de la prime afférente à la période pour laquelle elle ne garantit plus les risques.

Toutefois et sous l'exception prévue à l'article 15 ci-dessus, cette résiliation n'aura d'effet qu'un mois après sa notification.

La Compagnie peut, sous la même exception et dans les mêmes formes et délais, résilier les autres polices au nom du même assuré, moyennant ristourne du prorata de prime restant à courir. La même faculté de rési-



liation dans les mêmes délais est accordée à l'assuré si la Compagnie use de son droit de résiliation. L'exercice de ce droit ne donne pas lieu à indemnité au profit de la Compagnie. L'assuré peut résilier, soit par une déclaration contre récépissé, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée.

**ARTICLE 22. — Cession de droits. Recours après sinistre.**

Par le seul fait de la présente police, l'assuré cède à la Compagnie ses droits et actions contre toute personne responsable du sinistre, à quelque titre que ce soit, et contre son assureur.

Cette cession est limitée aux capitaux couverts par la police et s'exercera au prorata des créances respectives de l'assureur et de l'assuré..

La Compagnie peut, moyennant surprime, renoncer à l'exercice d'un recours. Toutefois, si le tiers responsable est assuré, elle peut, malgré la renonciation, exercer son recours dans la limite où cette assurance de responsabilité produira son effet.

**ARTICLE 23. — Durée de la police. Tacite reconduction.**

**L'assurance est faite pour la durée demandée par l'assuré.**

Si cette durée excède dix ans, l'assuré et l'assureur ont la faculté réciproque de dénoncer la police, par lettre recommandée, six mois au moins avant la fin de chaque période décennale.

Le contrat contenant une clause de tacite reconduction se continue d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, six mois au moins avant l'expiration de l'année d'assurance en cours.

**ARTICLE 24. — Délais. Prorata de primes.**

Toutes les fois qu'un délai imparti, soit par la loi, soit par les conditions de la police, excède la date de la prochaine échéance de prime, la Compagnie a droit au prorata de ladite prime.

**ARTICLE 25. — Frais judiciaires.**

Les frais judiciaires résultant de toute poursuite en responsabilité ne peuvent être à la charge de l'assureur que dans la limite de sa garantie et qu'autant qu'il a été avisé par l'assuré au début même de la procédure engagée.

**ARTICLE 26. —** Toutes contestations auxquelles pourrait donner lieu le présent contrat seront soumises aux Tribunaux français compétents dans les termes de la loi du 2 janvier 1902.



# L'UNION

## COMPAGNIE D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE LES ACCIDENTS ET RISQUES DIVERS

SOCIÉTÉ ANONYME FONDÉE EN 1928

*Expiration statutaire : 31 Décembre 1975*

Entreprise privée régie par la loi du 9 Avril 1898 en ce qui concerne  
l'assurance contre les accidents du travail

### ASSURANCE CONTRE LE VOL SUR LA PERSONNE LA PERTE PAR CAS DE FORCE MAJEURE ET LES DÉTOURNEMENTS

#### CONDITIONS GÉNÉRALES

(Loi du 13 Juillet 1930)

#### OBJET ET ÉTENDUE DE L'ASSURANCE

**Article premier.** — La présente police a pour objet de garantir l'assuré contre les risques ci-après désignés :

1° Vols dûment justifiés commis sur sa propre personne, dans l'exercice de sa profession, ou sur la personne de ses fondés de pouvoirs, caissiers, comptables, garçons de recettes et généralement tous employés à son service, dans l'exercice de leur emploi ;

2° Pertes dûment justifiées subies par les mêmes personnes, dans l'exercice de leur profession ou emploi, par suite d'événement de force majeure (accidents de circulation), sauf les cas prévus aux § A et B de l'article 4 ci-après :

3° Vols et détournements commis à son préjudice par ses préposés ou employés, pendant qu'ils sont à son service.

Sont seules couvertes les personnes, âgées de plus de dix-huit ans et de moins de soixante-cinq ans, dont les noms et emplois sont indiqués dans les Conditions particulières et dont les comptes, si elles ont la manipulation des fonds ou valeurs, sont rendus chaque jour.

**Art. 2.** — La garantie de la Compagnie peut s'appliquer, dans les conditions prévues à l'article précédent, aux vols, pertes et détournements d'espèces, de billets de banque, de titres et valeurs.

Elle peut aussi, lorsqu'il en est fait mention aux Conditions particulières, s'étendre aux vols, pertes et détournements de marchandises de toute nature et d'objets précieux.

Elle est limitée, par chaque période annuelle, à la somme fixée et assurée pour chaque personne nominativement désignée.

Les Vols, Pertes et Détournements sont imputables à la période annuelle pendant laquelle ils ont été commis ou subis, quelle que soit la date de leur découverte.

**Art. 3.** — L'assurance produit ses effets dans la ville où est établi l'Assuré, et, s'il y a lieu, dans un périmètre déterminé aux Conditions particulières.

Le maximum de garantie de la Compagnie, en ce qui concerne les Vols et Pertes définis aux § 1 et 2 de l'article 1<sup>er</sup>, est fixé à cent mille francs pour toute personne circulant non accompagnée.

**Art. 4. — Exclusions :**

**La Compagnie ne garantit pas :**

A) Les Vols et Pertes (art. 1<sup>er</sup>, § 1 et 2) occasionnés directement ou indirectement soit par la guerre étrangère ou civile, soit par des émeutes ou par des mouvements populaires ;

B) Les Vols et Pertes (art. 1<sup>er</sup>, § 1 et 2) subis à l'occasion d'une inondation, d'un tremblement de terre, d'une éruption volcanique ou autre cataclysme ;

C) Les Vols et Détournements (art. 1<sup>er</sup>, § 1 et 3) commis par des membres de la famille de l'Assuré (art. 380 du Code pénal) ;

D) Les Vols et Détournements (art. 1<sup>er</sup>, § 3) commis par des préposés ou employés que l'Assuré savait s'être rendus coupables d'un précédent acte d'infidélité, antérieur ou non à la signature du contrat ;

E) Les Vols et Détournements (art. 1<sup>er</sup>, § 3) non déclarés à la Compagnie dans un délai de quinze mois à partir du jour où ils ont été commis, alors même qu'il s'agirait de délits continus, ceux-ci étant toujours réputés s'accomplir jour par jour ;

F) Les Vols et Détournements (art. 1<sup>er</sup>, § 3) commis par des préposés ou employés qui, pour une cause quelconque et plus de quatre-vingt-dix jours avant la déclaration du sinistre, ont quitté le service de l'Assuré ou cessé d'être compris dans l'assurance.

**FORMATION DU CONTRAT. — DÉCLARATION A FAIRE  
PAR L'ASSURÉ LORS DE LA SOUSCRIPTION**

**Art. 5. —** L'assurance n'a d'effet que le lendemain, à midi, du jour où la prime de la première année aura été payée.

**Art. 6. —** La police est rédigée d'après les déclarations de l'Assuré. Elle doit mentionner :

En quelle qualité l'Assuré agit ; s'il a été déclaré en état de faillite ou de liquidation judiciaire depuis moins de trois ans ;

Si les risques assurés sont couverts en tout ou partie par un autre Assureur ;

Si, au cours des trois années qui précèdent la date de la police, il a éprouvé un ou plusieurs vols, pertes ou détournements.

L'Assuré doit déclarer également s'il a exigé de ses préposés ou employés couverts par la police un cautionnement et en indiquer la nature et l'importance pour chacun d'eux. Au cas où il existerait un cautionnement, aucune modification ne pourra être faite à la situation ainsi déclarée sans l'assentiment de la Compagnie.

**OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ EN COURS DE CONTRAT**

**Art. 7. —** L'Assuré est tenu, comme s'il n'était pas assuré, d'apporter le plus grand soin dans le choix de son personnel.

Il doit tenir la comptabilité nécessaire à justifier, en cas de sinistre, des entrées et sorties des fonds et valeurs et, s'il y a lieu, des marchandises.

Un état détaillé des titres et valeurs, avec désignation des séries et numéros, doit être constamment tenu à jour et nécessairement communiqué à la Compagnie en cas de sinistre.

**Art. 8. — Paiement des primes. Conséquences du retard dans le paiement :**

Les primes sont payables annuellement et d'avance. Quel que soit le lieu adopté pour le paiement, après un délai d'au moins huitaine à

compter de l'échéance, la Compagnie peut adresser à l'Assuré une lettre recommandée valant mise en demeure et suspendant l'effet de l'assurance vingt jours après son envoi, sans préjudice du droit pour la Compagnie de résilier la police ou d'en poursuivre judiciairement l'exécution.

**Art. 9.** — Tous les impôts existants ou pouvant être établis soit sur la prime, soit sur les capitaux assurés, ainsi que les frais de répertoire, de recouvrement et de gestion, sont à la charge de l'Assuré.

**Art. 10. — Changements concernant la personne de l'Assuré :**

En cas de décès de l'Assuré ou de cession de commerce, l'héritier ou le cessionnaire qui opte pour la résiliation du contrat doit à la Compagnie une indemnité de résiliation égale au montant d'une année de prime.

**Art. 11. — Modification des risques :**

La garantie de la Compagnie s'appliquant aux personnes dont les noms et emplois sont indiqués aux Conditions particulières, toutes les mutations survenant dans le personnel assuré ou dans les emplois de ce personnel doivent être notifiées immédiatement à la Compagnie.

**La police ne produit ses effets à l'égard des nouveaux employés ou des nouveaux emplois que lorsque la Compagnie aura donné son acceptation.**

En ce qui concerne le cautionnement des personnes couvertes par la police, l'Assuré doit se conformer aux prescriptions de l'article 6 ci-dessus.

Dans tous les cas prévus au présent article 11, la Compagnie peut résilier la police par lettre recommandée à effet immédiat.

**Art. 12. — Assurances multiples :**

L'Assuré qui souscrit une autre assurance contre les risques déjà garantis par la présente police doit en donner immédiatement connaissance à la Compagnie.

Lors de cette déclaration et aussi bien dans le cas où elle n'aurait pas été faite, de même que celle prévue à l'article 6 ci-dessus, la Compagnie aura la faculté de résilier la police, sauf préavis de dix jours.

**Art. 13.** — Les primes à échoir peuvent être réduites par avenant s'il est justifié par l'Assuré d'une diminution dans l'importance des capitaux assurés ; une indemnité de 20 % est due en ce cas sur le montant de la réduction des primes à échoir.

En cas de cessation de commerce ou de dissolution de société, il est dû à la Compagnie, outre les primes échues, une indemnité égale à 20 % des primes à échoir.

### MESURES A PRENDRE ET FORMALITÉS A REMPLIR EN CAS DE SINISTRE

**Art. 14.** — En cas de sinistre, et aussitôt qu'il en a connaissance, l'Assuré doit, à moins d'impossibilité par cas fortuit ou de force majeure :

A. — **Sinistres prévus aux § 1 et 2 de l'article 1<sup>er</sup> :**

**1° Aviser par écrit, au plus tard dans les vingt-quatre heures, à Paris, la Direction de la Compagnie, en province, l'Agent principal, sous peine de perdre son droit au bénéfice de l'assurance, en indiquant les circonstances qui lui sont connues et le montant approximatif des dommages.**

Si ceux-ci paraissent devoir dépasser 5.000 francs, prévenir en outre et sans délai, par télégramme, soit la Direction de la Compagnie, soit l'Agent principal comme il est dit ci-dessus ;

**2° Prévenir la police locale dans les douze heures qui suivent la cons-**

tation du vol ou de la perte et mettre immédiatement opposition, partout où besoin sera, sur les titres et valeurs volés ou perdus ;

3° Au plus tard le troisième jour, remettre à la police locale et adresser à la Direction ou à l'Agent principal, certifié par lui, un état détaillé et estimatif des objets volés ou perdus en y faisant figurer, s'il y a lieu, le montant des espèces et billets de banque et la liste, avec séries et numéros, des titres et valeurs disparus, détruits ou détériorés ;

4° Prêter son concours le plus absolu pour la découverte des malfaiteurs et la restitution des objets volés ou perdus.

**B. — Sinistres prévus au § 3 de l'article 1<sup>er</sup> :**

1° Aviser par écrit, le jour même où l'Assuré a connaissance de l'événement, à Paris, la Direction de la Compagnie, en province, l'Agent principal, sous peine de perdre son droit au bénéfice de l'assurance, en indiquant les circonstances qui lui sont connues et le montant approximatif des dommages ;

2° S'il y a eu détournement de titres, valeurs ou effets de commerce, remplir toutes les formalités d'opposition ou protestation prévues par la loi (art. 149 à 155 du Code de commerce, lois du 15 juin 1872 et du 8 février 1902 et toutes lois subséquentes).

3° Au plus tard le huitième jour, adresser à la Direction ou à l'Agent principal, certifié par lui, un état détaillé et estimatif des objets volés ou détournés, en y faisant figurer, s'il y a lieu, le montant des espèces et billets de banque et la liste des titres et valeurs disparus, avec séries et numéros.

Faute par l'Assuré de remplir les formalités prescrites aux § 2 et 3 (A et B) et 4 (A) ci-dessus, la Compagnie aura droit à une indemnité proportionnée au dommage que ce retard pourra lui causer.

**Art. 17.** — Toute réclamation d'indemnité implique, pour l'Assuré, l'obligation de déposer une plainte au Parquet, si la Compagnie l'exige.

**Art. 16.** — Les dommages sont réglés de gré à gré ou évalués par deux experts choisis par les parties.

Ceux-ci s'adjoignent, s'ils ne sont pas d'accord, un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer son expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, il est nommé par le Président du Tribunal de commerce ou, à défaut, par le Président du Tribunal civil de l'arrondissement où le sinistre s'est produit ; cette nomination est faite sur simple requête signée des deux parties ou d'une seulement, l'autre ayant été convoquée par lettre recommandée.

Chaque partie paie les frais et honoraires de son expert : les honoraires du tiers expert et, s'il y a lieu, les frais de nomination sont supportés moitié par la Compagnie, moitié par l'Assuré.

**Art. 15.** — L'expertise amiable est obligatoire et toujours faite sous réserve des droits respectifs des parties.

**Art. 18.** — L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'Assuré ; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles, matérielles et directes.

La somme assurée ne pouvant être considérée comme preuve de l'existence ni de la valeur des objets réclamés, l'Assuré est tenu de justifier, par tous les moyens et documents en son pouvoir, de l'existence et de la valeur des objets assurés au moment du sinistre, ainsi que de l'importance du dommage.

Les matières premières, denrées et marchandises, sont évaluées au dernier cours précédant le sinistre. Les objets fabriqués ou en voie de fabrication sont évalués à l'état brut au dernier cours précédant le si-



nistre, en y ajoutant les frais ordinaires de fabrication déjà faits et une part proportionnelle des frais généraux.

Les titres et valeurs sont évalués au dernier cours précédant le sinistre.

**Art. 19. — L'Assuré qui, de mauvaise foi, ne fait pas connaître les circonstances constitutives du risque ainsi que les assurances de même nature coexistant sur les risques, exagère le montant des dommages ou déclare disparus des objets n'existant pas lors du sinistre, ou qui dissimule ou soustrait tout ou partie des objets assurés, ou qui emploie sciemment comme justification des moyens ou documents mensongers, est entièrement déchu de tous droits à une indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible sans distinction entre les divers articles de la police. La Compagnie, dans ce cas, a le droit de résilier sans délai par lettre recommandée toutes les polices qu'elle a contractées avec le même Assuré, et ce sans ristourne sur les primes de l'année en cours.**

**Art. 20. —** Tout dommage donne lieu à une indemnité intégrale jusqu'à concurrence de la somme assurée.

Toutefois, dans le cas de vol ou de détournement prévu au § 3 de l'article 1<sup>er</sup>, le montant du dommage est soumis à la déduction de toutes sommes dont l'Assuré se trouve, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, débiteur envers le ou les coupables, ainsi que de toutes garanties et cautions fournies ; la différence constitue le chiffre de la perte, dont le montant est remboursé intégralement par la Compagnie dans les limites de la garantie fixée.

**Art. 21. — Assurances multiples :**

S'il y a plusieurs Assureurs (art. 6 et 12 ci-dessus), la Compagnie ne devra indemnité que dans la proportion entre la somme couverte par elle et le chiffre total des assurances.

**Art. 22. — Assurance pour le compte de qui il appartiendra :**

L'expertise, après sinistre, s'effectue en cas d'assurance pour le compte de tiers avec le signataire seul de la police.

## PAIEMENT DES INDEMNITÉS

**Art. 23. —** La somme à laquelle l'indemnité est fixée est payée au bureau de l'Agence où la police a été souscrite ou transférée.

**Art. 24. — Résiliation après sinistre :**

La Compagnie peut, après tout sinistre déclaré ou non et au plus tard jusqu'au trentième jour qui suit le paiement d'une indemnité, résilier la police en totalité ou en partie au moyen d'une lettre recommandée, sauf restitution de la partie de la prime afférente à la période pour laquelle elle ne garantit plus les risques. Toutefois, et sous l'exception prévue à l'article 19 ci-dessus, cette résiliation n'aura d'effet qu'un mois après sa notification.

La Compagnie peut, sous la même exception et dans les mêmes formes et délais, résilier les autres polices au nom du même Assuré, moyennant ristourne du prorata de prime restant à courir. La même faculté de résiliation, dans les mêmes délais, est accordée à l'Assuré si la Compagnie use de son droit de résiliation. L'exercice de ce droit ne donne pas lieu à indemnité au profit de la Compagnie. L'Assuré pourra résilier soit par une déclaration contre récépissé, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée.

**Art. 25. — Continuation de l'assurance après sinistre :**



Par le seul fait du sinistre, le montant de la garantie, en ce qui concerne les articles atteints, se trouve d'office diminué, pour l'année d'assurance en cours, d'une somme égale à l'indemnité, et ce tant que l'Assuré n'aura pas demandé, par lettre recommandée, la reconstitution de la garantie primitive en s'engageant à verser soit par imputation sur l'indemnité de sinistre, soit directement, une prime proportionnelle au capital à reconstituer et au temps à courir du jour du sinistre jusqu'à la prochaine échéance de la prime ou, si la Compagnie use de son droit de résiliation après sinistre, jusqu'à la date de la cessation de la garantie.

Dans le cas de vol ou de détournement prévu au § 3 de l'article 1<sup>er</sup>, l'assurance, à partir du moment où l'Assuré a connaissance de leur infidélité, cesse de plein droit pour le ou les employés en cause.

**Art. 26. — Cession de droits :**

Par le seul fait de la présente police, l'Assuré cède à la Compagnie ses droits et actions contre toutes personnes responsables du sinistre, à quelque titre que ce soit, et contre leurs Assureurs. Cette cession est limitée aux capitaux couverts par la police et s'exercera au prorata des créances respectives de la Compagnie et de l'Assuré.

**Art. 27. — Restitution d'objets volés, perdus ou détournés :**

Aucun délaissement, même partiel, ne peut être fait par l'Assuré avant le paiement de l'indemnité.

Si des objets sont restitués après le règlement des dommages, l'Assuré est tenu d'en aviser immédiatement la Compagnie.

Il aura, à dater de la restitution, un délai d'un mois pour opter soit pour le délaissement, soit pour la reprise de tout ou partie des objets retrouvés. A défaut d'option dans ce délai, comme en cas de délaissement par l'Assuré, les objets deviendront la propriété de la Compagnie. En cas de reprise, le règlement sera révisé, en faisant état des objets repris pour leur valeur au jour de la restitution, et l'Assuré aura l'obligation de rapporter l'excédent d'indemnité qu'il aurait reçu.

**Art. 28. — Durée de la police :**

L'Assurance est faite pour la durée indiquée aux Conditions particulières. Si cette durée excède dix ans, l'Assuré et la Compagnie ont la faculté réciproque de dénoncer la police, par lettre recommandée, six mois au moins avant la fin de chaque période décennale.

**Art. 29. — Délais. — Prorata de primes :**

Toutes les fois que le délai imparti soit par la loi, soit par les conditions de la police excède la date de la prochaine échéance de prime, la Compagnie a droit au prorata de ladite prime.

**L'UNION**  
**COMPAGNIE D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE**  
**LES ACCIDENTS ET RISQUES DIVERS**  
**SOCIÉTÉ ANONYME FONDÉE EN 1928**

*Expiration statutaire : 31 Décembre 1975*

Entreprise privée régie par la loi du 9 Avril 1898 en ce qui concerne  
l'assurance contre les accidents du travail

**ASSURANCE DES EXPOSITIONS**

**CONTRE « TOUS RISQUES »**

**(Police individuelle: séjour et transport)**

**GARANTIES**

ARTICLE PREMIER.— L'assurance couvre les objets désignés dans la présente police contre tous les risques de perte, avarie ou détériorations de quelque nature qu'ils puissent être, tant pendant leur transport de l'Etablissement de l'Assuré jusqu'à l'emplacement que ces objets doivent occuper à l'Exposition désignée aux Conditions particulières, et retour au même point, que pendant leur séjour à l'Exposition, de telle sorte qu'ils ne cessent pas un instant d'être couverts depuis le moment de leur départ de l'Etablissement de l'Assuré ou de leur prise en charge par les emballeurs et transporteurs jusqu'à leur retour au même point (séjour chez l'emballleur ou autre personne chargée de l'expédition compris).

Le matériel, mobilier, fournitures de bureau appartenant à l'Assuré ou en location, les ornements, objets et ustensiles divers garnissant les locaux occupés par lui sont exclus du présent contrat, à moins qu'un capital ne soit spécialement affecté, sur la demande de l'Assuré, à la garantie dudit matériel, à l'exception toutefois des baraquements.

ART. 2. — L'Assuré s'oblige à prendre toutes les précautions usuelles en raison de la nature des objets assurés, tant pour leur expédition à l'aller et au retour que pendant leur séjour à l'Exposition.

**BIJOUTERIE ET OBJETS DE VALEUR**

ART. 3. — Les marchandises consistant en joaillerie, bijouterie, pierres précieuses, perles fines, orfèvrerie, dentelles vraies, fourrures ou autres objets de grande valeur sous un petit volume ne sont garanties, pendant le délai qui s'écoule entre leur arrivée et l'ouverture de l'Exposition, entre la fermeture de l'Exposition et leur départ et pendant la nuit et les heures de fermeture de ladite Exposition, que si elles sont enfermées en coffre-fort de bonne marque.

Pendant les heures d'ouverture de l'Exposition, lesdites marchandises doivent être enfermées en vitrines solides, munies de glaces épaisses et fermées par des serrures de sûreté ; elles ne sont garanties contre le Vol que s'il y a bris, effraction ou crochetage desdites vitrines.

**RISQUES EXCLUS**

ART. 4. — Sont toutefois exclus de la garantie de la Compagnie :

a) Les risques d'incendie, d'explosion et de chute de la foudre, sauf convention contraire aux Conditions particulières ;

b) Les pertes et dommages occasionnés directement ou indirectement soit par la guerre étrangère ou civile, soit par des émeutes, mouvements populaires, inondations, tremblements de terre, éruptions volcaniques ou autres cataclysmes ;

c) Le vice propre des objets assurés, l'usure et la détérioration lente, les dégâts causés par les mites ou autres parasites, le coulage des liquides, les dommages dûs à un emballage insuffisant, ainsi que les conséquences des manifestations atmosphériques (moisissure, humidité, rouille...), les égratignures de meubles ou d'objets peints ou polis et, si l'assurance porte sur des objets en plein air, les dégâts causés par la pluie, grêle et autres manifestations atmosphériques ;

d) Les pertes résultant d'amendes, contraventions, confiscations ou mise sous séquestre ;

e) Les vols et détournements commis par les représentants ou employés de l'Assuré ou par toute personne chargée de la garde et de la surveillance des objets assurés ;

f) Les pertes résultant de manquants dans les stands où il est procédé à des distributions ou dégustations de marchandises ou boissons quelconques, ainsi que les détériorations ou la destruction provenant du montage ou démontage des objets exposés ou des essais et démonstrations ;

g) Les risques de casse en ce qui concerne les objets fragiles tels que marbres, porcelaines, faïences, plâtres, cires, terres cuites, statuettes, céramiques, albâtres, grès, fontes, verreries, glaces, vitrines, mannequins de cire, appareils et instruments scientifiques et autres similaires.

Toutefois, pour ces objets, la casse peut être assurée moyennant une surprime spéciale et stipulation aux Conditions particulières, sauf en ce qui concerne les appareils et instruments scientifiques et les objets servant à des démonstrations et expériences qui, en aucun cas, ne peuvent être garantis contre ce risque.

**SINISTRES**

ART. 5. — Les déclarations de sinistre doivent être faites à la Compagnie, par écrit, dès que l'Assuré ou ses représentants en ont connaissance et, au plus tard, dans les vingt-quatre heures s'il s'agit d'un vol, ou dans les cinq jours dans les autres cas.

Les dommages sont réglés de gré à gré ou évalués par deux experts nommés l'un par l'Assuré, l'autre par la Compagnie. Ceux-ci s'adjoignent, s'ils ne sont pas d'accord, un tiers expert pour les départager.

En cas de sinistre, l'évaluation des dommages a lieu sur la base du prix de revient, sous réserve de l'application de la règle proportionnelle dans le cas où la valeur des objets exposés serait supérieure à celle assurée.

Dans tous les cas où la responsabilité d'un tiers transporteur ou autre peut être mise éventuellement en cause, l'Assuré doit réserver cette responsabilité par tous moyens de droit.

**CESSION DE DROITS**

ART. 6. — Par le seul fait de la présente police, l'Assuré cède à la Compagnie ses droits et actions contre toutes personnes responsables

du sinistre. Cette cession est limitée aux capitaux couverts par la police et s'exercera au prorata des créances respectives de la Compagnie et de l'Assuré.

#### RENONCIATION

ART. 7. — La Compagnie renonce à tous recours qu'elle serait en droit d'exercer contre les Organisateurs de l'Exposition et leurs préposés, le cas de malveillance excepté.

#### DUREE DE L'ASSURANCE

ART. 8. — L'assurance est consentie pour la durée officielle de l'Exposition soit du .....  
au .....  
plus les délais nécessaires pour le transport des objets à l'aller et au retour, ainsi que pour leur installation et le démontage, sans que la garantie remonte antérieurement au .....  
et puisse dépasser le .....





## BIBLIOGRAPHIE <sup>(1)</sup>

- F. ABICHT. — *Die Einbruch-Diebstahl Versicherung*, 1 vol. Berlin, 1932.
- C. ANCEY. — *L'Assurance, sa technique, son mécanisme*, 1 vol., Paris, 1933.
- ANCEY et SICOT. — *La loi sur le contrat d'assurance*. 2<sup>e</sup> éd., Paris, 1933.
- BENSA. — *Histoire du contrat d'assurance au Moyen-Age*, traduction Valéry.
- André BESSON. — *L'aliénation de la chose assurée* dans *Rev. gén. Ass. terr.* 1934, 5 et s., et 269 et s.
- *La conclusion du contrat d'assurances terrestres*, 1933, pp. 5 et s. ; pp. 281 et s.
- Jacques DESCHAMPS. — *L'aggravation du risque en cours d'assurances*, Paris, 1933.
- Emile GARÇON. — *Code pénal annoté*, sous art. 379 et s., sous art. 381 à 386 du Code pénal et sous art. 401.
- GARRAUD. — *Traité de droit pénal français*, tome V, 5<sup>e</sup> éd.
- E. H. GROUT. — *Burglary Risks in relation to society law and Insurance*, 1 vol. Londres, 1927.
- J. HÉMARD. — *Théorie et Pratique des Assurances terrestres*, 2 vol. Paris, 1923.
- J. LEFORT. — *L'assurance contre le vol*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, 1919.

(1) Nous avons eu entre les mains une documentation extrêmement abondante que la Direction de la Réunion Française a bien voulu mettre à notre disposition. Elle nous a été extrêmement précieuse et nous tenons à en remercier tout particulièrement M. Michel Stourm, Docteur en Droit, Secrétaire Général de la Réunion Française, de sa très grande amabilité à cet égard.

Nous sommes également très reconnaissant des renseignements pratiques que M. Auzas, Directeur à la Compagnie l'Union, et M. Dumont, Chef du Service des Agences Vol à la même Compagnie, ont bien voulu nous communiquer.

Nous remercions également M. César Ancey, Docteur en Droit, dont la compétence nous a été un guide précieux, ainsi que M. Watelet, Directeur de la Minerve, qui nous a procuré d'utiles indications.

- LEHR. — *Les lois allemandes de 1901-1908 sur l'assurance*. Paris, 1911.
- MAC MILLAN. — *Outlines of Burglary Insurance*. Londres, 1911.
- Alfred MANES. — *Versicherungs Wesen*, 5<sup>e</sup> éd. Berlin, 1931, 3 vol.
- H. MONTCHARMONT. — *La déclaration du risque dans les assurances terrestres d'après la loi du 13 juillet 1930*. Paris, 1932.
- PLANIOL et RIPERT. — *Traité élémentaire de droit civil*. Paris, 1932, 3 volumes.
- RIEGEL-LOMAN. — *Insurance Principles and Practices*, 2<sup>e</sup> éd. New-York, 1929.
- Georges RIPERT. — *Droit maritime*, 3<sup>e</sup> éd., t. III.
- P. SUMIEN. — *Traité pratique de l'assurance terrestre*. Paris, 1929.
- R. TRIPIER. — *Etude sur l'assurance contre le vol*. Th. Dijon, 1916.
- DE WARENGHIEN. — *L'assurance contre le vol en France et à l'étranger*. Th. Paris, 1913.
- WILHELM. — *Contribution à l'étude de l'assurance contre le vol*. Paris, 1911.

## PRINCIPALES ABRÉVIATIONS

- Cass. crim., 27 janvier 1929, *Bull. crim.*, 16. — *Bulletin criminel des arrêts de la Cour de Cassation*, année 1929, page 16.
- D. 1924, 2, 24. — *Jurisprudence générale Dalloz*, année 1924, 2<sup>e</sup> partie, page 24.
- Gaz. Pal.* 1923, 2, 24. — *Recueil de la Gazette du Palais*, année 1923, 2<sup>e</sup> semestre, page 24.
- Rec. Bordeaux*, 1932, 34. — *Recueil des arrêts de la Cour d'appel de Bordeaux*, 1932, page 34.
- Rec. Marseille*, 1904, 224. — *Jurisprudence de Marseille*, année 1904, page 224.
- Rec. pér. ass.*, 1903, 295. — *Recueil périodique des assurances*, année 1903, page 295.
- Rev. gén. Ass. terr.* 1931, 24. — *Revue générale des Assurances terrestres*, année 1931, page 24.
- La Prime*, Journal bi-hebdomadaire, C. ANCEY, Docteur en Droit, Editeur.
- L'Argus*, Journal international des Assurances, A. ROUX, Docteur en Droit, Directeur.
- S. 1929, 1.304. — *Recueil Sirey*, année 1929, 1<sup>re</sup> partie, page 304.
- Primus v. Secundus (1914) 2 Ch. D. 363. — Primus contre Secundus, Chancery Division, année 1914, 2, page 363.
- X v. Y. (1920) 2 A. C. 125. — X contre Y, Appeal Cases, année 1920, 2, page 125.



## TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

*N.-B. — Les chiffres renvoient aux numéros des paragraphes*

### A

**Abeilles** : vol, 266.  
**Abandon** : choses abandonnées, 188.  
**Abus de confiance**, 71, 195, 219, 220.  
**Acquéreur** de la chose assurée, 156 et s.  
**Acceptation** des modifications par l'assureur, 99, 105.  
**Accessoires**, 60, 84.  
**« Actio furti »**, 165, 189.  
**Action directe**, 257.  
**Aggravation des risques**, 135, 201 et s. : aliénation de la chose assurée, 157.  
**Aliénation de la chose assurée**, 154.  
**Allan**, 20.  
**Allemagne**, 259, 265 et s.  
**Alliés** : vol, 189.  
**Agent**, 130 : connaissance de l'aggravation du risque, 146.  
**Angleterre**, 18, 20, 21, 249, 276 et s. : assurance des voitures automobiles, 59.  
**Appartement** : Bijoutier, 44.  
**Ancienneté** du vol et de l'assurance, 16, 17.  
**Argent** : objets (d'), 228.  
**Argenterie**, 37.  
**Assassinat** de l'assuré, 215.  
**Assurance à personne dénommée** : aliénation de la chose assurée, 156.  
**Assurance au premier risque**, 225, 249.  
**Assurance directe**, 28 et s.  
**Assurance maritime**, 16.  
**Assurance personnelle** et surassurance réelle, 119.  
**Assurance tous risques**, 59, 83 et s., 88, 271.  
**Assurance transport** : distinction avec l'assurance perte et vol, 85.

**Assurance-voyage**, 61.  
**Assurance** : caractère aléatoire, 194 ; caractère indemnitaire, 193.  
**Assuré** : v. *Victime*.  
**Aubergiste**, 218.  
**Automobiles**, 57 et s., 69, 70 ; assurance tous risques, 88, 89 ; transport des marchandises assurées, 44.  
**Autriche**, 21.  
**Avenant** constatant un nouvel accord, 105.  
**Avis du sinistre**, 241.  
**Avantages** attachés aux titres volés, 56.

### B

**Bagages** : dépôt nécessaire, 66.  
**Bateau** pourvu d'un gardien, 204.  
**Bâtiment**, 207 et s., 210 et s.  
**Belgique**, 21.  
**Bétail** : vol, 266.  
**Bicyclettes**, 268.  
**Bijoutiers**, 43.  
**Bijoux** personnels, 37, 61, 85.  
**Billets de banque**, 228.  
**« Black mail »**, 19.  
**Bonne foi** de l'assuré, 123, 127.  
**Bourse** : opposition, 242.  
**Boutique** : bijoutier, 44.  
**« Breaking »**, 282.  
**Brigands** de grand chemin, 202.  
**Bureaux**, 204.  
**« Burglary »**, 282.

### C

**Caisse** : déficits, 77 ; déficits de caisse des sous-ordres, 79 ; erreurs de caisse, 81.  
**Caissier**, 71, 273.



**Cas fortuit**, 18.  
**Caution**, 74.  
**Cautionnement**, 20, 72, 77 et s., 271.  
**Cautionnement mutuel**, 78.  
**Cave** : inhabitation, 139.  
**Champs**, 203.  
**Changement de la personne** de l'assuré, 138.  
**Changement de propriété** de la chose volée, 183.  
**Changement de risque** et aggravation, 145.  
**Chemin public**, 202.  
**Choix** envoyé à l'assuré, 44.  
**Choses abandonnées**, 188.  
**Clause pénale**, 99, 108.  
**Clés**, 212 ; fausses clés, 269 ; perte, 139 ; soustraction au propriétaire, 207.  
**Clôtures**, 205 et s., 210 et s.  
**Coffres-forts**, 53 et s., 65, 81, 207 ; bijoux en coffre-fort, 37, 44.  
**Collections**, 45.  
**« Collegia funeraticia »**, 16.  
**Compagnies d'assurances** : françaises, 24 ; les premières compagnies d'assurance contre le vol, 20.  
**Compagnon**, 218.  
**Comptabilité régulière**, 54, 72.  
**Comptables publics**, 75 et s.  
**Conciergerie**, 266 ; absence, 139 ; négligence, 68.  
**Conclusion** du contrat, 95.  
**Condamnation** de l'employé, 129.  
**Conditions générales** et particulières, 113.  
**Conjoint** : vol commis par lui, 217.  
**Connaissance** par l'assurance des faits à déclarer, 121.  
**Consommation** du délit, 180.  
**Contenu** : vol du contenu de la voiture assurée, 58, 69.  
**Continuation** du contrat, 151 ; continuation de l'assurance en cas d'aliénation de la chose assurée, 155.  
**Contrat consensuel**, 93.  
**Contrat « intuitu personae »**, 132, 138, 154.  
**« Contrectatio fraudulosa »**, 167, 177.  
**Cultes**, 50 et s.

## D

**Déchéances**, 255.  
**Déclaration** : correcte, 149 ; de l'assuré (force probante), 132 ; du risque par

l'assuré, 113 et s. ; fausse, 129 ; aggravation des risques, 135 et s. ; du sinistre, 195 ; inexacte, 126 ; spontanée, 116, 117, 132.

**Découvert** : v. **Franchise**. *Franchise*.

**Découverte** du sinistre, 73.

**Dédit** à la charge du proposant, 99.

**Délai** de réclamation, 73.

**Délaissement**, 55, 254.

**Délit continu**, 73.

**Délit instantané**, 180.

**Démembrement** de la propriété de la chose volée, 185.

**Dépendances** de la maison habitée, 204.

**Déplacements** de l'assuré, 37 ; de la chose assurée, 139 ; du risque, 54.

**Dépôt**, 273 ; confié à l'assuré, 139.

**Dépôt nécessaire**, 64, 66.

**Désignation** des valeurs, 230.

**Dessaisissement matériel**, 170.

**Détention** : changement de titre, 169.

**Détention précaire**, 170.

**Détournement**, 71 et s.

**Détournement de gage**, 220.

« **Diebstahl** », 268.

**Disparition** de l'aggravation du risque, 152.

**Dol** : preuve, 127.

**Domestiques**, 35 ; vol, 171 ; objet ou valeur lui appartenant, 227, 229.

**Dommage** causé par le voleur, 232.

**Durée** du contrat, 153 et s.

## E

**Eau** : vol, 174.

**Echéance** : non-paiement de la prime, 134.

**Ecrit**, 92, 93, 94 ; en cas de modification du contrat, 105.

**Ecurie**, 64.

**Edifices religieux**, 50.

**Effet** : prise d'effet du contrat, 106, 108, 109.

**Effets** des voyageurs, 64 et s.

**Effraction**, 62, 86, 207, 269, 288.

**Effraction intérieure et extérieure**, 212.

**Eglises**, 50.

« **Einbruchdiebstahl** », 269.

**Electricité** : vol, 177.

**Elément psychologique**, 25.

**Emerigon**, 18.

**Emeute**, 238.

**Employés**, 62 ; vol commis par eux, 42.

**Encaisse** : vol, 80.  
**Encaisseurs** non dénommés, 62.  
**Energie**, 174.  
**Esbrouffe**, 62.  
**Escalade**, 210 et s.  
**Escroquerie**, 167, 195, 219.  
**Espèces**, 228.  
**Etable**, 204.  
**Etat** détaillé des titres et valeurs, 54, 72.  
**Etat assureur**, 45, 75.  
**Etats-Unis**, 21, 276 et s.  
**Étendue** de l'assurance, 200.  
**Evolution** de l'assurance contre le vol, 283.  
**Exclusions** de garantie, 233 et s.  
**Exécution** : procédés, 206 et s.  
**Experts**, 251.  
**Explosions**, 39, 239.  
**Expositions**, 48 ; assurance tous risques, 89.

## F

**Facteur** économique, 8 ; moral, 8.  
**Faillite**, 156.  
**Fait matériel**, 12, 163.  
**Fait juridique**, 12, 163.  
**Faits de charge**, 76.  
**Familiers** de l'assuré, 268.  
**Famille**, 81, 171, 189, 237 ; propriété de famille, 227.  
**Fausse déclaration**, 122 et s.  
**Faute de l'assuré** : v. *Victime*.  
**Faute de service**, 77.  
**Faute personnelle**, 77.  
**Fermeture** défectueuse, 67, 235.  
**Fiction**, 19.  
**Fin** du contrat, 161, 263, 264.  
**Fin de non-recevoir**, 130, 142.  
**Fonctionnaire**, 75 et s.  
**Force probante** des déclarations de l'assuré, 132.  
**Forcement** : fait matériel, 207.  
**Formalités**, 241 ; précédant la conclusion du contrat, 102.  
**Forme** de la déclaration, 130, 144.  
**Franchise**, 58, 60, 65, 75, 79, 81, 82.  
**Fréquence** des vols, 8.  
**Froid** : vol, 174.  
**Funérailles**, 16.  
 « **Furtum** », 165.  
 « **Furtum domesticum** », 189.

## G

**Gage** : détournement, 220.  
**Garantie** : exclusions, 233 et s. ; étendue dans l'assurance des bijoutiers, 44 ; garantie collective, 272 ; garantie efficace, 29.  
**Garage** : vol des automobiles, 60.  
**Garçons de recettes**, 62.  
**Garde** de l'assuré, 63.  
**Gardiennage**, 90.  
**Garnison** : frais de garnison, 16.  
**Généralité du risque**, 5.  
**Gildes**, 16, 18, 19, 266.  
**Grève**, 238.  
**Guaranty Society of London**, 20.  
**Guerre** : multiplication des sinistres, 259.  
**Guerre civile**, 238.  
**Guerre étrangère**, 239.

## H

**Habitation**, 204.  
 « **Hazard** » (*moral and physical*), 280.  
**Héritier**, 155, 160.  
**Historique**, 15 et s.  
**Hollande**, 21.  
**Hôtelier**, 64 et s., 218.

## I

**Immeuble par destination**, 226.  
**Impossibilité** de la déclaration, 146.  
**Impôts**, 39 ; sur les polices caution, 74 ; en cas de prime unique pour plusieurs risques, 83 ; à la conclusion du contrat, 134.  
**Indemnité** : fixation, 240, 244 et s.  
**Incendie**, 67, 87, 239 ; prise d'effet de la police, 107 ; risques vol et incendie associés, 39.  
**Indivision**, 186.  
**Infidélité**, 72 et s., 271, 277.  
**Inhabitation**, 38, 42, 54, 139, 204.  
**Insuffisance** de la déclaration, 148.  
**Intention** de l'agent, 181.  
**Introduction clandestine**, 213.  
**Introduction furtive**, 44 et 46.  
**Inutilité** de la déclaration, 146.  
**Inventaire**, 225.

## J

**Joailliers**, 43.

## L

- « **Larceny** », 282.  
**Lettre recommandée**, 105, 134.  
**Lieu clos**, 207 et s., 210 et s.  
**Lieu** : de l'infraction, 201 ; de l'escalade, 211 ; du paiement, 134.  
**Limitation de garantie**, 60, 62, 65, 70, 72, 81, 92.  
**Limitation de responsabilité**, 44.  
**Liquidation judiciaire**, 156.  
**Lloyd néerlandais**, 22.  
**Locataire** : vol commis au préjudice des locataires, 67.  
**Location** de coffres-forts, 54  
**Locaux** : assurés, 28, 61, 225 ; assurés non gardés, 54 ; changement, 139.  
**Loi nouvelle**, 141.  
**London Guarantee and Accidents**, 22.  
**Lutte préventive contre le vol**, 235, 242, 267, 273.

## M

- Magasins**, 40.  
**Maison habitée**, 204, 269, 274, 282.  
**Malles et valises**, 62.  
**Marchandises**, 40 et s. ; aliénation, 156.  
**Médecin**, 66.  
**Mercantile Accident and Guarantee Insurance Company**, 20.  
**Meubles corporels**, 172.  
**Meubles incorporels**, 172.  
**Meurtre** de l'assuré, 215.  
**Minerve**, 24, 60.  
**Ministre du culte**, 52.  
**Mobiliers**, 29 et s. ; aliénation, 156 et s.  
**Mobiliers particuliers**, 61.  
**Modification** à un contrat existant, 104.  
**Moralité** de l'assuré, 132, 198.  
**Moulage**, 47, 179.  
**Musées**, 45.  
**Mutualités**, 78, 101, 153.

## N

- « **Nauticum foenus** », 16.  
**Navire**, 18.  
**Négociations préliminaires**, 97.  
**Note de couverture**, 93, 112.  
**Nuit**, 269.  
**Nullité**, 124.

## O

- Œuvres d'art** : reproduction et moulage, 47, 179.  
**Offre**, 99, 100, 105.  
**Omission**, 126, 147.  
**Opinion du risque**, 120, 121, 129.  
**Opposition** en Bourse, 242.  
**Option** de l'assureur, 149.  
**Or** : objets (d'), 228.

## P

- Paiement** : de la première prime, 107 et s. ; faux, 81 ; de l'indemnité : effets, 256.  
**Parents** : vol commis par eux, 189, 217.  
**Paroisse**, 22.  
**Particularisme** de l'assurance-vol, 25.  
**Particuliers**, 32.  
**Personnalité** de l'assuré, 31.  
**Personne** : vol sur la personne, 61 et s., 85, 270 ; changement de l'assuré, 138 ; *intuitus personae*, 197.  
**Perte**, 83 et s. ; preuve, 197 ; pour cause inconnue, 44, 231.  
**Plainte déposée** par l'assuré, 242.  
**Poches**, 268.  
**Police avisée** du sinistre, 242.  
**Police combinée**, 83.  
**Pollicitation**, 98.  
**Possession**, 107, 168, 172.  
**Premier risque**, 55, 82.  
**Préposé** ayant quitté son emploi, 74.  
**Prescription**, 263.  
**Preuve** : charge, 127 ; de la perte, 197 ; du contrat, 93, 131 et s. ; du sinistre, 72, 73, 195, 196.  
**Prime**, 34, 58, 59 ; caractère de la première prime, 107 et s., 111 ; caractère dans l'assurance tous risques, 89 ; influence du risque sur le taux, 118 ; non-paiement à l'échéance, 134 ; paiement, 125, 134 ; paiement d'avance, 134 ; paiement par l'employé, 74 ; paiement de la première, 102 ; prime plus élevée, 151 ; risques incendie et vol associés, 39.  
**Prime globale**, 83.  
**Prime portable**, 111, 134.  
**Prime quérable**, 111, 134.  
**Prime unique**, 83, 88, 89.  
**Proposition d'assurance**, 88, 97, 98 et s.  
**Propriété**, 183 ; d'immeuble, 67 ; litigieuse, 184 ; démembrement, 185.

**Prorogation** de l'assurance, 155.  
**Protection** contre le vol, 90, 242.

## Q

**Qualité de l'assuré**, 119 ; changement, 138.  
**Qualité du voleur**, 216.  
**Questionnaire**, 115, 117, 132.

## R

**Radioactivité** : vol, 178.  
**Rapine**, 18.  
**Réclamation** : délai, 73.  
**Règle proportionnelle**, 225, 245 et s.  
**Remise matérielle**, 170 ; volontaire, 168.  
**Remise en vigueur**, 105.  
**Répression**, 25.  
**Reproduction** d'œuvres d'art, 47, 179.  
**Résiliation** : aliénation de la chose assurée, 156, 158, 159, 160 ; point de départ du délai d'exercice, 153 ; du contrat, 150, 264.  
**Responsabilité**, 63 et s., 73 ; reconnue par l'Administration, 81.  
**Réticence**, 114, 122 et s., 127.  
**Réunion Française**, 18, 23, 29, 30, 39, 61, 62, 92, 224, 242, 251, 255.  
**Révocation** de l'offre, 100.  
**Richesses**, circulation, 8.  
**Risque** : aggravation, 135 et s. ; déclaration par l'assuré, 113 et s.  
**Risque objectif**, 135, 139, 280.  
**Risque simple**, 31.  
**Risque subjectif**, 138, 158, 280.  
**Rob Roy**, 19.  
**Robert Macaire**, 19.  
**Rodez** : protection contre le vol dans le diocèse, 18.  
**Ronde**, 90, 139.  
**Rupture** du contrat au cas d'aliénation de la chose assurée, 155.

## S

**Sauvetage** des objets assurés, 55.  
**Scott** (Walter), 19.  
**Séparation** de l'Eglise et de l'Etat, 50, 52.  
**Serrure** défectueuse, 64, 207.  
**Signature** de la police, 108, 109.  
**Silence** de l'assureur, 105.  
**Simulation** de vol, 242.

**Sinistre** antérieur à la signature du contrat, 103 ; avis, 241.  
**Situation** respective des contractants, 113.  
**Solennité**, 93.  
**Statistiques**, 6.  
**Subordonnés**, 79.  
**Subrogation** de l'assureur, 257 et s.  
**Surassurance**, 119.  
**Surprime**, 81.  
**Surveillance** des locaux assurés, 90, 139.

## T

**Tacite reconduction**, 264.  
**Tentative** de meurtre ou d'assassinat, 215 ; de vol, 180.  
**Théâtre**, 66.  
**Titre** : remise en paiement, 253.  
**Titres volés**, 56, 228, 262.  
**Tiers** ayant entre les mains l'objet volé, 260 ; marchandises leur appartenant, 41 ; valeurs leur appartenant, 73.  
**Travail** : vol commis en cours de travail, 71, 234, 237.  
**Transport maritime**, 86.  
**Tremblement de terre**, 239.  
**Trésor**, 187.  
**Troncs**, 51.

## U

**Union**, 24, 78, 80.  
**Université**, 268.  
**Urbaine-Seine**, 24.  
**Usage** : vol, 47, 167, 174 et s., 282.  
**Usufruit**, 185, 186.

## V

**Vacance** de locaux contigus à l'établissement de l'assuré, 139.  
**Valeur** : choses sans valeur marchande, 173 ; valeur au jour du sinistre, 251.  
**Valeur agréée**, 59, 250.  
**Valeur d'assurance**, 41, 49, 225 ; inférieure à la valeur réelle, 129.  
**Valeur partielle**, 250.  
**Valeurs**, 228, 230 ; appartenant aux domestiques, 229.  
**Ventilation** au cas de résiliation d'un seul risque, 88, 89.  
**Vêtements**, 268.  
**Victime** : attitude, 14, 195 ; faute intentionnelle ou dolosive, 235 et s. ; imprudence, 214.

**Vigueur** : date et heure d'entrée en vigueur, 106.

**Voitures** : v. *Automobile*.

**Voiturier**, 218.

**Vol** : moyens préventifs de lutte, 242, 267 ; délits jugés par les tribunaux, 7 ; fréquence, 8 ; notion, 164 et s. : variété, 9.

**Vol à l'américaine**, 168.

**Vol aggravé**, 218 et s.

**Vol assurable**, 13, 191.

**Vol d'électricité**, 177.

**Vol d'énergie**, 174 et s.

**Vol de radioactivité**, 178.

**Vol domestique**, 171, 218, 220.

**Vol d'usage**, 129, 174 et s., 219.

**Vol punissable**, 191.

**Voyage**, 38.

**Voyageurs** : vol des effets des voyageurs, 64 et s.



# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION . . . . . 1

1. Développement actuel de l'assurance. — 2. Silence du législateur. — 3. Nature juridique. — 4. Intérêts de cette étude. — 5. Importance du problème : généralité du risque. — 6. Stastistiques. — 7. Très grand nombre des vols. — 8. Raisons de cette fréquence. — 9. Variété des vols selon les pays. — 10. Avantages de l'assurance-vol. — 11. Intérêt théorique du problème. — 12. Fait juridique et fait matériel. — 13. Notion du vol assurable. — 14. Importance de l'attitude de la victime. — 15. Historique. — 16. Ancienneté de l'assurance. — 17. Ancienneté du vol. — 18. Caractère récent de l'assurance-vol. — 19. Les précédents dans la fiction. — 20. Les premières Compagnies d'assurance-vol dans différents pays. — 22. En France. — 23. La Réunion Française. — 24. Les assureurs français contre le vol. — 25. Le particularisme. — 26. Division du sujet.

## PREMIÈRE PARTIE

### LES DIFFÉRENTES SORTES D'ASSURANCE CONTRE LE VOL . . . . . 27

27. Plan.

#### A. — ASSURANCE DIRECTE . . . . . 28

28. Contenu. — 29. Assurance des mobiliers. — 30. Caractères d'une garantie efficace.

#### α) ASSURANCE CONTRE LE VOL DES MOBILIERS . . . . . 30

31.

##### I. *Assurance des mobiliers particuliers* . . . . . 31

32. — 33. Mobilier garanti. — 34. Valeur du mobilier et du montant de la prime. — 35. Vols commis par les domestiques. — 36. Mobilier appartenant à d'autres qu'à l'assuré. — 37. Bijoux. — 38. Déplacements de l'assuré : voya-

|                                                                                                                                                    |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| ges et inhabitation. — Risque incendie et risque vol associés.                                                                                     |    |
| II. <i>Assurance des marchandises</i> .....                                                                                                        | 36 |
| 40. — 41. Marchandises couvertes et valeur d'assurance.                                                                                            |    |
| — 42. Vol par les employés de l'assuré.                                                                                                            |    |
| III. <i>Assurance des bijoutiers</i> .....                                                                                                         | 37 |
| 43. — 44. Etendue de la garantie.                                                                                                                  |    |
| IV. <i>Assurance des musées et des collections d'art</i> .....                                                                                     | 40 |
| 45. — 46. Notion d'introduction furtive. — 47. Moulage des objets dérobés.                                                                         |    |
| V. <i>Assurance des expositions</i> .....                                                                                                          | 46 |
| 48. — 49. Détermination de la valeur assurée.                                                                                                      |    |
| VI. <i>Assurance des édifices religieux</i> .....                                                                                                  | 48 |
| 50. — 51. Vol du contenu des tronc. — 52. Influence de la loi de séparation.                                                                       |    |
| VII. <i>Assurance du contenu des coffres-forts</i> .....                                                                                           | 49 |
| 53. — 54. Garanties exigées. — 55. Délaissement. — 56. Avantages attachés aux titres volés.                                                        |    |
| β) ASSURANCE CONTRE LE VOL DES AUTOMOBILES .....                                                                                                   | 46 |
| 57. — 58. Vol du contenu de la voiture. — 59. Dépréciation de la voiture. — 60. Accessoires.                                                       |    |
| γ) OBJETS ENTRE LES MAINS D'UNE PERSONNE DÉTERMINÉE. .                                                                                             | 50 |
| 61. — 62. Vol sur la personne risque distinct.                                                                                                     |    |
| B. — ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ .....                                                                                                             | 53 |
| 63. Caractères spécifiques.                                                                                                                        |    |
| α) ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES HÔTELS EN CAS DE VOL DES EFFETS DES VOYAGEURS .....                                                   | 54 |
| 64. — 65. Division du risque. — 66. Responsabilités analogues.                                                                                     |    |
| β) ASSURANCE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DES PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES EN CAS DE VOLS COMMIS AU PRÉJUDICE DE LEURS LOCATAIRES .....                | 56 |
| 67. — 68. Négligence du concierge.                                                                                                                 |    |
| γ) VOL DANS LES VOITURES AUTOMOBILES .....                                                                                                         | 58 |
| 69. — 70. Objets volés appartenant à un tiers.                                                                                                     |    |
| C. — ASSURANCE CONTRE LES DÉTOURNEMENTS .....                                                                                                      | 58 |
| 71. — 72. Caractères généraux de cette police. — 73. Garantie donnée par l'assureur. — 74. Police caution. — 75. Assurance des comptables publics. |    |
| D. — ASSURANCE DU VOL ASSOCIÉE A D'AUTRES RISQUES                                                                                                  | 69 |
| 83. Rareté des assurances à garantie unique. — 84. Garantie du vol à titre accessoire.                                                             |    |

|                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------|----|
| α) ASSURANCE-TRANSPORT .....                                        | 71 |
| 85. — 86. Transport par mer.                                        |    |
| β) ASSURANCE-INCENDIE .....                                         | 75 |
| γ) ASSURANCE TOUS RISQUES .....                                     | 76 |
| 88. — 89. Réalisation du risque-vol seul. — 90. Vol et gardiennage. |    |

## DEUXIÈME PARTIE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <b>LE CONTRAT D'ASSURANCE CONTRE LE VOL EN DEHORS DE TOUT SINISTRE .....</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>81</b>  |
| 91. Application des règles générales.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |            |
| <b>A. — FORMATION DU CONTRAT .....</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | <b>82</b>  |
| 92. Comment se forme la convention. — 93. Caractère consensuel. — 94. Valeur du contrat en l'absence d'écrit.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |            |
| <b>a) CONCLUSION DU CONTRAT .....</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>87</b>  |
| 95. — 96. Contrat nouveau. — 97. Négociations préliminaires. — 98. Proposition d'assurance. — 99. Acceptation de l'assureur. — 100. Révocation de l'offre. — 101. Sociétés mutuelles d'assurances. — 102. Formalités précédant la formation. — 103. Sinistre antérieur à la formation du contrat. — 104. Modification à un contrat existant. — 105. Silence de l'assureur. — 106. Prise d'effet du contrat. — 107. Paiement de la première prime. — 108. Assurance-incendie. — 109. Autres risques. — 110. Risque-vol. — 111. Caractère de la première prime. — 112. La note de couverture.                                                                                                                             |            |
| <b>b) LA DÉCLARATION DU RISQUE PAR L'ASSURÉ .....</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | <b>107</b> |
| 113. — 114. Obligation de déclarer le risque. — 115. Le questionnaire. — 116. La déclaration spontanée. — 117. Solution légale. — 118. Etendue de l'obligation de déclarer. — 119. Qualité de l'assuré. — 120. Circonstances sans influence sur l'opinion du risque. — 121. Circonstances connues de l'assuré. — 122. Sanctions de l'obligation de déclarer. — 123. Art. 348. C. com. — 124. Art. 21 et 22, loi 1930. — 125. Sanction de la réticence ou de la fausse déclaration. — 126. Sanction de l'omission ou de la déclaration inexacte. — 127. Charge de la preuve. — 128. Conditions d'application des sanctions. — 129. Diminution de l'opinion du risque. — 130. Fins de non-recevoir opposées par l'assuré. |            |
| <b>B. — PREUVE DU CONTRAT .....</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <b>124</b> |
| 131. — 132. Force probante de la déclaration de l'assuré.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |            |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| C. — RÈGLES APPLICABLES AU COURS DU CONTRAT . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 127 |
| 133. —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
| a) PAIEMENT DES PRIMES . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 128 |
| 134. —                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
| b) DÉCLARATION A L'ASSUREUR DES AGGRAVATIONS DU RISQUE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 131 |
| 135. — 136. Fondement. — 137. Notion de l'aggravation du risque. — 138. Aggravation du risque « subjectif ». — 139. Aggravation du risque « objectif ». — 140. Découvert à la charge de l'assuré. — 141. Aggravation du risque provenant d'une loi nouvelle. — 142. Fins de non-recevoir. — 143. Obligation de déclarer l'aggravation du risque à l'assureur. — 144. Forme de la déclaration. — 145. Défaut de déclaration. — 146. Impossibilité ou inutilité de la déclaration. — 147. Sanction de la non-déclaration. — 148. Déclaration insuffisante. — 149. Droit de l'assureur en cas de déclaration correcte. — 150. Résiliation du contrat. — 151. Continuation du contrat, moyennant prime plus élevée. — 152. Disparition de l'aggravation du risque. |     |
| D. — DURÉE DU CONTRAT . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 147 |
| 153. — 154. Aliénation de la chose assurée. — 155. Raison d'être de la continuation du contrat. — 156. Conditions de la transmission de l'assurance à l'acquéreur. — 157. Effets de la transmission de l'assurance. — 158. Faculté de résiliation réciproque. — 159. Résiliation par l'assureur. — 160. Résiliation par l'acquéreur.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |     |
| E. — FIN DU CONTRAT . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 159 |
| 161.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |     |
| 162. Conclusion.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |     |

### TROISIÈME PARTIE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| LA GARANTIE FOURNIE PAR L'ASSUREUR . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 161 |
| 163. Position du problème.                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |
| Section première. — Notion du risque . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 162 |
| 164.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |     |
| A. — NOTION DU VOL DANS LE CODE PÉNAL . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 163 |
| 165. Evolution historique. — 166. Eléments du vol.                                                                                                                                                                                                                                                                                  |     |
| a) ELÉMENT MATÉRIEL . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 164 |
| 167. — 168. Remise volontaire de la chose. — 169. Détenteur changeant son titre. — 170. Dessaisissement matériel et détention précaire. — 171. Vol domestique. — 172. Choses susceptibles de possession. — 173. Choses sans valeur marchande. — 174. Vol d'usage. — 175. Distinction. — 176. Absence de quantité appréciable de ma- |     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| tière dérobée. — 177. Vol d'électricité. — 178. Vol de radioactivité. — 179. Reproduction d'œuvre d'art. — 180. Situation du délit dans le temps.                                                                                                                                                                             |     |
| b) ELÉMENT INTENTIONNEL . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 174 |
| 181.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |
| c) ELÉMENT JURIDIQUE . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 176 |
| 182. — 183. Changement de propriété. — 184. Propriété litigieuse. — 185. Démembrement de la propriété. — 186. Indivision. — 187. Trésor. — 188. Choses abandonnées. — 189. Vol entre parents ou alliés. — 190. Conclusion. — 191. Distinction du vol assurable et du vol punissable.                                          |     |
| B. — NOTION DU VOL DANS L'ASSURANCE-VOL. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                              | 182 |
| 192. — 193. Caractère indemnitaire de l'assurance. — 194. Caractère aléatoire de l'assurance. — 195. Importance de l'attitude de l'assuré. — 195 <i>bis</i> . Preuve du sinistre. — 196. Preuve du vol. — 197. Preuve de la perte. — 198. Moralité de l'assuré. — 199. Conditions de garantie. — 200. Etendue de l'assurance. |     |
| a) AGGRAVATION TENANT AU LIEU DE L'INFRACTION . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                       | 192 |
| 201. — 202. Chemin public. — 203. Champs. — 204. Maison habitée. — 205. Clôtures.                                                                                                                                                                                                                                             |     |
| b) AGGRAVATION TENANT AUX PROCÉDÉS D'EXÉCUTION . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                      | 195 |
| 206.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |
| I. <i>Vol commis avec effraction dans un bâtiment ou lieu clos</i> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                  | 196 |
| 207. — 208. Effraction intérieure et extérieure. — 209. Effraction postérieure au vol.                                                                                                                                                                                                                                        |     |
| II. <i>Vol commis dans un bâtiment ou lieu clos avec escalade des clôtures</i> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                      | 200 |
| 210. — 211. Lieu de l'escalade.                                                                                                                                                                                                                                                                                               |     |
| III. <i>Vol commis à l'aide de fausses clés ou tous autres instruments</i> . . . . .                                                                                                                                                                                                                                          | 202 |
| 212.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |
| IV. <i>Pénétration clandestine de l'auteur du vol dans les locaux renfermant les choses assurées</i> . . . . .                                                                                                                                                                                                                | 204 |
| 213. — 214. Imprudence de l'assuré.                                                                                                                                                                                                                                                                                           |     |
| V. <i>Vol précédé ou suivi de meurtre ou d'assassinat dûment établis sur la personne de l'assuré, d'un des membres de sa famille ou d'un de ses préposés</i> . . . . .                                                                                                                                                        | 206 |
| 215.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |
| c) AGGRAVATION TENANT A LA QUALITÉ DU VOLEUR . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                        | 207 |
| 216. — 217. Exclusion. — 218. Vols aggravés.                                                                                                                                                                                                                                                                                  |     |
| d) L'ESCROQUERIE ET L'ABUS DE CONFIANCE . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                             | 209 |
| 219. — 220. Conditions d'existence de l'abus de confiance. — 221. Conclusion.                                                                                                                                                                                                                                                 |     |



|                                                                                                                                           |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Section deuxième. — Nature et étendue de la garantie...</b>                                                                            | 213 |
| 222.                                                                                                                                      |     |
| <b>A. — OBJETS ASSURÉS .....</b>                                                                                                          | 213 |
| 223. — 224. Art. 3 de la police.                                                                                                          |     |
| a) OBJETS SE TROUVANT DANS LES LOCAUX ASSURÉS .....                                                                                       | 215 |
| 225. — 226. Immeubles par destination.                                                                                                    |     |
| b) OBJETS APPARTENANT A L'ASSURÉ, SA FAMILLE, SES DOMESTIQUES . . . . .                                                                   | 218 |
| 227.                                                                                                                                      |     |
| c) OBJETS EN OR ET EN ARGENT, BILLETS DE BANQUE, ESPÈCES, TITRES ET VALEURS .....                                                         | 219 |
| 228. — 229. Valeurs appartenant aux domestiques. — 230. Désignation des valeurs. — 231. Disparition pour une cause inconnue.              |     |
| <b>B. — OBJETS DÉTÉRIORÉS PAR LE VOLEUR .....</b>                                                                                         | 221 |
| 232.                                                                                                                                      |     |
| <b>C. — EXCLUSIONS DE GARANTIE .....</b>                                                                                                  | 223 |
| 233. — 234. Risques exceptionnellement couverts.                                                                                          |     |
| a) VOLS FACILITÉS PAR UNE MAUVAISE FERMETURE DES LOCAUX ASSURÉS, OU PAR UNE FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE DE L'ASSURÉ .....            | 223 |
| 235. — 236. Faute lourde de l'assuré.                                                                                                     |     |
| b) VOL COMMIS PAR UN MEMBRE DE LA FAMILLE DE L'ASSURÉ, PAR UNE PERSONNE HABITANT CHEZ LUI OU PAR UN EMPLOYÉ AUX HEURES DU TRAVAIL .....   | 226 |
| 237.                                                                                                                                      |     |
| c) VOLS EN TEMPS DE GUERRE CIVILE, D'ÉMEUTE, DE GRÈVES.                                                                                   | 226 |
| 238.                                                                                                                                      |     |
| d) VOLS COMMIS AU COURS D'UN INCENDIE OU D'UNE EXPLOSION, D'UNE INONDATION, D'UN TREMBLEMENT DE TERRE OU D'UNE GUERRE ÉTRANGÈRE . . . . . | 227 |
| 239.                                                                                                                                      |     |
| <b>Section troisième. — Fixation de l'indemnité et règlement du sinistre . . . . .</b>                                                    | 228 |
| 240.                                                                                                                                      |     |
| <b>A. — AVIS DU SINISTRE ET DIVERSES FORMALITÉS..</b>                                                                                     | 228 |
| 241. — 242. Art. 9 de la police. — 243. Sanction.                                                                                         |     |
| <b>B. — ÉTABLISSEMENT DU MONTANT DE L'INDEMNITÉ EFFECTIVEMENT DUE . . . . .</b>                                                           | 232 |
| 244. — 245. Règle proportionnelle. — 246. Proportionnalité de l'assurance et de la valeur assurée. — 247. Fon-                            |     |

dement de la règle proportionnelle. — 248. Portée d'application de la règle proportionnelle. — 249. Assurance au premier risque. — 250. Valeur agréée. — 251. Calcul de la valeur au jour du sinistre.

|                                                                                                                                                                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| C. — MODES DE RÈGLEMENT DU SINISTRE .....                                                                                                                                                                                                                               | 239 |
| 252. — 253. Remise de titres en paiement. — 254. Délai-<br>sement. — 255. Déchéances.                                                                                                                                                                                   |     |
| D. — EFFETS DU RÈGLEMENT. . . . .                                                                                                                                                                                                                                       | 243 |
| 256. — 257. Subrogation de l'assureur dans les droits et<br>actions de l'assuré. — 258. Art. 36 loi de 1930. — 259. Na-<br>ture juridique. — 260. Droits de l'assureur subrogé à<br>l'égard des tiers. — 261. Etendue de la subrogation. —<br>262. Critique du système. |     |
| E. — PRESCRIPTION . . . . .                                                                                                                                                                                                                                             | 251 |
| 263.                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |
| F. — RÉSILIATION OU RENOUVELLEMENT TACITE<br>APRÈS LE SINISTRE .....                                                                                                                                                                                                    | 252 |
| 264.                                                                                                                                                                                                                                                                    |     |

#### QUATRIÈME PARTIE

|                                                     |            |
|-----------------------------------------------------|------------|
| <b>APERÇU DE L'ASSURANCE VOL A L'ÉTRANGER. ....</b> | <b>257</b> |
| 265.                                                |            |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| A. — ALLEMAGNE .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 258 |
| 266. Développement de l'assurance contre le vol. — 267.<br>Lutte préventive contre le vol. — 268. Vol assurable. —<br>269. Vol qualifié. — 270. Responsabilité de l'assureur.<br>— 271. Assurances tous risques et assurances infidélité.<br>— 272. Assurances collectives contre les détournements<br>du personnel. — 273. Assurances-dépôts et assurances<br>des caissiers. — 274. Technique de l'assurance. — 275.<br>Caractères propres de l'assurance contre le vol. |     |
| B. — PAYS ANGLO-SAXONS .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 267 |
| 276. — 277. Développement considérable de l'assurance-<br>vol. — 278. Lutte contre le vol. — 279. Applications des<br>règles générales. — 280. <i>Moral and physical hazard</i> . —<br>281. Classification des risques commerciaux. — 282. Vol<br>assurable.                                                                                                                                                                                                              |     |

|                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>CONCLUSION</b> . . . . .                                                                 | 273 |
| 283.                                                                                        |     |
| <b>ANNEXES</b> . . . . .                                                                    | 277 |
| <b>DOCUMENTS</b> . . . . .                                                                  |     |
| 1. Proposition d'assurance habitations particulières....                                    | 279 |
| 2. Police vol-mobilier . . . . .                                                            | 283 |
| 3. Police combinée, vol et incendie . . . . .                                               | 289 |
| 4. Police vol sur la personne, la perte par force majeure<br>et les détournements . . . . . | 297 |
| 5. Police exposition tous risques . . . . .                                                 | 303 |
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b> . . . . .                                                              | 307 |
| <b>LISTE DES ABRÉVIATIONS</b> . . . . .                                                     | 309 |
| <b>TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES</b> . . . . .                                            | 311 |
| <b>TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES</b> . . . . .                                              | 317 |





